LE FESTIN DES AUTRES

DEUXIÈME PARTIE (1)

Thierry loua le hangar du boulevard de Charonne. Au fond, quelques degrés conduisaient à deux pièces. Il meubla l'une de bois blanc comme la cellule d'un moine, l'autre d'une baignoire, et ce fut tout. Dès le mois de janvier, l'atelier était mis en marche. Georges Lescherolle, par l'entremise d'un valet de chambre qu'il connaissait, avait eu exceptionnellement pour quatre mille cinq cents francs une première voiture fatiguée. Une seconde, trouvée dans un garage, n'avait pas été lâchée à moins de sept mille. Au bout de six semaines, l'une et l'autre roulaient divinement. Thierry fut assez heureux pour revendre la dernière à un marchand d'autos au prix de quatorze mille. Tout allait bien. Le hangar en carreaux de plâtre s'allongeait sous un vitrage clair. Deux ou trois voitures américaines défoncées ou boiteuses, achetées à la brocante, pour les clous, disait Georges, dessinaient contre le mur leur silhouette de carrosses misérables. Il y sentait l'huile et le pétrole. En cotte bleue, la moustache élégante et blonde, Georges rodait à la potée d'émeri des soupapes de moteur, et les deux ouvriers qu'on avait embauchés pour la carrosserie manipulaient leurs vernis odoriférants en modulant des chansons langoureuses. Lorsque Thierry rentrait de ses courses, il s'enfermait pour les comptes dans un petit bureau vitré d'où son œil enfilait tout l'atelier, de façon que pas un geste des travailleurs ne lui échappât. Le soir, en peine de sa solitude, il allait parfois frapper après

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

dîner chez les Mussy, se disant à lui-même : « C'est pour tuer le temps. » Le potier et lui fumaient ensemble sur le divan pendant que les femmes s'affairaient à la cuisine au bruit des chocs de vaisselle. Marcel Mussy disait :

— Avec quarante ou cinquante mille francs d'appoint, voici ce que je ferais : j'abattrais le mur de mes fours et, le réduit doublé, j'accoterais trois autres fours au foyer central pour cuire de la poterie d'art. J'en ai assez de modeler des casseroles, monsieur. Je vois souvent en esprit de belles formes que je rêve de réaliser. J'ai trouvé un émail d'une qualité telle que la mussite, sous cette sorte de caresse que la matière translucide y répand, jette l'éclat même de la vie. Ah! monsieur, imaginez un jardin à terrasses étagées dont les balustres seraient de mussite émaillée, soutenant des vases de cette même chair dorée, vibrante au soleil rose du soir, et où fleuriraient, comme des coussins mauves, des touffes d'héliotrope!

Mais l'amère Thérèse, qui n'était point si occupée à ses travaux ménagers qu'elle ne surveillât la conversation par la porte ouverte, arrivait là-dessus, le torchon à la main.

— Dites-lui donc, monsieur Audun, qu'au lieu de se perdre dans ses songeries, il ferait mieux de visiter les bazars populaires pour les commandes de pot-au-feu. Agrandir l'usine, quand nous aurons peut-être demain quatre-vingt mille francs à payer, plus les frais du procès!

Ou bien elle se contentait de regarder Thierry sans rien dire, avec un clignement d'yeux, comme lorsqu'un enfant parle. Pareille à un cygne d'or mystérieux, la harpe de Perrine hypnotisait Thierry. Quelle lettre formait-elle et venue de quelle écriture? Sous la lumière du petit salon des Mussy, ses cordes glissaient comme de l'eau. Thierry en désirait sourdement les gouttes mélodieuses. Il se rappelait le son et la forme de ces notes, les unes tombant dans une coupe de cristal, les autres au creux d'une citerne profonde. Ah! qu'il en avait soif! Mais la petite ondine, effacée contre le mur auquel ses mains se collaient, à la manière des écolières, ne paraissait pas se soucier de faire ruisseler ces perles, et Thierry ne demandait rien. Elle écoutait tantôt son père ingénu et tantôt sa mère tragique. On ne l'entendait jamais.

Un soir pourtant, à l'atelier, après le départ des ouvriers, Thierry vit s'ouvrir le portail là-bas. Seule sa petite loge ser-

vait de lanterne à la nef ténébreuse. Une mince forme au visage blanc s'avançait, sinuant à travers les pneus crevés, les tours, la ferraille tordue. Thierry sentit une sueur lui couvrir le front. C'était Perrine Mussy.

— Vous ne me trahirez pas, n'est-ce pas? Non, vous avez l'air si gentil, monsieur Audun. Je voudrais travailler pour aider papa. Voilà ce qui m'amène. La musique, voyez-vous, ça n'est pas pour vous rendre riche. La musique, ça n'est pas pour vendre, il me semble. On ne vend pas le vent qui souffle dans la cheminée, ni le bleu du ciel, ni le soleil qui entre dans le fond des chambres le soir, ni l'envie de rire, ni l'envie de pleurer. La musique, c'est une chose qu'on a dans le cœur. J'ai joué de la harpe chez les Lambesse, chez Jeannetty. J'ai eu des billets de banque dans les doigts, mais si peu et si petits pour sauver ce pauvre papa qu'un grand cauchemar empêche de dormir : une échéance au mois de mars, dix-huit mille francs de mussite à payer à la société des carrières de Cormeilles! Maman, elle, meurt de chagrin pour un manteau dont elle a envie. Ce manteau, elle l'attendait après un coup de chance de papa, trois cents plats allant au feu vendus aux casernes de Paris. Et puis, l'argent s'en est allé, fondu par les mains de papa en laques très chères dont il compose ses vernis merveilleux. Je voudrais travailler, monsieur Audun.

Elle le regardait en parlant, avec de grands yeux de petit enfant, fille chimérique de l'inventeur nuageux. Thierry souriait ; le monde et la vie réelle s'éloignaient de lui : il ne restait plus dans l'infini que cette prison de verre illuminée qui les enfermait, lui et cette frêle muse au rêve contagieux. Au lieu de lui répondre, car il sentait sa volonté s'amollir, il questionna :

— Pourquoi êtes-vous venue me trouver, pourquoi pas M. Lambesse ou M. Jeannetty?

— Je ne sais pas, dit-elle ; je n'ai pensé qu'à vous, parce que vous êtes meilleur.

— Qu'ai-je donc fait de bon, mademoiselle Perrine?

— Je ne sais pas, répéta-t-elle, mais vous avez un tel ton quand vous parlez le soir des malheureux, des déshérités de la vie, de ce pauvre Lescherolle avec qui vous vivez ici, que l'on se sent bien à vous conter ses peines.

Et elle se rapprochait comme un petit animal câlin et pur

qui cherche à se blottir. Il y eut un long silence. Les yeux peureux de Perrine observaient maintenant Thierry et son étrange visage, impénétrable. Elle finit par demander, d'un air chagrin :

— Pourquoi ne me répondez-vous pas ? Vous êtes fâché que je sois venue?

— Moi, je ne peux rien pour vous, dit-il brusquement. Je traîne aussi la misère dans ce grand diable d'atelier. Puis, que feriez-vous? Des écritures ? Que ne vous adressez-vous dans ce cas à René de Vrigny?

Les yeux étonnés s'agrandirent encore :

— Je n'avais pas pensé à lui. Et puis, d'ailleurs, lui, Vrigny, c'est bien différent de vous. Papa dit souvent : « Thierry Audun, c'est un saint. » Vous ressemblez au nocturne de Franck. Lorsque je le joue, sur ma harpe, il me semble que je vous dessine. Vous êtes tranquille comme lui, calme, calme.

Et ses deux petites mains musicales étalaient dans l'air comme les eaux d'un lac.

Thierry s'efforça de rire.

— Ah ! ah ! calme, calme : pauvre petite, si vous désirez un saint, je vous conseille d'aller chercher ailleurs.

— Alors, vous me renvoyez ? demanda-t-elle, pleurant à demi.

— Non, je vous donne l'avis d'un ami véritable, d'un ami désintéressé. Allez trouver René de Vrigny comme vous êtes venue me trouver ce soir, aussi simplement, aussi bravement. Lui connaît des avocats, des gens de Loi. Je suis sûr qu'il vous dira ce que vous devez faire.

Le visage blanc de Perrine s'épanouit à une pensée qui fleurit en elle tout à coup.

— René de Vrigny, prononça-t-elle en se recueillant, il est gentil lui aussi.

Et s'avisant soudain qu'elle ennuyait peut-être Thierry :

— Je vous ai dérangé, je crois. Pardonnez-moi. C'est si triste à la maison, quand maman pleure en songeant à tout ce qu'elle n'a pas. En ce moment, tenez, ce manteau de maman et les vernis nouveaux de papa, c'est toute ma vie. Cela me faisait plaisir de m'échapper. Vous ne direz à personne que je suis venue. Si vous permettez que je vous fasse une petite visite de temps en temps...

— Vous savez que je suis fort occupé, mademoiselle Perrine...

Elle pensa n'avoir pas bien entendu, l'observa, toute peinée de cette phrase rude. Elle se l'imaginait si bon! Déçue, elle se leva. Thierry aussitôt se mit debout. Comme une petite fille boudeuse, elle descendit la nef du hangar; Thierry la suivit, sans rien dire et, au bas, lui ouvrit le portail.

Quand il vit sa fragile silhouette s'éloigner dans le noir du boulevard de Charonne, si désert, il se mit à la rappeler, comme malgré lui :

— Perrine! Perrine!

Mais elle n'entendait plus.

Au seuil de ce grand atelier qui semblait infini, ce soir, Thierry s'arrêta. Quelques gouttes de lumière çà et là pendaient du faîtage, rendant plus fantastique le squelette des châssis ou la caricature des voitures boiteuses qui braquaient dérisoirement vers le patron le mufle défoncé de leur capot. Tout devenait hostile. Le pressentiment le saisit que son usine aussi le mangerait. Et, tout imprégné encore de la saveur et du délice de la lumineuse Perrine, il suivait impitoyablement le déroulement fatal de la fraîche idylle qu'appelait René de Vrigny. Il vit l'ordre accompli et ces deux enfants charmants aux bras l'un de l'autre.

Un soupir de douleur sortit de son être dompté.

***

A la fin du premier trimestre, Thierry Audun s'aperçut qu'il était au bout de sa commandite.

Si rudimentaire que fût l'aménagement du hangar, la dépense des réparations et du mobilier jointe aux frais d'outillage, des meules, des tours, avait mangé plus de la moitié des trente mille francs d'Abel. Les deux ouvriers carrossiers qu'on employait pour la réfection des autos coûtaient soixante-dix francs par jour. L'achat des deux premières voitures avait représenté un total de onze mille cinq cents francs. Il est vrai qu'à la vente de la deuxième auto, sept mille francs de bénéfice étaient tombés comme une manne dans la caisse, mais la première, une Paget très soigneusement revisée, restait toujours invendue. Impossible de la sortir. Avec ses nickels et ses panneaux qui vous miraient au passage, immobile au

fond du hangar, elle évoquait le luxe et les grandeurs de ce monde : un chauffeur hautain de bonne maison, quelque princesse emmitouflée qui met pied à terre au Bois, à midi, pendant que la machine puissante continue de la suivre à petite allure sur la route de la Grande Cascade.

Afin d'occuper les carrossiers, on s'était mis à reconstruire une vieille marque américaine dont le châssis, depuis le début, s'allongeait contre le mur, avec le mufle camus de son capot et le volant brandi en l'air comme un jouet d'enfant. Et l'on restait avec quatre mille deux cent quinze francs en caisse. Pourtant on allait à l'économie et Thierry n'avait pas permis que ni son associé ni lui ne s'attribuassent plus de mille francs d'appointements mensuels sur le capital. Là il avait eu raison des récriminations de Georges qui blâmait Abel, disant que lorsqu'on était riche, on n'établissait pas son frère avec quatre sous et comme en pleurant. D'ailleurs, l'associé de Thierry, qui ne s'occupait pas des comptes, regardait celui-ci comme un tuteur avare qui marchande les fonds. Il avait un pouvoir remarquable de producteur, travaillait comme deux, donnait son maximum, mais ne comprenait pas après cela qu'on lésinât avec lui : longue habitude de prolétaire accoutumé à recevoir strictement selon ses œuvres. Il recherchait aussi la moindre occasion de rancune contre Thierry. Lorsque tous deux étaient accoudés l'un près de l'autre au bureau verni de la cage de verre et que les fortes mains de Georges, longues par nature, mais élargies dans le travail, écrasées sous les pièces d'acier trop lourdes, déformées par les efforts qui écartèlent les muscles et sculptées dans la chair noire et métallique des ouvriers du fer, voisinaient avec la fine main d'artiste de Thierry, aux ongles taillés comme ceux d'une femme, un sentiment trouble prenait l'artisan.

— Comment, vous, la classe dirigeante, avec toutes vos belles relations, vous n'avez pas pu amener ici un client pour notre petite Paget?

— J'ai cherché, Georges, répondait Thierry avec douceur, j'ai battu le pavé, vous le savez bien, mais on ne crée pas les acheteurs.

— Vous n'avez rien d'autre à faire, des visites, pendant que moi, là dedans, je sue à reviser les vieux clous. Votre part est belle.

— Vous ignorez si je dors toutes les nuits, moi, le responsable. Mais qu'à cela ne tienne, si notre contrat vous déplaît, je me retire.

— Vous n'avez même pas de quoi payer le dédit.

— Je saurai trouver le nécessaire.

— Il ne faut pas vous fâcher, Audun, vous prenez toujours la mouche. Moi je suis vif. Je parle trop vite, c'est vrai. Au fond, vous êtes bien le meilleur des bourgeois que j'ai connus.

Thierry garda pour lui, tout d'abord, l'affolante constatation que lui avaient imposée ses comptes. Mais, poussé par un besoin plus aigu de se dépouiller encore, ou pressé peut-être par un instinct de sacrifice au sort, ou pour se donner une plus forte impression de lutte, on le vit souvent revêtir une blouse noire et se mêler des travaux de réparation. Ses doigts d'intellectuel devinaient d'eux-mêmes les tâches inconnues. Si d'aventure une auto fatiguée passait sur le boulevard de Charonne, le propriétaire entrait sur la foi de l'enseigne pour une consultation. A l'occasion, Thierry démontait un moteur, visitait les cylindres. Georges refusa de croire qu'il n'eût jamais été mécanicien. Toutes les possibilités d'un intellectuel, ce rôle souverain de l'Esprit dans les différents ordres de labeur, il les méconnaissait.

Il arriva un matin à l'atelier, disant avoir trouvé, dans le seizième, une occasion, une jolie voiture américaine, loin d'être aussi endommagée que ne croyait le patron. Celui-ci avait chargé le chauffeur du soin de la vendre, fût-ce à bas prix. Georges, malgré la majoration de l'intermédiaire, un ami à lui, devait l'avoir pour six mille francs.

— On regagnerait le double là-dessus.

Alors Thierry dut avouer les quatre mille deux cent quinze francs restant en caisse.

— C'est cette sacrée petite Paget qu'on ne peut pas vendre! dit Georges atterré.

Le soir, Thierry alla voir René de Vrigny chez Abel, comptant que le jeune homme pourrait l'aider à se débarrasser de la voiture. Mais il put à peine en dire deux mots. Tout de suite, nerveux et trépidant, Vrigny, baissant le ton et avec l'ingénuité d'un enfant qui se confesse, raconta que Perrine était venue le surprendre ici quelques jours auparavant.

— Envoyée par vous, m'a-t-elle dit, pour obtenir des écri-

tures. Mais, cher monsieur Audun, j'ai compris votre élégant subterfuge. En vérité, vous m'avez donné là l'occasion de me reconnaître. J'ai été surpris de constater combien fermement j'avais décidé d'en faire ma femme. Elle est unique au monde : tel est son type physique, presque céleste, telle est son âme! Connaissez-vous une autre jeune fille qui lui ressemble? non, n'est-ce pas? Cher monsieur Audun, je vous dois beaucoup de reconnaissance.

Il parlait très vite pour dissimuler son émoi. L'estime sans mesure qu'il avait pour le frère de Me Audun exigeait cette confidence; mais ce n'était qu'à demi qu'il révélait l'amour dont flambait son jeune être. Thierry accorda un sourire à cet aveu et vint soulever le rideau de la fenêtre pour plonger dans le jardin du Palais-Royal. Les ormeaux et les marronniers, avec leur ramure sèche et noire se découpaient sur le sol blanc. Mars gonflait déjà de sève le bout des branches. Autour du bassin central aux eaux légères, une bande d'enfants s'était abattue en piaillant. Le crépuscule exagérait la fermeté géométrique des formes. Tant d'ordre calmait toujours le sensitif Thierry.

— Vous lui avez dit que vous l'aimiez? fit-il en se retournant soudain.

René de Vrigny, qui était demeuré à rêver, s'écria, confus :

— Comment l'avez-vous deviné?

— Oh! ce n'était pas difficile.

— Voyez-vous, monsieur Audun, continua le jeune homme avec une gêne et une hésitation qui apaisaient Thierry en le charmant, voyez-vous, elle m'a paru, quand elle était ici me racontant sa vie, une si pauvre petite chose, infiniment précieuse pourtant, mais si battue par la tempête, si méconnue du sort injuste, que j'ai senti le besoin de l'inonder d'un grand coup d'encens.

— Elle a été étonnée, éblouie, puis heureuse, dit Thierry, qui semblait raconter la scène comme un spectateur. Elle a écouté, interdite. C'était la première fois. La minute où la femme se sent devenir idole est ineffable. Vous lui avez donné cela : le plus bel instant de sa vie. Désormais son insupportable mère peut crier misère, et son père la berner de ses projets à avortements : elle est aimée, la petite Perrine. Elle a trouvé le château du bonheur, et sous sa main la porte va s'ouvrir.

— Pour l'homme aussi, l'instant est magnifique, ajouta Vrigny.

— Vous ne me surprenez pas, dit seulement Thierry.

Dans l'antichambre, Thierry trouva Florence Lescherolle, le chapeau sur la tête, sa journée finie, et qui se poudrait les joues devant une glace.

— Vous permettez que je descende avec vous, monsieur Thierry ? demanda-t-elle.

La prière était dans le velours de ses yeux, dans sa bouche implorante, dans un mouvement de ses épaules, de tout son corps vers Thierry.

— Mais oui, Florence, venez.

Il avait répondu, lui sembla-t-il à lui-même, avec une bonté toute faite de pasteur d'âme. En réalité, il se payait, sur ces vertueux et bienfaisants plaisirs, de l'affreuse sensation de sacrifice qui vidait son cœur à ce moment. Florence était mélancolique : à tout prendre, l'existence d'une dactylo est ingrate. Thierry compatissant se pencherait sur elle, atténuerait par certains égards les duretés de sa condition. Il lui parla de la vieille nourrice d'Abel, Mélanie, voulant savoir si elle se portait bien.

— Maman? dit Florence, vous l'auriez déjà vue, si elle m'avait écoutée. Je lui répète souvent qu'il n'y a pas plus gentil que vous et qu'elle devrait aller vous rendre visite. Mais elle n'ose pas, figurez-vous. Pourtant, monsieur Thierry, est-ce qu'une femme comme maman ne vaut pas cent fois toutes ces belles madames?

Et elle montrait sur l'asphalte de la place, où les chassait en foule la fermeture des magasins du Louvre, les élégantes qui avaient passé leur journée dans les chiffons. Valoir les belles dames, c'était l'idée fixe, l'obsession de Florence. Elle détaillait d'un œil fier et froid la coupe des costumes, les bijoux, le soulier et jusqu'à ce geste cinématographique et bien réglé qu'elles avaient toutes, pour monter en auto d'un air à la fois empressé et voluptueux. Bientôt, Florence et Thierry reconnurent ensemble Claudia Jeannetty et sa beauté tapie au fond du chapeau noir. Sa haute stature nonchalante parut ne pas peser sur le marchepied quand elle s'engouffra dans la voiture selon le rite. Des tulipes éclatantes se balançaient derrière le cristal de la portière. Son fin profil blanc, lumineux, lançait un rayon parmi les coussins clairs. Les

panneaux de l'auto mirèrent le Conseil d'État au passage. Florence murmura :

— Faut-il que les uns aient tout et les autres rien ! Moi, je vais m'écraser dans un autobus pesant pour aller retrouver le taudis familial, rue Palatine.

Et devant le café de la Régence, jetant un regard d'envie sur les couples de la fin du jour, attablés avec lassitude en face d'apéritifs interminables :

— Dieu, que j'ai soif ce soir !

Thierry s'amusa de devoir conduire au café la dactylo de son frère. Mais il n'est pas de manière petite d'être bon ; il fit asseoir Florence à la terrasse, obtint, grâce à une longue patience, des renseignements sur ce qu'elle désirait boire et enfin, à la voir rougir de plaisir, s'estima récompensé.

Et pendant qu'il avalait une tasse de lait à ses côtés, silencieux et heureux comme un prophète qui n'appartient plus qu'à l'humanité, Florence bavardait, entremêlant Georges, sa mère, ses besoins de luxe et les aphorismes qui composent toute la philosophie des femmes du peuple. Puis, à mesure qu'une flamme insidieuse montait à son cerveau avec l'esprit de la liqueur, elle parla de Thierry lui-même.

— Comme vous êtes seul là-haut à Charonne, comme vous devez vous ennuyer !

Et elle ajouta, en le caressant, en l'enveloppant de son regard de velours :

— Vos soirées solitaires, oui, vos soirées quand Georges est parti... plus une parole amie, plus rien...

— Oh ! vous savez, Florence, la solitude, j'y suis habitué.

— On a toujours besoin d'être aimé, soupira-t-elle.

Il y eut un silence. Thierry songeait :

« Comme elles tombent vite dans la sentimentalité ! »

La nuit venait. Sur la place du Théâtre-Français, toute mouvante à cette heure d'une foule noire que les autobus gémissants venaient happer par lots et qui renaissait sans arrêt, les gros œufs électriques des lampadaires s'illuminèrent tout d'un coup.

— Il faut que je rentre, soupira Florence, en se levant paresseusement.

Thierry lui fraya un chemin parmi les tables de la terrasse, et au moment où il lui offrait de la conduire à l'autobus, il

sentit une main se glisser sous son bras, s'y agripper avec une hésitation, une timidité attendrissante. Il pensa :

« Pauvre petite... »

— Je n'oserais jamais vous demander de venir chez nous, balbutiait Florence, qui avait des larmes plein les yeux, c'est si laid chez nous : la table mise avec des assiettes dépareillées près du fourneau de cuisine et le lit de Georges sous son gros édredon rouge ! Moi, je couche avec Ida, dans la chambre de maman.

— Pourquoi n'irais-je pas chez vous, Florence ? dit Thierry, qui jouait maintenant inconsciemment son rôle de bon pasteur.

— Vous le savez bien. Ça vous dégoûterait après les beaux meubles de M. Abel, ses tapis où le talon enfonce tout entier, les argenteries qui luisent dans sa salle à manger.

Elle était aussi tragique à ce moment que Mme Mussy, mais Thierry, qui l'aidait à gravir le marchepied de l'autobus, dit en souriant :

— Comme vous êtes sotte ! ma petite Florence.

Sur la nuit parisienne, un velum rouge brique s'était tendu, ce dôme de nuées rousses pareil à un reflet d'incendie qui sert de pavillon aux féeries de la cité. La résultante de tout le luminaire d'une ville irradiée était là-haut dans le ciel embrasé. Le trajet fut long, malgré l'itinéraire de traverse par les petites rues où l'on voyait encore des chats esquisser une fuite fauve et dansante sur le pavé gras des ruisseaux. Thierry s'appliquait à penser au cœur ulcéré de Florence, mais il ne se heurtait pas à un couple nocturne, enlacé au creux d'une porte, qu'il ne revît avec une brutalité implacable la petite Perrine toute saisie et, dans le ravissement même de l'amour, écoutant l'aveu de René de Vrigny. L'avait-il tenue ou non dans ses bras ? Voilà le problème auquel son imagination ne pouvait plus échapper. Et dans l'instant même où il méditait sur l'éducation morale de Florence, la question du baiser que peut-être Vrigny et Perrine s'étaient donné se posait sans répit.

Enfin, il arriva au boulevard désert. Pour traverser le hangar, il n'alluma pas et buta sur un lot de vieilles chambres à air qui traînaient. Un petit escalier conduisait à sa cellule. Il embrassa du regard l'armoire de bois blanc, la chaise de paille, le lit de camp juste assez large pour son corps.

Alors surgit devant lui la vision de la félicité conjugale

d'Abel. En dépit de quelques nuages, qui n'étaient que le fait d'un grand amour, Abel connaissait un sort d'exception. Il buvait à l'âme d'Antoinette si riche, si lumineuse. Ce monde de mystère était à jamais son divin domaine. Thierry imaginait ce que pouvait être la révélation mutuelle de ces deux beaux êtres. Et en s'enfonçant au creux de son lit de cénobite, il sourit au bonheur d'Abel.

***

Abel et Antoinette en étaient arrivés à cette période de la vie conjugale où l'égoïsme revient lentement à soi après l'état d'ivresse et de transport des deux ou trois premières années de l'amour. On se remet de sa surprise. La lucidité miraculeuse passe et la possibilité de la critique s'y substitue. Douloureux moment où le sentiment échappe aux clartés instinctives de la passion pour en être réduit aux services maladroits de la raison ! Cessant de se voir et de se connaître mystérieusement dans l'extase, ils se regardaient aujourd'hui avec de faibles yeux normaux, se trouvant l'un à l'autre de petits défauts qui les hypnotisaient. Ils faisaient à leur intelligence un malheureux crédit quand ils lui permettaient de juger dans l'âme de l'autre ce que jusqu'à présent la seule compréhension de l'amour avait eu le privilège de connaître. Ainsi se rapetissaient-ils aux yeux l'un de l'autre. Et ils souffraient, tout en se chérissant chaque jour davantage et plus profondément, de se sentir méconnus. Ils avaient l'air de deviner l'un dans l'autre, enfin, la vérité ; et chacun d'eux souffrait d'une injustice. Ils ne pouvaient plus se passer l'un de l'autre ; mais insensiblement, comme chacun reprenait sa vie propre, ils se devenaient chaque jour un peu plus étrangers.

C'était dans ce mélange d'ardent bonheur et de minimes rancunes, où, leurs vies enchevêtrées de plus en plus, ils regrettaient pourtant l'adulation du premier stade, que Thierry les avait surpris.

Leur désenchantement s'appliquait à une matière trop subtile pour qu'un tiers le remarquât. Thierry voyait surtout cette tremblante et inquiète recherche que leurs deux âmes menaient l'une après l'autre, et cette passion de s'analyser mutuellement succédant, — par imprudence d'ailleurs, — à l'adoration première.

Souvent, il s'en allait finir sa journée rue de Valois, où l'affection que lui témoignait Antoinette l'invitait autant qu'Abel. Il les trouvait encore à table.

— Vous avez dîné, cher Thierry? demandait Antoinette.

Il ne voulait pas avouer que, par une économie où se satisfaisait son ascétisme, il n'allait plus jamais au restaurant le soir.

— Certainement, j'ai dîné à cette heure.

La chère était fine chez les Audun. Antoinette apportait à sa table le même soin de perfection qu'elle mettait dans toute sa vie. Un soir, en voyant Abel savourer un chaud-froid de volaille dont le parfum était dans l'air, Thierry eut faim, tout à coup. L'envie de cette viande friande le mordit, et son estomac le tiraillait.

A ce moment, l'existence d'Abel parut à ses yeux comme une succession de délices de tout ordre et de désirs comblés. La beauté d'Antoinette, la gloire professionnelle, la fortune et les satisfactions de la bouche par surcroît, formaient une sorte de pléthore de plaisirs pour ce privilégié de la vie, qui ne devinait pas que, assis à sa droite, souriant, mais le ventre creux, son frère devait dompter tous ses besoins. Et un grief imprécis se formait en Thierry contre Abel, qui n'avait pas soupçonné, en dépit de ses propres affirmations, son jeûne.

Cependant Antoinette bavardait de ce ton fraternel et charmant qu'elle avait avec lui. Elle parlait de René de Vrigny absolument amoureux de la petite Mussy. Il lui avait dit : « Je crois que je vais l'épouser. »

— Pourquoi, questionna Thierry, n'a-t-il pas dit tout court: « Je vais l'épouser? »

— Ah! voilà. Vrigny est un jeune homme inquiet, timoré. Son amour n'a peut-être pas la farouche décision que connaît, paraît-il, Jules Lambesse si épris de la fille d'un magistrat qu'il ne peut, à ce qu'il dit, concevoir un instant la vie sans elle. Puis, Vrigny redoute que la petite Perrine ne soit encore qu'un enfant, en quoi il n'a pas tort, et surtout que cela ne fasse jamais qu'une musicienne.

— Justement, dit Thierry froidement; le meilleur, pour qui l'épousera, ce sera de l'arracher à sa harpe et de faire de la muse une femme.

— Oh! Thierry l'anachorète, Thierry le cénobite, saint Thierry, comme vous parlez savamment de ces sortes de choses! dit Antoinette en éclatant de rire.

Le dessert fini, elle se levait de table en même temps. Son mari et elle se regardèrent ineffablement. Thierry crut voir passer dans ce regard le fluide qui anime le monde. Et comme si une force irrésistible les poussait, après que, pendant une heure, une table avait séparé leurs êtres possédés l'un de l'autre, ils se rapprochèrent, et là, sous les yeux de Thierry, avant même de passer au fumoir, s'enlacèrent le temps d'un baiser.

Alors Antoinette, gentiment :

— Vous permettez, n'est-ce pas, cher grand moraliste ?

Jamais Thierry ne rappelait ici l'atelier, les mortelles inquiétudes qui le peuplaient, la Paget invendue qui trônait toujours au fond du hangar où sa luxueuse silhouette, ses panneaux riches, le modèle de son capot allongé tranchaient sur le désordre général. Pourtant, en mars, poussé à bout, il avait eu la faiblesse de céder aux sollicitations obsédantes de Georges, et l'on avait acheté la voiture américaine, payable au 15 avril, sans savoir encore avec quelles ressources on la solderait. On mettait aujourd'hui la dernière main à sa carrosserie et elle prenait un air précieux, montée sur son châssis léger, aux roues hautes.

— Le richard qui roulera là-dedans, disait Georges Lescherolle en se mirant dans son vernis chocolat, n'aura pas besoin d'armoire à glace.

Thierry nourrissait de plus âpres soucis, à mesure qu'approchait l'échéance. Mais le printemps naissait. Comme il avait peu à faire boulevard de Charonne, il multipliait ses visites rue de Valois. Quelquefois il survenait dans l'après-midi. Si Antoinette se trouvait là, il s'installait avec elle dans le salon à boiseries blanches dont les grandes fenêtres s'ouvraient sur la nappe des frondaisons légères qu'étalait le jardin du Palais-Royal. Là-bas, la volute neigeuse du jet d'eau émergeait des arbres. La régulière architecture à balustres s'allongeait princièrement en face. Des cris d'enfants montaient. La jeune femme avait d'ordinaire un livre dont elle lisait des passages à Thierry. Quoique sauvage, il dut ainsi subir une fois la visite de Jeannetty, à l'heure du thé. On parla comme de coutume des Lambesse, qu'on prenait toujours un plaisir nouveau à railler, et d'une grande fête qu'ils préparaient dans le dessein de marier leur fils Jules.

— Que pensez-vous, demanda le député, de cette manifestation d'art chez ces Béotiens ?

— Je pense, répondit Antoinette, qu'une fortune est faite pour être dépensée et qu'ils emploient là un excellent moyen de séduire le Premier Président dont Jules aime la fille.

— Et de singer les grands seigneurs en tombant dans le cocasse? Lorsque tant de mauvais bruits courent sur leur compte, plus de réserve leur siérait.

— Oh! dit Antoinette, peut-on faire état de ces bruits, comme vous appelez ces ragots?

—Hé, hé, ragots... ragots. Il existe une lettre, à ce qu'il paraît, où cet excellent père Lambesse, le mécène Lambesse, l'ami de la morale bourgeoise, Lambesse bienfaiteur de toutes les « Gouttes de lait » et de chaque pieux vestiaire, enjoignait à l'un de ses commissionnaires de refuser toute livraison de pommes de terre dans la région de Castelnaudary, ou celle de Limoges, en attendant la montée des prix.

Thierry Audun sursauta, et se mêlant au colloque :

— Lorsque j'étais colon à Laghouat, monsieur le député, prononça-t-il d'une voix retenue et tremblante de justicier, je connaissais quelques pirates, mais pas le monde. Il a fallu Paris pour que j'apprenne la formule de la société qui est à base d'envie, d'envie secrète, d'envie polie, d'envie dissimulée, mais dévorante. Ah! le bien d'autrui, qui ne devrait pas être convoité, mais il fascine, il hypnotise, il excite des appétits de tigre, et le grand dynamisme social, il est là dans cette convoitise de ce que notre frère possède. Tout Paris jaunit de désir devant les vingt millions du père Lambesse et le moindre avocaillon, le dernier commerçant, l'industriel de dixième ordre, le plus mesquin des rentiers s'offusque de trouver en ses mains son appartement de l'avenue Henri Martin, ses meubles, ses tapis, ses chinoiseries, ses curiosités, ses antiquités, ses possibilités de luxe, de bonne chère, de vie large. Alors, ne pouvant les lui prendre, on se soulage en le tuant sournoisement. C'est l'histoire du premier crime humain, monsieur le député. Pour un sourire de l'Éternel dont son frère avait été favorisé, Caïn est devenu le meurtrier d'Abel. Il semble que la pire offense qu'autrui puisse nous faire, c'est de détenir ce que nous ne pouvons avoir, et que l'adoucissement à l'envie soit la haine. Voilà le dualisme de ce péché.

Jeannetty souriait doucement.

— Me Audun m'avait bien dit que vous étiez un moraliste, un sage, un philosophe planant au-dessus des vices humains.

Thierry sourit, à son tour, de lui-même.

— Excusez-moi de m'être laissé entraîner à pérorer. Je ne suis rien de plus qu'un sauvage; c'est vous dire que je possède tous les vices humains en puissance. Seulement, la société ne m'a pas encore accommodé à ses lois. Je ne convoite rien, jusqu'à présent. J'ai donc tout lieu de juger froidement M. Lambesse. Comme j'estime que son prodigieux instinct des affaires a suffi à l'enrichir, je n'aime pas que le monde lui fabrique de toutes pièces un casier judiciaire à sa façon pour expliquer ses millions et s'en venger.

Jeannetty acceptait avec esprit la dure leçon.

— Ah! monsieur, qu'il est donc agréable de rencontrer dans quelqu'un d'intelligent tant de naïve jeunesse!

Mais Antoinette ne riait pas. Avec un respect et un intérêt enthousiastes, elle découvrait l'âme de Thierry, phénomène inédit dans le cercle de ses relations. Il lui semblait encore plus épuré, plus stoïque et plus fier qu'Abel ne l'avait dit. Et lui s'assurait instinctivement, en parlant devant elle, qu'il n'en était pas incompris.

***

Puis ce furent les vacances de Pâques. Abel et sa femme les passèrent dans la famille d'Antoinette en Lorraine. Thierry resta seul livré à ses préoccupations. Si l'atelier en plein rendement finissait la revision de la petite voiture américaine, on était à la veille de l'échéance fixée pour son paiement et l'on n'avait pas le quart de la somme nécessaire. René de Vrigny avait en vain parlé à quelques amis de la Paget qui s'éternisait là avec son air hautain, le dos au mur, languissant après l'amateur. Chaque matin, Thierry la frottait d'un chiffon gras, pour la poussière. A l'heure de la dernière paye, on n'avait pas été en mesure de régler les carrossiers. On ne savait plus où l'on allait et Thierry n'échappait plus aux sarcasmes de Georges Lescherolle.

— C'est bien cela, la classe dirigeante, murmurait entre ses dents ce dernier, gouailleur. On crâne et l'on crève de faim. Ce n'est pas la peine d'humilier l'ouvrier.

Thierry écoutait, sans y répondre, ces paroles d'inimitié. Depuis longtemps déjà, il avait renoncé à évangéliser Georges; même sa blouse noire n'avait pas désarmé le mécanicien, qui en était encore à sourire lorsque Thierry, après avoir manié les organes boueux et huilés d'un moteur, se faisait longuement les ongles.

Enfin voici que le 14, appelé au téléphone, il entendit ces trois mots résonner dans l'invisible et le lointain.

— C'est toi, Thierry ?

Abel était revenu.

Dès lors tout changeait. Ces trois petits mots : « C'est toi, Thierry ? » n'étaient rien en apparence. Mais quel accent, quelle chaleur secrète et qui pénétrait le frère malheureux ! « J'ai besoin de te voir, » avait déclaré Thierry.

Là-dessus, Abel, qui revenait pour plaider enfin l'affaire Mussy, inscrite au rôle du lendemain, lui donna rendez-vous à l'audience.

Abel était revenu : à l'impression de repos que Thierry analysait, il pouvait mesurer combien, malgré son stoïcisme, il était faible tout seul. Son tuteur était Abel. Dieu ! que c'était bon de s'appuyer sur lui, tout effroi de la vie disparu ! Abel paierait la petite voiture américaine. C'est un raffinement de l'amitié de demander. Dans certains cas, la main qui se tend est plus pure, plus détachée, plus désintéressée que celle qui donne. Souvent, celui qui accepte est celui qui aime le mieux.

Quand il arriva au Palais, le lendemain, les audiences venaient de reprendre après la suspension de deux heures. Au seuil de la cinquième Chambre, reconnaissant la voix d'Abel, il assourdit son pas. Et la première vision de son aîné, après l'absence, lui vint de la barre où, le geste à peine mobile, un peu incliné vers la Cour, Abel détaillait, d'une voix retenue, son argumentation magnifique.

Tout le jeune barreau s'était massé dans le prétoire et débordait encore parmi les bancs des témoins. C'était ainsi chaque fois que Me Audun plaidait. Mais, dans cet ensemble de jeunes robins, Thierry ne distingua ni René de Vrigny, ni Jules Lambesse, ni aucun visage. Trois femmes, au dernier banc, s'étaient retournées et lui faisaient des signes : sa belle-sœur, qui avait traîné jusqu'en cet aride sanctuaire sa royale élégance, Thérèse Mussy et Perrine qui se serrait contre sa

mère en désignant à Thierry une place à ses côtés. Il n'accepta pas, salua, resta debout, accoté au dossier du banc derrière elles. De là, il contemplait à la dérobée le profil d'Antoinette. Elle admirait, elle aussi. Parmi tant d'hommages qui composaient une gloire autour d'Abel, l'encens de la femme aimée était le plus violent, le plus capiteux, et Thierry le humait au passage avec un orgueil fraternel.

Parfois, Thérèse Mussy se retournait vers lui comme pour appuyer encore les arguments du défenseur. Perrine à la fin s'endormit, et l'on vit sa mince nuque blanche pliée comme dans l'attente d'une caresse, juste sous les yeux de Thierry. Deux conseillers échangèrent des mots assez vifs. Sûr de lui, possédant tous les esprits présents qu'il avait lentement travaillés à son gré et comme se jouant d'eux, Mᵉ Audun récapitulait sa série d'arguments. La mussite existait, elle était en vente et en usage partout, tel était le fait. Un client maussade ne créait pas à lui seul sa friabilité. D'ailleurs, on avait pu prouver que ce négociant avait lancé dans le commerce, avant de déposer sa plainte, plusieurs lots d'assiettes.

Là-dessus, Marcel Mussy lui-même survint à l'audience. Il parcourut de son regard curieux d'artiste la Chambre petite, resserrée entre ses boiseries de chêne, si sobres, assombrissantes. Mᵉ Audun ne parlait que de mussite; il tendit l'oreille. Ensuite, il s'éclaira en reconnaissant Thierry et vint prendre place à ses côtés, juste pour entendre les conclusions :

Attendu que M. X. a vendu sans inconvénient à des clients de province cette même mussite qu'il incrimine aujourd'hui... etc.

Un petit silence religieux régna quand Abel se tut; on n'entendit que le bruissement de ses notes qu'il ramassait. René de Vrigny se précipita. Le Président déclarait d'une voix molle :

— A huitaine pour la continuation des débats.

Alors Abel, revenu à la réalité, trouva autour de lui cette jeunesse friande qui lui lançait un dernier regard avant de se retirer. Quoi! ils étaient là si nombreux à boire sa parole? Et plus loin là-bas, en se retournant, il aperçut les yeux rieurs d'Antoinette. Enfin, à côté du potier il vit son frère. L'instant où les rayons de leurs prunelles s'entrecroisèrent fut si plein de vie émouvante que lorsqu'ils se rejoignirent et se pressèrent les mains, ils n'eurent plus rien à se dire. La joie d'avoir prononcé là, entre sa femme et son frère, une de ses bonnes plai-

doiries comblait son âme. Ce n'est que pour quelques êtres choisis que l'on veut être grand. Et Abel Audun, sortant de l'audience et traînant après lui, dans les vestibules opulents et froids de la Cour, sa petite cohorte d'admirateurs, connut vraiment une apothéose.

— Mon vieux Thierry, déclara-t-il enfin, pour extérioriser aussi son contentement, tu es chic d'être venu.

On se trouvait alors dans cette galerie princière où règne sur son haut piédestal la grande image dorée de la magistrature. Me Audun, la toque au front, élargi sous les fronces soyeuses de la robe, était véritablement dans son domaine spécial, où le vulgaire semblait intrus. Cet appareil remémora les humiliations du boulevard de Charonne à l'esprit apaisé de Thierry. C'est vrai, l'heure était venue de parler. Et entraînant Abel à part jusqu'à ce balcon intérieur qui plonge en quadrilatère sur les couloirs du rez-de-chaussée :

— Mon pauvre vieux, il faut que je t'avoue...

Abel eut un petit tressaillement dans les traits ; Thierry le vit et sa gorge se serra.

— J'ai une échéance aujourd'hui même, et ma caisse est vide, Abel.

Jamais face d'homme ne fut scrutée avec plus de violence que celle d'Abel à cet instant. Son plus secret sentiment était forcé par l'ardente investigation du frère malheureux.

— Elle est grosse, l'échéance? demanda-t-il, en s'essayant à rester impassible.

Mais il était trop tard ; ses yeux avaient bougé. Thierry se contraignit pour balbutier :

— Six mille.

Son frère le prit à l'épaule.

— Cela n'est pas bien terrible, mon petit Thierry. Je vais te signer un chèque, immédiatement.

— Tu comprends, se mit à dire Thierry, qui sentait le besoin de donner des explications. Nous avons eu de gros frais et pas beaucoup de veine. Pour remettre à neuf une voiture...

— Laisse donc, je te fais confiance, mon cher.

— Non, tu ne sais pas... il faut tout acheter des accessoires, depuis le phare jusqu'au klaxon. Nous employons le carburateur Roy à cause de son procédé de dépression pour l'arrivée d'essence; dans le cas d'une 18 HP, c'est tout de suite

cinq cents francs. Nos ouvriers carrossiers nous coûtent soixante-dix francs par jour.

— Je t'en prie, Thierry...

Abel, haussant les épaules, prit son carnet et accoudé à la balustrade de marbre blanc écrivit le nom de son frère sur un feuillet. Au moment où Thierry reçut le chèque, l'impression qu'il était un pauvre précéda en lui le choc de la reconnaissance. Mais, néanmoins, ce choc survint en son temps.

— Te devoir tout ne m'est pas dur, Abel.

***

Le jugement du tribunal de commerce fut réformé et le marchand de faïence débouté de sa demande. Thierry put être témoin de l'explosion de joie qui, chez les Mussy, accueillit cette nouvelle. Mais aussitôt, Thérèse :

— Maintenant que cette épée de Damoclès a disparu, je vais pouvoir m'acheter une tunique de soie pour la fête des Lambesse.

Elle voyait en imagination cette tunique de soie noire si molle et si fluide, qu'aux *Jardins de la Beauté* où elle l'avait découverte, entre ses deux mains rapprochées, elle l'avait tenue tout entière. Cela devait faire, le long du corps, un ruissellement de reflets.

— Ma chère Thérèse, ma bonne Thérèse, avait répondu le potier, cesse donc de penser à une robe que tu ne peux encore avoir. Nous ne sommes pas plus riches aujourd'hui qu'hier. Mais désormais la mussite est réhabilitée, et j'attends de grandes commandes. Donne-moi un peu de temps.

— Fou! s'écria-t-elle, vieil enfant! songe-creux! voici vingt ans que tu me bernes et tu crois me tromper encore? Mais cette robe de deux cents francs que tu me refuses pour une soirée où je serai la risée des autres femmes, je ne l'aurai amais, pas plus vieille que jeune! Pourtant, combien de fois l'aurait-on payée avec tout l'argent jeté au gouffre de tes inventions!

Thierry, au ton que prenait l'entretien, s'esquiva et l'idée lui vint d'aller féliciter Abel du succès obtenu. Il ne le trouva pas, non plus qu'Antoinette, mais lorsqu'il voulut quitter la salle d'attente, Florence Lescherolle le rappela :

— Monsieur Thierry...

Alors il vint s'asseoir auprès de la machine à écrire. Et l'on parla de Georges.

— N'est-ce pas qu'il est instruit? disait-elle.

— Ah! je crois bien! s'exclamait Thierry.

Son regard distrait fuyait par la fenêtre ouverte vers la maison ancienne, aux balcons de fer forgé que l'on voyait de ce côté, rue de Valois. De grands bourgeois l'avaient habitée sans doute. En 1793, des sbires en bonnet phrygien les y étaient venus chercher, la hauteur même de leurs fenêtres et la grâce de ces broderies de fer les désignant à la vengeance d'un peuple assoiffé d'égalité. Vieilles maisons de Paris, se disait Thierry, vivante histoire de France...

— A quoi pensez-vous, monsieur Thierry? demandait Florence.

— A rien, répondait-il.

— Oh! je vois bien que vous avez des peines, monsieur Thierry!

Et des larmes montaient à ses yeux de velours.

Elle voulut rééditer la scène du café, et, sa journée finie, descendit avec lui, se plaignit de la soif devant la terrasse de la Régence. Passivement, Thierry jouait le rôle qu'elle lui imposait.

— Il faut que vous buviez la même chose que moi, ordonna-t-elle.

Il obéit. Une sorte de bonté faible, une tendresse de célibataire chaste pour la mystérieuse mélancolie des femmes seules, son penchant à favoriser la classe inférieure l'inclinait à en passer par où l'exigeait cette fille coutumière de la dépendance. Il commanda deux apéritifs que l'un et l'autre burent en silence. Un poids insidieux sur son bras surprit Thierry en sa songerie; c'était l'épaule de Florence qui s'abandonnait doucement contre lui. Tout d'abord, il vérifia de sang-froid si le geste était volontaire. Il n'y avait pas à s'y méprendre.

Alors il sourit; et de même, quand elle intervertit les verres, docilement il but sur la trace de ses lèvres. Ainsi l'habituelle rigueur du moraliste fléchissait. C'était l'inattendu de l'attaque, une lassitude soudaine de la sévérité, une revanche du naturel.

— Montez avec moi dans l'autobus, dites, suppliait Florence.

Il l'y porta presque. Elle triomphait. Elle l'enveloppait déjà d'un coup d'œil de domination.

— Maman est au lavoir, expliqua-t-elle, et ne rentrera que

pour le souper. Quant à Ida, elle reste tard aux *Jardins de la Beauté* pour préparer la grande exposition de soieries de la semaine prochaine. Nous serons donc seuls. Vous allez voir notre pauvre taudis. J'ai honte de vous le montrer à vous, élevé parmi le luxe.

— Qu'importent toutes ces contingences, Florence ?

Place Saint-Sulpice, ils descendirent. Sur un ciel encore bleu comme à midi, les tours découpaient leurs blanches formes de campaniles italiens. On entendait le bruit de la quadruple fontaine coulant dans la vasque, sous les arbres touffus, comme en Toscane. Et sur l'asphalte, des pigeons chatoyants descendus des aériennes galeries de l'église se dandinaient d'un air enrichi.

— Ma petite Florence, prononça Thierry un peu grisé, je me crois dans la ville dont vous portez le beau nom.

Elle réfléchit de longues secondes, puis comprenant enfin :

— Ah oui ! en Italie. Oh ! je voudrais aller avec vous en Italie.

Elle le précédait maintenant, d'une allure coquette, dans le sombre escalier de la rue Palatine, où une centaine de locataires, par les portes brunes des paliers, soufflaient l'odeur humaine. Florence mit la clef dans la serrure. Ce cliquetis eut quelque chose de décisif et de voluptueux. Dès la porte ouverte, on vit le fourneau et la grosse tache rouge que faisait l'édredon d'andrinople sur le lit de Georges.

— Es-tu là, maman? cria Florence. Es-tu là, Ida?

L'intime silence des pauvres meubles répondit. Alors la dactylo offrit une chaise à Thierry et s'assit à ses côtés, accoudée à la toile cirée de la table.

— Dites, est-ce misérable ici ! prononça-t-elle aussitôt, les yeux braqués sur Thierry. Voilà où je vis pourtant. Ah ! je ne suis pas heureuse, monsieur Thierry.

Thierry avait posé sur le faux bois de la toile cirée cette main longue d'artiste dont la netteté irritait Georges à l'atelier. Florence en larmes y appuya son front. Ainsi voyait-il effondrés devant lui ces épaules et ce cou doré tout palpitants. C'était trop jouer avec sa force. Sa main se retira brutalement pour saisir et dompter cette belle fille. Mais au premier baiser violent qu'elle subit, elle se mit à crier :

— Non ! non ! si maman arrivait !

Thierry se reprit soudain, regardant avec rancune celle à qui désormais il devrait un mécontentement de soi-même qui s'ajoutait à ses ennuis. D'ailleurs, des pas résonnaient sur le palier avec un bruit de voix et, comme l'avait pressenti Florence, la vieille Mélanie entra, suivie d'Ida qui revenait du magasin. En voyant Florence en compagnie d'un homme, toutes deux restèrent clouées au sol. Ida ouvrait dans un étonnement comique sa petite bouche ronde et peinte.

— Mais maman, c'est monsieur Thierry, s'écria Florence, en éclatant de rire.

Mélanie d'un coup d'épaule se déchargea sur la table du paquet de linge qu'elle avait péniblement monté jusque-là. Et elle disait :

— Oh ! monsieur Thierry, le frère de mon petit Abel ! le patron de Georges !

Mais Ida et Florence la reprirent ensemble :

— Son associé, tu veux dire, l'associé de Georges.

— Mélanie ! fit alors Thierry, en se penchant vers cette bonne femme dont le visage n'était plus qu'un amas de rides et deux yeux d'adoration et de dévouement, Mélanie, je suis trop content de vous retrouver, il faut que je vous embrasse.

— Comme il est bien toujours le même ! soupirait nounou Lescherolle, avec ce ton cultuel des domestiques d'autrefois.

Ida fut admirée, complimentée. Sa petite bouche et ses dents blanches lui donnaient de l'éclat. Thierry l'évoquait à deux, à trois ans, toute blonde dans les bras de Florence. Là-dessus, on rappela les souvenirs de Garches d'une façon conventionnelle et prévue. Puis Florence :

— Dis maman, si M. Thierry restait dîner !

On avait du pot-au-feu réchauffé et de la charcuterie. Georges qui prenait l'apéritif, avec des mécanos de ses amis, dans un petit débit du boulevard de Charonne, allait bientôt rentrer, et Ida nettoyait déjà la lampe à pétrole qu'on poserait sur la table. Thierry fut tenté : il glissait avec une mollesse assoupissante sur la pente du déclassement. L'homme sevré prend un fâcheux penchant à s'accommoder de tout. D'ailleurs il avait encore en lui le goût de Florence, et il n'était pas jusqu'à la soupe de nounou Lescherolle qui n'éveillât en lui une envie grossière, avec son fumet d'oignon et de clou de girofle. Puis, tout à coup, il s'imagina tel qu'il serait à cette

table dans un instant, adossé à l'édredon rouge du lit de Georges, pressé par les avances de la dactylo, partageant les tranches de charcuterie avec Mélanie ; et ce tableau s'opposait à celui des raffinements d'Abel qui, à la même heure, dans la fraîche salle à manger du XVIIIe siècle, échangerait des propos recherchés avec la plus précieuse des Parisiennes, en goûtant à des mets aussi exquis pour l'œil que pour le palais. Un malaise inconnu le saisit. Puis ce fut une amère humeur qu'il retourna contre les trois femmes.

— Je vous remercie, fit-il sèchement, j'ai à travailler, ce soir. Je remonte boulevard de Charonne.

Telle fut la réponse qu'elles attendaient palpitantes, suspendues à ses lèvres depuis une ou deux minutes, espérant éperdument l'honneur d'un acquiescement. Florence, d'un air douloureux, l'accompagna jusqu'à la rampe qui courait le long du palier. Elle baissait la tête, s'imputant son départ. Il l'entendit murmurer :

— Pardonnez-moi d'avoir été trop vive tout à l'heure, vous avez dû me trouver méchante...

***

Obsédée par la grande affiche qui, sur les murs de Paris, annonçait pour aujourd'hui la vente sensationnelle de soieries aux *Jardins de la Beauté*, Thérèse Mussy, irritée et vengeresse, mit son chapeau et partit avec dix francs dans sa poche, irrésistiblement attirée vers ce temple des illusions, magnétisée par cette Soie dont le grandiose étalage inondait depuis ce matin tous les comptoirs à chacun des étages, là-bas. Sans acheter, ne peut-on pas frôler, caresser, palper, chiffonner, brasser, essayer, plisser, draper. On se trompe soi-même, mais on se rend compte des prix.

Quand elle sortit du métro, la grande bâtisse moderne des *Jardins de la Beauté*, avec son dôme de verre monumental, surgit toute vitrée devant ses yeux, au coin du boulevard. Les abords étaient obstrués par une foule si épaisse que Thérèse se demanda comment elle entrerait. Et clouée au trottoir opposé, elle voyait par les longues baies de l'entresol grouiller un fourmillement de monde : c'était un processionnement contrarié de remous en tous sens, d'innombrables visages de femmes qui passaient. Et cela se répétait d'étage en étage, quatre fois.

Au dehors, on vendait les rubans, les coupons défraichis, et des foulards souples, glissants et presque liquides. Un jeune vendeur en éleva en l'air une poignée chatoyante entre ses doigts et il en retomba, comme des mains d'un prestidigitateur, dix, vingt, des douzaines, rose, aurore, chair, saumon, fraise, orange et, là-dessus, certains d'un vert acide de salade. On parlait d'un prix extravagant. Thérèse tenta de s'approcher, mais ne le put; un tourbillon l'entraînait vers les hautes portes de verre et de cuivre. Elle se trouva bientôt au milieu du hall colossal au rez-de-chaussée.

Les vitraux de la coupole, peints de vives couleurs comme une rosace de cathédrale, teignaient en le filtrant un puissant rais de soleil de trois heures qui dardait là-haut. Et il pleuvait du rouge, du violet, de l'émeraude qui éclaboussait les balcons des quatre galeries étagées sous le dôme, et dont les balustrades disparaissaient sous le déroulement des pièces de satin, de taffetas, ou de toile soyeuse pavoisant le magasin.

C'était une débauche : on avait sacrifié la soie, on la jetait à longs flots du haut en bas de l'édifice. La plus lourde se cassait en plis durs; mais il en était de légères qui ruisselaient comme des filets d'eau dans la montagne. Sur leurs teintes joyeuses et choisies par des Sages du commerce pour le bonheur des yeux, le soleil fantaisiste, grâce au machinisme de la coupole, venait faire ses projections claironnantes.

— Mais ne poussez pas comme cela, madame.

C'était une phrase que Thérèse Mussy se faisait dire à tout instant. Elle allait tanguant des épaules et des hanches, forçant le passage. Une odeur violente de savon, de dentifrices et d'essences enivrantes indiquait la parfumerie qu'on ne voyait pas, tant le rayon était assailli. Deux agents de police le gardaient. Thérèse obliqua vers la gauche. La montagne fascinatrice des tuniques de soie, Himalaya multicolore, s'érigeait devant elle. La pauvre petite occasion aperçue un jour avait multiplié. De loin on apercevait des privilégiées qui en dressaient en l'air, par les manches, de vertes, d'écarlates et de noires qui s'argentaient par frissonnement. En grosses lettres le prix s'inscrivait au-dessus du tas : Cent cinquante francs. Thérèse Mussy en eut le vertige. Mais la place était inabordable.

Petit à petit cependant, Thérèse gagnait du terrain. Au bout d'un quart d'heure, elle fut devant la montagne, les

mains frémissantes. Elle dut fouiller pour trouver une large tunique à sa taille. Puis elle l'essaya le long de son corps imposant. Là-dessus, la vision lui vint de la fête des Lambesse. Mais elle se souvint des dix francs qu'elle avait dans sa poche et laissa tomber la tunique dans un geste de désespoir. Un ascenseur montait, elle s'y jeta.

Là elle poussa un petit cri : le hasard l'avait mise en face de Mme Lambesse qui, sagement assise, son visage sec et menu sous un chapeau fait en fleurs de velours, ses deux mains serrant un sac damassé d'or, se laissait emporter d'un air illisible.

Sans démonstration de surprise, elle dit à Thérèse :

— Vous êtes venue acheter quelque chose ?

Car elle ne pouvait s'empêcher de surveiller étroitement la commandite de son mari et l'emploi des fonds chez les Mussy.

— Hélas ! murmura la femme du potier, acheter, je n'y puis guère penser. D'ailleurs, je n'ai envie de rien. Mais il faut bien jeter un coup d'œil.

— Moi, reprit Mme Lambesse, en mettant le pied sur la galerie du troisième étage, c'est pour les soies de Chine que je viens. Il y en a de fameuses, dit-on. M. Lambesse a l'idée de tendre le fumoir en soie brochée pour le jour du concert.

Ici l'on respirait. Thérèse se pencha à la balustrade. Au fond du puits, c'était la foule immobilisée par son propre nombre. Au premier, les clientes formaient des masses noires autour des rayons de blanc. Petites formes féminines floues et gisantes, les lingeries de soie s'amoncelaient en tas sur les comptoirs. Et pour attiser le désir, çà et là des beautés de cire à demi nues et en poses négligées les portaient transparentes et moulées sur leur chair rose. On se pressait tant au rayon d'Ida Lescherolle, qu'une femme tomba en faiblesse. Un agent l'emporta dans ses bras. Mais rien n'atteignait la folie du second étage où se déroulaient d'une part les satins noirs, les failles, les taffetas, de l'autre les pièces de soie multicolores et légères. D'en haut l'on voyait un certain satin orange, très demandé, couler comme un ruisseau de feu. La Soie prenait toutes les formes, toutes les couleurs, toutes les ruses pour faire envie aux femmes.

Au troisième étage, embrasé des feux de la coupole, on ne vendait que pour les raffinées, les grandes coquettes et les millionnaires, les tissus précieux, les soies rares, les molles

étoffes persanes, les chinoiseries, les damas aux éclats de métal, les mousselines ouvrées, givrées, irisées et les flamboyantes étoffes modernes, aux reflets de féerie.

— C'est cher ici, dirent les deux femmes.

Enfin on leur donna un vendeur, qui exhuma des tiroirs profonds des étoffes brillantes et veloutenses aux coloris de chrysanthèmes. Certaines étaient brodées de petits personnages aux yeux bridés ou d'oiseaux chimériques. La pièce valait dix-huit cents francs le mètre carré. Mme Lambesse impassible consulta Thérèse sur les nuances et en choisit cinq pièces, rouge, noire, verte, chair et or. Elle ne s'apercevait pas que Thérèse Mussy frissonnait à ses côtés, en faisant un calcul mental. Thérèse pensait à la pauvre tunique de cent cinquante francs qui lui était refusée. Son mépris pour l'ancienne servante d'épicier qui, aujourd'hui, dans le colossal déballage d'étoffes précieuses, n'avait qu'à toucher du doigt ce qu'elle désirait, tournait à un sentiment de haine.

— Venez me voir un de ces jours, dit en la quittant Mme Lambesse, qui pressa longuement sa main.

La fin de l'après-midi amenait encore plus de foule; les inspecteurs en cravate blanche devenaient anxieux, craignant des accidents, des paniques, un écrasement général. Il n'y avait plus ici que deux principes en présence : la tentation et la convoitise, la formidable convoitise de dix mille femmes tournant autour de la Soie avec des visages béants, dans cette atmosphère de fournaise. Thérèse retourna aux tuniques de soie, machinalement, dans un instinct obscur, comme si, d'aventure, on allait en donner gratuitement à certaines clientes. Qu'était la valeur d'une tunique à sacrifier, pour le magasin, cent cinquante francs qui ne représentaient pas même le tiers comme prix de revient, alors que du haut en bas de l'édifice la Soie s'étalait pour des millions ? Elle allait au rayon comme si cela devait être.

— Mais, madame, ne poussez donc pas comme cela.

Ces invectives ne la touchaient plus. Elle allait droit devant elle, possédée par son désir. Ces tuniques à cent cinquante francs devaient avoir fait l'attraction de la vente, car l'Himalaya n'était plus qu'un petit monceau d'étoffes sur le comptoir. On se disputait les tailles moyennes. Lorsque, après vingt minutes de lutte, Thérèse Mussy fut arrivée au but, elle rencontra juste

sous sa main sa taille, en noir. Elle l'ajusta le long de son corps, de nouveau avec une sorte de passion. Puis une secousse des clientes affairées, qui la heurtèrent, fit glisser la tunique par terre en un petit tas. On était si pressé que Thérèse ne parvenait pas à se baisser pour la saisir. C'était maintenant une loque, une misérable guenille. La chose désirée ne représentait plus qu'une valeur infime, inexistante, ne comptait plus pour le magasin. Qu'elle fût roulée, piétinée, souillée, emportée par le mouvement incessant des pas, qui s'en apercevrait ? En même temps, la vision de la soirée des Lambesse apparut à Thérèse, et elle s'y représenta élégante comme les autres femmes, moulée dans les mailles soyeuses. Alors, entre ses deux pieds, avec des prudences de sauvage, une lenteur, une patience que sa nervosité n'usait pas, elle ramena l'étoffe pour la retenir, pour la resserrer en une boule et elle faisait mine de chercher toujours des tuniques nouvelles. Comme par hasard, l'une d'elles tomba; à ce moment, elle poussa les femmes voisines; on la vit se baisser, chercher à terre longuement. Puis elle se redressa enfin, étalant ostensiblement l'objet ramassé. Sous son bras, l'autre tunique dissimulée par son large manteau était serrée, comme un chiffon.

Elle promena sur la foule un regard qu'elle crut froid, digne, mais à la vérité ses pupilles étaient dilatées par une terreur apparente. Elle entrait dans une vie nouvelle, dans un personnage inconnu : la femme qui a volé. Le temps de gagner la porte, elle fit un parallèle entre sa vie passée, abominable, mais pure, et celle qui, commençant, menaçait d'être pire que la première. Puis aussitôt le sentiment de la possession qu'elle éprouvait à propos de cette chose tassée sous son aisselle, bien à elle désormais, acquise par un moyen terrible, étrange, mais positif, fit couler en elle un contentement qui balaya le trouble. Elle dirait à son mari et à sa fille que c'était un cadeau de Mme Lambesse, et elle se hâtait pour arriver plus vite chez elle et l'essayer devant la glace.

Elle sortit. Personne ne la remarquait. Après tout, sa vie honorable continuerait vis à vis de tout le monde; les Lambesse, les Audun, les Jeannetty ne se douteraient jamais qu'elle avait volé cette tunique. L'estime des autres, même dupée, reste une réalité. Avec soi-même, on s'arrange toujours. Une bouffée de remords lui vint là-dessus, avec un retour aigu de

foi religieuse : « Si je mourais cette nuit et que Dieu m'apparût pour me juger, ne serais-je pas damnée ? »

Mais que faisait à Dieu qu'elle si malheureuse, si privée, eût ramassé par terre une défroque destinée au rebut? Dieu savait, lui, que cette tunique-là, elle ne l'avait pas jetée exprès. Elle avait profité d'un hasard. Puis elle se portait bien. La mort ne viendrait pas de si tôt. Elle aurait le temps de rembourser les cent cinquante francs au magasin si son mari réussissait enfin. Il ne tenait qu'au Seigneur qu'elle s'acquittât.

Un peu oppressée, le cœur déréglé, elle s'en allait à pied sur le boulevard, éprouvant une méfiance du métro. Maintenant le point le plus inquiétant de son cas, sa seule anxiété, c'était l'attente du mot de Perrine qui la verrait peut-être rentrer portant la tunique dépourvue du papier bleu spécial au magasin. Que répondrait-elle à l'improviste?

Elle n'eut pas le temps de résoudre ce nouveau problème. Une main se posa sur son bras, le bras qui, plié, serrait contre sa poitrine, entre la robe et le manteau, la tunique tassée, et un monsieur correctement mis lui disait :

— Madame, que portez-vous là?

Thérèse Mussy se redressa. Elle savait être arrogante. L'instinct de la défense, admirable chez certains coupables, lui fit répondre hautement :

— Monsieur, à qui parlez-vous?

Tout à coup brutal, l'agent de la Sûreté écarta le bras plié et la tunique chiffonnée tomba à terre. Aussitôt, avec une lucidité surprenante, Thérèse dit :

— Eh bien? eh bien? voilà une tunique achetée il y a quinze jours et que j'avais rapportée dans un magasin pour l'échanger contre une autre. Je n'ai pas trouvé le modèle cherché. Je me demande, monsieur, par quelle audace... Mais il n'en ira pas ainsi, je porterai plainte contre vous, monsieur.

Sans répondre, l'agent la contraignit de le suivre chez le commissaire du quartier.

*
* *

Le geste minime, inaperçu d'une foule, surpris seulement par un agent aux aguets, d'une femme qui succombe à son désir et se baisse pour prendre à terre une défroque piétinée, allait développer mathématiquement et sans que les volontés

humaines fussent capables de s'opposer à sa puissance, le cycle de ses conséquences successives. Et le secret fragile dont on voulait l'envelopper allait bientôt crever comme la graine en germination qui aurait eu le dessein ridicule de dissimuler jusqu'à l'arbre futur.

M. Lambesse, sollicité par Marcel Mussy, plaida tout d'abord, devant le directeur des *Jardins de la Beauté*, la cause de Thérèse. Il eut vite gagné. Le plus grand marchand de Paris avait coutume, en pareil cas, de ne rien refuser à un ami; et il prit l'engagement de retirer aussitôt sa plainte. Malheureusement, le Parquet était saisi depuis la veille, et l'on pouvait craindre qu'il ne continuât les poursuites, de sorte que, malgré cette première démarche, tout restait à refaire.

M. Lambesse là-dessus se précipita chez Jeannetty. C'était le matin. Le député le reçut dans sa chambre, entre une tasse de lait et un feu qui flambait, malgré les premières ardeurs de mai. Il lui tendit sa main pâle et grasse et dit :

— Voilà M. Jourdain chez Argan !

Il n'avait pas à reculer devant une si vaste ironie, sûr de n'être pas entendu, et ses yeux plissés dans son visage d'hépatique exprimaient la joie d'avoir pu se la permettre si impunément :

— Comment? comment? s'écria le millionnaire qui voulait paraître informé. Je vois que vous plaisantez toujours, mon cher député. Il n'est guère question de cela pourtant.

Et il raconta le vol de la tunique.

Chose curieuse, partout où allait être dévoilée la faute de Thérèse, le premier étonnement passé, on prendrait toujours part à la tragédie de cette famille accablée. On plaindrait la coupable comme d'un accident dû au hasard. Soit que l'incompréhension des causes profondes qui peuvent amener une femme du monde à voler induise ceux de son rang à traiter son cas de pathologique, soit qu'il y ait assez de cohésion dans la classe bourgeoise pour qu'on pardonne plus à une femme du genre de Thérèse qu'à une hors-la-loi, on ne penserait qu'à écarter les conséquences du délit : Jeannetty lui-même en passa par là.

— Diable ! dit-il, ce serait un scandale qu'il faudrait éviter en effet. Vous souhaitez que j'intervienne près du substitut que je connais? Mais vous ne réfléchissez pas, monsieur Lambesse,

que si j'obtiens de lui cette faveur, je me verrai par là même contraint de lui faire accorder une Légion d'honneur qu'il brigue et dont il se prévaudra auprès de ses collègues pour m'y créer des ennemis, de telle sorte que j'aurai du même coup corrompu un magistrat, décoré un substitut médiocre et perdu l'estime des autres qui jusqu'ici ne disaient peut-être pas de mal de moi.

Néanmoins, il promit de téléphoner au Parquet sur-le-champ.

— Il ne tient qu'à vous de sauver ces malheureux, dit le père Lambesse.

Ce compliment adoucit pour Jeannetty l'amertume de recevoir dans une simple chambre Louis XVI celui qui couchait dans des bois d'essences rares, combinés par des artistes venus, pour ce dessein, des antipodes.

Mais, après ces démarches, le père Lambesse survint malencontreusement chez les Mussy, au moment où ceux-ci recevaient leur voisin d'infortune, Thierry Audun, auquel on n'avait pas encore eu le courage d'avouer la vérité.

— Mes enfants, dit-il, débonnaire, ça ne va pas tout seul.

Et il fit du drame une exposition indirecte par le récit de ce qui s'était passé à la direction des *Jardins de la Beauté* et chez Jeannetty. Non point qu'il fût aveugle aux signes désespérés que Perrine et ses parents lui adressaient et qui le suppliaient de se taire, mais parce qu'il fallait être autour du cas de Thérèse comme des médecins qui ne vont pas chercher chicane à leur malade pour s'être mis en mauvaise passe et ne lui imputent ni le chaud et froid ni l'indigestion dont il souffre. On ne s'inquiétait que de la tirer de là, comme il disait. Et il instruisait ainsi volontairement Thierry, qui resta aussi impassible qu'un chirurgien, lorsqu'il étudie le cas d'un patient.

— Monsieur Lambesse, dit-il seulement, il faut avant tout le conseil et l'appui de mon frère. Vous avez votre voiture. Faites-moi conduire rue de Valois.

Une fois seul dans l'auto, Thierry tenta de reconstituer la psychologie de ce vol dont il était fort troublé. Mais son esprit revenait de lui-même à ses soucis personnels. Le sort de l'atelier se faisait de jour en jour plus inquiétant. Il avait fallu congédier les carrossiers, joyeux ouvriers parisiens qui l'égayaient naguère par leurs langoureuses chansons ou leur esprit. On n'avait pas les ressources suffisantes pour s'offrir de

la gaité à soixante francs par jour, et qu'eussent-ils fait plus que des mots, puisqu'on n'achetait plus de voitures en attendant que la Paget et l'américaine fussent vendues. Et elles continuaient à se ternir là-bas au fond du hangar où l'humidité attaquait leurs nickels. Tout le travail se bornait maintenant à des réparations de détail. On faisait commerce de pièces détachées. Thierry avait établi lui-même près de son bureau vitré un petit magasin sur rayonnages. On y voyait des bougies, des carburateurs de différents modèles; puis des outils, pinces, leviers, tourne-vis, même des phares, qui, derrière leur verre convexe, vous regardaient comme des yeux, et jusqu'à des bouchons d'essence d'un art équivoque. Lorsque Georges s'en allait livrer une voiture après revision, c'était Thierry qui, en blouse noire, rodait les soupapes de moteurs à la potée d'émeri. Et il mangeait chez un marchand de vins du boulevard de Charonne, avec des maçons. Mais il cachait soigneusement, chez Abel, sa misère.

Ce jour-là, cependant, en arrivant rue de Valois, il ne put mettre le masque d'enjouement dont il avait coutume et il arrivait aujourd'hui avec sa figure de légionnaire vaincu. Le hasard voulut qu'Abel et Antoinette fussent à table avec René de Vrigny, et que tous trois respirassent le bonheur le plus léger, le plus assuré, le plus tranquille. Peut-être n'étaient-ils, à tout prendre, que semblables à ce qu'ils se montraient tous les jours. Mais l'œil de Thierry les vit baignés de félicité. Depuis quelque temps, Thierry n'avait plus auprès de son frère cette confiance enfantine que son affection lui avait inspirée lors de son arrivée à Paris. Ainsi lui dissimulait-il avec un orgueil amer et irrité la chute lente de son entreprise. Le comble fut un mot malheureux dans la bouche d'Abel. Frappé par le visage dramatique de Thierry, il s'écria en effet :

— Allons ! Que t'arrive-t-il encore ?

Expression d'une humeur assez naturelle chez un homme favorisé du sort et menacé seulement par le contre-coup des catastrophes, dont un frère malchanceux semblait détenir le monopole. L'insuccès fatigue moins un pauvre diable que son bienfaiteur, et Abel n'avait pas suffisamment celé qu'à son avis, l'infortune de Thierry durait un peu trop.

— Ce n'est pas de moi qu'il s'agit, déclara Thierry mortellement blessé.

Et le véritable drame, quand il eut commencé de parler, n'était plus celui dont il déroulait le récit à la surprise frémissante d'Antoinette, à la terreur du secrétaire dont on voyait pâlir le visage adolescent. Bien plus tragique et amère que l'évocation de Thérèse Mussy voleuse, était la nouvelle image d'Abel qui se créait à ce moment dans le cœur de Thierry. En une minute, la foi de Thierry en son idole s'était éteinte. Abel cessait d'être Abel.

Ainsi se juxtaposaient l'histoire que contaient les lèvres de Thierry et l'affreuse aventure qui dans le même temps se passait en lui et dont, Dieu merci, il pouvait encore croire qu'elle était l'impression fugace d'un moment.

Abel fut sévère pour madame Mussy. Comment! Il venait à peine d'ôter à ses embarras le chimérique inventeur, que sa femme insupportable l'y replongeait de nouveau par ce délit stupide! Que faire? Mais rien, sinon laisser agir la Justice. Il défendrait Thérèse bien qu'elle ne le méritât pas, et voilà. Tout ce qu'il pourrait serait d'en parler officieusement à des substituts de ses amis.

Le jeune de Vrigny, consterné, pria Thierry, qui s'en allait, de le conduire chez les Mussy grâce à l'auto du père Lambesse.

A l'arrivée des deux jeunes gens, il se passa boulevard de Charonne une scène taciturne. Perrine n'osait regarder personnè; même les yeux de son jeune ami, qui l'éclairaient d'ordinaire d'un rayon magnétique, lui faisaient éprouver plus vivement sa honte.

— Qu'y-a-t-il de changé entre vous et moi, Perrine?

Elle répondit :

— Je ne vous aime plus.

On entendit un sanglot de la théâtrale Mme Mussy. L'ingénieur se rapprocha de René de Vrigny.

— Pour un délit si minime, que serait-ce comme peine?

— Oh! quinze jours de prison... et le sursis.

Ensuite, ce fut le silence. Tous semblaient approfondir sans trève la question de ce jugement à éviter. Mais les idées angoissantes et uniques où l'on s'enfonce en commun ressemblent à une citerne truquée, pleine au fond d'échappatoires secrètes par où l'on s'évade en catimini, avec le remords d'y laisser lâchement les autres. Aussi Thierry pensait beaucoup moins aux Mussy qu'à son frère. On aurait dit qu'il n'existait

pas pour Abel de plaisir assez précieux, de joie assez raffinée. Certes, on ne lui en voulait pas de ce traitement d'exception réservé par le sort. Encore ne fallait-il pas qu'un homme assis à un pareil festin, fît grief aux autres de leur pain noir. Pourquoi Thérèse, chargée de sa honte, l'irritait-elle moins qu'Abel trop heureux, repu d'estime? Il la trouvait presque intéressante, la pauvre envieuse qui avait trop souffert devant le luxe des autres. « L'envie, dit saint Thomas, est une tristesse du bien d'autrui, appréhendée comme un mal pour nous, et une diminution de notre propre bien. » Ainsi, lui Thierry, qui n'avait pas de désirs, commençait à souffrir des dons échus à Abel. Et il revenait à la maladie de Thérèse; de même, ceux qui croient être atteints d'un cancer ou d'un mal incurable étudient avec avidité les personnes qui souffrent du même cas pathologique.

— Monsieur Mussy, commença le stagiaire.

Sa voix rappela Thierry à la réalité.

— Monsieur Mussy, j'ai l'honneur de vous demander la main de Mlle Perrine.

***

La fête des Lambesse éclata un soir de mai comme une apothéose. L'enfilade des deux salons disparates produisait un effet étrange. Le premier, le Louis XIII, ruisselait de la lumière de son lustre, qui éclairait jusqu'au moindre visage dans les tapisseries au petit point des fauteuils guindés, et jusqu'aux fleurs que foulaient les châtelaines sur les mouvantes murailles d'Aubusson; le second, le moderne, tout sombre avec les verts, les rouges, les noirs de ses étoffes ardentes, piquées d'abat-jour illuminés, donnait l'impression d'une fête de nuit dans un jardin. La maîtresse de maison se tenait au fond de celui-là. Elle ne paraissait pas intimidée, tendait inlassablement sa main sèche au défilé de ses relations, sans même sourire. Mais on entendait résonner dans le fumoir, tout scintillant de ses soies de Chine et qu'une portière noire et or soulevée laissait apercevoir, la voix haussée du père Lambesse qui recevait les hommes avec jovialité. Jules et Turenne s'occupaient de faire asseoir les dames.

On avait prié une centaine de personnes. Il devait en venir cinquante. Après un premier coup d'œil, jeté, dès l'entrée, sur l'assistance, Claudia Jeannetty dit à son mari:

— C'est du « tout venant... »

A la vérité, c'était le monde du barreau qui fournissait le plus. Jules avait amené des stagiaires et quelques avocats mondains, toujours heureux de se faire voir dans un salon riche. Me Audun lui-même avait été sollicité pour des invitations et l'on reconnaissait des profils connus crayonnés dans les journaux, lors des grandes affaires d'assises. Mais la vie sportive était aussi représentée, grâce à Turenne, et l'on trouvait là, en compagnie de leurs femmes au cou orné de fausses perles, les derniers vainqueurs des plus grands circuits de France. Quelques magistrats étaient déjà installés, mais on attendait encore le Premier Président.

Thierry, qui était venu à son corps défendant, se tenait avec René de Vrigny derrière une des colonnes du portique séparant les deux salons.

— Pensez-vous, lui demanda-t-il, qu'un homme comme le Premier Président à la Cour, si établi en dignité, en honneurs, en considération, qui incarne une idée formidable, qui est une sorte de pontife, vienne ce soir ici chez des gens qui, hier encore, étaient du petit peuple parisien?

— Il a été convié par Jules lui-même ; il a promis sa présence, — présence auguste, — que par condescendance il accorde à un jeune avocat sympathique et millionnaire.

— Mais il ne connaît pas le père?

— Je ne le crois pas.

Ils se turent là-dessus. Puis, comme s'ils avaient voulu faire une secrète amende honorable pour les images un peu burlesques, fugitivement apparues avec le rapprochement du sévère magistrat et du parvenu réjoui :

— C'est cependant un si brave homme !

— Ah! monsieur! Et si crâne! Ce qu'il a osé pour Perrine Mussy ce soir est admirable. Quel est le grand bourgeois d'ici qui aurait mis en vedette chez lui cette pauvre enfant dont la mère passera cette semaine en correctionnelle ?

De la place où ils se trouvaient debout, les deux jeunes gens adossés au fût lisse de la colonne en plâtre peint plongeaient d'une part dans le salon clair où des toilettes de soies légères et souples palpitaient dans la lumière, de l'autre dans la pièce mystérieuse comme un parc nocturne aux lanternes multicolores, où un groupe cérémonieux d'avocats, de commerçants,

faisaient leur cour à la maîtresse de maison. Abel et Antoinette parurent soudain, un peu en retard. Tous les yeux se fixèrent sur ce couple qui s'avançait souriant en sa splendeur heureuse. On reconnaissait et on nommait tout bas le maître du barreau. Il portait aimablement, sans pose, ses grands succès, sa célébrité; mais la certitude qu'il avait de sa supériorité lui donnait moins d'assurance que la propriété de cette compagne à laquelle il savait bien qu'aucune femme ici, même la belle Claudia Jeannetty, n'était comparable. Et il ne perdait pas un regard d'homme fixé sur elle. Thierry se sentait sans amour, peut-être le seul de cette assemblée. Jamais une femme, hormis Florence, ne l'avait aimé, et il n'avait rien su conquérir au monde, même pas une vierge.

Ensuite, il fit avec soi-même le pari que ni son frère ni Antoinette ne le verraient là où il était, faute de le chercher sans doute. Et en effet ils passèrent sous le portique, à deux mètres de lui, pour aller saluer Mme Lambesse au fond du second salon, et il demeura inaperçu.

Enfin parurent le Premier Président à la Cour, sa femme, sa fille. Thierry en fut averti par René de Vrigny, qui lui toucha le bras en chuchotant :

— Tenez, les voici. Dieu soit loué, ils sont venus. Autant dire que le père veut lui-même remettre sa fille entre les mains de Jules Lambesse. Véritablement je n'y croyais pas. Vous ne sauriez concevoir, monsieur Audun, comme je suis heureux. Car la vie de Jules Lambesse tenait à cette présence, je n'exagère pas. Un de ces derniers jours, comme j'essayais de le fortifier d'avance contre un échec éventuel, il m'a répondu : « Si le Président me refuse sa fille, je me fais sauter la cervelle et tout sera dit. » Et ce n'était pas un vain propos, monsieur. Enfin, ils sont venus !...

Tous trois étaient assez gourmés, inquiets comme des promeneurs égarés, rassurés pourtant par le luxe de bonne qualité des meubles et des tapisseries. Thierry portait toute sa curiosité sur la fille. Elle n'avait rien dans son apparence qui justifiât la farouche passion de Jules Lambesse. Blonde menue aux yeux de myope, elle cherchait à droite et à gauche, le cou légèrement levé, et elle semblait hautaine. C'était en dansant avec elle, aux soirées de la magistrature, que le fils Lambesse l'avait connue. Il avait reçu d'elle une autre image que le reste du

monde et quand il se précipita au-devant d'elle, transfiguré, son amour lui faisait voir un visage, des yeux, une taille que personne ici, ni Thierry lui-même, n'apercevait. Le père Lambesse à son tour vint leur souhaiter la bienvenue. Il n'était pas intimidé, sachant qu'il était le plus riche et que ces gens-là ne possédaient pas dans leur salon le quart des curiosités qu'il avait ici. Mais l'élévation du rang de son hôte le forçait à une certaine retenue et ce mélange d'assurance et de déférence lui fit dire avec une bonhomie simple et touchante :

— Vous nous honorez beaucoup, monsieur le Président.

Et il fut mis tout à fait à l'aise par la réponse de grand seigneur que lui fit le magistrat et dont il prit à la lettre la courtoisie :

— Comment donc, monsieur! c'est nous qui nous sentons flattés.

Jules, un peu à l'écart, disait à la jeune fille :

— Vous n'êtes jamais allée encore chez de nouveaux riches. Non? Eh bien, vous allez voir ce que c'est...

Tous deux riaient, elle de lui trouver de l'esprit, lui de sentir qu'elle acceptait leur rang de parvenus.

Enfin l'on se plaça pour le concert. Mme Lambesse, accourue du fond de sa fête de nuit, pour que tout le monde trouvât un siège, salua ses nouveaux hôtes que lui présentait Jules. Le Premier Président baisa sans le savoir une main qui avait peut-être naguère empaqueté du sel ou du riz pour son office. Prudente et circonspecte, l'ancienne vendeuse de chez Potin borna ses discours à se dire enchantée, comme elle l'avait entendu en d'autres salons. Sa contrainte lui conférait une certaine raideur bourgeoise qui suppléait à l'usage. Elle installa près de l'estrade la Présidente à ses côtés. La fille était voisine de Jules là-bas. Mme Lambesse les regardait avec une étincelle au fond de ses yeux maternels. Turenne et le père Lambesse laissaient les gens se mettre à leur fantaisie, et le valet de chambre apportait des fauteuils au gré de chacun.

Ce fut dans ce brouhaha que les deux frères Audun se rencontrèrent face à face.

— Mon petit Thierry, dit Abel en prenant les mains de son frère, je te cherchais. Où te cachais-tu donc?

Et pendant que Thierry, d'un air incrédule, dessinait un geste vague et disait : « Là-bas »... l'aîné contemplait avec une fierté

tendre le sauvage rêveur, aux traits lamartiniens, que son habit avantageait. Enfin, on le voyait dans un appareil digne de lui; on oubliait l'atelier du boulevard de Charonne, la faillite de Laghouat; le gentilhomme reparaissait. C'était cette confuse impression qu'Abel exprima en se tournant vers sa femme :

— Ne trouvez-vous pas que le monde lui va?

— Thierry est un de ces êtres à qui tout va, repartit Antoinette.

Thierry ne méconnaissait pas complètement cette puissante amitié fraternelle, mais il n'en tirait plus de plaisir. Il était trop tard. Le bonheur d'Abel l'avait offensé, et la blessure qu'il en avait reçue, il la sentait inguérissable.

Enfin, après de cruelles appréhensions, Perrine, victime résignée, vint au sacrifice. Quand elle arriva sur l'estrade, le regard de René de Vrigny croisa le sien. Le jeune homme comprenait aujourd'hui sa terreur du public. Mais les applaudissements furent aussitôt un cordial pour la petite artiste.

Elle eut un geste courageux de ses deux bras allongés pour enlacer sa harpe, et aussitôt ses doigts, comme une navette, firent passer sur la chaîne des cordes tendues la trame des notes, de sorte que l'œil voyait tisser la mélodie, en suivait le dessin, ce qui ajoutait encore au plaisir de l'oreille. Un grand silence l'écouta.

Le groupe de ceux qui s'étaient distingués et triés eux-mêmes, comme dignes les uns des autres, s'étaient logés à l'entrée de la pièce moderne aux aspects de jardin nocturne. Il y avait des massifs de soies violette et verte, comme des bosquets dans un parc. C'étaient des coussins, des rideaux, des tentures, et dans leur ombre on apercevait des meubles étranges, au bois métallique ou satiné de vernis inconnus. De place en place, des nénuphars blancs comme des astres flottaient dans des vasques. Et les lanternes voilées d'étoffes précieuses qu'étaient les abat-jour illuminés, éclairaient des profondeurs que multipliaient encore des glaces enfouies dans des plis de velours. C'était une contrefaçon voluptueuse de la nature. Mais il fallait d'abord y avoir pensé, ensuite avoir pu le réaliser à coups de billets de mille francs comme s'en vantait le père Lambesse. Jeannetty avait beau mettre son orgueil à montrer ses mains enflées de malade en disant qu'elles étaient nettes, il n'en souffrait pas moins de l'appartement exigu de l'avenue Henri

Martin, coupé en deux pour lui devenir abordable, et de sa salle à manger où attendait chaque matin sa clientèle de solliciteurs. Et il promenait ses yeux bridés, lentement, sur tous les détails éclatants de cet intérieur des Lambesse. Il n'était pas le seul. La magistrature et le barreau ici rassemblés éprouvaient à des degrés divers la même amertume. Le luxe des Lambesse était une injure à tous ces intellectuels livrés plus ou moins aux embarras d'argent. Thierry Audun le notait avec le singulier plaisir du tuberculeux de sanatorium qui voit arriver beaucoup de malades autour de lui.

Lorsque la chanteuse la plus en vogue à cette époque dans tout Paris eut succédé à Perrine, sa virtuosité à son tour parut offenser les invités. On pardonnait aux Lambesse Perrine Mussy, jeune inconnue ; mais qu'ils eussent fait venir pour chanter dans leur salon la plus grande artiste française, cela semblait outrecuidant. Pendant un trait charmant de sa voix d'oiseau humain, Claudia Jeannetty murmura :

— Ils ne se refusent rien.

La cantatrice était encore en scène pour un second numéro avec accompagnement de harpe, quand le Premier Président impassible se pencha vers le député Jeannetty et, à la faveur de l'aparté que le second salon conférait à leur groupe, lui demanda :

— Rien de fondé, bien entendu, dans certaines histoires qui attaquaient gratuitement l'honorabilité de M. Victor Lambesse ?

— Mon cher président, répartit Jeannetty, sans méchanceté réelle, mais comme un homme agacé par l'excès de chance d'un autre et pour qui tout prétexte est bon qui rétablit l'équilibre, vous comprenez bien qu'une fortune si subite ne s'élève point par des moyens naturels. Il y faut une absence totale de scrupules. On a surtout beaucoup parlé d'une fourniture de légumes avariés faite à l'armée. Mais il y aurait eu également des affaires d'accaparement, Lambesse drainant toute la récolte d'une province, pour revenir ensuite sous un nom d'emprunt revendre au pays producteur, avec un bénéfice colossal, ces mêmes pommes de terre qu'il lui avait enlevées.

Sans qu'un trait bougeât dans sa figure de juge illisible, le président questionna :

— Dans quelle région l'affaire s'est-elle passée ?

— On a dit la Bretagne, fit Jeannetty incertain.

— Oui, je vois, répéta le président grave et digne ; des bruits courent...

Alors Thierry, qui avait attendu de son frère une protestation, outré et poussé à bout par une colère qui se tournait toute contre Abel, muet complice de ces propos, ne put se retenir :

— Cela est faux. A plaisir, vous ruinez un brave homme. Il était bien assez fort pour s'enrichir sans avoir besoin de risquer la correctionnelle comme un gagne-petit.

Le Premier Président, qui ne connaissait pas Thierry, demanda qui était ce jeune homme. On lui répondit que c'était le frère de Mᵉ Audun, et là-dessus Abel le présenta, mais sans parler de sa profession. Aussitôt Thierry sentit la vanité de son témoignage venant heurter celui des gens en place. D'ailleurs il ne possédait pas une preuve de l'honnêteté du père Lambesse. Nul n'en possédait ; on ne pouvait procéder qu'en niant les accusations ; de même les accusateurs affirmaient, sans plus. La vérité était que personne ne savait rien. La matière du débat se composait du passé d'un homme, avec toutes les obscurités et le mystère où se perd une vie humaine dont on n'a pas été le témoin. Le tissu des jours et des actes de Victor Lambesse aboutissant aujourd'hui au faste étalé ici, était d'une étoffe vague, insaisissable. Ni tache, ni lumière. L'existence de l'homme arrivé est ainsi. Tout y reste problème. On ignore dans quelles proportions y ont joué la chance, l'intelligence, l'audace et l'immoralité. Le favoritisme du Destin y peut être compté toujours. Mais l'opinion préfère soupçonner, et il n'est pas d'exemple d'élévation sociale insolite qui n'ait été imputée à un manque de scrupule. L'opinion a beau jeu. Le passé d'un homme est un gouffre. Ni les cadavres ni les fleurs ne remontent à la surface. On peut tout supposer. Et de même que Thierry Audun désirant défendre le père Lambesse demeurait court, car il s'apercevait qu'il n'avait dans ce dessein que des raisons d'ordre psychologique, de même le réquisitoire avait le champ libre, fondé comme il était sur des propos d'envieux, enflés et gonflés de tout ce que la fantaisie haineuse du monde y avait ajouté. Il y aurait fallu un détective. Or, on avait plus tôt fait de répéter un ragot que de s'attacher à suivre la carrière du grand marchand pour rechercher jour par jour la nature de ses achats et de ses ventes, ou les

actions judiciaires qui, dans tous les ressorts de France, avaient pu être ou non intentées contre lui.

Le raisonnable Abel, très éloigné des intransigeances de son frère et traitant avec une égale et douce indulgence de dilettante les calomniateurs et le calomnié, conclut :

— Monsieur le Président, il vaut mieux ne pas plonger dans cette bouteille à l'encre.

Cette dérobade parut odieuse à Thierry.

— Tu laisses croire que nous sommes reçus ce soir chez un bandit !

Quelqu'un n'avait encore rien dit, c'était Antoinette. Son esprit aigu suivait le procès et jugeait en silence. De ses yeux penseurs et appliqués, elle contempla le jeune homme qui s'était exprimé si hardiment :

— Bravo, Thierry ! j'aime cela. Puisque nous venons ici, sans aucun doute, nous faisons crédit à monsieur Lambesse.

— C'est le traiter certainement mieux qu'il n'en usait jadis avec ses débiteurs, insinua le député spirituel.

Mais Thierry avait vu Antoinette lui donner raison contre Abel. Si petite qu'eût été la peine qu'en devait ressentir Abel, Thierry en jouissait comme d'une réparation.

Combien elle était plus proche de lui que d'Abel !

Après la première partie du concert, tout le monde se trouva mêlé à l'occasion d'un souper léger servi dans la salle à manger. Bien que la pièce fût grande, il y eut une cohue. Des athlètes fusionnaient avec les magistrats : le Premier Président se vit dans l'obligation d'offrir une coupe de champagne à la femme d'un champion cycliste, les artistes de la soirée conduits par Jules Lambesse à ce fin buffet y voisinèrent avec les avocats. Lorsque Perrine Mussy aperçut Abel, le défenseur de sa mère, elle ne put retenir ses larmes.

— Allons, mademoiselle Perrine, s'écria le père Lambesse qui ne la perdait pas de vue, avalez-moi deux doigts de porto pour guérir ces nerfs.

Ensuite, le père Lambesse, prenant à part son fils Jules et la jeune fille aux yeux de myope que celui-ci ne quittait plus d'un pas, leur disait :

— Elle me crève le cœur positivement, cette malheureuse gamine.

— Qu'a-t-elle? demanda d'un air indifférent la fille du magistrat.

Alors le père Lambesse, communicatif, en confiance d'ailleurs avec une famille qu'il envisageait déjà comme alliée, raconta une fois de plus le vol de Mme Mussy; avec bonhomie, comme un homme d'affaires qui relate la fraude d'un autre et ne dramatise ni ne plaisante, mais présente les choses telles qu'elles sont, il disait : « Ceci s'est passé et puis cela. »

— Et j'ai voulu, ajoutait-il, montrer que cette jeune artiste était digne de toute estime, irresponsable de la faute de sa mère, en la faisant jouer chez moi, ce soir.

La jeune fille, impassible, écoutait le récit, sans qu'il fût possible de savoir ce qu'elle pensait. Cette impénétrabilité de déesse la rendait plus attirante aux yeux de Jules Lambesse. Elle étudiait tout ici de sang-froid, sans perdre un instant la tête. Celui qui l'aimait frémissait du désir de la comprendre, et, à mesure qu'elle s'écartait, se sentait emporté plus violemment vers elle. Il entreprit de lui expliquer son père.

— Vous avez vu quelle sensibilité! Il l'a étouffée trente ans: un lutteur ne s'attendrit pas. Pour gagner sa fortune, il se multipliait. On ne le trouvait jamais à la maison, à moins que ce fût au téléphone où il rageait et sacrait contre Pithiviers ou contre Quimper. Il partait tout botté, et revenait deux jours après, crotté jusqu'aux genoux de s'être enfoncé dans les champs de pommes de terre. On m'a dit qu'il était extraordinaire. D'un coup d'œil, il évaluait une culture d'un hectare à cinquante kilos près. Il connaissait cela à la feuille, me raconte-t-il aujourd'hui. Et il connaissait aussi les hommes à la mine. Jamais il ne s'est trompé sur un client, sur un commissionnaire, sur un employé. Quand il eut gagné de quoi vivre, il ne s'est pas arrêté. Il était de ces hommes dont parle Stendhal qui ne font pas des affaires pour le lucre, mais par une passion de mesurer l'étendue de leur pouvoir. Quand il avait plein ses bras de richesses, il les rejetait sans réserve à l'aléa du commerce, pour multiplier par une progression formidable la fécondité de son argent. C'est alors qu'il achetait des départements entiers de pommes de terre; il aurait acquis toutes les récoltes de France. C'est lui qui a établi des cours réguliers dans les différentes provinces. Et puis, lorsqu'à cinquante-cinq ans il s'est arrêté, il a aimé le luxe et il a enfin laissé parler son cœur.

Il reçoit aujourd'hui la culture que, dans votre monde, on subit à quinze ans, plus tôt même, en son berceau. Il apprend le beau, regardez-le.

A ce moment, en effet, le père Lambesse, profitant d'un certain abandon qui succédait au souper, avait pris le bras du Premier Président, suivi du député, des Audun et de Claudia Jeannetty qui trouvait la chose comique, et il traînait tout ce monde dans l'antichambre, sorte de hall plein de curiosités. Il montra l'icone et ses pierres précieuses, les coffres chinois incrustés d'ivoire, le lustre acheté chez un brocanteur de Venise, et les sièges de bois vermoulus, dénichés dans un vieux couvent abandonné de l'Ariège et qu'il prétendait dater des Visigoths. Dans une vitrine, il y avait des armes espagnoles. Il retenait si bien ce que lui avaient dit les marchands qu'il avait en lui, cristallisée, une sorte d'érudition. Et le soir d'ailleurs, Turenne lui faisait lire Augustin Thierry et Michelet en écoutant le phonographe. Il citait des noms de capitaines, des dates de guerre, des règnes de souverains. Il fit voir de la nacre travaillée à Constantinople et un échiquier d'ivoire ayant appartenu à un calife. Tout était raffinement. Les pièces les plus précieuses étaient les mieux cachées. Une petite idole indoue, d'or massif, fleurie de diamants, qu'on ne découvrait qu'après des recherches dans son encoignure, valait plus que l'icone éclatante.

Ensuite, ce fut le tour du fumoir où il emmena les hommes. C'était une pièce rouge, d'un rouge violent de laque. M. Lambesse fit palper au Premier Président les soies de Chine couleur de sang ou certaines d'un vert aigu qui ne donnaient que plus de puissance au cramoisi des boiseries et des tentures. Il en fit remarquer plusieurs brodées à la main par ces hommes jaunes à longues tresses, comme il disait avec une certaine magnificence.

Magnifique, il l'était presque au milieu de son faste, haussé sur tous ses biens. Une fois riche, ce clerc de notaire de campagne avait été prodigue comme un gentilhomme. Son argent si fécond, il l'avait stérilisé tout à coup dans de vieux bois, des ivoires jaunis, des étoffes splendides. Il n'avait pas attendu que ses fils pénétrassent dans une autre caste; lui-même tout vivant avait franchi l'étape. Et voilà bien ce qui vexait les intellectuels. On l'aurait aimé avare, sordide, jouissant de son argent comme

un rustre; mais les raffinés trouvaient intolérable qu'il partageât leurs plaisirs. Le Premier Président admirait silencieusement les étoffes, le cabinet laqué où se trouvaient les cigares. Sa figure de juge habitué à se réserver jusqu'au moment de l'arrêt, et à regarder du même œil les innocents et les coupables, de peur de précéder la loi, demeurait bénigne et à demi sacerdotale. Lorsque le père Lambesse offrit les cigares, il en choisit un, religieusement, et quand il l'eut allumé, l'apprécia d'un claquement de langue. Quant à Jeannetty qui ne fumait pas, il observait leur gourmandise. Jamais lui n'avait offert de tel régal à ses invités. Turenne racontait que ces cigares avaient été rapportés d'Espagne par un rédacteur des *Nouveaux Sports*, et qu'avec les frais de douane ils ne revenaient qu'à douze francs la pièce. Tous se sentaient humiliés et comme frustrés. Alors on parla du libre-échange. Le père Lambesse tomba d'accord avec le Premier Président qu'il fallait protéger le commerce d'un pays; les jeunes avocats soutenaient la liberté du trafic entre les nations. Sans arrière-pensée, confiant, attendri, le père Lambesse saisit de nouveau le bras du magistrat.

— Hein, nous sommes du même avis, monsieur le Président?

— Voyez-vous, dit tout bas Jeannetty à Me Audun, voyez-vous ce vieux chacal, qui aujourd'hui embrasse le chien de garde!

Quand on reprit ses places pour la seconde partie du concert, Jules Lambesse eut le caprice de demeurer, avec la fille du magistrat sacerdotal, au fond du salon moderne semblable à un parc nocturne. Une sorte de lit carolingien servait de canapé. Il la pria de s'y asseoir. Elle fit un peu la renchérie. Un abat-jour violet éclairait d'une lumière asiatique et teignait ses traits de blonde. Ce mystère d'une femme qui ne vous accorde que d'énigmatiques sourires achevait de lui enlever la raison. Il ne s'apercevait même pas de ses réserves et de ses réticences. A la vérité, Jules plaisait à la jeune fille et elle n'aurait pas demandé mieux que de le lui dire, si une prudence bourgeoise ne lui avait impérieusement commandé de ne pas s'engager à fond.

Là-bas, entre les deux colonnes de faux marbre, l'estrade apparaissait dans la pleine illumination du salon Louis XIII.

Perrine commença de jouer les mélodies du plus français des musiciens modernes, qui met dans son harmonisation tous les bruits de l'été et jusqu'à l'impression du soleil. Par instants, les notes de la harpe et celles du piano se ressemblaient, s'amalgamaient. Cependant la harpe était un piano plus sourd et plus passionné, en quelque sorte le féminin de l'autre. L'illisible jeune fille vit à ses côtés Jules Lambesse cacher son front dans ses deux mains. Et il disait :

— Vous ne croyez pas, n'est-ce pas, que c'est un flirt que je recherche près de vous. Peut-être d'autres danseurs, que vous avez attirés aussi, vous ont-ils paru enivrés de vous comme moi : je vous jure que ce n'était pas la même chose. Depuis le premier jour où vous m'avez souri, j'ai vécu dans une atmosphère de délice. Vous avez créé un monde nouveau à ma vie. Je plains les autres. Je plains l'être que j'étais quand je ne vous connaissais pas. Comment ai-je pu traîner vingt-cinq ans de cette misère?... Je me rappelle que certaines monotonies de la rue, l'arête grise du trottoir, le soleil sur le pavé, la régularité des fenêtres dans les façades, tout était quelquefois morne à me serrer le cœur d'une neurasthénie. Aujourd'hui, le granit du trottoir, un rayon sur le pavé, me sont des sources de plaisir; derrière les fenêtres des maisons, je crois voir une belle histoire ; la rue, la ville, le ciel, l'univers me sont un peu de vous-même. Je suis celui qui ne peut rien percevoir qu'à travers vous.

Elle répondait en s'écartant imperceptiblement sur la couche carolingienne.

— Comme vous êtes jeune!...

Et lui :

— Je suis jeune de vous.

COLETTE YVER.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LA FIN DE LA GUERRE

II [1]

LA DÉFAITE TOTALE DE L'ALLEMAGNE
L'EUROPE NOUVELLE ET LA PAIX

LE FRONT MARITIME. — LE BLOCUS

Il y avait longtemps que l'Allemagne, malgré la hautaine devise de Guillaume II, se savait battue sur la mer.

Une guerre navale présente généralement deux phases, une phase active et une phase négative. La phase active, c'est la rencontre militaire des flottes de bataille; c'est encore la course, l'attaque des ports ou des rivages, les débarquements : cette phase suppose la mer libre.

Si la mer est dominée par l'un des deux combattants, alors commence la phase que nous appelons négative : la flotte dominée ne navigue plus; elle est réellement ou moralement embouteillée; le blocus devient l'arme principale; la terre ennemie ne respire plus par ses ports : ses communications avec l'univers ne subsistent que par ses frontières terrestres, si elle en a : mais, alors, elle est subordonnée à la volonté de ses voisins, ennemis ou neutres.

Dans cette phase, la partie bloquée cherche à se dégager par d'autres voies : les temps modernes ont inventé le sous-marin, les champs de mines, les armes aériennes; en se servant de ces moyens nouveaux et en pesant, auprès et au loin, sur les neutres, elle peut imposer, à son tour, une sorte de régime négatif, un contre-blocus aux Puissances ennemies. Maîtresses de la mer, elles n'en jouissent pas, en fait, ou bien leur jouissance est restreinte, précaire. On a remarqué que, vers la fin de la

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet.

guerre, jamais la Grande flotte anglaise « ne se risquait vers les lieux qui pouvaient être, selon l'expression de l'amiral Jellicoe, des pièges à sous-marins (1). »

A ces divers points de vue, l'histoire navale de la guerre de 1914-1918 présente un intérêt technique énorme, autant par ce qui s'est fait que par ce qui ne s'est pas fait. L'année 1918 a vu, d'abord, la disparition presque complète de la guerre active, puis l'offensive terrifiante du sous-marin, enfin la faillite de la guerre sous-marine allemande. Les Alliés, s'étant assuré la domination de la mer et l'ayant reprise, en quelque sorte, par la chasse fructueuse au sous-marin, ont enlevé leur efficacité décisive aux moyens navals de l'Allemagne et de ses alliés ; finalement, un blocus à peu près rigide s'est imposé, non seulement aux Puissances du centre européen, mais aux Puissances neutres susceptibles de les ravitailler. La victoire navale, dans ses deux phases, active et négative, était un fait accompli.

Ainsi, la « puissance sur la mer » est devenue un des agents décisifs de la victoire. C'est au moment où la surface, et même les profondeurs des eaux, furent devenues intenables ou inutilisables aux forces allemandes ou alliées de l'Allemagne, c'est au moment où les océans se vidèrent, pour ainsi dire, du pavillon allemand, à l'heure où les arrivages en terre allemande furent réduits à des quantités tout à fait insuffisantes que la capitulation totale acheva la capitulation des armées.

Tel fut le résultat du double effort militaire : terrestre et naval. L'Allemagne était battue en même temps sur les deux éléments; défaite absolue qu'aucune « levée en masse » n'aurait pu pallier. Même cette tentative d'une grande offensive de sous-marins, dont l'amiral von Tirpitz parle, dans ses *Mémoires*, comme envisagée en octobre 1918, ne put pas s'esquisser, encore moins, *sortir*, comme on dit ; car, à la fin de la guerre, cette arme suprême, le sous-marin, était vaincu autant par l'inefficacité reconnue de ses efforts, que par la prostration morale et la révolte des équipages. Donnons quelques-uns des derniers traits de cette agonie par la mer et par le blocus.

On pourrait presque dire que la victoire de l'Allemagne en Orient, en 1917, par la chute de la Russie et par la conquête de

(1) De Rivoyre, *Histoire de la guerre navale* (Fournier, 1922), in-8°, p. 374.

la Roumanie, fut sa perte. D'une part, la Russie se livra aussitôt à la contre-offensive bolchéviste et, pour de longues années, peut-être, l'Allemagne vivra sous la menace de cette propagande : prise à revers par l'anarchie, elle est obligée de s'appuyer sur les Puissances occidentales, si elle veut rester européenne; d'autre part, pour garder ses lointaines conquêtes, Ludendorff dut, comme nous l'avons vu, disperser sur d'immenses contrées des forces perdues pour le front occidental. Il comptait que ses garnisons, éparpillées du golfe de Finlande à la Mer-Noire, assureraient du moins le ravitaillement des empires alliés en blés et en pétroles : combien de fois, au cours des suprêmes délibérations, n'invoque-t-il pas les ressources de l'Ukraine, de la Roumanie, etc.! Or, ses prévisions optimistes furent loin de se réaliser. Sur le territoire russe, l'anarchie et le désordre eurent pour résultat immédiat la ruine de la culture et des échanges. L'Asie, transposée aux portes de l'Allemagne, se révéla destructrice et non productrice.

Il fallut se retourner du côté de la mer et, dès le début de 1918, on demanda à l'amirauté d'intensifier la guerre sous-marine. Mais, là encore, on se heurta au mal bolchéviste. Dès le mois de janvier 1918, les équipages refusèrent le service ; on voulut les contraindre : 50 officiers et hommes furent tués. A Kiel, à Wilhemshafen, actes de révolte et de sabotage; chez l'Empire allié, à Cattaro, l'amiral et son état-major sont retenus trois jours prisonniers. Le 12 août, quatre torpilleurs montés par des mutins s'enfuient et sont anéantis à coups de canons par la flotte anglaise. Enfin, le 22 octobre, les équipages de la flotte allemande refusent de sortir pour accomplir une tentative suprême sur la Tamise. Ce sont bien là des faits militaires, avec causes militaires et suites militaires.

Cet état de découragement et de délabrement moral remonte donc, au moins, à janvier 1918; si nous avons indiqué immédiatement l'orbite qu'il devait accomplir, c'est qu'il importe de rappeler ses véritables origines: à savoir la contamination bolchéviste et la terreur produite par la contre-guerre sous-marine : ces deux causes agissent à la fois; et elles résultent toutes deux de la vigoureuse politique navale de l'Angleterre et de ses alliés, ayant pour objet le blocus intégral.

Suivons, maintenant, le développement de cette autre raison déterminante de la défaite absolue de l'Allemagne : le blocus.

Nous avons exposé, dans l'*Histoire de la Guerre*, les conditions du système de blocus renforcé, tel qu'il avait été conçu et appliqué dès 1915 par l'accord de lord Robert Cecil et de M. Denys Cochin, chargés de l'organiser par les Conseils des deux principales Puissances de l'Entente.

M. Denys Cochin, ancien ministre du blocus, dans les notes trop courtes qu'il a laissées, a indiqué la difficulté principale à laquelle se heurtait l'organisation d'un blocus efficace : l'interposition des neutres. Personne n'ignore que des Puissances neutres limitrophes ont, au début de la guerre, ravitaillé l'Allemagne. Quel parti prendre à l'égard de ces Puissances neutres? « Si l'on prétendait les violenter, les bloquer comme on bloquait l'Allemagne, on les irritait profondément, on risquait une sorte d'état de guerre avec les neutres. »

Là était le danger. Il fut pourvu à cette situation délicate par un système plus humain et plus sage et qui n'avait d'autre défaut que d'être très coûteux : le contingentement. Les Puissances alliées s'entendirent avec les neutres pour leur fournir les substances dont elles manquaient et, d'autre part, leur acheter la plupart des matières qu'elles vendaient antérieurement à l'ennemi. « Le blocus qui inspire l'idée d'une action violente et brutale fut en réalité le résultat d'une série de négociations amiables. » Ainsi on arrivait à ne laisser passer par la mer chez les neutres que les matières réellement utiles à leur propre ravitaillement ; en plus, en mettant, en quelque sorte, l'embargo, à prix d'argent, sur l'ensemble de leur production propre, on l'empêchait d'être livrée aux Puissances centrales (1).

Les résultats furent les suivants : dès l'année 1916, les importations de maïs en Hollande passèrent de 1 million de tonnes (chiffre de 1913) à 700 000 ; celles du riz de 400 000 tonnes à 70 000 ; celles du caoutchouc de 11 millions de tonnes à 1 800. On acheta presque tous les produits agricoles des pays scandinaves, presque tous les blés de Roumanie (avant la déclaration de guerre de cette Puissance), 400 000 tonnes de pyrites en Norvège, qui allaient précédemment en Allemagne. Ces achats, excellents pour maintenir la bonne volonté des neutres, étaient accompagnés aussi de certaines pressions non moins salutaires. On disait, par exemple, à la Norvège, à propos

(1) V. Denys Cochin, *1914-1922*, t. I, p. 110 et suivantes.

de certains stocks de pyrites : « Si vous continuez à les envoyer en Allemagne, nous vous couperons le charbon et le cuivre. » Les marchands s'inclinèrent. La Hollande ne put introduire 100 000 tonnes de charbon par mois, qu'à la condition d'interdire toute exportation de matières alimentaires en Allemagne, etc.

Des accords très complets et très minutieusement combinés intervinrent ainsi avec la plupart des Puissances limitrophes des empires alliés, et notamment avec la Suisse. Ils ne provoquèrent aucun froissement grave, et ils aboutirent, sinon à un blocus complet, du moins à un très large blocus partiel.

A la fin de la guerre, « le marché du monde, ainsi que le constate le commandant de Rivoyre, était entre les mains de l'Entente. » Un autre avantage, et celui-ci non moins décisif, en résulte logiquement, c'est la mise à la disposition de l'Entente du tonnage neutre que le blocus avait immobilisé dans les ports : « C'est ainsi que 100 000 tonnes de navires, précédemment immobilisées en Espagne, sont réquisitionnées par le Gouvernement espagnol et rendues au commerce ; 685 000 tonnes de navires hollandais sont, de même, remises en circulation, un contrôle partiel sur 350 000 étant même laissé aux Alliés; la Suède, qui avait donné à l'Entente le contrôle de 100 000 tonnes dès le mois de janvier, lui céda, en mai, 400 000 tonnes de bateaux et l'Allemagne se sent si petite, malgré ses succès militaires de cette date, qu'elle consent à ce que la Suède fasse un pareil marché; le Danemark, en septembre, cédera lui aussi 450 000 tonnes » (1). Ainsi la crise du tonnage, contrebalancée, d'ailleurs, par les constructions neuves, tend de plus en plus à se résoudre au profit de l'Entente. Les neutres soulagés et satisfaits reprennent leur indépendance à l'égard de l'Allemagne. Leurs pavillons, protégés contre les attaques des sous-marins, reparaissent peu à peu sur les mers.

Cette politique, à la fois conciliante et forte, a une conséquence logique, la sécurité de la navigation pour les marines de l'Entente et pour celles qui se fient en elle. C'est une autre face du problème.

La sécurité contre les attaques des sous-marins fut la préoccupation suprême des Alliés dans la dernière période de la

(1) De Rivoyre, *Histoire de la guerre navale*, p. 158.

guerre. Nous n'avons pas à revenir sur les principes et les modalités si variées de la lutte contre les sous-marins qui ont été exposés au cours de l'*Histoire de la Guerre*. Ce qu'il importe de préciser maintenant, ce sont les derniers résultats.

En 1918, 1474 convois comprenant 18653 navires traversèrent l'Océan. Deux millions d'Américains passèrent en Europe et ne subirent qu'une perte de 738 hommes. Par le mouillage d'immenses champs de mines, la mer du Nord fut presque hermétiquement bloquée. Zeebrugge et Ostende furent embouteillées en avril et mai, le tout sous la haute direction de l'amiral Roger Keyes.

Peu à peu le sous-marin traqué est contraint de recourir à des méthodes nouvelles, qui rendent son action de moins en moins efficace ; il renonce à la lutte au large et se replie sur les points d'atterrissage ; son rayon d'action est moindre et, par conséquent, il rend moins ; les sous-marins assaillants n'osent plus se risquer isolément ; ils se groupent et, par conséquent, offrent plus de prise à la contre-offensive. L'attaque au canon diminue. Les équipages sont moins audacieux : le silence systématique fait sur la destruction des sous-marins crée une sorte de mystère qui répand l'effroi. A diverses reprises, il est question d'une grande opération navale où la flotte allemande jouera son va-tout en attaquant la flotte anglaise. Mais, au dernier moment, le cœur manque aux équipages et le haut commandement doit renoncer à ce suprême espoir, — où il y avait tant de résolution désespérée.

Les chiffres de tonnages coulés en 1918 signalent, en raison de leur décroissance régulière, la faillite de la guerre sous-marine allemande : janvier 302000 tonnes coulées, février 296000, mars 340000, avril 284000, mai 293000, juin 253000, juillet 252000, août 292000, septembre 195000, alors qu'en avril 1917 le tonnage coulé avait atteint le chiffre de 871000 tonnes avec une moyenne d'environ 500000 tonnes.

Le tonnage nouvellement construit et l'utilisation du tonnage neutre compensent largement les pertes.

Ni les flottes allemandes, ni la politique de terreur allemande, ni la pression sur les neutres n'ont donc empêché le blocus quasi hermétique de l'Allemagne. C'était le but que se proposait la guerre navale, depuis que la flotte allemande s'était elle-même retirée du combat.

Les Allemands ne peuvent nier cette défaite finale sur mer; mais l'ont-ils avouée ? A-t-elle pesé sur la capitulation finale?

Sur les effets de la guerre navale et du blocus, les techniciens allemands et les hommes spécialement qualifiés ont été interrogés dans les fameuses délibérations qui ont précédé la capitulation. A ce moment, et quand il s'agissait de la résolution la plus grave pour l'avenir du pays, les compétents et les responsables ont-ils affirmé une chance quelconque de victoire par la mer?

Voici, d'abord, en ce qui concerne les effets du blocus : Scheidemann, qui vit près du peuple, qui émane du peuple, répond à Ludendorff, qui lui demande de relever le moral des masses : « C'est une question de pommes de terre. Nous n'avons plus de viande. Nous ne pouvons pas distribuer de pommes de terre, parce qu'il nous manque 4 000 wagons par jour. Nous n'avons plus du tout de graisse. La misère est trop grande : on se trouve devant une énigme quand on se demande : « de quoi vit Berlin-Nord; de quoi vit Berlin-Est... ? » Et le reste. Voir aussi ce qui est dit, dans ces conférences, des pétroles, des blés de Roumanie, de la pénurie de tout, même aux armées.

Sur les dangers économiques de la stratégie du repli, que lui-même considère comme l'unique ressource, Ludendorff est obligé de faire cet aveu : « Nous raccourcirons notre front extraordinairement; mais *les conditions d'existence de l'armée*, les possibilités de lui fournir les ressources dont elle a besoin pour combattre, munitions, etc... *deviendront bien plus mauvaises*... etc. » Et l'empereur Guillaume, lui-même, écrit dans ses *Mémoires* : « Le 9 novembre, je mandai le feld-maréchal von Hindenburg et le général Gröner, quartier maître général. Gröner me répéta que l'armée ne pouvait plus combattre et qu'elle réclamait avant tout le repos. *N'importe quel armistice devait donc être accepté et conclu le plus vite possible*, car *l'armée n'avait des vivres que pour six ou huit jours*, et les émeutiers, occupant tous les magasins de l'intendance et tous les ponts du Rhin, rendaient impossible tout ravitaillement. »

Ludendorff accuse sans cesse la dépression morale de l'intérieur ; mais le moral des peuples est surtout influencé par les conditions de la vie matérielle, et l'effet du blocus fut de rendre ces conditions d'existence infiniment pénibles. Quant aux ressources continentales et, en particulier, celles de l'Ukraine,

elles sont à peu près nulles, tout le monde en convient. Le sous-secrétaire d'État Göppert dit : « Mon commissaire de Kiev, avec qui j'ai causé il y a une heure, m'a affirmé qu'il n'y avait aucun espoir de faire venir d'Ukraine de grosses quantités de céréales pendant cet hiver, etc. »

Au sujet d'une reprise efficace de la guerre sous-marine, le comte Rœdern se contente de cette simple remarque : « Le secrétaire d'État de l'office de la marine, en fonction à l'époque où fut décidée l'intensification de la guerre sous-marine, avait répondu à une question qui lui était posée au sujet de l'efficacité de cette guerre, à peu près en ces termes : « *Les troupes américaines peuvent venir, elles formeront, pour nos sous-marins, des objectifs d'attaque qui seront les bienvenus.* » Les faits ont démontré que c'était une erreur complète. Pouvons-nous attribuer, maintenant, une grande valeur aux effets que la guerre sous-marine produira sur la situation économique de l'Angleterre ? Aussitôt que les Américains décideront de n'envoyer chaque mois que 150 000 hommes au lieu de 250 000, le ravitaillement de l'Angleterre sera bien facilité. Il y a donc dans toutes ces évaluations une source d'erreur, etc. »

Cette observation suffit. Les affirmations et les hypothèses de la marine allemande étaient démenties brutalement par le fait. L'armée américaine avait passé la mer : c'était la faillite de la guerre sous-marine. Et l'Allemagne savait à quoi s'en tenir. Dans les délibérations suprêmes, la défaite navale, la faillite du sous-marin, l'efficacité du blocus eurent une influence décisive : cette guerre aussi, l'Allemagne l'avait perdue.

LE FRONT UNIVERSEL

A la fin de 1918, l'Allemagne était en butte à l'hostilité universelle : en prolongeant absurdement la guerre, elle s'enfonçait dans un désastre économique dont elle ne savait pas si elle pourrait jamais se relever (elle ne s'en est relevée, monétairement parlant, que par la faillite du mark).

Cette appréhension, qui pesa si lourdement dans la balance des résolutions allemandes, est exposée avec force par le vice-chancelier von Payer dans la conférence du 17 octobre (*L'Aveu*, p. 164) : « Quand on se rendit compte que nous devions, en tant que nation, être ruinés, *avant tout économiquement*, chacun se

demanda : « Devons-nous accepter cette ruine ou bien y a-t-il encore un moyen de l'éviter? » Nous disons aux gens : « Il y a encore une possibilité de l'éviter. Vous n'avez qu'à tenir! Si vous ne pouvez pas tenir encore quelques semaines, alors *dites-vous bien que l'Allemagne sera presque rayée du nombre des nations, qu'il vous faudra compter, en outre, avec un fardeau d'indemnités qui vous accablera*, etc... »

Celui-ci, du moins ne se faisait pas d'illusions. Il savait et il disait la vérité. Tout le monde la savait comme lui : les faits étaient là patents.

A l'heure où l'Allemagne implorait l'armistice, vingt-sept Puissances étaient alliées contre elle et ses trois partenaires, l'Autriche, la Turquie et la Bulgarie qui, d'ailleurs, l'abandonnaient. Parmi ces vingt-sept Puissances, il y avait la France; l'Angleterre, l'Italie, les États-Unis, le Japon, le Brésil, l'Uruguay, la plupart des plus grandes Puissances dans l'ordre de la richesse, de la civilisation, de l'avenir.

Chacune de ces Puissances avait eu ses raisons particulières de se décider; mais elles avaient eu aussi des raisons communes, des raisons qui s'enracineraient de plus en plus dans les esprits, si la guerre se prolongeait.

A la base de cet accord quasi universel, il y avait un principe de haute civilisation, une conception générale des droits des peuples, des droits de la guerre et des droits de la paix.

Le monde, depuis près d'un siècle, avait compté sur un adoucissement des mœurs internationales; il avait levé les yeux vers un idéal pacifique qu'il croyait voir se réaliser dans les nombreuses conventions d'arbitrage, dans les conférences de la paix, dans les conditions plus humaines de la guerre : ligues des Croix-Rouges, Convention de Genève, Conférences de La Haye, etc. Or, l'agression allemande de 1914 avait rompu avec cet idéal; elle avait ramené l'Europe au temps des guerres barbares; elle avait humilié, à leurs propres yeux, les pacifistes et les hommes de bonne volonté; elle avait proclamé le droit de la force, le droit du poing, avec le principe « Nécessité n'a pas de loi. » L'Allemagne avait refusé formellement aux petites Puissances le droit à l'existence.

Aujourd'hui, cette violence de la thèse « eugénique » allemande s'est un peu atténuée (quoique ce soit encore le programme nationaliste des Ludendorff et des Hittler); en tout

cas, elle se complique d'antisémitisme, elle se voile de mystère et d'ombre; mais, alors, en 1914, elle était dans tout l'éclat de son rayonnement; elle flottait sur les troupes ruées à la conquête du monde, comme un drapeau.

Après les premiers succès de la grande offensive du printemps de 1918, les dirigeants de l'Empire et de l'impérialisme se croyaient, de nouveau, partis pour la victoire : témoin les paroles prononcées par le « seigneur de la guerre, » le 15 juin 1918, dans le toast porté à Hindenburg : « Le peuple allemand ne vit pas clairement, quand la guerre éclata, quelle signification elle aurait. Je le savais très exactement... Je savais très exactement de quoi il s'agissait; car la participation de l'Angleterre signifiait la guerre mondiale, voulue ou non... *La victoire de la conception allemande du monde, voilà ce qui est en jeu...* »

Ces paroles eussent dessillé les yeux, si les faits n'avaient pas parlé plus haut encore. L'univers n'avait plus qu'à se soumettre à la « conception allemande » du monde. Or, personne n'avait oublié ce qui s'était passé, au début de la guerre, en Belgique et dans le Nord de la France. On savait que le monde entier, en cas de victoire allemande, serait traité de même. On savait ce qu'avait été cette longue préparation aboutissant à une soudaine agression et l'on savait que ceux qui avaient conçu et réalisé cette entreprise contre l'humanité, c'est-à-dire la dynastie, le parti militaire et le grand État-major, s'ils réussissaient, entendaient être payés de leur risque et de leur peine. Le chancelier Bethmann-Hollweg, piètre instrument, n'avait rien dissimulé : la destinée des petites Puissances était de disparaître pour faire place aux grands organismes carnassiers et l'on verrait la ruine ou l'asservissement du monde s'accomplir dans une rencontre où les quelques survivants lutteraient jusqu'à l'anéantissement de toute indépendance nationale ou particulière. Telle était la destinée que la victoire allemande réservait à l'humanité.

En Allemagne, on n'avait pas fait mystère de ce grand dessein : Bernhardi et Bülow, l'un le théoricien de la force militaire, l'autre le théoricien de la diplomatie, avaient conclu dans les mêmes termes : « ou l'hégémonie planétaire ou la décadence. » Tout le monde avait lu les livres de la propagande impérialiste, imprimés et répandus à des milliers d'exemplaires : *L'Héritage de Bismarck*, par le professeur Hans

Delbrück ; *Quand la guerre sera terminée*, par Diplomaticus; *Les buts de guerre de l'Allemagne*, par Houston-Stewart Chamberlain (1). Ces publications réclamaient, pour le moins, une domination économique mondiale : elles entrevoyaient de vastes colonies de peuplement en Amérique du Sud, en Asie, en Océanie, et une autorité exercée sur l'Amérique du Nord, pays des « matières premières. » Qu'étaient ces quelques vieilles nations européennes épuisées, en pleine décadence, d'ailleurs envahies, à bout de ressources et de sang, pour tenir tête à la Puissance prédestinée par sa supériorité ethnique, par la marche logique de l'histoire, par une véritable mission divine? On n'avait pas oublié ces paroles adressées à la Belgique et à tous les petits peuples : « Eh quoi? Vous venez, vous, un petit pays, faire cause commune avec nos ennemis! Mais, c'est comme si vous attaquiez un prêtre porteur du Saint-Sacrement! *Nous sommes sanctifiés par la grandeur de notre dessein;* nous sommes, chacun de nous, porteurs du Saint-Sacrement » (2).

L'impérialisme allemand, par de si folles prétentions, par de telles menaces suspendues sur la tête de tous les peuples de l'univers, avait suscité un tel mouvement contre lui que, sauf ceux qui tremblaient de peur à l'idée de s'attirer sa colère, la coalition contre l'Allemagne avait gagné le monde entier. Dans le sentiment qui avait groupé cette coalition, il y avait, à la fois, de la crainte et une sorte de méfiance instinctive. Les plus pacifiques finissaient par en vouloir, du fond de leur âme, au Gouvernement et aux hommes qui, par ambition, cupidité et orgueil démesurés, avaient déchaîné de tels maux et qui, en prolongeant la guerre, finissaient par faire douter de jamais revoir les jours heureux de la paix.

Le phénomène bolchéviste, fils de la guerre et de la complicité allemande, mettait en alarme les tenants de la vieille civilisation. Où allait-on? Quel phénomène astral allait troubler l'antique constellation des peuples?

L'Allemagne ne se dissimulait plus qu'elle était odieuse au monde. Elle accusait sa diplomatie, ses chefs, elle avouait son

(1) Pour la bibliographie de ces publications, voir *l'Allemagne annexioniste*, par Grumbach, Payot, 1917. — Cf. les articles *Mittel-Europa*, — *Amérique latine*, — *Allemands à l'étranger*, etc. dans le *Catalogue méthodique du fonds allemand de la « Bibliothèque et musée de la guerre, »* rédigé par J. Dubois et M. Appuhn, 1923.

(2) Major von Strantz, *Die Eroberung-Belgium, 1914.* — Cf. G. Hanotaux. *Le Traité de Versailles*, Plon, 1919, p. 15.

manque de psychologie internationale et « d'extériorité. » Elle dénonçait elle-même cette politique orgueilleuse aboutissant à l'isolement complet. Elle avait perdu confiance en sa supériorité tant vantée : *Deutschland über alles!* On disait au peuple allemand : « Il faut tenir! » Mais avec qui, avec quoi? C'était fini. Tous, au fond, responsables et irresponsables, en étaient à se demander si un Allemand, un « Boche, » pourrait encore, après la paix conclue, se présenter dans les pays étrangers, fût-ce au nom des intérêts les plus pacifiques, pour de simples relations d'affaires, pour le commerce. Ce peuple retrouverait-il sa place au foyer commun de l'humanité? C'est le sentiment de ce plein isolement qui dictait les termes de l'exposé militaire lu à la Conférence du 5 novembre par le général Gröner, successeur de Ludendorff et représentant suprême du haut État-major :

« *L'encerclement politique* des années de paix s'est transformé entièrement en un *encerclement militaire*. De 1915 à 1917, nous avons essayé de rompre cet encerclement et de refouler *l'anneau qui nous enserrait*; nous y sommes parvenus en partie à l'Est et au Sud-Est. Il n'est pas douteux que cela nous a servi à renforcer d'une façon notable notre situation économique pour nous permettre de résister; mais, à cet effet, nous avons accepté d'affaiblir notre situation militaire en occupant des territoires qui n'étaient pas en rapport avec nos forces. En 1918, une nouvelle tentative fut faite pour amener la décision sur la partie la plus forte de l'anneau, à l'Ouest. *La tentative a échoué*. En même temps, le danger de voir nos alliés s'effondrer s'est rapproché de nous d'une façon des plus menaçantes et, finalement, est survenu, avec une rapidité et une ampleur inattendues. Ces événements ouvrirent la voie à nos ennemis *qui purent resserrer leur encerclement jusqu'aux frontières mêmes de l'Allemagne*. La conduite politique de la guerre, résolue et certaine de ses buts, dirigée par le triumvirat Wilson, Clemenceau, Lloyd George, fait prévoir que le haut commandement militaire de nos ennemis s'efforcera, lui aussi, d'obtenir la décision militaire complète, *l'encerclement et la capitulation du peuple allemand*. En outre, les opérations militaires de nos ennemis trouvent un soutien puissant dans le bolchévisme qui, de l'Est et du Sud-Est, pénètre dans notre armée et dans notre peuple. Si la guerre doit être continuée, il

faut tenir compte, dans nos calculs, de la possibilité de voir non seulement la Roumanie reprendre la guerre, mais encore les Tchéco-Slovaques et d'autres fractions de nos anciens alliés soutenir activement les opérations de nos ennemis. Je n'ai pas besoin d'insister sur la grande supériorité numérique de nos ennemis, depuis que l'armée allemande est réduite à ses seules forces, etc... »

Ce vaste encerclement, chaque jour accru et consolidé, cette entrée en ligne certaine d'ennemis nouveaux, ce soulèvement universel contre l'Allemagne responsable, tous ces pondérables et impondérables énumérés ou évoqués dans le court exposé du chef militaire, tout cela causé, de son aveu, par la défaite militaire, accule l'Allemagne à l'impasse de la capitulation. Deux jours après cette lecture, les plénipotentiaires allemands partaient pour Rethondes. Le peuple allemand n'en voulait plus. Mais sa défaite morale n'était que la suite logique de la défaite militaire et des *aveux* émanant de ses grands chefs?

LE FRONT INTÉRIEUR. — LA CHUTE DE LA DYNASTIE. — LE GOUVERNEMENT DE LA CAPITULATION

Nous avons montré l'empereur Guillaume acceptant l'avènement du prince Max de Bade et serrant la main du secrétaire d'État Scheidemann : de ce jour, le « front intérieur, » le front que le grand État-major espérait encore pouvoir entretenir à force de promesses vaines et de mensonges techniques, avait été rompu. L'Allemagne savait qu'elle ne pouvait plus vaincre ; en conséquence, elle ne voulait plus se battre : réveillée en pleine débâcle militaire, par le sentiment catastrophique de la défaite totale sans rémission, elle ne demandait qu'à en finir à tout prix pour éviter de pires misères et la plus appréhendée de toutes, l'invasion (1).

La troisième note du président Wilson, rédigée de commun accord avec les Gouvernements de l'Entente, avait, pour ainsi dire, cristallisé ce sentiment qui était celui même des Allemands : à savoir qu'il fallait se dégager de l'étreinte du parti impérialiste et militariste : « Si les États-Unis doivent traiter

(1) « Tous les pasteurs de Berlin ont tenu une conférence. Aucun homme ne sait où il en est, et tous se frappent la tête pour savoir comment il se fait qu'on se trouve brusquement devant une telle catastrophe... » (Le vice-président Friedberg), dans *L'Aveu*, p. 165.

avec les gouvernants militaires et les autocrates monarchiques, ou s'il est probable que, plus tard, il faudra traiter avec eux sur les devoirs de droit international du Reich allemand, alors les États-Unis ne pourront entrer en négociations de paix, mais devront exiger la capitulation complète. Il ne peut servir à rien de taire ces conditions fondamentales. »

La note Wilson répondait au cri de l'Allemagne : tout pour éviter ces maux. Changer de Gouvernement et imposer à l'Empereur son abdication, c'était une idée à laquelle on s'était peu à peu habitué. Il était jugé par son État-major et par son peuple, depuis longtemps. Lui, cependant, faisait la sourde oreille et n'acceptait nullement l'interprétation trop claire de la note Wilson : dans une note rédigée en son nom, il ne se refusait pas à quitter l'Empire, mais entendait garder le royaume de Prusse. Il était seul à insister sur ce *distinguo*. Ce qu'on voulait en Allemagne et hors d'Allemagne, c'est qu'il cédât la place. L'opinion bavaroise s'était prononcée la première et très nettement contre lui ; tous comprenaient qu'il y allait de l'unité de l'Empire et que Guillaume « roi de Prusse » démolissait l'Allemagne.

Dès le 25 octobre, à peine la troisième note était-elle publiée, que Munich faisait savoir à Berlin qu'il fallait en finir avec le Hohenzollern. « Je remplis un pénible devoir, télégraphie au chancelier le diplomate accrédité près du Gouvernement bavarois, en rendant compte à Votre Altesse qu'ici, en Bavière, dans les milieux autorisés, on estime que la réponse de Wilson, connue depuis hier soir, vise, dans son dernier paragraphe, la personne de notre Empereur. *Le Président des ministres et le ministre de la Guerre* sont d'avis que le texte de la note ne permet aucune autre interprétation ; que le président Wilson a voulu, en s'exprimant en ces termes imprécis, laisser à l'Empereur la possibilité de faire volontairement la démarche douloureuse... » Ces « personnalités bavaroises, » le ministre de la Guerre et le président du Conseil, représentent, en somme, les plus hautes autorités du royaume.

Du dehors, même sentiment chez les neutres, y compris les plus sympathiques. La diplomatie officielle n'aime pas à se découvrir, elle abonde d'ordinaire en phrases réticentes : or, pour une fois, elle s'exprime clairement : le ministre d'Allemagne en Suisse, prince Hohenlohe Langenburg, télégraphie au chancelier

Max de Bade, le même jour, 25 octobre : « Je viens d'apprendre, d'une source autorisée, que la conclusion de la note Wilson de ce jour ne laisse guère d'autre chemin vers une paix encore supportable que l'abdication de l'Empereur. » Quelques jours plus tard, le même agent précise et, cette fois, il rend compte d'une communication du Gouvernement suisse visant, non seulement la situation extérieure de l'Allemagne, mais sa situation intérieure : « Plusieurs membres du Conseil fédéral ont déclaré, pour que cela me soit transmis, qu'ils ne voyaient plus aucune possibilité d'éviter l'abdication de l'Empereur... Les personnes en question fondent, avant tout, leur avis sur le danger de la Révolution qui menace également d'envahir leur propre pays... Si l'Empereur se sacrifie, non seulement il s'attirera à l'étranger une grande sympathie, mais encore il étouffera les idées révolutionnaires en Allemagne. » *Romberg* (1).

Donc, raisons extérieures et raisons intérieures : finir la guerre, pour échapper à l'invasion et à la capitulation complète; ce sont ces deux grandes appréhensions qui renversent la dynastie et détruisent le régime bismarckien.

Le peuple entendait faire ses affaires lui-même et c'est pourquoi il imposait, avant tout, la « démarche douloureuse. » On avait vu se soulever peu à peu la vague populaire; maintenant, elle brisait tout.

Aux élections de 1912, un tiers des suffrages étaient allés aux socialistes. « Avant qu'il fût longtemps, écrivait Scheidemann, nous devions avoir à nos côtés la moitié des électeurs, la majorité. Il était de toute évidence que nous ne tolérerions plus qu'une minorité nous dominât, nous malmenât politiquement, nous exploitât économiquement... » Le pouvoir se sentait donc menacé, même avant la guerre, d'une sorte de dislocation intérieure. N'ayant prévu ni admis aucune évolution raisonnable, il s'était jeté dans la guerre. Or, le remède avait été pire que le mal ; dès les premières défaites, la force populaire s'était émue jusqu'à ébranler les marches du trône: campagne pour le parlementarisme, campagne pour le suffrage universel en Prusse, grèves ouvrières, panique de la faim, hostilité des Gouvernements confédérés, tous les éléments de désaffection et de dislocation agissaient ensemble.

(1) *L'Aveu*, p. 217-248.

Certes, le soldat s'était bien battu jusqu'à la fin; même le peuple avait « tenu ; » mais à quoi servaient de tels sacrifices? Les chefs avaient été de grands coupables : ils avaient jeté sur le tapis vert la prospérité la plus étonnante dont un peuple eût jamais joui. Stupides « hasardeurs! » Maintenant qu'on était au penchant de l'abîme, que faisaient-ils donc là, encore?

Et qu'allait-on faire, maintenant, de ce Guillaume, de ce Kronprinz, si spécialement responsables?

Un fait nouveau s'était produit : la capitulation sans réserve de l'empereur Charles avec la reconnaissance du droit de passage aux troupes alliées sur les terres de son Empire. Or, les deux conseillers militaires de la dernière heure, von Gallwitz et von Mudra, s'étaient exprimés à ce sujet, en ces termes devant la Conférence du 28 octobre : *Von Gallwitz :* « Une paix séparée de l'Autriche changerait complètement la situation... Si l'Autriche met à la disposition de l'ennemi toutes ses voies ferrées pour lui permettre de passer, on peut considérer la partie comme perdue... » Et *von Mudra*, insistant : « Si l'Autriche capitule sans condition et se range aux côtés de nos ennemis, *alors la partie est perdue pour nous...* »

Guillaume avait eu confiance, jusqu'à la dernière minute, en son déplorable collègue. Il avait obtenu de lui la promesse qu'il s'opposerait au passage à la tête de ses Autrichiens-Allemands : la promesse n'avait pas été tenue. Il n'y avait plus d'empereur d'Autriche. Guillaume accepterait-il cette grande leçon des faits? S'écarterait-il, lui aussi?

C'est à ce moment précis que commence le dénouement, bien peu shakspearien, du drame contrasté qu'avait été le règne de Guillaume II. Aussitôt la nouvelle de la capitulation autrichienne connue à Berlin, la question de l'abdication impériale s'était nettement posée. Le chancelier Max de Bade, dans une réunion du Conseil des ministres tenue pendant les derniers jours d'octobre, n'avait pu se refuser à aborder le pénible sujet Mais il s'agissait encore d'une « abdication volontaire. »

« Dans cette séance du cabinet, pas une voix, dit Scheidemann, ne s'éleva pour demander le maintien du Kaiser. » Seul, Erzberger signala les inconvénients éventuels au point de vue de la solidité de l'armée.

Scheidemann était dans la logique de son rôle en réclamant, par lettre du 29 octobre, l'abdication, non seulement

« attendue » mais « conseillée. » « Je considère comme une obligation d'adresser au cabinet la demande que la presse ne peut plus formuler : de demander à MM. les secrétaires d'État de vouloir bien prier M. le chancelier de recommander à Sa Majesté l'Empereur son départ *volontaire.* »

Scheidemann fit suivre cette lettre d'une démarche personnelle auprès du chancelier : « L'état de l'opinion empire chaque jour. Je n'ai rencontré personne qui se soit prononcé pour le maintien du Kaiser. J'ai parlé non seulement avec des ouvriers et des hommes d'affaires, mais encore avec des hommes d'État qualifiés. Un membre du Conseil fédéral m'a dit que le chef d'un État confédéré avait écrit dans une lettre : « Il faut qu'il parte ! » En Bavière, on pense sérieusement à se séparer de l'Empire. Il n'y a vraiment plus de temps à perdre. »

Pour confirmer cette mise en demeure délibérée du parti social-démocrate, des troubles éclataient partout. Le front intérieur accomplissait le solennel repli ; à Berlin, les troupes fidèles levaient la crosse en l'air ; la propagande et, plus encore, l'exemple bolchéviste agissaient sur un peuple affolé et sans résistance.

Après Munich, ce fut Kiel. Le 4 novembre, on reçut à Berlin des télégrammes officiels annonçant que la Révolution venait d'éclater parmi les marins, qui avaient constitué un « soviet » et expulsé le prince Henri de Prusse. Des nouvelles analogues arrivaient de toutes parts, de Lubeck, de Schwerin, de Flensburg, de Cuxhaven, de Brunsbüttel, de Hambourg. Puis ce fut le tour des villes du centre, Stuttgart, Munich, Dusseldorff, Metz, Augsbourg, Dresde. La circulation des trains est interrompue ; dans la plupart des centres, les autorités civiles et militaires sont obligées de remettre leurs pouvoirs entre les mains de Conseils improvisés. Kurt Eisner était délivré de prison. Les revendications des matelots commençaient toutes par cette phrase : « Démission immédiate du Kaiser. » De toutes parts, arrivaient les mêmes sommations : « Disparition du Kaiser, amnistie, armistice, paix, droit électoral. »

Guillaume avait quitté Berlin. Il avait décidé de se rendre *au front*, c'est-à-dire à Spa, se dérobant aux instances de ses plus fidèles conseillers, qui insistaient pour qu'il restât à Berlin et prît en main lui-même le salut de la dynastie et du régime. Le prince de Bade était malade, alité, atteint de la grippe. La

place était prête pour un homme d'énergie ; il s'en trouva un : Scheidemann.

Le prince Max de Bade cherchait, selon sa manière habituelle, à tromper les deux partis. Il terrorisait Guillaume et se dérobait aux instances de Scheidemann. Cependant la tempête grandissait. « Les troupes de l'intérieur n'étaient pas sûres, écrit Guillaume II et, en cas de soulèvement, on pourrait avoir des surprises désagréables. » Or, l'Empereur n'était pas l'homme des surprises désagréables.

Scheidemann ne démordait pas de sa sommation rigoureuse : l'abdication, l'abdication tout de suite et sans phrases. Le 7 novembre, séance des Comités directeurs du parti social-démocrate et du groupe au Reichstag. La grande peur, ce sont les « Soviets. » Scheidemann manœuvre cette terreur : « L'accord se fait finalement sur les résolutions suivantes : le Kaiser devra avoir abdiqué avant le lendemain *à midi.* » Congé en règle.

Le 8, « à six heures de l'après-midi, séance du cabinet. Le Kaiser n'a pas encore abdiqué... Il m'apparaît de façon manifeste, écrit Scheidemann, qui doit savoir à quoi s'en tenir, que, le lendemain, les ouvriers de Berlin seraient dans la rue, et Berlin en révolution. »

Que faisait donc l'Empereur? Il recevait des émissaires qui venaient, de la part du prince de Bade et de ses conseillers de Berlin, lui insinuer que c'était l'heure d'aller au-devant du péril et d'apporter l'abdication « volontaire. » Il ne comprenait toujours pas ces chambellans aux paroles ouatées. Il écrivait des notes, parlait beaucoup, serrait les mains avec effusion, distribuait des décorations, ne pouvant se résoudre à renoncer à son rôle.

Laissons lui faire le triste récit :

« Le matin du 9 novembre, le chancelier, prince Max de Bade, m'informa de nouveau, ainsi qu'il avait déjà fait à la date du 7, que les socialistes et les secrétaires d'État socialistes eux-mêmes réclamaient mon abdication. Les autres membres du cabinet qui, jusqu'alors, avaient été hostiles à cette idée, s'y ralliaient à présent. Il en était de même des partis de la majorité du Reichstag. Le chancelier me priait donc d'abdiquer immédiatement sous peine de voir commencer dans les rues de Berlin des combats qui gagneraient toute la ville et feraient couler le sang. Déjà, partiellement, ces combats avaient commencé...

« Je mandai aussitôt le feld-maréchal von Hindenburg et le

général Gröner, quartier-maître général. Le général me répéta que l'armée *ne pouvait plus combattre* et qu'elle réclamait avant tout le repos. *N'importe quel armistice devrait donc être accepté*... Chose incompréhensible, la commission d'armistice, partie de Berlin pour la France, comprenant Erzberger, l'ambassadeur comte Oberndorff, le général von Winterfeld, qui avait traversé l'avant-veille les lignes ennemies, n'avait jusqu'à présent fait parvenir aucune communication au quartier général sur les conditions qui nous étaient faites.

« Le kronprinz, accompagné de son chef d'état-major, comte Schulenburg, arriva à son tour et prit part aux délibérations. Pendant que nous discutions, plusieurs messages téléphoniques du chancelier nous parvinrent, extrêmement pressants, annonçant que les socialistes avaient quitté le Gouvernement et que la situation devenait périlleuse... Le ministre de la guerre faisait savoir qu'une partie des troupes de Berlin avait « flanché »...

« J'ai voulu épargner la guerre civile à mon peuple. Dès l'instant que mon abdication était vraiment le seul moyen d'empêcher l'effusion du sang, je consentis à renoncer à ma dignité impériale, mais non pas à abdiquer comme roi de Prusse..

« Entre temps, on avait répondu au chancelier que ma résolution devait être mûrement *réfléchie*, *examinée*, puis *formulée*. Elle lui serait ensuite *communiquée*, quand, peu de temps après que cette communication lui eut été faite, nous reçûmes la réponse stupéfiante... que ma décision était arrivée *trop tard!* Le chancelier, de son propre chef, avait tout bonnement annoncé et mon abdication qui n'était pas encore décidée, et la renonciation au trône du kronprinz qui, lui, n'avait pas été consulté. Le prince Max de Bade avait passé le gouvernement aux socialistes et appelé M. Ebert au poste de chancelier... »

Le dernier des Hohenzollern, n'ayant su prendre le parti le plus digne et le seul logique, était purement et simplement « démissionné. » Ainsi s'écroulaient la dynastie et l'œuvre bismarckienne. L'armée allemande vaincue, le peuple allemand abusé, sinon désabusé, l'État-major terrifié de ses responsabilités, le chancelier prince confédéré, tous à la fois et d'un seul coup donnaient les mains à cette déchéance. Guillaume eût pu répéter le mot du Pharaon : « Mes archers et mes chars m'ont abandonné. »

A Berlin, il avait suffi de la démarche de démission du secré-

taire d'État Scheidemann pour amener la chute du colosse. Modeste dans son extraordinaire triomphe, Scheidemann s'exprime en ces termes : « Le 9 novembre fut la conclusion logique de la perte de la guerre... Ce fut la protestation contre la continuation d'un carnage devenu complètement inutile et qui s'accompagnait encore, — voir les communiqués fardés du dernier mois de la guerre, — de mensonges et de dissimulation. *Ce fut le jour où, tout simplement, il fut impossible d'aller plus loin,* jour que nous avions prédit depuis des années... Il aurait suffi d'un seul corps d'officiers résolu pour que l'audace de quelques hommes décidés à en finir leur fût fatale, et peut-être même pour étouffer cette fois encore tout le mouvement. *Mais ce corps d'officiers ne se trouva pas,* pas plus qu'il n'y eut de chef militaire *pour faire preuve de fidélité au Roi.* Rien ne prouve mieux la nécessité logique de l'effondrement, rien ne montre mieux combien l'ancien régime était vide et *combien sa chute était historiquement légitime,* que la lâcheté et la disparition, sans mot dire, de tous ceux qui, jusque-là, par tradition et par profession, avaient été les défenseurs du trône. Pas un n'a levé la main ! »

Guillaume resta encore quelques heures comme une épave inutile et inoffensive, incapable même d'avoir un mouvement propre et de se prononcer. Il se décida, le 9 novembre, à 10 heures du soir, à passer en Hollande et il y entra le lendemain, 10 novembre, dans l'après-midi ; il n'envoya une abdication superflue que le 28 novembre. Elle était datée du lieu où il s'était réfugié, Amerongen.

CONCLUSION. — L'EUROPE NOUVELLE ET LA PAIX

J'achève, cinq ans après la fin de la guerre, cet ouvrage commencé au début de la guerre, à l'heure où les Allemands, ayant envahi la Belgique et refoulé l'armée alliée à la Bataille des frontières, étaient aux portes de Paris et se croyaient sur le point d'imposer à la France et au monde une paix de domination.

Dans la préface, publiée en novembre 1914, j'écrivais : « Il y a urgence à ne pas laisser l'histoire se faire en dehors de nous et peut-être contre nous. Il importe de réunir sans retard les éléments qui doivent servir à former l'opinion du monde. C'est entendu, j'écris en pleine bataille, dans la poudre et dans

la fumée, sans horizon et sans lendemain ; je ne vois pas très loin, je ne distingue pas les ensembles, je ne sais où la fatalité nous mène ; j'appartiens à l'un des peuples engagés dans la lutte, à celui qui souffre le plus et qui aurait le plus de droits à se plaindre de la destinée : cette position est la mienne et je l'accepte. Ceci dit, j'affirme ma ferme volonté d'être véridique... »

Eh bien ! l'œuvre finie, je crois pouvoir me rendre cette justice : j'ai été véridique.

L'entreprise de l'État-major allemand contre la vérité était aussi redoutable que son entreprise contre la liberté. Peut-être l'a-t-on oublié déjà, les historiens de la guerre ont été dans la nécessité d'établir, d'abord, *qu'il y avait eu une bataille de la Marne*, et, ensuite, que cette bataille le général Joffre l'avait gagnée. Il reste, paraît-il, des pays où l'on en discute encore et, même en France, on en raille doucement le grand Quartier général.

Nier la bataille de la Marne, ce fut, pendant des années, le système du grand Quartier général allemand (dont on devrait bien, entre parenthèses, écrire l'histoire pittoresque) ; s'il eût réussi à l'accréditer, on ne sait trop où se serait égarée la victoire. Par suppression, atténuation ou renversement des succès alliés les plus certains, Verdun, la Somme, la campagne navale et sous-marine, il se fût trouvé que la guerre s'était terminée, pour le moins, en partie nulle ; et l'histoire, écrite « à l'allemande, » eût consacré le génie militaire de Guillaume, du Kronprinz, de Hindenburg, de Tirpitz et des héros casqués d'une nouvelle Siegesallée. C'est alors que nous eussions eu des Plutarque bien extraordinaires !

Il a donc fallu engager, en pleine guerre, la guerre contre la « manœuvre morale; » et, finalement, la vérité rétablie et restaurée a pesé de son poids dans la victoire.

A l'heure présente, l'Allemagne militariste poursuit une autre campagne; elle répète à satiété qu'elle n'a pas été vaincue, de même qu'elle répète à satiété « qu'elle n'a pas voulu cela. »

Prenons garde ! De pareilles affirmations sont germes d'action. Les destinées de l'Europe peuvent dépendre du degré de crédibilité qu'on saura donner à cet autre système. On va nous fabriquer une nouvelle thèse historique que nous subirons peut-être, comme nous en avons subi tant d'autres : mais trouverons-nous un nouveau Fustel de Coulanges pour avertir les générations futures et dessiller leurs yeux ?

La vérité doit donc lutter sans cesse; muette, elle fait attelage avec le mensonge et devient, non moins que lui, responsable et coupable.

C'est pourquoi je me suis attaché, dès les premiers jours de la guerre, à cette enquête et je n'ai pas, depuis dix ans, perdu une seule minute dans la hâte d'achever ce récit complet de la Grande Guerre. Achevé, je le soumets à l'opinion qui l'a reçu avec indulgence pendant le cours de sa longue publication.

Le voici tel que j'ai pu l'écrire. Il s'est poursuivi aux heures les plus tragiques d'une terrible époque. Ses éléments ont été recueillis, pour ainsi dire, sur le champ de bataille : ils ne se retrouveraient pas facilement, maintenant que la charrue a passé. J'ai inscrit sur ces pages ce que j'ai vu et entendu. Ayant beaucoup lu, comparé, critiqué, ayant eu entre les mains les documents les plus importants et les plus rares, j'ai écouté avec respect les chefs responsables et les hommes compétents, mais je n'ai juré dans la parole d'aucun maître et j'ai gardé ma pleine et entière indépendance. Mon sentiment initial ayant été l'amour de mon pays, — je n'en disconviens pas, — ma règle est restée la vérité. Ce livre d'action, est donc, aussi, un livre d'application et d'enquête sérieuse. Je me suis placé toujours en présence du devoir de l'historien à l'égard de la grande cause humaine.

C'est en vue de cette cause que l'on pourrait essayer de dégager, dès aujourd'hui, quelques-unes des leçons de la guerre.

On observera peut-être, qu'au cours de ces chapitres qui se succédaient pendant les années les plus difficiles, pas un instant je n'ai perdu mon optimisme. Toujours j'ai cru à la victoire finale des Alliés, et ce sentiment ou plutôt cette prévision, cette vision, m'ont protégé contre des erreurs graves ou de fausses orientations.

Le cadre de l'ouvrage, quoique conçu il y a dix ans, a été rempli, par les faits eux-mêmes, selon les lignes que je m'étais tracées et il s'est couronné, conformément à ce que j'avais pressenti sur le sens final de la victoire. Écrivant quatre ans avant novembre 1918, j'ai été porté par les événements jusqu'au but où je m'étais dirigé non sans tâtonnements et cruelles angoisses. Dès le début, en effet, s'était établie en moi la conviction que, si la politique des Hohenzollern et, en particulier, la politique du prince de Bülow avait conduit, par une erreur colossale,

l'Allemagne à la guerre, la guerre la conduirait à la défaite. Il y avait, dans l'intime des choses européennes et mondiales, une fatalité de ruine pour la politique prussienne.

Frédéric II est le premier responsable : la conquête de la Silésie était une flibusterie proclamée; une telle fanfaronnade de cynisme criait vengeance. Le partage de la Pologne a été le plus grand des crimes internationaux. Les trois dynasties copartageantes viennent de succomber en même temps : ne pas reconnaître, dans cette extraordinaire hécatombe, la preuve formelle de l'action de la justice immanente dans l'histoire, c'est nier la lumière du jour. Ce que Bismarck fit de la dépêche d'Ems, fut un troisième attentat contre l'ordre universel. La Prusse forgeait l'Allemagne nouvelle « par le fer et par le feu, » et Bismarck s'en vantait. On faisait, du machiavélisme frédéricien, une méthode politique supérieure. Or, c'était le moment où un effort immense était accompli par le genre humain pour échapper, dans les affaires internationales, au régime exclusif de la violence et de la guerre!

Eh bien! la méthode frédérico-bismarckienne n'a pas prévalu; le système a échoué; l'Allemagne impériale et impérialiste est par terre : telle est la première leçon de la guerre. Les « maîtres de l'heure, » s'ils veulent s'assurer les bénéfices du pouvoir, les éloges de l'histoire, les bénédictions de l'humanité, devront, désormais, trouver autre chose : on ne sera plus désormais grand homme sous de tels auspices. Le monde a de nouvelles exigences. Tout ce passé si proche est désuet. On a redressé la statue de Moltke, l'œuvre de Bismarck reste par terre.

Réfléchissons, d'ailleurs, d'après ce qui s'est accompli hier, à ce qui se passe aujourd'hui.

Nous venons d'assister à la tentative de destruction de soi-même la plus terrible à laquelle se soit jamais livrée l'humanité. La terre, la mer, le ciel, les engins les plus redoutables, les plus imprévus ont été mobilisés par l'homme contre l'homme. Dix millions ont péri et d'autres millions continuent et continueront à périr des suites de la guerre; des empires se sont écroulés, des royaumes ont disparu, des pays anciens sont effacés de la carte, des États nouveaux s'y inscrivent; des provinces ont été ravagées, des populations en masse ont été arrachées à leurs foyers, le sol lui-même a été détruit; les

mœurs se sont dépravées, la provision d'épargne et de sagesse qu'avait entassée le travail des siècles est épuisée; les flottes commerciales et militaires ont été envoyées par le fond; le régime économique universel n'est plus qu'un vain amoncellement de crédits et de papiers. La guerre des chemins de fer, des télégraphes, des téléphones, des tanks, des gaz asphyxiants, la guerre du « progrès » a été un phénomène de destruction et de régression sans nom. On ne voit plus d'autre guerre possible, maintenant, que celle qui détruirait l'espèce humaine. Elle est, peut-être, en formules déjà, la chimie qui empoisonnera d'une seule haleine tous les êtres vivants. En tout cas, elle n'est plus chose imaginaire; c'est une idée réalisable sur laquelle nous raisonnons comme sur un phénomène possible de contre-création aux mains de quelques-uns.

Or, le monde ainsi éprouvé, et ainsi prévenu, présente le spectacle suivant. Quelques puissants organismes nationaux sont, il est vrai, toujours debout : mais quelle est leur force? L'Empire britannique, le principal vainqueur de la guerre, est obligé de lutter, chaque jour, pour la vie en raison de son immensité même. Les États-Unis, assis sur leurs tonnes d'or, sont plus vigoureux peut-être, mais seuls. Le bolchévisme saigne la Russie comme un ours abattu. On ignore ce que devient l'Orient musulman et, moins encore, l'Extrême-Orient chinois. Des trous immenses se sont creusés à la surface de la vieille planète et l'on se demande comment ils pourront être comblés?

Peut-être, malgré tout, reste-t-il encore une Europe et peut-être arriverait-on à lier ses peuples, en tant qu'États-Unis d'Europe, aux États-Unis d'Amérique, pour qu'ils s'efforcent de refaire, tous ensemble, une commune humanité. On aurait cinquante ans devant soi que ce ne serait pas chose impossible. Cette voie de salut reste ouverte à la civilisation chrétienne.

Mais cet espoir, bien vaguement entrevu, pose la double question vitale. Après la guerre, quelle doit être la nouvelle politique mondiale? Et, — question d'où dépend l'autre, — quelle sera la politique de l'Allemagne? Comment articuler l'Allemagne au système de ses vainqueurs, c'est-à-dire à l'Europe du traité de Versailles? Tel est, parmi les problèmes de l'heure présente, celui dont une solution sage est indispensable, si l'on veut essayer de gagner des lendemains supportables.

Personne ne tient dans le creux de la main la philosophie de l'histoire du monde ; personne ne peut deviner, d'après ce qui a été, et d'après ce qui est, ce qui doit être et ce qui sera : l'histoire n'a pas de flambeau et la forêt des hommes et des âges est sans horizon. Essayons pourtant de voir quelque chose et d'indiquer une lueur qui donnerait peut-être une direction.

Au plus près, nous entrevoyons deux termes possibles : la guerre, l'Internationale.

La guerre est-elle la loi du monde? La thèse de Joseph de Maistre, acceptée, sous une autre forme, par Nietzsche et les eugénistes allemands, est-elle de fatalité divine et humaine? Faut-il l'admettre comme une nécessité toujours menaçante et nous mettre à protéger le ciel des cités contre les vols des avions, à armer nos bouches du masque contre les gaz asphyxiants? Faut-il rouvrir sous terre les grottes des vieux troglodytes? Faut-il supposer une future civilisation sous-marine? Dans quel asile inaccessible la terreur permanente qui sera la forme nouvelle de la vie des générations devra-t-elle s'abriter?

De si angoissantes et si absurdes questions n'admettent qu'une réponse : la guerre doit être rayée à jamais de l'avenir du genre humain.

Si parmi les systèmes actuellement préconisés : désarmement, arbitrage, Société des nations, il n'en est pas d'efficace, qu'on cherche autre chose. Que le monde implore des grands esprits de demain cette découverte essentielle, la machine à tuer la guerre!

L'Internationale?.. Les dix années qui viennent de s'écouler n'apportent ni puissance ni durée à ce romantisme périmé. Le marxisme est à bout de souffle dès sa première tentative de réalisation. L'unité économique des nations est aussi peu probable dans l'avenir que l'unité politique de l'univers. Les familles humaines travaillent à se séparer, plutôt qu'à s'unir et à se confondre. Cent nouvelles nationalités sont nées de l'explosion récente, et elles entendent vivre leur vie. Aux impérialismes mondiaux se superposent des impérialismes de clocher. Et, l'internationalisme, en revanche, a donné sa mesure : incapable de comprimer les grands appétits, il n'a développé que les grandes ruines ; aux milliers de morts de la guerre, il a ajouté les milliers de morts des luttes consanguines. Étrange panacée! D'ailleurs, ceux-là même qui ont essayé d'ap-

pliquer la doctrine internationale la renient. Enfermés dans ces étranges nationalismes dont ils ont fait des prisons, ils s'arment et, derrière les grilles, grincent des dents. Si c'est cela le pacifisme! Le bolchévisme a dévoré sa mère, l'Internationale, à l'inverse du vieux Saturne qui dévorait ses enfants.

L'idée de nationalité, avec son corollaire le patriotisme, est plus vivante que jamais dans le cœur et dans les entrailles du genre humain, voilà la vérité.

Disons pourquoi : l'homme aime à aimer, l'homme aime à comprendre, l'homme aime à obéir. La première chose que font deux êtres vivants, c'est de se jeter à la rencontre l'un de l'autre, de s'unir, de chercher à élever ensemble l'édifice héréditaire : et de ce heurt amoureux et douloureux naissent, justement, la Société et la Civilisation.

L'expérience remonte au plus lointain des âges : aucun système contraire n'a jamais prévalu. Or, pour s'aimer, pour durer, et pour construire, il faut se conformer et s'adapter à une mesure commune des choses humaines. Des tissus assouplis, des cerveaux entraînés, des réflexes bien éduqués et jointifs sont nécessaires à la confection de cette mosaïque, complexe et ordonnée, une société ; il faut que les cellules soient égales et géométriques pour qu'il y ait ruche : famille, cohorte, tribu, patrie, s'alignent comme des bataillons et marchent au pas selon leur taille et leur puissance de vie amalgamée. Dieu a donné au corps, à l'intelligence, au cœur de l'homme certaines limites : le cercle où la voix porte, où les intelligences se pénètrent, où les cœurs battent du même rythme, est d'institution divine, et d'ordre préétabli. Ainsi, seule possible, seule réalisée à travers les siècles, naît et renaît sans cesse la patrie. Elle n'est rien autre chose que l'amour perpétué et toujours fécond. D'institution éternelle parce qu'elle est naturelle, elle ne sera jamais détruite. On n'a même pas l'idée de ce que serait l'Internationale.

* * *

Ni guerre, ni Internationale, quel sera donc le sort immédiat de l'humanité?

Écartons la chimère : il n'y a pas d'autre réalisation possible, qu'une bonne organisation pour la paix des États-Unis d'Europe se rattachant à une bonne organisation pour la paix

des États-Unis d'Amérique. Le problème est déjà assez complexe; mais, d'abord, il attend la solution de la première question déjà posée : que va faire l'Allemagne?

L'Allemagne a signé le traité de Versailles; le traité de Versailles a donné une forme consentie à l'Europe post-bismarckienne : c'est un fait accompli. Voilà cinq ans que cet ordre dure. Dénoncer le traité de Versailles après ce laps de temps écoulé, et tenter de ramener les choses à l'état antérieur, ce serait pure folie. L'Europe des nouvelles limites, calquée sur l'Europe des vieilles nationalités, l'Europe de la Pologne, de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougo-Slavie, du Danemark, de l'Italie, de la France reconstituées se défendrait avec une énergie farouche, se dresserait comme un seul homme s'il s'agissait de biffer l'œuvre des Alliés vainqueurs de la Grande Guerre, en un mot, s'il s'agissait de porter la moindre atteinte au traité de Versailles territorial. Et qui donc, en Europe, serait assez fort pour se rebeller contre l'Europe?

L'Allemagne est-elle disposée, malgré tout, à courir de nouveau sa chance et à rouvrir les écluses de la guerre humanicide?

La question ne semblait même pas pouvoir se poser. Mais une circonstance s'est produite qui a relevé soudain la fierté abattue de l'Allemagne et a vaguement rappelé l'époque où elle paraissait maîtresse des destinées du monde : les Alliés ont, de leur propre main, ébranlé l'autorité du traité de Versailles.

Le Sénat américain n'a pas ratifié le traité signé par le président Wilson. A la suite de ce refus de ratification, l'Angleterre s'est dégagée de l'accord de sécurité. Tout le mal est venu de là. L'Allemagne a cru qu'elle pourrait porter la main sur la victoire par la fissure qui s'ouvrait dans le camp des vainqueurs. Depuis lors, tout est en suspens.

Parlons franchement : l'Angleterre, après avoir abattu le danger de l'impérialisme allemand, a cru au danger de l'impérialisme français ; on a coiffé M. Poincaré d'un bicorne, et l'ombre de Napoléon a grandi sur le mur. Parmi les autres peuples qui ont profité largement de la victoire, certains ont affecté de partager cette crainte. Une sorte de jalousie internationale y a bien été aussi pour quelque chose. Tout n'est pas noble dans les sentiments humains. De ce mélange s'est fait l'élixir qui a rendu du ton à l'impérialisme allemand.

Or, il s'est trouvé que la France, loin d'être impérialiste et conquérante, était rompue de l'effort qu'elle avait dû fournir pour sa défense : au lieu d'obtenir la détente attendue après la guerre, au lieu de pouvoir se mettre au travail de la restauration et de la réparation, elle se trouvait obligée de continuer à lutter pour une cause qu'elle croyait gagnée. Prolonger la polémique, même en faveur de cette cause urgente et juste, lui parut caprice et presque manie d'avocat, et elle a souligné sa lassitude, peu s'en faut jusqu'au défaitisme.

Plaise à Dieu que cette minute d'abattement, si excusable, n'encourage pas la témérité des ennemis et l'aveuglement des amis! Logiquement, tel doit être l'effet produit par les élections contrastées de 1924 en Allemagne et en France. L'avenir est aux peuples qui ne s'abandonnent pas.

Levons-les yeux, cependant, et portons-les sur des horizons moins immédiats. Tout est-il désespéré? Sauvée de l'Internationale, l'Europe se laissera-t-elle retomber dans la guerre? L'Allemagne impérialiste restaurée poussera-t-elle ses manifestations militaires jusqu'à bondir sur le Rhin? Et ces 30 000 drapeaux déployés dans des cérémonies frénétiques, ces souscriptions qui ont pour premier souscripteur Guillaume II, sont-elles des provocations conscientes ou de simples manifestations à la Lohengrin?

Tirpitz, Ludendorff, chefs de partis, vont-ils reprendre la guerre après avoir, comme chefs de l'armée, obtenu la paix qui n'aurait été pour eux, alors, que ce *répit* qu'ils avaient tant désiré?

On le saura sous peu : car le monde ne peut rester dans l'attente d'une telle catastrophe, si jamais elle doit se produire.

Encore une fois, il appartient à l'Allemagne de se prononcer. Qu'elle pèse en sa conscience le pour et le contre, la paix ou la guerre. Tout dépend d'elle; le monde la jugera à sa décision.

La politique allemande se prononcera sans doute en tenant les yeux fixés sur la politique anglo-saxonne. Si l'Amérique et l'Angleterre n'encouragent pas ou même ne tolèrent pas une reprise de l'impérialisme agressif, l'Allemagne ne bougera pas.

C'est, donc, finalement, dans les résolutions de cette grande famille anglo-saxonne que se pose le cas de conscience mondial.

Que fera Londres; que fera Washington? Londres et

Washington, — Washington surtout, — sont absorbés, à l'heure présente, par leurs grandes crises intérieures. Voilà que, dans l'appauvrissement général de l'univers, les riches eux-mêmes sont troublés et leurs fils ne sont plus assurés de leur héritage; les dollars et les livres sont ballottés par la spéculation et par la soif du gain d'un bout à l'autre des deux continents. Ils oscillent, tantôt se dérobant, tantôt comprimant. Selon qu'ils se porteront d'un côté ou de l'autre, ils feront pencher la balance. Or, les dollars et les livres ne demandent qu'à gagner, *n'importe comment*. Ils se sont montrés déjà d'une attention toute particulière pour l'Allemagne dont ils ont absorbé les milliards de marks-papier sans sourciller. Vont-ils ponter sur le même cheval et courir après leur perte? C'est très possible. Les dollars et les livres aiment les pays pauvres, parce qu'ils y travaillent à gros bénéfices. Les abîmes du crédit effondré attirent d'autres abîmes; comme disait le vieux baron James de Rothschild : « Il n'y a qu'un argent! » Quelle sera donc la pente de l'argent? Voilà encore un problème qui échappe, en partie du moins, aux données du raisonnement politique ordinaire et qui, pourtant, peut décider de tout.

Il faut se dire que si l'argent est risqueur, il n'est pas brave, d'ordinaire : il s'arrête au point où le risque ne paye plus, n'est plus payé. Pour ces raisons et pour mille autres, (sans compter la lassitude universelle et la fidélité, quand même, aux amitiés), le dollar et la livre retiendront, sans doute, les peuples au bord de la guerre, s'ils ne s'y précipitent pas, tous ensemble, d'un élan fou. Il reste, tout compte fait, de sérieuses raisons d'espérer.

Vivons donc sur cet espoir. Entre le pessimisme et l'optimisme, le naufragé vigoureux choisit l'action; or, l'action est optimiste. Que servirait de lutter, si la perte était fatale?

Je suppose donc que l'Allemagne ne se sentira ni assez forte ni assez soutenue pour courir le risque prochain d'une grande guerre où l'enjeu serait son existence même; je suppose que les pays anglo-saxons, pour éviter de plus grands malheurs, resteront auprès de leurs compagnons d'armes; je suppose que la livre et le dollar apprécieront sainement la situation et tableront sur les fournitures et les bénéfices de paix, plutôt que sur les fournitures et les bénéfices de guerre. J'admets que la

Russie restera quelque temps inerte, occupée à panser ses blessures. J'envisage la politique du jour le jour, la plus courte et la plus réaliste. Les diplomates, les hommes d'État, les opinions, les capitalistes, les soldats, se tiennent unis pour conjurer la guerre.

Mais, alors, par quelle procédure pacifique y arriveront-ils?

Les moyens de travailler utilement à cette œuvre de la paix sont connus et déterminés : il y a les procédés de la vieille diplomatie; il y a les méthodes de la Société des nations; il y a la pression de l'opinion : pour écarter la guerre, si elle était, par malheur, voulue et décidée dans les conseils secrets où ces choses se décident, on n'aperçoit rien d'autre.

La *diplomatie classique* agit, — non sans lenteur, — mais elle agit. Dans l'état actuel des choses, seule elle dispose encore de sanctions efficaces et elle peut s'en servir, elle s'en sert pacifiquement. C'est à elle que nous devons la consolidation de l'Europe, et un peu du monde, par les actes consécutifs au traité de Versailles. C'est elle qui a présidé aux conférences de Spa, de San Remo, de Gênes, de Lausanne, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles ont évité les grands chocs et qu'elles ont permis de gagner du temps. C'est à elle que nous devons cette série de traités conformes au pacte de la Société des nations et qui ont consolidé les limites des États. C'est à elle que nous devons les traités nombreux qui ont facilité la reprise des relations commerciales et économiques entre les Puissances. On lui doit aussi l'arrangement de certaines affaires urgentes et grosses de conflit immédiat, comme l'affaire de Vilna, l'affaire de Corfou, etc. Certes, la vieille diplomatie n'a pas perdu son temps, ni déshonoré son uniforme brodé d'or. Elle travaille dans le silence et, quoi qu'en disent nos ardents confrères de la grande presse, entre les hommes d'État le silence est bon.

La *Société des nations* et l'ensemble des institutions tendant à l'arbitrage et au règlement des difficultés de peuple à peuple par voie de tractation ou de juridiction internationale, a donné lieu à de grands espoirs. Ces espoirs ne se sont pas réalisés tout à fait; ils n'ont pas paru non plus entièrement chimériques. Je ne reproduirai pas ici la liste des services déjà rendus par la Société des nations et par les organes qui se rattachent à elle : je le dis, en toute sincérité, en homme qui a suivi ses travaux depuis sa fondation avec une grande assiduité, si la Société

des nations n'existait pas, il faudrait l'inventer. Elle a créé, d'ores et déjà, un copieux dossier des affaires du monde. On ne peut plus guère travailler sans ce dossier et sans les experts de la Société sur aucune question d'économique, de finances, d'hygiène, de transit international, etc. La Société des nations a sauvé plusieurs fois le monde du danger de guerre ; elle a sauvé de la mort des populations sans nombre : réfugiés, foules en proie aux épidémies, masses errantes et affamées. Elle est entrée la première dans la voie des grands règlements financiers internationaux ; elle a inspiré confiance, dans une mesure très appréciable, à la livre et au dollar et, de ce côté, elle s'avance sur un terrain déjà solide ; elle seule pourrait, sans doute, par une enquête approfondie, surveiller la crise des changes. Rien qu'en vivant et prenant conscience de sa force et de sa nécessité, elle rendra des services de plus en plus précieux et élargis. Un rien, et elle obtiendrait la confiance du monde pour le règlement d'affaires plus vastes encore.

Ceci dit, je dois mettre en balance diverses constatations moins satisfaisantes : la Société des nations n'a pas encore groupé et réuni toutes les nations et il est à craindre qu'elle ne les réunisse pas de longtemps. Les États-Unis d'Amérique se sont refusés à participer à l'œuvre de Wilson, — même maintenant que Wilson est mort. A l'exemple de l'Amérique, d'autres pays s'abstiennent, d'autres se découragent et d'autres, au contraire, deviennent de plus en plus exigeants.

L'Allemagne et la Russie feront-elles partie de la Société des nations et comment s'y comporteront-elles ? voilà le vrai point décisif pour l'avenir de la Société.

Pour en faire partie, l'Allemagne et la Russie doivent, d'après le pacte, donner une pleine et loyale adhésion au traité de Versailles. Ces deux Puissances en sont-elles là ? Pour le moment, il ne le semble pas. Seuls, le besoin d'argent et la nécessité de travailler en commun avec les autres peuples pour vivre, les amèneront peut-être à une adhésion ferme. Mais cette adhésion entraînerait un dur sacrifice, celui de rompre, une fois pour toutes, avec l'appétit impérialiste qui fut, jusqu'ici, l'instinct naturel de ces grands fauves. Personne ne sait dans quel sens s'orientera une génération nouvelle en Allemagne et en Russie ; mais la génération présente, de Trotski à Ludendorff, n'a pas beaucoup appris et n'a rien oublié.

La Société des nations, démunie de ces puissantes adhésions, se maintient provisoirement comme un cadre dans l'attente du sujet. Son nom est magnifique, son utilité est incontestable, son principe sacré. Mais l'organisme est encore trop faible pour qu'il puisse suffire aux grandes tâches humaines et surhumaines qui lui seraient confiées. Qu'elle vive seulement, entre ses deux compagnes indispensables, la diplomatie classique et l'opinion !

L'*opinion* est la reine du monde. Oui ! Mais c'est une reine qui obéit toujours ; elle obéit au vent qui passe. D'où qu'il vienne, le grand moulin bat de l'aile et fait tourner la meule qui écrase le grain ; tous les souffles lui sont bons : il ne distingue pas entre eux. L'opinion paraît bien n'être, au fond, que le réflexe de l'instinct de conservation. On prend position d'abord, et on donne les raisons ensuite : ce premier mouvement, c'est l'opinion. Or l'instinct de conservation chez les peuples modernes est, pour ainsi dire, indéfinissable et insaisissable parce qu'il est composé de mille éléments divers et de difficile connaissance ou analyse. Dans l'intérieur d'un seul corps ou compartiment national, les instincts, tirant chacun de son côté, ne s'arrangent que difficilement pour la paix ; à plus forte raison, entre les divers corps nationaux, les contradictions et les tiraillements se multiplient jusqu'au heurt dans la nuit.

L'opinion, fille des instincts nationaux, arrivera-t-elle d'elle-même au grand règlement mondial où tous les intérêts particuliers s'ajusteront dans une belle et lisse mosaïque bien ordonnée ? Espérons-le. Mais nous sommes bien loin encore de cette parfaite harmonie, tant désirée. Les opinions ne se rangent que lentement aux lois de la raison qui régissent, pourtant, en dernier ressort, la création des œuvres durables.

Si la Société des nations puise sa force uniquement dans l'opinion, comme on le dit quelquefois, elle s'appuie sur le vent et, en cas de tempête, elle serait balayée au premier remous. Instruire, préparer l'opinion à la paix, lui apprendre à se dégager du premier mouvement réflexe, c'est un long travail d'éducation et qui, pour préparer l'opinion, appartient surtout à l'Histoire.

Diplomatie, Société des nations, Opinion, les trois forces doivent s'atteler ensemble à la tâche de la paix. L'accord qui

épargnera au monde la guerre humanicide résultera du travail commun de ces trois facteurs qui représentent ce qu'il y a de plus puissant dans cette humanité collective née à Versailles.

Trouvera-t-on mieux, demain ? Sommes-nous à la veille d'une autre découverte, d'une révélation, qu'au moment où je termine cette histoire du drame le plus sanglant qu'ait connu le monde, j'implore avec foi ?

Un homme viendra ; car il faut à l'humanité des hommes. Un homme ou quelques hommes recevront, un jour, la mission, l'esprit de décision et l'esprit de dévouement qui leur permettront d'ouvrir les voies vers la paix définitive. Les rédempteurs naissent quand ils sont nécessaires. Ils apparaissent, parlent, et succombent. Leur parole et leur sacrifice créent l'ordre nouveau.

Les foules n'aiment pas le rédempteur. Elles le crucifient. Mais le rédempteur aime les foules et meurt pour elles. Il est venu, un jour, dans un coin de la Judée. Il a dicté la loi morale à laquelle rien ne peut être ajouté. Mais la politique et, si j'ose dire, l'économique, demandent aussi leur loi. Que Dieu n'abandonne pas sa création, et qu'il ne la laisse pas à elle-même ! Qu'il la guide et la ramène vers l'unité de pensée, vers le bon vouloir qui crée la sagesse ! la modération et les dispositions mutuelles au sacrifice. Qu'il abatte l'orgueil des vainqueurs et surtout l'orgueil des vaincus ! Qu'il exauce l'anonyme étendu sous les arcs de triomphe et qu'il lui accorde ce pour quoi il est mort, la paix entre ceux qui survivent !

Ainsi se réalisera, à la fois, par la crainte, par l'amour et par la raison, la mort de la guerre, et ce sera, alors, selon le mot du cardinal Fleury à l'abbé de Saint-Pierre, la bonne, la vraie, l'universelle Société des nations.

GABRIEL HANOTAUX.

QUELQUES

LETTRES JAPONAISES

(1890-1892)

Les lettres suivantes sont extraites de la Correspondance de Lafcadio Hearn, — une des plus belles, des plus complètes et des plus variées qui aient été publiées jusqu'à ce jour : véritable autobiographie dont la sincérité et la spontanéité forment un document littéraire précieux pour ceux qui s'efforcent de comprendre cette nature sensible, raffinée, enthousiaste, ardente et tendre qui était la sienne. Dès son arrivée au Japon, en mai 1890, et pendant les quatorze années qui s'écoulèrent jusqu'à sa mort, en 1904, Lafcadio Hearn ne cessa de correspondre régulièrement avec quelques amis auxquels il confiait avec une absolue franchise les enthousiasmes, les joies, — et, plus tard, les désillusions, — qu'il éprouva au contact du Japon et des Japonais.

La plupart de ces lettres, recueillies grâce à l'inlassable et pieux dévouement de Mrs Elisabeth Bisland, sont adressées à Basil Hall Chamberlain, professeur de japonais et de philologie à l'Université de Tokio, à qui Hearn se livra plus complètement qu'à aucun de ses autres correspondants. L'intérêt que Hearn et le professeur prenaient tous deux aux choses japonaises, formait entre eux un merveilleux terrain d'entente, et permettait à Hearn de s'exprimer avec une parfaite spontanéité, sans craindre d'être incompris, et surtout sans avoir à fournir des explications détaillées sur le pourquoi de ses critiques, de ses élans, ou de ses déceptions : il était assuré de toujours trouver chez Chamberlain cette sympathique compréhension qui est un des attributs les plus précieux de l'amitié. « C'est, dit Mrs Bisland, dans les lettres à Basil Hall Chamberlain que se révèlent, mieux que nulle part ailleurs, l'étendue de ses excursions mentales, son insatiable curiosité intellectuelle, la dignité et la beauté de son caractère,

la gravité d'une pensée que le temps ne cessa d'approfondir et de purifier. Et elles nous prouvent combien inépuisables étaient pour ce moine littéraire la lumière et l'inspiration d'une communion intime et d'une amitié spirituelle. »

Les quelques lettres que nous publions ici, ont été choisies avec le souci de donner une idée succincte mais aussi complète que possible de l'évolution qui se produisit dans l'esprit de Lafcadio Hearn à l'égard du Japon. Les premières, écrites dès son arrivée, nous le montrent enchanté par la « simple et pauvre humanité » japonaise. Matsue, où il enseigna au *Jingo-Chugakko*, école du Gouvernement, est situé dans l'ancienne province d'Izumo, où survivait encore, à cette époque, quelque chose du vieux Japon, et où s'attardaient les souvenirs de la vie féodale d'autrefois... Hearn se sentit tout de suite en sympathie avec « les rêves du Bouddha et l'adoration ancestrale de la Foi shintoïste. » Mais son réveil fut rude lorsqu'il quitta Matsue pour Kumamoto, où il fut attaché au *Dai Go Kotto Gakko*, — école supérieure, — car Kumamoto représentait le Japon en pleine crise de transition. Ces deux expériences ont permis à Lafcadio Hearn d'être le premier à discerner « la qualité granitique au cœur même du peuple japonais, tandis que le monde extérieur ne voyait encore que l'enveloppe soyeuse de sa manière d'être. » Et il se rendit compte également que le Japon féodal, malgré toute « sa douceur et son altruisme apparents, n'était parvenu à son idéal du Devoir que grâce à la formidable coercition de la volonté de l'individu par la volonté collective. »

A Tokio, où après trois années de journalisme passées à Kobé, Hearn se résigna, poussé par les exigences de la vie, à entrer comme professeur d'anglais à l'Université impériale, sa désillusion s'accentua. Il se plaint que le « Saint Esprit » l'a abandonné, et il s'efforce constamment de rallumer le feu de l'inspiration qu'il croit à jamais éteint. Ce fut pourtant à Tokio qu'il écrivit *Le Japon, une Interprétation*, — cette magistrale étude de la Société extrême-orientale, qui fut sa dernière œuvre. Lafcadio Hearn mourut peu de temps après avoir corrigé les épreuves du *Japon*. Mais il nous a laissé ses lettres, où s'exprime toute son âme, une des plus rares et des plus curieuses que nous rencontrions dans toute la littérature contemporaine. Et c'est de tout cœur que nous nous associons à l'opinion de son élève et ami Amenomori :

« Chez cet homme brûlait quelque chose d'aussi pur que le feu des vestales, et dans cette flamme vivait un esprit qui faisait jaillir la vie et la poésie hors de la poussière, et embrassait les thèmes les plus élevés de la pensée humaine. »

MARC LOGÉ.

A Élisabeth Bisland

Yokohama, avril 1890

Chère Élisabeth,

J'éprouve un sentiment indescriptible à l'égard du Japon. Bien entendu, la nature d'ici n'est pas la nature des Tropiques, qui est si splendide, si sauvage, si puissamment belle, qu'au moment même où je vous écris, je ressens dans mon cœur la même douleur que j'ai éprouvée en quittant la Martinique. Celle-ci est une nature domestiquée, qui aime l'homme et se fait belle pour lui d'une façon tranquille, toute bleue et grise comme les femmes japonaises. Les arbres même semblent comprendre ce que l'on dit d'eux, semblent avoir de petites âmes humaines. Ce que j'aime au Japon ce sont les Japonais, la simple et pauvre humanité de ce pays. Elle est divine. Il n'y a rien au monde qui puisse approcher de son charme naïf et naturel. On n'a jamais écrit de livre qui le reflète. Et puis, j'aime leurs dieux, leurs mœurs, leurs coutumes, leurs chansons frémissantes comme des chants d'oiseaux, leurs maisons, leurs superstitions, leurs défauts. Et je crois que leur art est aussi supérieur à notre art que l'ancien art grec était supérieur aux premiers tâtonnements artistiques de l'Europe. Je crois qu'il y a plus d'art dans une gravure de *Hokusaï* ou de ceux qui le suivirent, que dans une peinture estimée $ 10 000, ou même $ 100 000. C'est *nous* qui sommes les barbares ! Et je ne me borne pas à penser ces choses, j'en suis aussi certain que de la mort. Je souhaiterais pouvoir me réincarner dans quelque petit bébé japonais, afin de sentir et voir le monde d'une façon aussi belle que le fait l'esprit japonais.

Et, bien entendu, j'étudie le bouddhisme de tout mon cœur, de toute mon âme. J'ai pour compagnon un jeune étudiant d'un des temples. Si je reste au Japon, nous vivrons ensemble

A Basil Hall Chamberlain

Yokohama, 4 avril 1890.

Cher professeur,

Je sais que vous êtes fort occupé et j'estime qu'il vaut mieux vous envoyer ma lettre d'introduction personnelle par la poste, et vous demander de bien vouloir me laisser savoir

l'heure à laquelle il vous sera le plus commode de me recevoir.

Je désire très vivement écrire un bon livre sur le Japon. MM. Harper sont très désireux de publier tout ce que je pourrai leur donner comme copie. Mais ils ne m'aident pas autrement dans ce projet, et j'en cours seul tous les risques. S'il m'était possible d'obtenir quelque emploi au Japon, tel que précepteur d'anglais dans une famille ou toute situation que je pourrais occuper de façon satisfaisante, je ne craindrais nullement d'échouer dans mon entreprise. Je pense qu'on ne peut rien écrire de vrai sur un peuple avant d'en avoir au moins appris la langue, et de connaître quelque chose de sa sensibilité. Aux Antilles j'ai pu consacrer deux années d'études aux dialectes et au folklore des colonies françaises, et cela m'a permis de composer un ouvrage qui vous intéresserait, je crois. Pour tout dire, j'étais depuis longtemps familiarisé avec le caractère général de la vie coloniale d'autrefois... Au Japon, je ne puis espérer rendre justice aux phases de la vie que je désire y étudier, à moins d'y faire un séjour de plusieurs années.

Je crois que vous avez lu mon petit livre : *Some Chinese Ghosts*, et que vous en avez parlé avec bienveillance. Ce livre doit sembler plein de méprises à un homme qui est depuis déjà longtemps accoutumé à la vie de l'Orient. Mais peut-être suffira-t-il à vous convaincre que je travaille avec sincérité dans le sens artistique, et que je serai capable d'œuvres meilleures, dès que je pourrai obtenir des connaissances plus étendues sur ces sujets dont je n'ai pu écrire jusqu'à présent qu'en amateur.

S'il vous est possible de m'aider en cela, mon cher professeur, je crois pouvoir réaliser, — et au delà, — les espérances de MM. Harper frères. Seuls, ceux qui, comme vous, appartiennent à la littérature peuvent savoir le poids des obstacles que rencontre tout travail sincère, et contre lesquels un artiste sans fortune est obligé de lutter, ainsi que la reconnaissance qu'il voue à ceux qui l'aident...

Yokohama, 6 avril 1890.

Cher monsieur Chamberlain,

Votre si aimable lettre m'a apporté beaucoup d'encouragement et fait grand plaisir. Cependant, j'ai le regret de vous dire que je ne suis pas citoyen américain (bien que le Consul britannique de New York ait refusé de le croire, avant d'avoir

reçu l'affirmation personnelle de l'éditeur du *Harper's Magazine!* Le passeport qui m'a été délivré à New York, établit ma qualité de citoyen anglais au Japon.

Néanmoins, j'espère que ceci ne créera pas un obstacle insurmontable. Je serais plus qu'heureux si, en échange des quelques services que je pourrais rendre dans une famille japonaise, je pouvais avoir, par exemple, une petite chambre où travailler, et la pension sans salaire. Ce que je gagnerai au *Harper's Magazine*, me suffira amplement si j'ai, par ailleurs, la vie quotidienne assurée.

J'ai un exemplaire de mon dernier livre, qui vient de paraître : je vous l'apporterai lorsque j'aurai le plaisir d'aller vous voir. Cela vous donnera, mieux que toutes les explications, l'idée de ce que je désire entreprendre au Japon.

Le peu que j'ai déjà vu de ce merveilleux pays dépasse mes espérances à un tel point que, pour le moment, j'ai presque peur d'en voir davantage; si nombreuses et si étonnamment nouvelles sont les impressions que je reçois chaque jour, que mon cerveau a peine à les absorber...

En ce moment, tout me paraît enchanté.

Toyio, 9 avril 1890.

Cher professeur Chamberlain,

Je vous écris de nouveau, non pas avec l'idée de vous causer plus d'ennuis, mais plutôt dans l'espoir de faciliter les choses. Un instituteur anglais, que j'ai rencontré ici, m'a donné quelques renseignements sur les écoles japonaises. D'après ce qu'il m'a dit, il me semble que je serais très heureux d'être professeur d'anglais dans une école publique et cela, s'il est nécessaire, pour plusieurs années. Je ne ferais pas de difficultés quant à la partie du Japon où l'on m'enverrait, ni quant à la durée de mes services... Enseigner me semble devoir être le meilleur moyen pour apprendre et observer, et ceci me paraît chaque jour plus important, car je commence à me rendre compte de la difficulté qu'il y a à comprendre la vie japonaise, même après un grand nombre d'années, sans posséder quelque connaissance de la langue... Votre *Manuel de conversation japonaise* m'a un peu effrayé; avant de l'ouvrir, je n'avais aucune idée de la tâche que j'ai entreprise!

A Élisabeth Bisland

1890.

Ma chère sœur Élisabeth,

Je vais devenir maître d'école de campagne au Japon, sans doute pour plusieurs longues années. La langue est d'une difficulté inouïe : je crois qu'on ne peut l'apprendre que par l'oreille. Enseigner m'aidera à l'apprendre : il serait absurde, et d'ailleurs impossible, d'écrire quoi que ce soit sur le Japon, avant d'en connaître la langue. Le travail littéraire ne me fera pas vivre ici, où la vie coûte aussi cher qu'à New York. Ce que je ferai, je veux le faire par amour de l'art, et c'est pourquoi j'ai l'intention de m'établir, si possible, dans ce pays, au milieu de gens qui me paraissent les plus aimables de la terre.

J'ai vécu dernièrement dans des temples et de vieux cimetières bouddhistes, faisant des pèlerinages, sonnant d'énormes cloches en adorant des Bouddhas surprenants. Et pourtant je ne connais encore rien du Japon.

A Basil Hall Chamberlain

Matsue, septembre 1890.

Cher professeur,

Je reviens de ma première expérience japonaise vraiment importante, — une visite à Kitsuki. L'aller et le retour furent délicieux. A partir de Shobara, la route s'étend à travers une superbe plaine de rizières, avec des rangées de montagnes qui ferment l'horizon à droite et à gauche. Parvenant à Kitsuki à la nuit, j'envoyai une lettre d'introduction de M. Nishida du Chugakko, à Senke Takamori, ce personnage princier dont la famille a été, depuis plus de quatre-vingt-deux générations, chargée de veiller sur le grand Temple. Je visitai les jardins du Temple le soir même, et fus étonné de la dimension imposante et de la dignité des édifices, ainsi que de la noblesse des voies d'accès qui passent sous une succession de *torii* (1) colossaux.

Le lendemain matin, un messager vint me trouver de la part de M. Senke et m'annonça que je serais reçu au Temple. Mon compagnon dut, cependant, revêtir des *hakamas* (2) et

(1) Portique formé de deux colonnes horizontales surmontées de deux traverses verticales.
(2) Large pantalon plissé.

modifier quelque peu son costume avant de pénétrer dans la présence auguste. Nous fûmes alors reçus avec une courtoisie et une amabilité qu'on ne saurait suffisamment exprimer, ni qualifier avec assez de reconnaissance. Après avoir accompli l'indispensable ablution des mains, nous fûmes admis dans le sanctuaire intérieur de la déité principale. Comme mes bagages ne sont pas encore arrivés, je n'ai pas près de moi votre *Kojiki*, qui m'eût permis de corriger mes fautes d'orthographe, mais je crois qu'il s'agit de Onamuji-no-Mikono. On me dit que j'étais le premier Européen autorisé à pénétrer dans le sanctuaire, bien que sept ou huit étrangers eussent déjà visité les jardins du Temple.

Il y a quelque dix-neuf sanctuaires qui ne sont consacrés à aucune déité particulière, et où les *Kami* (1) sont supposés se réunir pendant le *Kami-ari-zuki*, après une visite préliminaire à un temple beaucoup plus petit érigé sur le bord de la mer, et où, dit-on, la souveraineté d'Izumo fut tout d'abord divinement garantie par la grande déité.

Nous fûmes reçu par le *Guji* (2) en costume de cérémonie. Ses robes étaient blanches, celles des prêtres, ses suivants, étaient pourpres à lettres d'or, très belles. J'avoue que je ressentis un respect et une crainte étonnante en présence de ces superbes Japonais, qui incarnaient à mes yeux tout ce que je m'étais imaginé au sujet des *daïmios* et des grands du temps passé. Celui que l'on appelait jadis *Iki-Gami*, et que l'on dit descendre de *Susa-no-o-no-Mikoto* (3), est un bel homme imposant, avec une grande barbe. Le cérémonial fut très impressionnant, et le sentiment de l'immense antiquité et de la dignité du culte que les officiants accomplissent de père en fils depuis des générations eussent suffi à impressionner un esprit encore plus incroyant que le mien.

Le temple est vraiment très noble avec ses piliers immenses et la solidité de ses vastes poutres. Il a été reconstruit vingt-huit fois depuis l'ère préhistorique.

C'est, paraît-il, le plus ancien des lieux de culte shintoïste, et plus saint que Ise. Il y a de nombreuses curiosités et des

(1) Divinités.

(2) Fonctionnaire préposé à un temple shintoïste.

(3) « L'auguste mâle, impétueux, rapide et brave, — dieu de l'Océan : fils d'Izanagi, Dieu créateur du Japon... »

documents historiques de valeur. Le sanctuaire principal fait face à l'ouest, contrairement aux autres. On nous montra une méthode primitive d'allumer le feu sacré : une simple planche munie de trous, dans lesquels une baguette, tournant très vite, fait jaillir l'étincelle. Nous vîmes aussi la danse des hiérophantes, et nous entendîmes chanter la vieille, étrange chanson *An-Un*, accompagnée de bâtons frappés contre des boîtes en bois de formes curieuses, ou de battements de tambour.

Nous fûmes ensuite invités chez M. Senke, où l'on nous montra d'autres curiosités. Ce fut une visite rare et délicieuse, et j'espère la décrire plus tard pour une des Revues anglaises.

La course en *djirincha* (1) est un peu fatigante. Kitsuki est très joli. Deux à trois mille pèlerins s'y rendent annuellement. Toute la journée, le bruit des mains frappant l'une contre l'autre en applaudissements résonne ininterrompu, comme le bruit d'une cataracte. Du moins, c'était ainsi pendant ma visite.

Matsue, septembre 1890.

Cher professeur,

Je crois que je serai très heureux à Matsue ; et tout le monde m'assure qu'il n'y fait pas aussi froid qu'à Tokyo en hiver, bien qu'il y tombe plus de neige.

Je me suis arrêté en route à un village extrêmement primitif, où il y a des sources volcaniques : presque chaque maison possède un bain naturel toujours chaud et propre. Le bon vieillard chez qui je suis descendu m'a dit qu'il n'avait vu qu'une fois un Européen ; — encore ne savait-il pas si l'Européen était un homme ou une femme ! L'Européen avait de très longs cheveux d'une couleur curieuse, et portait une longue robe qui tombait jusqu'à terre : ses manières étaient douces et témoignaient d'une grande bonté. Je découvris plus tard qu'il s'agissait d'une missionnaire norvégienne, — une femme, — qui avait le courage de voyager seule.

Matsue, octobre 1890.

Cher professeur Chamberlain,

Je suis de plus en plus impressionné par le pouvoir que le Shintoïsme exerce ici. Tout le monde est shintoïste, et chaque

(1) Véhicule léger.

maison semble posséder son autel domestique shinto et son autel bouddhique. Une des rues, la rue *Teramachi* (1), se compose presque entièrement de temples bouddhistes. Mais tous les fidèles suivent aussi les services shinto, certains jours. Les charmes suspendus au-dessus des portes sont shinto. La plupart des amulettes que l'on voit sur les *kamidana* sont certainement shinto. Partout le shintoïsme est présent par ses signes et ses mystères : l'atmosphère est pleine de magie.

Je présume que certaines personnes trouveraient cette espèce de culte choquant. Pour moi, je ne saurais en rire : la naïveté enfantine des prières et des offrandes,— l'idée du *Kami* dans l'arbre, qui peut guérir, — me semblent touchantes plutôt qu'absurdes, et délicieusement naturelles. On comprend ce que devait être la vie pastorale dans le monde antique, en étudiant les notions simplistes des bonnes gens de la campagne, parmi lesquelles on ne peut vivre sans les aimer, à moins qu'on ne soit étrangement brutal et grossier.

Je suis si habitué maintenant à la nourriture et aux habitudes japonaises qu'il me serait pénible d'en changer. Les seuls extras que je me permette, à part le *saké*, ce sont des œufs frits et crus en abondance. Jusqu'ici, je suis en meilleure santé que je n'espérais l'être au Japon.

Matsue, 1890.

Cher professeur Chamberlain,

Je suis rentré dimanche dernier d'Ichibata, mais j'étais trop fatigué et trop occupé pour vous écrire tout de suite. Je vous ai déjà envoyé quelques *mamori* du célèbre temple de Yakuski-Nyorai (2). Le petit navire, — le plus petit que j'aie jamais vu, qui transporte les pèlerins et autres gens de Matsue à Kozaikai, — accomplit le voyage en deux heures. L'ascension de la montagne n'est pas autrement facile. Mais la vue sur le lac et sur la montagne est grandiose, et chaque pic a sa légende. Il y a plus de six cents marches de pierre à gravir, avant d'arriver au temple, — situé sur un sommet très éventé, — d'où l'on domine une vaste étendue lumineuse. Le temple est neuf, un incendie ayant détruit l'ancien. Il y a un grand hôtel, où les hôtes sont soumis à un régime strictement

(1) Rue des Monastères.
(2) Dieu qui soulage l'humanité (bouddhiste).

bouddhiste, — ni poisson, ni œufs ; on tolère cependant un peu de *saké* bon marché. Pas de femmes, seulement des jeunes gens comme serviteurs. En me voyant apparaître dans leurs cours, les prêtres firent certaines difficultés ; mais quelques mots des pèlerins qui m'accompagnaient suffirent pour m'attirer leur bienveillance : ils furent fort aimables et me montrèrent des *kakémonos* du Grand Médecin. Tous ceux qui sont affligés de maux d'yeux, viennent ici et prient en répétant toujours la même prière, suivant un usage établi depuis longtemps : *On-Koro-Koro-Sen-dai*. On vend de petites aiguières portant le *mon* (1) du Temple : elles sont remplies d'eau puisée à la source du Temple, où les malades se baignent les yeux. Le voyage a été, sous tous les rapports, aussi intéressant que charmant, parce que j'ai dû gagner Matsue en *sampang* (2).

Je deviens un bon pèlerin. Je ne crois pas cependant avoir été le premier européen à visiter Ichibata : on assure que quelques officiers de la marine allemande y sont venus, il y a huit ou dix ans.

A Sentaro Nishida

Matsue, 1890.

Cher monsieur Nishida,

Hier soir un domestique du gouverneur Kotéda s'est présenté chez moi portant une boîte d'aspect curieux, qui contenait un cadeau de Mlle Kotéda, — un *uguisu* (3), l'oiseau dont parle le *Mokkehyô* (4), et qui sera donc, en récompense de sa piété (si l'on croit le *sûtra* de la Bonne Loi), doué de six cents bonnes qualités d'yeux, de six cents bonnes qualités d'ouïe, de douze cents bonnes qualités d'odorat et de douze cents excellences surnaturelles de langage ! Je suis presque tenté de croire que la dernière compensation lui a été octroyée, car sa voix est superlativement douce. Mais je ne sais que dire ou que faire pour remercier la donatrice : elle est vraiment trop aimable.

Donc la journée d'hier a été, malgré le temps exécrable, une journée heureuse. N'a-t-elle pas amené dans ma maison l'oiseau sacré, et par la poste vos délicieuses nouvelles ?

(1) Armoiries.
(2) Petit bateau.
(3) Rossignol japonais.
(4) Livres sacrés bouddhistes.

A Basil Hall Chamberlain

Matsue, janvier 1891.

Cher professeur Chamberlain,

Je suis infiniment touché de la bonté que vous avez eue de m'envoyer une carte postale, alors que vous étiez vous-même si souffrant. J'espère vous en remercier mieux plus tard.

Je suis moi-même assez malade. Je me suis vanté trop vite de mon immunité contre le froid. Je viens d'être fortement touché là où je me croyais le plus fort, — aux poumons, — et j'ai passé quelques semaines au lit. Cette indisposition a été cause de mon premier découragement sérieux : c'est la première sourdine mise à mon enthousiasme : je crains que quelques autres hivers de ce genre ne m'envoient sous terre. Par bonheur, on me dit que cet hiver est tout à fait exceptionnel. La première chute de neige n'a pas entassé moins de cinq pieds de neige devant ma maison qui fait face au lac, regardant vers Kizuki. Je n'ai jamais vu chute de neige plus considérable, ni aux États-Unis ni au Canada. Le thermomètre ne descend pas autant qu'on le croirait, jamais à plus de 12 degrés au-dessous de zéro. Mais les maisons sont glacées comme des granges : *hibachi* (1) et *kotatsu* (2) ne sont que des ombres de chaleur, — des apparences, des fantômes, des illusions de chaleur.

Vous voyez assez qu'en ce moment j'ai les papillons noirs. Peut-être demain tout m'apparaîtra de nouveau gai et serein. Les autorités se montrent étonnamment aimables pour moi. Autrement, je ne sais ce que je ferais.

Matsue, mai 1891.

Cher professeur Chamberlain,

Je reviens d'un pèlerinage au célèbre sanctuaire de Kwannon à Kyomidzu, éloigné d'environ dix-huit milles de Matsue, et où, dit-on, le feu sacré n'a jamais été éteint depuis mille ans... Et je trouve votre lettre...

Le paysage est superbe à Kyomidzu. Mais il n'y a pas de vue claire à part celle de Nanji-umi, de la pagode et des collines.

(1) Brasier, réchaud.

(2) Petit foyer enclavé dans le plancher, sur lequel on place un tabouret recouvert d'une épaisse couverture pour se réchauffer.

J'ai le regret de dire que les *mamori* ne sont pas intéressants. Il y a, pourtant, un curieux sanctuaire Inari. A côté se trouve une espèce d'immense auge remplie de petits renards de toutes les formes, de tous les modèles, sculptés dans tous les matériaux possibles. Désirez-vous obtenir quelque bienfait? Vous priez, vous empochez un renard, et vous l'emportez chez vous. Dès que la prière est exaucée, il faut rapporter le renard, et le replacer précisément à l'endroit où il était auparavant. J'aurais bien voulu en emporter un ; mais mes domestiques détestent les renards et tout ce qui se rapporte au culte des renards. Alors je n'en ai rien fait.

Vous ne serez pas fâché d'apprendre que je vais avoir les mêmes éditeurs que M. Lowell. Je n'ai pas la vanité de croire que je puisse jamais écrire quelque chose d'aussi beau que *Things Japanese* ou *The Soul of the Far East*, et je ferais certainement piteuse mine à côté de son travail si précis, si beau et si parfaitement écrit. Mais aussi n'essaierai-je pas d'écrire quoi que ce soit dans ce genre. Mon ouvrage traitera entièrement de choses exceptionnelles, — surtout populaires, — dans un champ encore inexploré.

L'autre jour, j'ai donné à 72 élèves le sujet de composition suivant : « Qu'aimeriez-vous le plus au monde? » Neuf des compositions contenaient en substance cette réponse : « Mourir pour notre Empereur sacré ! » N'est-ce pas noble et beau ? Et êtes-vous étonné après cela que j'aime le Shintoïsme ?

Matsue, 1891.

Cher professeur Chamberlain,

Je suis allé à Kobé par chemin de fer et de là par *djirincha* à travers le Japon, par-dessus les montagnes et par des vallées de rizières. Ce voyage de quatre jours a été jusqu'ici la plus délicieuse de mes expériences de voyage. Le paysage eut l'effet particulier d'évoquer plusieurs de mes impressions des Tropiques reçues dans un pays d'une configuration volcanique similaire, et aussi de raviver en moi des souvenirs d'autrefois que j'avais oubliés, souvenirs de voyages en Angleterre et au pays de Galles. Rien ne saurait être plus beau que ce mélange de sensations des Tropiques et de celles des étés du Nord. Et quelles gens ! Tout ce que j'avais pu m'en promettre était dépassé par la réalité. C'est parmi les paysans qu'il faudrait

étudier le caractère japonais, et maintenant je ne saurais exprimer l'opinion que j'en ai sans employer ce que vous dénommeriez un langage enthousiaste. Je fus tout triste d'arriver à cette ville plus importante, dont les habitants sont beaucoup moins bienveillants, moins simples et moins charmants, bien que j'aie toutes les raisons d'en être satisfait.

Cependant, en traversant un village dans la montagne, j'ai assisté à une danse qui ne ressemblait à rien de ce que j'ai vu jusqu'ici ; c'est une danse immémorialement ancienne et pleine d'une grâce étrange. Je suis restée jusqu'à minuit à la regarder, et j'aimerais la revoir encore une fois. Rien de tout ce que j'ai vu au Japon ne m'a enchanté autant que ce *Bon-odori* (1), si différent des cérémonies du même genre exécutées dans le Nord.

Matsue, juin 1891.

Cher monsieur Chamberlain,

J'ai horriblement honte d'avouer ma faiblesse, mais il n'est que de dire la vérité! Après avoir vécu pendant plus de dix mois sur un régime exclusivement japonais, je dus retourner pour deux jours seulement aux « chaudrons d'Égypte. » Étant tombé malade, je ne pouvais récupérer mes forces avec de la nourriture japonaise, même agrémentée d'œufs. J'ai dévoré d'énormes quantités de bœuf, de saucissons, de volaille et de fritures; et j'ai absorbé des quantités terrifiantes de bière, ayant eu la bonne chance de trouver un cuisinier étranger à Matsue. Je suis excessivement honteux, mais la faute n'en est ni à moi ni aux Japonais : elle est à mes ancêtres, aux fauves instincts et féroces tendances héréditaires de l'humanité boréale. « Les péchés des pères retomberont, etc. »

Matsue, 1891.

Cher professeur Chamberlain,

Peut-être vous intéressera-t-il de savoir l'effet que la vie japonaise a produit sur votre petit ami, après un an et demi? Au début, en arrivant ici, on éprouve le sentiment d'échapper à une pression atmosphérique presque insupportable, et de pénétrer dans un air raréfié et extrêmement oxygéné. Ce sentiment continue : au Japon, la loi de la vie n'est pas la

(1) Danses de la Fête des Morts, ou de la Fête des Lanternes, qui a lieu du 14 au 16 du 7e mois.

même que chez nous, où chacun s'efforce de développer sa propre individualité aux dépens de celle de son voisin.

En revanche, que de choses on perd! Jamais une belle inspiration, une profonde émotion, une joie profonde ou une profonde douleur, — jamais un *frisson*, comme les Français disent tellement mieux que nous. Aussi, tout travail littéraire est-il sec et dur, osseux, mort. Je me suis étroitement limité aux phases les plus émouvantes de la vie japonaise : — religion et imagination populaires, — et cependant je ne puis rien découvrir qui ressemble à ce que je trouverais immédiatement dans tout pays latin, — un *frisson* d'émotion violente.

Je ne saurais dire si cela provient de ce que la différence dans notre histoire ancestrale rend impossible ce que nous appelons la sympathie d'âme, ou de ce que les Japonais sont plus petits que nous au point de vue psychique. J'espère que la première raison est la bonne. Pourtant l'expérience de toutes les personnes réfléchies avec qui j'ai pu m'entretenir ressemble à la mienne.

Mais la femme japonaise! Elle mérite un chapitre à part. Quelle douceur! Et quel charme à cette douceur! Toutes les possibilités de bonté de la race semblent s'être concentrées en elle. Et comment ne pas se sentir ébranlé dans la foi qu'on a en certaines doctrines occidentales, quand on songe, par exemple, à ce que devient le caractère de la femme américaine, au régime de l'idolâtrie dont elle est l'objet? Dans l'ordre éternel des choses, laquelle est la plus élevée : la jeune fille japonaise simple et modeste, confiante et enfantine, ou la superbe Circé occidentale, calculatrice et avisée, de notre société plus artificielle, douée d'un si énorme pouvoir pour le mal et de capacités si limitées pour le bien? L'idée du vicomte Torio me hante de plus en plus : je crois qu'il y a de terribles vérités dans ses observations sur la sociologie occidentale. Et alors la question se pose : « Afin de comprendre le bien le plus élevé, est-il nécessaire d'apprendre d'abord la plus grande puissance du mal? » Car l'une peut être l'ombre de l'autre.

Rein m'a beaucoup déçu. J'ai tiré beaucoup plus de renseignements de vos *Choses japonaises*, que de Rein, qui avoue lui-même qu'après sept ou huit années de travail, il n'a réussi qu'à faire un mélange. Alors qu'est-ce qu'un homme comme moi peut espérer, sans connaissances scientifiques, et sans

même l'espoir d'apprendre la langue assez bien pour lire un journal? Vraiment cela me paraît une impertinence de ma part d'essayer d'écrire quoi que ce soit sur le Japon. Un seul fait me redonne courage; il n'existe aucun livre consacré spécialement au sujet que je me propose de traiter.

Matsue, août 1891.

Cher professeur Chamberlain,

Avant mon départ, j'ai fait envoyer une copie du *Guide de Murray* au *Kokuzo* (1), qui a été plus qu'heureux de voir la reproduction de la photographie du grand Temple, et d'entendre ce qu'on en disait. Avant mon départ, il m'a convié à une nouvelle fête très singulière, comme lui seul peut en donner, car il est le roi de Kizuki. A propos, l'ancienne vénération pour le Kokuzo n'est pas encore morte. Aujourd'hui, les gens ne croient plus que la personne qu'il regarde se trouve immédiatement dans l'impossibilité de bouger. Mais comme nous le suivions, mon compagnon et moi, jusqu'au grand sanctuaire, tous les pèlerins se prosternèrent et l'adorèrent sur son passage.

Voici la fête qu'il donna en mon honneur : m'ayant invité à venir dans le parc du temple où des sièges étaient aménagés et où on avait préparé un souper à notre intention, M. Senké donna un ordre, et l'immense cour se remplit tout à coup de milliers de personnes. Puis sur un signal, commença une ronde comme je n'en avais jamais vu auparavant, la *Honen-Odori* (2), comme on la dansait autrefois à Kizuki. Cela me fascina tellement que je suis resté à regarder ce spectacle jusqu'à deux heures du matin. Il y avait au moins trois cents danseurs dans le cercle; le conducteur, debout sur un mortier à *mochi* (3) renversé, tenait un parapluie au-dessus de sa tête, et formait l'axe de la ronde. Il tournait lentement au centre de la danse sur son piédestal. Il avait une voix superbe. Le Kokuzo a aussi fait photographier les belles danses des *miko* pour me faire plaisir, et il m'a présenté plusieurs

(1) Gouverneur de province.
(2) Danse de l'année fertile.
(3) Gâteau fait avec du riz et que l'on broie ensuite dans un mortier.

manuscrits curieux que j'espère vous montrer plus tard. Ils ont été écrits spécialement à mon intention.

Une remarque. De même que le *Bon Odori* varie dans toutes les parties du Japon, et de même que toutes choses à Kizuki sont bien différentes des choses d'Ise, à Matsue, la coutume qui règle le départ des barques des âmes n'est pas la même que dans d'autres parties du Japon. Dans beaucoup d'endroits, les barquettes sont lancées vers deux ou trois heures du matin, le lendemain du *Bon Odori*. Ou bien, si on ne lance pas de barques, on envoie des lanternes flottantes qui guident les morts dans leur voyage de retour vers l'au-delà. Dans la province de Kizuki, on ne lance les barquettes que pendant le jour, à l'intention de ceux qui ont fait naufrage en mer. Les formes des barques varient selon le genre de bateau dans lequel le naufragé ou la naufragée a péri. Elles sont lancées à la mer ainsi tous les ans, pendant la période de dix années qui suit l'anniversaire de la mort. Lorsque l'âme revient annuellement visiter sa demeure, on prépare la petite barque et on allume un bâtonnet d'encens avant de la lancer pour raccompagner l'âme bien-aimée, et de petites provisions sont placées sur des vases de terre cuite. Le nom du mort est inscrit sur la voile.

. . . .

Ce que vous dites de votre expérience au sujet de la poésie japonaise est, en effet, très frappant et très pénible pour quiconque connaît le Japon. Depuis longtemps déjà, j'ai eu la sensation que la profondeur n'existe pas dans le courant de l'âme japonaise. Elle coule comme les rivières du pays, — claires et délicieusement ombragées, par-dessus les lits aux trois quarts desséchés, — mais que seul un orage rend temporairement profondes.

A Page M. Baker

Matsue, août 1891.

Cher Page,

Je réponds tout de suite à votre chère lettre comme vous le désirez. Elle m'est parvenue aujourd'hui, à mon retour de Kizuki, la ville sacrée du Japon. Je suis devenu un peu le favori du grand pontife du sanctuaire, le plus ancien et le plus saint de tout le pays, et que nul Européen n'a eu la permis-

sion de visiter avant moi. Et maintenant je voyage, ne faisant que m'arrêter chez moi, en route pour d'autres endroits curieux et inconnus. Car cette partie du Japon est si peu connue que j'ai été le premier à donner aux éditeurs du *Guide Murray* certains renseignements à son sujet.

Mais j'avais ici des amis inconnus qui me connaissaient par mes *Fantômes de Chine*; ils intervinrent auprès du Gouvernement en ma faveur, et, ainsi, j'ai obtenu une situation de professeur, avec contrat. Le contrat a été renouvelé en mars dernier pour un an, — terme extrême permis par la loi. Mon salaire n'est que de cent dollars par mois, mais ici cette somme vaut le double de ce qu'elle vaut en Amérique. De sorte que je puis habiter la plus jolie maison de la ville, — à part celles de certains hommes très riches, — avoir plusieurs domestiques, donner des dîners et habiller ma petite femme de façon convenable. De plus, la vie au Japon est si placide, si bienveillante et si douce, qu'elle ressemble absolument à un de ces rêves où tout le monde est de bonne humeur à propos de tout !

Bien entendu, je vous enverrai la photographie de ma petite femme. Je dois vous dire que je ne suis encore marié qu'à la mode japonaise, à cause de la loi territoriale. Ce n'est qu'en devenant citoyen japonais, — ce que je crois que je vais faire, — qu'il me sera possible d'arranger l'affaire de façon satisfaisante. D'après la loi actuelle, dès qu'un étranger épouse une indigène selon la loi anglaise, celle-ci devient citoyenne anglaise, et ses enfants, si elle en a, sont sujets anglais. Alors elle est soumise aux lois territoriales concernant les étrangers : forcée de vivre dans les limites désignées par les traités, elle est véritablement séparée de tous les siens. Ce serait entraîner sa ruine que de l'épouser suivant la forme anglaise, avant d'être devenu citoyen japonais de par la loi; car si je mourais, elle aurait maintes raisons de regretter sa qualité de sujet japonais.

Quant à partir pour l'étranger, c'est-à-dire à m'en retourner vers vous autres, je ne sais au juste quoi dire. Pour le moment, je ne le pourrais pas, même si je le voulais. Je suis lié par un contrat légal. Et puis, j'ai à compléter les renseignements qu'il me faut pour écrire un livre sur le Japon. De plus, je craindrais que ma petite épouse ne fût très malheu-

reuse loin des siens et de ses dieux : ce pays est si étrange qu'il est impossible pour quiconque n'a pas vécu ici longtemps, de comprendre l'énorme différence qui existe entre la pensée et la sensibilité japonaise et les nôtres. Mais plus tard, il faudra que je retourne pour quelque temps chez vous afin de surveiller la publication de mon livre. Et alors je vous demanderai sans doute une situation quelconque pour une année. L'Orient a plus de fascination que vous ne le supposez : n'oubliez pas qu'au Japon on se nourrit vraiment de lotus, et que c'est même un mets courant. Nul être humain ne peut dire ce que l'avenir lui réserve... Comment prévoir dès maintenant ce que je ferai?...

Ici nous retardons de plusieurs années sur vous autres. A Matsue, il y a un petit journal dont je vous enverrai un exemplaire à titre de curiosité. Tous les huit ou quinze jours, il contient un article sur moi. Car chaque acte de « l'étranger » est sujet à commentaires. Au Japon, vivre dans la retraite est impossible. Il n'y a pas de secrets. Les moindres faits et gestes de chacun sont connus de tous, et la vie est d'une franchise extrême, stupéfiante. A mon avis, l'effet moral est excellent, quoi qu'en disent les missionnaires. Songez donc qu'un simple écran de papier, dans lequel on peut percer des trous, — ce qui n'est pas considéré du tout comme outrageant, à moins que l'écran ne soit orné de peintures célèbres, — sépare votre vie journalière de celles qui vous entourent! Telle est, ici, la manière de vivre *ordinaire*. J'ai, quant à moi, une maison retirée, entourée de trois jardins. Mais d'ailleurs, je ne dois jamais fermer la porte ni m'enfermer à clef, sauf la nuit.

Ici, il ne faut être ni nerveux, ni impatient (on ne saurait être ni l'un ni l'autre dans une atmosphère pareille), il ne faut ni céder à la mauvaise humeur, ni dissimuler quoi que ce soit. Vous savez que je dois donner des conférences et prononcer des *speeches* avec l'aide d'un interprète, lesquels conférences et *speeches* seront imprimés dans un magazine japonais. Eh bien, c'est délicieux de parler devant un auditoire japonais. Un seul regard sur tous ces visages placides et souriants rassure immédiatement l'âme la plus timorée.

A Basil Hall Chamberlain

Youra, août 1891.

Cher professeur Chamberlain,

J'ai découvert que le *Bon Odori* varie non seulement dans chaque village, mais même dans chaque commune. J'étais donc désireux de voir autant de variétés que possible de cette danse curieuse. J'ai appris qu'on la dansait de façon très particulière à Otsuka, près de Yabasé. J'y suis donc allé, en costume japonais, avec une douzaine de citoyens de Yabasé...

Otsuka est un grand village pierreux, à l'aspect primitif, empreint d'une rude énergie et, je regrette d'avoir à le dire, dont les habitants sont fort malhonnêtes, ce qui est une chose terrible à dire d'une ville japonaise ! J'ai visité à peu près cinquante villages japonais où j'ai été tout de suite en sympathie avec les habitants, et où même je me suis toujours fait aimer de quelques-uns d'entre eux. Otsuka est la première exception que j'aie rencontrée. Imaginez-vous que les gens d'Otsuka interrompirent leur danse pour bombarder l'étranger avec de petites boulettes de sable et de boue, en criant : *Bikki-bikki!* mots dont j'ignore la signification. Alors j'ai dû rebrousser chemin avec tous les habitants de Yabasé. Le bombardement n'était pas très redoutable ; cela ressemblait exactement au jeu de méchants enfants ; — dans tout autre pays, une foule irritée aurait lancé des pierres, ce que les habitants d'Otsuka eurent soin de ne pas faire, bien qu'il n'y eût pas de police sur les lieux. Depuis, j'ai passé deux fois par ce village et j'ai toujours trouvé l'attitude de ses habitants particulièrement rude, presque hostile. C'est la première fois depuis mon arrivée au Japon que j'ai l'impression désagréable d'être un étranger.

Matsue, août 1891.

Cher professeur Chamberlain,

Je puis vous renseigner tout de suite au sujet des queues de chats.

Les chats d'Izumo (et jusque tout dernièrement, j'ai été sous l'impression que tous les chats japonais se ressemblent) naissent généralement avec de longues queues. Mais, selon une croyance très répandue, tout chat dont la queue n'est pas cou-

pée alors qu'il est tout petit, est destiné à devenir un lutin (*obake*) ou un monstre (*nekomata*). On raconte des histoires fantastiques de chats à longues queues, qui dansent la nuit la tête enveloppée de serviettes. Il y a aussi des histoires de chats favoris qui mangent leurs maîtresses, et qui assument ensuite la voix, le visage et la forme de la victime. Bien entendu, vous connaissez la tradition bouddhiste qui veut qu'aucun chat ne puisse entrer au Paradis. Car seuls le chat et le serpent ne pleurèrent point la mort du Bouddha. Ici, la raison de l'impopularité du chat, c'est la crainte des dégâts qu'il peut commettre dans une maison japonaise : le chat déchire nattes, portes et écrans; il gratte les boiseries et il veut à toute force transporter sa nourriture dans la plus belle chambre de la maison pour la manger par terre. J'ai la passion des chats; j'en ai élevé déjà une cinquantaine; mais ici impossible d'en garder un. Ils se montraient pleins de ruses et menaçaient de dévorer mon rossignol.

J'éprouve comme vous, et je l'ai éprouvé depuis quelque temps, cette oscillation de la pensée concernant les Japonais. Il y a des moments où ils semblent si petits! Et puis encore, ils n'ont jamais paru si grands! Il y a une immensité derrière eux, — un passé d'une complexité et d'une splendeur merveilleuses, — une surprenante force d'absorption et d'assimilation. Et, comme vous dites, chaque fois qu'un doute vous assaille, ou qu'on a quelque vexation à subir au Japon, on n'a qu'à se demander : « Serait-on mieux ailleurs? Avec qui ferait-il meilleur vivre? » Car c'est un problème de savoir si les plaisirs intellectuels de la vie sociale à l'étranger ne sont pas chèrement achetés au dépens des petitesses sociales qui semblent inexistantes au Japon.

A Ellwood Hendrick

Matsue, 1891.

Cher Hendrick,

Ma vie domestique est extrêmement heureuse et m'attache très solidement ici au moment où je commençais à éprouver le désir de m'en aller. Maintenant il me paraît impossible de m'en aller jamais. Je rendrais ma petite femme très malheureuse en l'emmenant dans un autre pays, car nulle bonté, nul confort, ne sauraient compenser pour elle la perte de sa propre

atmosphère sociale, où toutes les pensées, tous les sentiments sont si différents des nôtres.

Tout travail littéraire me paraît très difficile ici. L'atmosphère intellectuelle qui vous entoure a un effet totalement désintégrant sur les façons de penser occidentales : — aucune forte émotion, aucun frémissement, aucune inspiration ne me viennent jamais, de sorte que j'hésite encore sur la façon de travailler. J'en suis à douter si je serai jamais capable d'écrire un vraiment bon livre sur le Japon. Si j'y réussis, il me faudra des années de travail continu et sérieux sans un véritable éclair. Dans cette vie orientale, le moindre fait diffère tant des nôtres, est si complexe dans ses rapports avec d'autres faits, que, pour l'expliquer, il faut un temps et une patience énormes.

... Le côté le plus dur du caractère japonais commence à m'apparaître, — par taches...

En règle générale, les femmes japonaises sont certainement les êtres les plus délicieux que j'aie jamais vus. Tout ce que la race a de meilleur est renfermé en elles. Ce sont des enfants, aimantes, joyeuses et simples de cœur, qui vous surprennent par une infinité de jolies trouvailles. Quant aux hommes, on ne les approche jamais de très près. Vos meilleurs amis ont un certain air dégagé et lointain, même lorsqu'ils se cassent le cou pour vous plaire. Au Japon, on ne donne jamais de tape amicale sur l'épaule d'un ami en disant : « Hallo, mon vieux! » On ne leur donne pas de claque sur les genoux, ni de bourrade dans les reins. Au Japon, toutes ces familiarités sont considérées comme terriblement vulgaires. Aussi est-on condamné à chatouiller sa propre âme, à lui taper sur le dos et à lui dire « Hallo! » Et l'âme, étant occidentale, répond : « Crois-tu que je vais rester toujours dans ce pays extraordinaire? Je veux retourner chez moi, ou du moins aux Antilles! Allons, dépêche-toi de mettre de côté assez d'argent! »

J'ai déjà deux cents dollars d'économies, même après avoir habillé ma petite femme comme une reine.

Kumamoto, janvier 1892.

Cher Hendrick,

Me voici dans la province de Kyushu, à plus de mille milles de Yokohama, touchant un salaire de plus de deux cents yens par mois. Tous mes domestiques d'Izumo m'ont

accompagné. Notre maison n'est pas aussi belle que celle de Matsue, et la ville est diablement laide et ordinaire, — une énorme ville de garnison à moitié européanisée, et remplie de soldats. Je ne m'y plais pas. Mais, Seigneur, il faut bien que j'essaie de gagner de l'argent, car rien n'est sûr au Japon, et j'ai maintenant tant d'attaches dans ce pays que je ne puis le quitter sauf pour un voyage, même si le Gouvernement ne m'emploie pas. Neuf existences dépendent de mon travail, — femme, belle-mère, beau-frère, belle-mère adoptive, grand père de ma femme, et puis les domestiques et un étudiant bouddhiste! En Amérique, ce serait une lourde charge. Ici, ce n'est rien; mais il y a la responsabilité morale qui est suffisamment lourde. Vous ne pouvez laisser tout un petit monde grandir autour de vous, dépendre de vous, — et puis le démolir d'un instant à l'autre. J'entends que vous ne le pouvez pas, si vous avez quelque respect humain. Et je me paie le luxe de la *piété filiale*, vertu dont les effets bons et les mauvais ne sont complètement connus que de nous autres Orientaux...

Ma femme, qui s'appelle Setsu (1) ou Chi-yo (2), vous connaît bien par votre photographie, et a dit de si gentilles choses de cette photographie que je ne saurais vous les répéter. Ce qui est d'autant plus extraordinaire, — car lorsque je lui ai montré certaines images « d'étrangers de marque, » elle et les domestiques me déclarèrent toutes que, si jamais elles rencontraient des gens pareils, elles « en deviendraient des Bouddhas » de peur, — c'est-à-dire qu'elles en mourraient de peur! Les visages américains et anglais, — aux yeux profondément enfoncés, — terrifient les Japonais simplistes. Les enfants se mettent à pleurer de terreur à la seule vue d'un étranger. Votre photo doit donc révéler des qualités exceptionnelles pour produire une aussi bonne impression!...

Aujourd'hui, tout le monde s'enivre; mais un Japonais cultivé a une façon d'être ivre qui n'a jamais rien d'offensant. S'enivrer convenablement, poliment, avec du saké, c'est le *summum bonum*... Et quoique ici un gentleman, aussi ivre qu'il puisse être, ne perde jamais tout à fait conscience de ses actes, c'est la coutume, lorsque votre hôte vous a enivré plus que d'habitude, de lui rendre visite le lendemain matin, et de le

(1) Tendre et vraie.
(2) Mille générations.

remercier pour la fête, en vous excusant en même temps de toutes les erreurs que vous avez pu commettre. Bien entendu, aucune femme n'assiste à ces dîners d'hommes, — sauf des danseuses professionnelles, *maiko* ou *geisha*...

Ce contre quoi on ne peut s'assurer, c'est le tremblement de terre. Je deviens peureux. Savez-vous que le tremblement de terre de l'autre jour à Gifu, Aichi, etc., a détruit environ 200 000 maisons et 10 000 personnes? Ma maison dans la lointaine Matsue s'est mise à se balancer et à grincer comme un navire dans un typhon! Ce n'est pas la secousse que l'on redoute; c'est d'être enseveli sous un monceau de débris, et brûlé lentement tout vif, comme cela est arrivé à la plupart des morts. Cinq millions de dollars suffisent à peine pour soulager la détresse présente.

Kumamoto, 1892.

Cher Hendrick,

Oui, les femmes japonaises sont telles que vous pouvez les rêver. Des enfants, oui, mais qui lisent chaque ombre de pensée, inquiétude, doute ou plaisir, à l'instant où qu'elle passe sur votre visage. Et elles savent encore tout ce que vous ne leur dites pas... Vous devinent-elles malheureux? aussitôt de dire : « Je vais aller implorer le Kami-Sama pour mon Seigneur; » elles allument une petite lampe, elles battent des mains et elles se mettent à prier. Et les anciens dieux les entendent : le cœur de l'étranger barbare est tout de suite éclairé et illuminé de soleil. Et il dit aux marchands d'étoffes curieuses, d'apporter leurs marchandises à la maison; ils lui obéissent et empilent les étoffes comme des montagnes. Et il y a un tel choix que le plaisir de l'achat est amoindri par le sentiment de l'impossibilité de tout acheter. Et les marchands en partant laissent derrière eux, dans les petits cerveaux japonais, des rêves de choses très belles à acheter l'an prochain.

Écoutez ce récit d'hier. Cela se passait l'autre jour à Nagano. Un homme politique avait proféré un lâche mensonge. Alors sa femme se vêtit tout de blanc comme se vêtent ceux qui sont sur le point de se rendre au pays des Esprits; elle se purifia les lèvres, suivant le rite sacré, et, prenant dans le grenier un ancien sabre de famille, elle se tua. Elle laissait une lettre où elle disait regretter de n'avoir qu'une vie à donner

pour expier la honte et le mal du mensonge de son mari. Et, aujourd'hui, les gens adorent sa tombe et y sèment des fleurs, et souhaitent avoir des filles aux cœurs aussi braves...

Dites après cela ce que vous pensez de la femme japonaise.

A Page M. Baker

Kumamoto, juin 1892.

Cher Page,

Je vous envoie aujourd'hui une meilleure photo de ma petite femme; et vous recevrez d'ici peu un exemplaire des *Choses japonaises* de Chamberlain que j'ai commandé à votre intention. Quant à faire un cadeau à Setsu, — son nom japonais; en chinois elle s'appelle Chi-yo ou Tetu-yo, — à vrai dire, je ne crois pas que vous puissiez lui envoyer quoi que ce soit d'occidental qu'elle soit en état de comprendre. Je ne veux pas que vous preniez cette peine. Ce à quoi elle sera le plus sensible, c'est que vous soyez bon pour moi! Elle a vraiment tout ce qu'elle peut souhaiter; vous savez que les femmes japonaises ne portent ni boucles d'oreilles, ni bijoux comme les nôtres. Et ce qu'elle désire vraiment ne se fabrique qu'au Japon. Je suis assez méchant pour m'efforcer de la tenir aussi ignorante que possible de la vie occidentale. Donc chaque fois qu'elle témoigne un goût pour des étoffes étrangères, et il y en a maintenant beaucoup sur le marché, je lui persuade que les marchandises japonaises sont deux fois plus jolies et plus durables et, de crainte qu'elle ne me croie pas, je m'arrange presque toujours de façon à trouver quelque étoffe japonaise qui soit vraiment bien supérieure à l'article étranger en vente...

Pour ce qui est de ma vie quotidienne, c'est la plus simple et la plus silencieuse, dans une simple maison japonaise. Je ne me sers d'une chaise que pour écrire à une table élevée, à cause de mes yeux. Je passe la plupart de mon temps accroupi par terre. Les Européens s'accoutument rarement à cette position. Chez moi, elle est devenue presque une seconde nature.

Bien entendu, je porte toujours des vêtements japonais à la maison. Nous nous reposons, nous mangeons, nous lisons, nous bavardons et nous dormons par terre. Mais vous ne savez pas ce que c'est qu'un plancher japonais. Cela ressemble

à un grand matelas très doux; le vrai plancher est recouvert de nattes épaisses assujetties les unes aux autres, comme des matelas placés l'un à côté de l'autre; elles ne peuvent être soulevées que par un ouvrier; elles font vraiment partie de la maison même. Ensuite ce plancher est d'une propreté immaculée. Pas un grain de poussière n'est toléré. Donc nous vivons pieds nus l'été, et en chaussettes l'hiver. Le lit se compose d'une série de lourds édredons de jolies couleurs, très épais, empilés les uns sur les autres par terre. Le jour, on les roule et on les cache. De sorte que dans une maison japonaise vous ne voyez pas de meubles, sauf dans une alcôve, un vase gracieux et un *kakemono* ou tableau peint sur de la soie. C'est tout, à part la boîte à fumer, qui est placée au milieu de la chambre, entourée de coussins qui servent d'agenouilloirs. Le soir, le bain japonais est préparé. Il est presque toujours brûlant, on s'y habitue difficilement; mais c'est le meilleur bain du monde, car il est impossible de se refroidir après. Il se compose d'un immense baquet, dans lequel il y a un petit fourneau qui le chauffe.

Comme amusements, nous avons les théâtres, les festivals des rues, les visites d'amis, les journaux, les pèlerinages curieux, — et joie des joies dans certaines cités, — le *shopping*, le vrai « shopping » japonais.

LAFCADIO HEARN.

(*A suivre.*)

LES ÉTAPES DU XVIII[E] SIÈCLE

I

DU « DICTIONNAIRE » DE BAYLE A L'« ENCYCLOPÉDIE »

Comment, à la suite de quelles transformations successives, la pensée de Pascal et de Bossuet est-elle devenue celle de Chateaubriand ? Il y a là tout un curieux chapitre de l'histoire des idées qui vaut la peine d'être esquissé avec quelque détail.

I. — LE LEGS RELIGIEUX DU XVII[e] SIÈCLE

Bossuet meurt en 1704. A cette date, le XVII[e] siècle religieux, dont il est la plus magnifique expression, a terminé son œuvre. Cette œuvre, que le terme, tout négatif, de « contre-Réforme » ne définit pas avec une suffisante exactitude, a consisté, essentiellement, à incorporer à la tradition catholique toutes les parties assimilables du protestantisme. Vus par ce biais, les efforts, parfois divergents, d'un saint François de Sales et d'un saint Vincent de Paul, d'un Bérulle et d'un Saint-Cyran, d'un Pascal et d'un Malebranche, d'un Bourdaloue et d'un Fénelon, — même d'un Richard Simon, — s'expliquent, s'éclairent, trahissent leur secrète convergence. Bossuet, « dont la gloire, a dit Renan, est de représenter dans un merveilleux abrégé tout le XVII[e] siècle, sa grandeur comme sa faiblesse, » a poursuivi toute sa vie le même dessein. Heureux si, après

l'avoir presque réalisé, il n'avait pas failli le compromettre par d'assez fâcheuses imprudences.

Il y a, dans un beau *Sermon pour la Fête de tous les saints*, un mot de Bourdaloue qui exprime admirablement le constant idéal du catholicisme français au XVIIe siècle : les plus grands saints, dit-il, ont été des hommes comme nous, « des hommes qui, pour ainsi parler, *ont enté le christianisme sur le monde*. » Enter le christianisme sur le monde : c'est bien là ce qu'ont voulu faire tous les grands chrétiens du XVIIe siècle, et la Compagnie du Saint-Sacrement elle-même n'a pas eu d'autre objet. Ils y ont excellemment réussi. Dans les faits, je veux dire dans les institutions et les œuvres, dans les mœurs, dans les idées, le XVIIe siècle a été profondément et sérieusement chrétien. Il suffit de feuilleter les *Mémoires* et *Correspondances* du temps pour reconnaître qu'à tous les étages de la société, la croyance et la pratique religieuses sont, non pas l'exception, mais la règle : les plus humbles âmes comme les plus hautes ont une vie intérieure ; l'idée de la mort et celle de l'au-delà leur sont perpétuellement présentes, et ceux mêmes qui s'affranchissent un certain temps des observances chrétiennes persistent rarement jusqu'à la fin dans leur insoumission ou leur indifférence. Ce siècle qui, suivant le mot de Condren, a été « le siècle des saints, » a aussi été le siècle des conversions retentissantes : la Palatine, Condé, La Fontaine, Rancé sont représentatifs d'un très grand nombre de cas analogues. Fortement appuyée à l'édifice politique et social, l'Église catholique, qui est sortie victorieuse en France des luttes religieuses du XVIe siècle, exerce sur les esprits et sur les âmes une autorité incontestable et peu contestée. Ses abus même de pouvoir sont un signe de sa puissance. Elle n'aurait pas, d'accord avec le pouvoir civil, tenté d'extirper « l'hérésie » du sol français, en poussant à la révocation de l'édit de Nantes, ce crime de lèse-patrie et de lèse-christianisme, si elle avait pu prévoir de trop formidables résistances et les terribles représailles qu'elle allait provoquer dans l'avenir. Mais, par cette fautei nsigne, elle a été bien près de mettre en péril les admirables résultats d'un siècle de vivante piété, de haute vertu, de fécond apostolat moral et social.

Veut-on voir, comme dans un miroir symbolique, qualités et défauts mêlés, la conception religieuse que le XVIIe siècle fran-

çais a léguée à celui qui allait le suivre? Qu'on regarde Bossuet et qu'on examine son œuvre. Jusque vers 1690 environ, il réalise, dans un merveilleux équilibre, cet accord de la raison et de la foi qui a été l'intime idéal de son temps. Dans tous les ordres de la pensée et de l'action, il tient fermement « les deux bouts de la chaîne » sans toujours voir par où ils se rejoignent, et la préoccupation essentielle de « ce qui demeure » ne l'empêche point de s'intéresser à « ce qui passe. » Sa théologie est assurément, comme celle des jansénistes, d'inspiration augustinienne; mais il corrige et atténue souvent saint Augustin par saint Thomas et les Pères, et il ne sacrifiera jamais à la grâce la liberté humaine. Sa morale, fondée tout entière sur le dogme, est austère, certes, et il condamnera presque aussi sévèrement que Pascal les « ordures » des casuistes; mais s'il n'admet pas qu'on mette « des coussins sous les coudes des pécheurs, » il se refuse non moins énergiquement à « captiver les consciences sous des rigueurs très injustes. » Sa politique, tirée, en apparence, « des propres paroles de l'Écriture sainte, » est une apologie de la royauté absolue; mais, en fait, son libéralisme y introduit bien des éléments rationnels et profanes, et il en vient à légitimer toutes les formes de Gouvernement; et son gallicanisme même s'accommode fort bien d'une parfaite soumission aux décisions de la cour de Rome. En philosophie, il saura très adroitement concilier les enseignements de la scolastique avec des tendances plus modernes, et il n'est pas jusqu'à Descartes auquel il ne fasse plus d'un important emprunt. En histoire enfin, sa foi dans la Providence ne lui interdit nullement le recours aux « causes secondes, » les explications purement positivistes et déterministes des événements humains, et l'emploi d'une rigoureuse méthode à laquelle ses successeurs ont peu trouvé à reprendre.

Ainsi donc, dans ses riches années de maturité, par toute sa pensée et par toute son œuvre, dont la valeur d'art est considérable, Bossuet suggère l'idée qu'entre l'Église et le siècle, il n'y a pas opposition profonde, mais cordiale entente et secrète harmonie préétablie; que le christianisme, sous sa forme catholique, bien loin de les comprimer ou de les réduire, répond à toutes les aspirations légitimes et, suivant le mot de Pascal, « remplit tous les besoins » de l'âme

humaine ; que l'homme moderne, l'homme individuel comme l'homme social, pour se réaliser pleinement, ne saurait se passer de lui ; et que, fécondés par lui, l'art, la science, la philosophie, la littérature, bref, tous les organes essentiels de la civilisation méditerranéenne, ne peuvent que s'épanouir en force bienfaisante et en beauté créatrice. « Chose admirable ! dira un peu plus tard Montesquieu, la religion chrétienne, qui ne semble avoir d'objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci. » Bossuet eût pleinement souscrit à cette parole ; et ce pourrait être l'épigraphe d'une bonne partie de son œuvre.

Mais voici que, vers la fin du siècle, la scène change. Un peu partout, et même au sein du catholicisme, de nouvelles tendances se font jour, qu'une habile politique religieuse se fût efforcée de satisfaire et de canaliser tout ensemble. Telle ne fut pas l'attitude de Bossuet. Il vieillissait, et, de jour en jour, sa pensée devenait moins souple et moins hospitalière. Consacré « Père de l'Église » par l'opinion et l'admiration universelles, se considérant comme le dépositaire d'un patrimoine spirituel qu'il devait transmettre intact, esprit plus conservateur du reste que novateur, il va s'insurger contre ces nouveautés qui lui paraissent dangereuses et se laisser engager dans des polémiques où ses victoires mêmes risqueront d'être funestes à sa cause. Dans l'espoir d'une « réunion » qui fut le grand rêve de sa vie, il avait triomphalement étalé et condamné les « variations » des Églises protestantes. Jurieu lui réplique que l'Église primitive a varié sur les dogmes les plus essentiels, et qu'au demeurant rien n'est plus légitime. Convaincu que la vérité chrétienne a « d'abord toute sa perfection, » Bossuet proteste contre ces allégations sacrilèges ; il repousse avec indignation l'idée, si juste et si féconde, d'une nécessaire évolution doctrinale. En vertu du même principe, il envoie au feu l'*Histoire critique* de Richard Simon et il réprouve avec violence les audacieuses libertés de l'exégèse naissante. Un autre jour, c'est à Descartes et à Malebranche qu'il s'en prend, et, éclairé d'ailleurs par Spinoza sur le « grand combat qui se prépare contre le christianisme, » il rompt nettement en visière avec la libre spéculation philosophique. Puis, c'est le théâtre, c'est l'art même d'un Molière, d'un Racine, d'un Corneille, et dans l'admirable et dur *Traité de la concupis-*

cence, c'est Boileau, c'est à peu près toute la littérature profane qu'il enveloppe dans une ardente réprobation. Art, science, philosophie, littérature, il semble que le christianisme, tel que le conçoit finalement Bossuet, répudie maintenant tout ce dont il s'était généreusement accommodé naguère. « On ne peut pas aimer Dieu et le monde; on ne peut pas nager comme entre deux, se donnant tantôt à l'un et tantôt à l'autre. Dieu veut tout. » Et ce n'est pas tout. En poursuivant avec une âpreté singulière la condamnation de Fénelon, il s'oppose, lui si profondément mystique, et à la veille d'un siècle où la « sensibilité » sera toute-puissante, à la légitimation d'un nouveau mysticisme qui a pu avoir ses excès, mais qui correspondait à des besoins réels de certaines âmes. Et ainsi, de proche en proche, à la vaste cathédrale magnifiquement ornée et éclairée, faite pour accueillir tout un peuple de croyants et d'« honnêtes gens » que Bossuet avait d'abord construite, il tend à substituer une haute, sombre et étroite chapelle, percée de rares fenêtres sur le dehors, et destinée à abriter un petit nombre d'élus contrits et gémissants.

Lourde faute, dont les conséquences ne vont pas tarder à se faire sentir, et qu'une double circonstance va aggraver encore : d'abord, par le prestige de son génie, de son éloquence, de son autorité, Bossuet a pu faire croire que sa péremptoire intransigeance était l'expression même de la pensée orthodoxe; et, d'autre part, n'ayant pour lui succéder que des épigones sans grande envergure, il va, en mourant, laisser le champ libre à ses contradicteurs et à ses adversaires. Ces derniers sont déjà légion : ils n'attendent plus que la mort du « bonhomme » pour se ruer à l'assaut de son œuvre. Ils appartiennent à une génération qui est aussi éprise d'indépendance que la précédente l'était d'autorité, qui n'a, dans la tradition sous toutes ses formes, qu'une médiocre confiance, qui, affamée d'« idées claires et distinctes, » dévorée d'esprit critique, n'attache quelque prix qu'aux décisions, et même aux caprices de la raison individuelle, et qui enfin est moins préoccupée de faire son salut dans l'autre vie que de jouir de la vie présente. A cette génération-là, l'édifice imposant, mais étroit qu'avait bâti, et que lui léguait Bossuet, devait paraître singulièrement « gothique. » Tout, dans ce système d'idées auquel avaient collaboré seize siècles de christianisme, la heurtait, choquait ses

dispositions foncières ; elle y voyait un ensemble de « préjugés » contraires à la raison et peu conformes à l'organisation normale de la vie. Cette religion austère, exigeante, impérieuse, « intolérante, » qui enserrait du réseau de ses prescriptions et de ses défenses tous les modes de l'activité humaine, et qu'on lui présentait comme « la chose uniquement nécessaire, » lui apparaissait comme importune et déjà surtout comme « *antisociale.* » Elle applaudissait donc dans le secret de son cœur aux imprudences de langage, aux éloquents anathèmes de l'auteur des *Maximes sur la comédie*. Dénoncer le pacte d'alliance que jadis saint François de Sales avait conclu entre l'Église catholique et la société moderne, prononcer le divorce entre le christianisme et le monde, c'était abonder dans le sens des « libertins » et des sceptiques; c'était leur fournir de puissantes armes; c'était les encourager à poursuivre la démonstration, à souligner l'intime et irréductible contradiction, à consommer la ruine de l'une des puissances rivales.

Ainsi, Bossuet a une part de responsabilité dans les rudes combats que va soutenir après lui la tradition spirituelle dont il a été un si merveilleux interprète. Après l'avoir magnifiquement exprimée, défendue, fortifiée, il n'en a pas vu toutes les secrètes ressources, il en a finalement méconnu les puissances d'adaptation; il a tenté de l'immobiliser dans une attitude de négation hautaine et violente, de la ramener en arrière au lieu de l'engager avec hardiesse et prudence dans les voies de l'avenir. Son œuvre grandiose s'achève sur un geste de lassitude, de défiance et d'abandon. Geste de défi aussi au jeune siècle qui se lève, et qui ne sera que trop vite relevé. Si gouverner, c'est prévoir, si gouverner, c'est surtout limiter son action aux choses possibles et actuellement ou prochainement réalisables, ce « conseiller d'État, » comme l'appelait ironiquement Rémusat, n'a pas toujours parfaitement gouverné, et son « administration » a eu ses défaillances. Quand il meurt, l'inquiétante question qui déjà se pose, est celle de savoir si l'impérieuse construction doctrinale qu'il a laissée, et qui semble se confondre avec le catholicisme lui-même, va bien longtemps lui survivre, et, une fois ruinée, par quoi on la remplacera.

II. — LA FORMATION DE L'ESPRIT ENCYCLOPÉDIQUE : PREMIÈRES ATTAQUES ET PREMIÈRES VICTOIRES

« Nous avons eu des contemporains dès le règne de Louis XIV, » a écrit Diderot; et il disait vrai. Pour ne pas remonter plus haut, en effet, les encyclopédistes se rattachent directement d'abord à ceux qu'au grand siècle, on appelait les « libertins. » Bohèmes ou déclassés, mondains ou grands seigneurs sceptiques et galants, bourgeois épicuriens et frondeurs, ils se recrutent un peu dans tous les mondes; quelques-uns d'entre eux fréquentent au Temple ou chez Ninon : ce sont des « libres viveurs » plus encore que des « libres-penseurs, » et leur philosophie est généralement un peu courte : ils raillent plus qu'ils ne pensent; quelques raisonnements puisés dans Montaigne ou dans La Mothe Le Vayer, dans Théophile ou dans Des Barreaux, voilà ce qui alimente leur irréligion. Sont-ils très nombreux? Ici, il semble qu'il faille se garder d'un double excès. A en croire divers témoignages, souvent cités, de Garasse, de Mersenne et de Nicole, on pourrait penser que l' « athéisme » fut très répandu au XVIIe siècle. En réalité, il n'est que l'exception; et encore ce que l'on appelle du nom d' « athéisme » n'est bien souvent qu'incrédulité ou indifférence religieuse, et mériterait tout au plus d'être qualifié déisme. Mais, d'autre part, il ne faut pas que la disposition générale des esprits et des âmes, qui est incontestablement chrétienne, nous dérobe les très réelles dissonances. La violente explosion de naturalisme ou de paganisme qui caractérise la Renaissance ne s'est pas subitement éteinte aux approches du XVIIe siècle : le courant antichrétien a circulé sous terre, s'enrichissant d'apports divers, attendant son heure pour reparaître au grand jour. Il y avait, parmi les contemporains de Bossuet, des incroyants déterminés, des épicuriens de mœurs et de doctrine, même des « athées. » Pascal en avait rencontré quelques-uns : c'est pour les réfuter ou les convertir qu'il avait entrepris son *Apologie* : à qui fera-t-on croire qu'il s'est mesuré avec des ennemis imaginaires? Il semble même qu'à mesure que le siècle avance, ils deviennent plus nombreux et plus redoutables. Molière assurément n'est point un très grand philosophe; mais, quel qu'ait été le fond de sa pensée consciente, — laquelle reste

obscure, — il est certain qu'en fait son œuvre est d'une inspiration antichrétienne, (ni Bourdaloue, ni Bossuet ne s'y sont trompés,) et qu'elle a popularisé l'idée commune de tous les « libertins, » à savoir que la nature est bonne, foncièrement bonne, qu'il faut la suivre sans scrupule, et que tous les ascétismes, religieux ou philosophiques, dont on s'efforce de la garroter, sous couleur de l'améliorer, sont ridicules, illégitimes et condamnables. Ce sont des pensées analogues qu'insinuent un peu plus tard les Boulainvilliers, les Rémond de Saint-Mard, les Lévesque de Burigny, les Claude Gilbert, et quelques autres écrivains qu'on a récemment exhumés (1), et surtout le grand ami de Ninon, ce spirituel, voluptueux et peu idéaliste Saint-Évremond, dont l'influence aurait pu être considérable, s'il n'avait pas vécu quarante ans à Londres.

Tant qu'elles n'étaient pas rattachées à une grande idée centrale et ramassées en un corps de doctrine, ces tendances, un peu diffuses, pouvaient bien rallier un assez grand nombre de recrues individuelles ; elles n'étaient pas très dangereuses pour les idées traditionnelles. Fontenelle et Bayle sont venus leur apporter ce qui leur manquait encore pour devenir des principes d'action. Tous deux ont dégagé, chacun à sa manière, du cartésianisme alors en honneur, quelques-unes des conséquences qui s'y trouvaient virtuellement impliquées.

Il y a au moins trois hommes en Descartes : un métaphysicien subtil à tendances nettement spiritualistes, et même idéalistes; un très grand savant, et l'un des fondateurs de la science moderne ; l'inventeur enfin d'une méthode toute rationaliste, et qui fait de la certitude mathématique le type de toute certitude. Le premier de ces trois hommes avait fortement séduit Bérulle, Arnauld, Malebranche, et même le premier Bossuet. A mesure que le système se développe, ce sont surtout les deux autres qu'on a retenus, et qui ont agi. Esprit curieux, lucide, ingénieux, habile à prendre le vent, plus facile d'ailleurs que profond, Fontenelle avait assez longtemps cherché sa voie : il la trouva, quand il s'avisa que le siècle de Descartes était un grand siècle scientifique, et qu'il importait de le faire connaître comme tel aux « honnêtes gens. » Il s'y employa si activement

(1) Voyez là-dessus Gustave Lanson, *Origines et premières manifestations de l'esprit philosophique dans la littérature française* (*Revue des cours et conférences*, 1908-1909, 1909-1910). — Cf. F. Brunetière, *Études sur le XVIIIe siècle.*

et avec tant de succès que la science devint très vite à la mode. Flattées d'être enfin prises au sérieux, et indifférentes aux plaisanteries de Molière, les femmes, auxquelles s'adressait le galant Cydias, s'en mêlèrent : elles coururent aux conférences et expériences scientifiques, s'empressèrent aux dissections. Bientôt,

Descartes, ce mortel dont on eût fait un dieu
Chez les païens,

comme dit La Fontaine, leur devint aussi familier que Pradon ou Voiture. La fondation de l'Académie des sciences en 1666, sa « seconde naissance » en 1699, époque à laquelle elle passe sous la protection royale, sont la consécration officielle de ce mouvement des esprits. Élu secrétaire perpétuel de l'Académie nouvelle en 1697, Fontenelle prit son rôle fort au sérieux : il fut l'intermédiaire naturel entre le monde tout court et le monde des savants, et dans son *Histoire de l'Académie* et ses *Éloges*, nul plus que lui n'a contribué à mettre en honneur et à vulgariser une certaine idée de la *science*, d'origine toute cartésienne, encore que Descartes l'eût vraisemblablement répudiée, ainsi que la plupart des vrais savants, mais que nombre de demi-savants ont reprise depuis deux siècles, et dont ils se sont fait une arme commode contre la révélation.

Cette idée, — Brunetière l'a supérieurement montré dans une conférence mémorable (1), — s'est constituée non seulement en dehors, mais à l'encontre de toute préoccupation religieuse : elle consiste à admettre que la science, — et par ce mot, on entend l'ensemble des sciences positives, — est l'unique source de toute vérité; que la rigueur de ses méthodes lui assure des progrès indéfinis; que, fondée sur la raison et sur l'observation, affranchie de toute considération finaliste, uniquement vouée à constater des faits et à établir des lois, elle écarte comme des chimères ou des mots vides de sens toute notion de surnaturel, de miracle et de mystère. Ainsi se pose pour la première fois dans l'histoire des idées la violente antithèse, l'irréductible opposition de la « science » et de la « religion. » Ainsi sont ruinés, si ce malicieux, subtil et sournois Fontenelle

(1) Voyez dans les *Études sur le XVIIIe siècle*, les leçons sur *les Origines de l'esprit encyclopédique*, en particulier la 4e leçon sur *la Formation de l'idée moderne de science*.

a raison dans ses affirmations ou ses insinuations, les trois grands ouvrages où le XVIIe siècle a exprimé sa pensée religieuse : le *Traité de l'existence de Dieu* de Fénelon, où est abondamment développé l'argument des causes finales; le *Discours sur l'histoire universelle*, de Bossuet, qui est une apologie de la Providence, et les *Pensées* de Pascal, qui sont une justification du mystère du péché originel. Il n'y a pas de mystère; il n'y a que des questions obscures que la raison et la science élucideront un jour. Il n'y a pas de Providence, pas de miracle; il n'y a que des faits et des lois. Il n'y a pas de causes finales : les causes efficientes se suffisent à elles-mêmes et expliquent l'ordre du monde. Sur tous ces points, Fontenelle a montré la voie à Voltaire.

Voltaire a puisé aussi à pleines mains dans l'œuvre de Bayle. Cet autre disciple de Descartes, dont il avait enseigné la philosophie à Sedan, puis à Rotterdam, a passé sa vie à appliquer la méthode cartésienne aux matières religieuses et morales que le maître avait prudemment soustraites au doute méthodique. Dans ce domaine réservé, qui est le sien propre, — car il n'entend pas grand chose aux lettres ni aux sciences pures, — il pousse en tous sens sa pensée vagabonde, la suivant où elle le mène, indifférent aux conséquences, du moins en apparence, uniquement préoccupé de « ne recevoir jamais aucune chose pour vraie qu'il ne la connaisse évidemment être telle. » Ce protestant, converti au catholicisme, reconverti au protestantisme, et qui n'a pas été mieux traité par les protestants que par les catholiques, a vu de très bonne heure le fort et le faible de tous les dogmatismes, surtout le faible, et, appuyé sur une prodigieuse et indigeste érudition, il s'est donné pour tâche de développer et de vulgariser les raisons de ne pas croire. « Et après? fait dire M. Bourget à l'un de ses personnages. — Il n'y a pas d'après à la pensée : c'est une débauche comme une autre, et c'est la mienne. » Ce fut aussi celle de Bayle.

Ce dilettantisme intellectuel n'est pourtant pas le dernier mot de l'auteur des *Pensées sur la comète*. Oui, sans doute, à lire ou à feuilleter tous ses ouvrages, ce qui frappe tout d'abord en lui, c'est son extrême facilité, sur toutes les questions, à plaider le pour et le contre, avec un luxe égal d'arguments, parmi toute sorte de digressions, d'anecdotes plaisantes, saugrenues, ou malpropres, de citations pédantesques : Bayle est, à

première vue, l'un des esprits les plus confus et les plus diffus que l'on connaisse, et il semble avoir été créé pour transmettre aux écrivains du XVIII[e] siècle l'incontinence verbale et l'impuissance de composition qui caractérisent ceux du XVI[e]. Mais, quand on y regarde d'un peu plus près, on s'aperçoit que ces défauts ne sont pas entièrement involontaires, ou plutôt que Bayle les a très consciemment cultivés et utilisés dans un secret dessein. Ayant à exprimer beaucoup d'idées qui, directement présentées, paraîtraient fort scandaleuses et risqueraient de lui attirer bien des ennuis, il a recours à mille ruses de guerre pour dépister le lecteur naïf : il l'entraîne dans des chemins de traverse, disperse son attention sur les détails les plus oiseux, fait lever toute sorte de questions imprévues, glisse entre deux obscénités la phrase dangereuse et repart sur d'autres pistes divergentes. Toute la poussière d'idées ou d'anecdotes qu'il soulève comme en se jouant, ne lui sert qu'à dissimuler sa vraie pensée; sa dialectique discursive est un paravent à son secret dogmatisme.

Car il y a un dogmatisme de Bayle : dogmatisme furtif, qui s'insinue plus qu'il ne se formule, et qu'on dénaturerait en le systématisant. La philosophie de Bayle est un ensemble de tendances plutôt qu'un corps de doctrine; et ces tendances, il suffit de les dénombrer pour voir se dessiner une physionomie intellectuelle qui, à cette date, ne laisse pas d'être assez originale, et, pour les partisans de la tradition, un peu inquiétante.

A ceux-là d'ailleurs, Bayle accorde sans peine, n'ayant pas en vain traversé le protestantisme et le catholicisme, et surtout n'ayant pas impunément étudié l'histoire, que l'homme est naturellement mauvais. « La nature est un état de maladie, » écrira-t-il. Et encore : « Cette proposition : *L'homme est incomparablement plus porté au mal qu'au bien*, est aussi certaine qu'aucun principe de métaphysique. » Mais ce qui est infiniment moins certain, c'est la religion : sous ses diverses formes, elle n'est que superstition ; et dépassant même le déisme, qui, à son gré, est encore trop voisin du christianisme, Bayle va tout droit jusqu'à l'athéisme : il déclare en propres termes qu'il vaut mieux « être athée qu'idolâtre, » et que « l'athéisme ne conduit pas nécessairement à la corruption des mœurs ; » il ose même écrire : « Les sentiments d'honnêteté qu'il y a parmi les chrétiens ne leur viennent pas de la religion qu'ils professent,

et la nature les donnerait à une société d'athées, *si l'Évangile ne la contrecarrait pas.* » Bien loin qu'« une religion soit absolument nécessaire pour conserver les sociétés, » il faut dire que la morale est totalement indépendante de la religion. Sur quoi donc la fonderons-nous, puisque d'autre part, elle est également indépendante de la philosophie ? C'est ce qu'on n'aperçoit pas très bien dans Bayle ; et cela est d'autant plus remarquable qu'il ne se désintéresse nullement de la question morale, et qu'il insiste avec énergie sur la nécessité d'un « principe réprimant. » Il y a là une lacune, un trou dans sa pensée. Il est si préoccupé de dépouiller le christianisme de tous les attributs qu'on lui reconnaît d'ordinaire, de ruiner les dogmes sur lesquels il repose, en particulier le dogme essentiel et central de la Providence, si cher à Bossuet, de dénoncer l'accord entre la raison et la foi sur lequel a vécu le siècle tout entier, qu'il en oublie ou en néglige l'une des principales données du problème. Pressé d'aboutir à une idée, alors assez nouvelle, celle de la tolérance, — celle de toutes ses idées à laquelle il tient sans doute le plus, et qui ne s'accommode guère d'un christianisme très fervent, — Bayle ne s'inquiète pas des contradictions ou des insuffisances que présentent les thèses qu'il entrechoque ou qu'il juxtapose : il lui suffit d'avoir posé les principes et semé les germes de cet « art de décroire » auquel un autre, plus tard, ramènera toute la philosophie.

Toutes ces idées, ces tendances fort subversives, qui se rencontrent dans tous les livres de Bayle, se sont comme donné rendez-vous dans son *Dictionnaire historique et critique*. C'est son œuvre capitale, celle où il s'est mis tout entier, avec ses copieux défauts, son énorme érudition, ses roueries, ses malices fourrées, sa souplesse et sa subtilité d'esprit : c'est tout à la fois la *somme* de la pensée de Bayle et la somme de l'incroyance contemporaine. Ce qui manquait jusqu'alors aux « libertins, » c'était un vaste répertoire où l'on eût rassemblé et classé, avec preuves et textes à l'appui, tous les arguments spécieux que l'incrédulité moderne avait pu inventer contre la révélation. Ce répertoire, Bayle est venu l'apporter à la libre-pensée naissante : elle y a fait son butin, elle s'y est alimentée pendant plus d'un siècle. Il n'est presque pas une des objections, vulgaires et raffinées, qu'ait ressassées la littérature irréligieuse du XVIII[e] siècle, qui ne se trouve déjà, et souvent fort

longuement développée, dans le *Dictionnaire* de Bayle; et c'est là, dans ce riche et commode arsenal, bien plutôt que chez les *Free Thinkers* anglais, — lesquels sont d'ailleurs aussi des disciples de Bayle, — que nos futurs philosophes viendront se ravitailler en munitions et en polissonneries, dans leur lutte contre l'Église. Mieux encore : c'est à Bayle que Diderot et ses collaborateurs ont emprunté l'idée et la méthode de la grande machine de guerre qu'ils ont dressée contre l'autorité religieuse. L'*Encyclopédie* n'est, à la bien prendre, qu'une nouvelle édition revue, complétée, mise à jour et aggravée du *Dictionnaire historique et critique*. Pour mieux insinuer sa pensée et dérouter ses adversaires et ses dénonciateurs, Bayle avait recours à un procédé très ingénieux, encore qu'assez peu loyal : il surchargeait un texte, d'ordinaire très suffisamment respectueux des puissances établies et des opinions traditionnelles, de notes interminables où il déversait, avec le trop-plein de ses portefeuilles, quelques-unes de ses pensées de derrière la tête; ou bien encore, il renvoyait à tel autre article où il développait abondamment la thèse opposée. C'est ce que Diderot, dans l'article *Encyclopédie* de son grand ouvrage, appelait « attaquer, ébranler, renverser secrètement quelques opinions ridicules qu'on n'oserait insulter ouvertement, » ou encore « *renverser l'édifice de fange* et dissiper un vain amas de poussière, en renvoyant aux articles où des principes solides servent de base aux vérités opposées. » Ce procédé essentiel des renvois est aussi celui des Encyclopédistes, et il leur vient en droite ligne du *Dictionnaire*. Et assurément, il y a de grandes différences entre l'esprit de Bayle et celui de Diderot. Bayle est trop pessimiste, trop intérieurement convaincu de la perversité foncière de l'homme pour croire au « progrès des lumières, » à l'avènement de la « raison. » Lire, écrire, penser, douter, « à part soi, » voilà son unique objet; le reste lui est indifférent. Son incrédulité n'est point agressive; elle ne vise point à bouleverser l'humanité. Tout autre est Diderot. Bayle est un sceptique souriant et tranquille; Diderot est un Bayle fanatisé.

Mais sa discrétion n'a point empêché Bayle d'agir sur les esprits. De 1682 à 1704, on vit paraître quatre éditions des *Pensées sur la comète* et, en moins d'un demi-siècle, huit éditions françaises et deux traductions anglaises du *Dictionnaire* ; sur 500 bibliothèques du XVIIIe siècle, 288 possèdent ces gros

in-folio. Or l'édition originale du *Dictionnaire* est de 1697. C'est l'année où Fontenelle devient secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences : il a déjà publié ses *Entretiens sur la pluralité des mondes*, et son *Histoire des oracles*. Le siècle n'est pas achevé, Bossuet n'est pas encore mort que déjà la religion se voit subtilement discutée et repoussée au nom de la raison philosophique et historique et au nom de la science. Le XVIII° siècle n'est pas né encore, et déjà, par Fontenelle et par Bayle, il a ses lettres de majorité.

III. — LA DÉFENSE DE LA TRADITION

Pour résister à ces assauts multipliés, à quelles armes la tradition menacée aura-t-elle recours? Elle est soutenue par les secrètes puissances accumulées de lointaines hérédités chrétiennes, par les droits acquis d'un long établissement, d'une antique domination spirituelle; enfin, elle peut faire appel au bras séculier. Mais toutes les discussions théologiques du siècle précédent, catholiques contre protestants, jésuites contre jansénistes, ultramontains contre gallicans, Fénelon contre Bossuet, ont affaibli, énervé une doctrine qui se prétend révélée et qui en fait, apparaît divisée contre elle-même. Les interminables querelles du règne de Louis XV autour de la bulle *Unigenitus* et les trop fameuses exhibitions du cimetière Saint-Médard l'ont livrée au discrédit et au ridicule : les adversaires ne résisteront pas à la facile tentation de confondre « christianisme » et « jansénisme » ou « jésuitisme, » et la religion tout court avec les grossières contrefaçons qu'on leur en présente; et il faut bien reconnaître que les représentants qualifiés de l'autorité religieuse n'ont pas su dissiper victorieusement cette fâcheuse confusion et répondre comme il aurait fallu aux objections, aux insinuations et aux plaisanteries qu'on leur décoche de toutes parts.

Non assurément qu'ils manquent tous d'activité, d'information, d'esprit même et, çà et là, de talent. Mais ils manquent surtout de génie, d'audace intellectuelle, et d'autorité. Un Bossuet avec sa triomphale éloquence, sa robuste et vaste culture, aurait bien su tenir en échec les ennemis de sa foi et les réduire momentanément au silence par l'une de ces foudroyantes ripostes, un de ces solennels « avertissements » dont il avait l'impérieux secret. Appuyé sur son œuvre scientifique,

sur son puissant génie de penseur et d'écrivain, un Pascal aurait eu tous les titres nécessaires pour réfuter les objections que leur culture de demi-savants inspirait à de simples littérateurs. Mais Bossuet et Pascal sont morts, et personne ne les a remplacés. Leurs œuvres apologétiques sont encore si imposantes, et, en quelques-unes de leurs parties, si solides encore que c'est contre elles que seront dirigés les principaux efforts des premiers « philosophes, » et que, d'autre part, on ne se lassera pas de les réimprimer : six éditions des *Pensées*, treize de *l'Histoire universelle* en un demi-siècle. Mais les œuvres dont les auteurs ne sont plus là pour les soutenir et pour les adapter aux besoins changeants des esprits, perdent une partie de leur efficace. Et, en l'absence d'un nouveau Bossuet ou d'un nouveau Pascal, on se rabat sur la menue monnaie de Pascal et de Bossuet.

D'abord, on réimprime, à l'usage des catholiques, des Apologies protestantes qui, au siècle précédent, avaient eu une certaine vogue, d'ailleurs légitime, celle de Grotius, — que Pascal avait connue et utilisée, — celle d'Abbadie, dont le XVIIIe siècle a consommé plusieurs éditions successives. Puis, on fait un sort à nombre d'Apologies nouvelles, et généralement médiocres, dont l'incessante floraison doit répondre à ce perpétuel besoin qu'ont les âmes, les unes de justifier, les autres de propager leurs croyances : on remplirait de longues pages, à l'exemple d'un érudit contemporain, M. Albert Monod, rien qu'à énumérer les titres d'ouvrages apologétiques catholiques ou protestants qui, bon an mal an, sortent des presses françaises; et il faut bien croire que ces livres, aujourd'hui illisibles, ont trouvé des lecteurs, puisqu'un certain nombre d'entre eux se réimpriment, et que ni auteurs, ni éditeurs n'ont été, et cela, jusqu'à la Révolution, découragés par la mévente : un jésuite, le Père Jean Lombard, publie en 1723 une *Méthode courte pour discerner la véritable religion chrétienne d'avec les fausses*, qui, en quarante-trois ans, a été réimprimée jusqu'à neuf fois; le *Spectacle de la nature*, en neuf volumes, de l'abbé Pluche, en trente-six ans a été réédité jusqu'à quinze fois, et on l'a réimprimé encore... en 1875. Ces chiffres, pris au hasard parmi beaucoup d'autres, nous sont un signe que la littérature apologétique n'est pas très près de manquer d'acheteurs.

De toutes ces productions, peu d'œuvres surnagent, qui méritent mieux qu'une simple mention en passant ou un modeste souvenir. Il faut pourtant mettre à part le livre de l'abbé Houteville, *la Vérité de la Religion chrétienne prouvée par les faits* (1722), qui, sous une forme assez littéraire, témoigne d'une certaine vigueur de pensée et d'un effort, parfois heureux, pour quitter les sentiers battus. Très discuté, plusieurs fois réimprimé, l'ouvrage, qui s'inspire d'ailleurs souvent, et même pour le style, de Pascal et de Bossuet, a eu son heure de notoriété : il valut à son auteur l'entrée à l'Académie française, et les railleries de Voltaire et des Encyclopédistes; ces derniers ne lui ont pas rendu justice. Et ils ne l'ont pas rendue non plus à un livre qu'on ne lit plus guère de nos jours, grâce à eux peut-être, mais que nos pères ont vivement goûté : le poème de *la Religion*, de Louis Racine. Louis Racine n'est assurément pas un grand poète, et sa pensée manque d'originalité et de profondeur. C'est un vulgarisateur, plus qu'un inventeur : lui-même se flatte de « suivre » Pascal et Bossuet, et il se contente assez souvent de mettre en vers les arguments de « ces deux grands maîtres. » Mais il s'inspire quelquefois aussi de Fénelon, de Malebranche et de Descartes, et il combine assez adroitement ses divers emprunts. La disposition de son poème ne manque pas d'habileté, et il expose avec une grande clarté, et avec une louable loyauté intellectuelle, les raisons que l'on peut invoquer pour et contre la vérité chrétienne. Les développements ingénieux, brillants, les vers élégants et faciles abondent dans son œuvre. Entre Voltaire et Lamartine, Louis Racine occupe une place fort honorable dans l'histoire de la poésie philosophique. Enfin le premier, ou l'un des premiers, il s'est avisé, contrairement à l'axiome célèbre de Boileau, que « la foi des chrétiens » « d'ornements égayés » était parfaitement « susceptible, » en d'autres termes, que la religion, elle aussi, pouvait être source ou matière de poésie; et la leçon ne sera perdue ni pour Voltaire, — qui du reste a déjà écrit *Zaïre*, — ni pour quelques autres (1).

La littérature apologétique des premières années du XVIIIe siècle peut revendiquer de plus grands noms d'écrivains. Malebranche, en 1708, a publié un *Entretien d'un philosophe*

(1) Voyez sur Louis Racine les leçons d'Émile Faguet dans la *Revue des cours et conférences* de 1903.

chrétien avec un philosophe chinois sur l'existence et la nature de Dieu, qui précise divers points de doctrine déjà touchés dans ses œuvres antérieures. Et surtout, Fénelon a donné en 1713 sa *Démonstration de l'existence de Dieu* qui, admirée de Leibniz, souvent réimprimée, traduite dans presque toutes les langues de l'Europe, a mis à la portée et « proportionné à la faible intelligence des plus simples » les arguments dont la philosophie chrétienne d'alors faisait volontiers état contre les incrédules. Ils ne sont pas tous d'égale force, ces arguments, et Pascal, par exemple, eût sans doute trouvé que l'auteur du *Télémaque* insistait plus que de raison sur les « harmonies de la nature. » Mais exposés dans la langue chaleureuse, élégante et fluide qui caractérise la manière de Fénelon, ils ne manquaient point d'une certaine puissance persuasive, et ainsi semblent en avoir jugé plusieurs générations successives. Seulement, Fénelon et Malebranche étaient au bout de leur carrière, et leur influence, n'étant plus renouvelée et alimentée par une production ininterrompue, était nécessairement un peu limitée. De plus, les longues polémiques dans lesquelles ils avaient été tous deux engagés pouvaient jeter quelque suspicion sur la parfaite orthodoxie de leur pensée. Et enfin, ce qu'il y a eu souvent d'un peu aventureux dans leur attitude intellectuelle risquait de compromettre les causes mêmes qu'ils voulaient défendre et de fournir des gages à leurs adversaires : les « philosophes » ont tiré à eux, le plus qu'ils ont pu, et Malebranche et surtout Fénelon, et peu s'en faut, on le sait, qu'ils n'aient considéré ce dernier comme un des Pères de leur église.

Il y a une forme populaire et courante de l'apologétique : c'est la prédication. L'éloquence sacrée du XVIIIe siècle a fort mauvaise réputation : sur la foi de Fénelon et de l'abbé Maury, la critique enveloppe tous les orateurs religieux du temps dans le facile dédain qui s'attache à tout ce que symbolise le mot décadence. Ce jugement est trop rigoureux et trop absolu. Si l'on prenait la peine de lire, ou, tout au moins, de feuilleter les sermons publiés au cours du siècle, il serait assez facile de rassembler nombre de pages qui témoignent fort honorablement en faveur de la renommée de leurs auteurs : un P. de Neuville, un P. Segaud, un abbé Poulle. Nous retrouverons plus tard un orateur que l'on n'a pas encore placé à son véritable rang, le P. Bridaine. Les autres assurément sont loin de s'égaler à

Bossuet, et même à Bourdaloue : c'est peut-être parce qu'on l'a obscurément senti qu'à partir de 1707, on commence la publication des *Sermons* de l'illustre jésuite. Mais on pourrait les faire bénéficier de l'indulgence que l'on prodigue généreusement à un Fléchier ou à un Mascaron. Et si, d'autre part, on songe que l'éloquence écrite ou imprimée n'est jamais qu'une toute petite part de l'éloquence parlée, à voir combien, à la veille même de la Révolution, dans les provinces françaises notamment, la foi religieuse était encore profonde et vivace, on en arrive à conclure que la France du XVIII° siècle a connu nombre d'excellents prêtres qui ont rempli, sinon avec génie, du moins avec conscience et avec succès, leur traditionnelle mission d'évangéliser les âmes.

Parmi tous ces orateurs sacrés de second plan, il en est un dont la réputation, très grande en son temps, est venue jusqu'à nous, et dont l'œuvre, qualités et défauts mêlés, symbolise supérieurement l'état de l'éloquence religieuse dans la première moitié du siècle. C'est Massillon. Bossuet, qui, en 1799, avait assisté à ses débuts dans la chapelle royale, l'avait jugé, au témoignage de Le Dieu, avec une certaine défaveur; il l'avait trouvé « faible, » lui reprochant d'avoir « assez mal amené son discours à l'évangile du jour, » et déclarant que « cet orateur, bien éloigné du sublime, n'y parviendrait jamais. » En fait, il y avait entre eux antipathie de méthode, de tempérament et de nature. On veut de la morale dans les sermons, avait dit Bossuet, et on a raison, pourvu qu'on entende que la morale chrétienne est fondée sur les mystères du christianisme; » et, conformément à cette sage maxime, il avait constamment prêché la morale en étroite union avec le dogme. Il n'en va plus de même chez Massillon. Cet excellent prêtre, et qui a déterminé de nombreuses conversions, ne prêche plus guère le dogme, et, quand il s'aventure sur le terrain dogmatique, sa théologie est flottante et peu sûre; sa morale même, dont l'inspiration reste très élevée, est un peu inconsistante : elle oscille d'une sévérité excessive à une surprenante indulgence; elle est toute pénétrée de « sensibilité, » « d'humanité, » et même d'humanitarisme. La Harpe disait de Massillon qu'il « a tempéré ce que l'Évangile a d'austère par ce que la pratique des vertus a de plus attrayant. » Trop préoccupé de l'effet à produire, trop épris de noblesse et d'élégance, trop convaincu peut-être de la valeur persuasive du

style, il sacrifie trop souvent à l'harmonie de la phrase la justesse de l'idée ou du sentiment qu'il exprime; il se laisse conduire par les mots plutôt qu'il ne les domine, et le souci du détail lui fait perdre de vue les proportions de l'ensemble. Rare écrivain d'ailleurs, chaleureux, facile, ingénieux, spirituel, psychologue subtil et fin, il ne saisit pas d'une prise forte les sujets qu'il traite; il les investit par le dehors. Son éloquence, touchante et pathétique, manque un peu de substance doctrinale, et elle n'est pas totalement exempte de rhétorique : elle avait tout ce qu'il fallait pour plaire aux encyclopédistes; et Massillon, on le sait, est, avec Fénelon, le seul d'entre les grands écrivains ou orateurs sacrés du siècle précédent pour lequel ils ne se soient jamais départis d'une très admirative sympathie.

Dans cet amas d'œuvres ou de discours apologétiques qui, de 1700 à 1750 environ, se sont accumulés pour défendre la tradition religieuse, peut-on discerner quelques directions nouvelles? Il semble que, pour rendre hommage à la science naissante, on se place plus volontiers qu'autrefois sur le terrain des faits, et, d'autre part, qu'on s'attarde à contempler les spectacles et les lois d'une nature mieux connue, afin d'en conclure plus fortement à la nécessité et à l'existence d'un créateur. Pascal eût vivement approuvé la première de ces tendances, dont il avait d'ailleurs donné lui-même l'exemple, — un exemple que devait suivre Bossuet; il eût été très sévère à la seconde, dont il avait très nettement dénoncé les dangers. La nature, pour lui, ne prouve pas Dieu : du moins, elle ne prouve pas un Dieu personnel, le « Dieu d'Abraham, le Dieu d'Isaac, le Dieu de Jacob, » « le Dieu de Jésus-Christ ; » elle ne prouve que le Dieu « des philosophes et des savants, » celui de Descartes, qui se contente de donner au monde une « chiquenaude » initiale, de mettre en branle une fois pour toutes le système des lois cosmiques, et qui s'interdit désormais d'intervenir dans son œuvre. Négation du surnaturel particulier, du miracle, croyance à une Providence si générale qu'elle se confond avec l'ordre du monde, glissement insensible vers le pur et simple déisme, ou vers le panthéisme : voilà à quoi aboutit, presque nécessairement, l'argument trop complaisamment développé par les merveilles de la nature. Et à cet écueil, ni Fénelon, ni Massillon, ni leurs successeurs immédiats n'ont complètement échappé.

IV. — LES DÉBUTS DE MONTESQUIEU ET DE VOLTAIRE

Les conséquences de toutes ces concessions à l'esprit nouveau ne vont pas tarder à se faire sentir. En 1721, il paraissait sous l'anonyme un livre, en deux volumes in-douze, qui eut tout de suite un vif succès de curiosité et de scandale, un succès assez analogue à celui des *Provinciales,* dont l'auteur s'était, du reste, plus d'une fois inspiré : dix ou douze éditions s'en succédèrent en une année. Quand on apprit que ce livre, foncièrement irrespectueux, était l'œuvre d'un grave président à mortier du Parlement de Bordeaux, le scandale et le succès redoublèrent. « Le Pape est une vieille idole qu'on encense par habitude, » y lisait-on. Et encore : « Dans l'état présent où est l'Europe, il n'est pas possible que la Religion catholique y subsiste cinq cents ans. » Ces propositions irrévérencieuses avaient beau être soi-disant placées sous la plume d'un Persan : il aurait fallu être aveugle pour ne pas voir où l'auteur voulait en venir.

A l'époque des *Lettres persanes,* Montesquieu a trente-deux ans. C'est un pur intellectuel. Le mot que Mᵐᵉ de Tencin aurait dit à Fontenelle : « C'est de la cervelle que vous avez là, » on aurait pu le lui appliquer à lui-même. « L'amour de l'étude, écrivait-il, est presque en nous la seule passion éternelle, » et il avouait « n'avoir jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture ne lui eût ôté. » Intelligence plus vive peut-être que profonde, ou du moins plus analytique que synthétique, plus apte à saisir les divers aspects des choses qu'à en pénétrer l'essence intime, intelligence foncièrement successive surtout, Montesquieu n'a vécu que pour penser et pour jouir de sa pensée. Tout ce qui dépasse ou déborde la pensée pure, art, religion, morale, sentiment, tout cela lui échappe ou lui demeure à peu près étranger. En ce qui concerne la religion, ni ses hérédités, ni son éducation ne le préparaient à la bien comprendre. On passait bien facilement dans sa famille du protestantisme au catholicisme, ou du catholicisme au protestantisme, et lui-même, quoique élevé par les oratoriens de Juilly, a regretté plus tard qu'on ne lui eût pas « fait assez connaître le vrai précis de la religion purement catholique dans sa première éducation. » Il attachait si peu d'importance à ces sortes de

questions qu'il épousa une protestante. L'air du temps, les salons de Paris et de Bordeaux, les recherches scientifiques auxquelles il se livre pour son Académie bordelaise firent le reste. D'assez bonne heure, Montesquieu nous apparaît détaché de toute croyance positive. En 1716, il lit à l'Académie de Bordeaux une dissertation sur *la Politique des Romains dans la religion* : il y développe abondamment l'idée, chère aux « libertins » des deux derniers siècles, que la religion en général, et celle des Romains en particulier, n'a jamais été qu'un instrument volontairement mensonger de domination politique. De cette conception si puérilement simpliste, il lui restera toujours quelque chose.

Cette incrédulité un peu grossière à l'égard des religions révélées s'accompagne d'ailleurs d'une foi très vive dans ce que l'on appelait alors « la religion naturelle. » Dans un *Discours* de 1718 *sur l'usage des glandes rénales*, il reprend à son compte l'idée « ingénieusement » formulée par un autre, « que les recherches anatomiques sont une hymne merveilleuse à la louange du créateur. » Les lois « immuables » qui président à l'économie et à la vie du corps humain lui sont un sujet d'enthousiaste admiration. « Le philosophe, déclare-t-il, s'étonne et trouve l'immense grandeur de Dieu dans l'action d'un muscle, comme dans le débrouillement du chaos. » Et l'étude de la nature lui semble si belle, qu'il songe, — avant Buffon, — à publier une *Histoire de la terre ancienne et moderne*.

Finalement, l'étude de l'homme moral lui parut chose plus passionnante et plus utile. Et d'abord, il se proposa de peindre à sa manière, et de juger, comme naguère La Bruyère, les caractères et les mœurs de son siècle. Ce furent les *Lettres persanes*. Dans ce livre, « le plus profond des livres frivoles, » a dit Villemain, Montesquieu a jeté ou insinué toute sa philosophie juvénile, en particulier sa courte philosophie religieuse. Deux mots peuvent la définir : hostilité ironique à l'égard du catholicisme, attachement au déisme. Hiérarchie, doctrine, traditions, observances, ses plaisanteries, aussi faciles qu'impertinentes, pleuvent dru comme grêle sur toutes les parties de l'institution catholique. Le Pape n'est qu'un suzerain immensément riche et désormais peu redouté. Les évêques « n'ont guère d'autre fonction que de dispenser d'accomplir la loi, » une loi qu'ils ont eux-mêmes promulguée. Des discussions

théologiques interminables, d'innombrables guerres civiles, « une infinité de pratiques très difficiles, » des superstitions ridicules, fanatisme et intolérance, persécutions et despotisme, Inquisition, proscriptions, injustices, voilà les maux que le christianisme a déchaînés sur le monde. Devons-nous conclure à sa suppression? Pas le moins du monde. « Comme toutes les religions contiennent des préceptes utiles à la société, il est bon qu'elles soient observées avec zèle. » Leur multiplicité, à cet égard, est une excellente chose. Ce qui importe, c'est d'extirper « l'esprit d'intolérance et de prosélytisme » inhérent à toute religion qui se croit dominante, source de tous les maux qui ensanglantent l'histoire. « Le premier objet d'un homme religieux ne doit-il pas être de plaire à la divinité qui a établi la religion qu'il professe? Mais le moyen le plus sûr pour y parvenir est sans doute d'*observer les règles de la société et les devoirs de l'humanité.* » Une morale toute sociale, voilà donc à quoi Montesquieu réduit la religion épurée que sa raison accepte. Dieu, s'il existe, ne peut être que juste, et nous n'avons qu'à l'imiter. « Ainsi, quand il n'y aurait pas de Dieu, nous devrions toujours aimer la justice, c'est-à-dire faire nos efforts pour ressembler à cet être dont nous avons une si belle idée, et qui, s'il existait, serait nécessairement juste. *Libres que nous serions du joug de la religion, nous ne devrions pas l'être de celui de l'équité.* »

De 1728 à 1731, Montesquieu va voyager : il va visiter l'Autriche, l'Italie, l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre. Ces voyages vont l'amener à apporter quelques tempéraments à ses conceptions abstraites d'idéologue. Sans doute, en Italie, son anticléricalisme s'en donnera à cœur joie, et il ne tarira pas d'épigrammes sur le gouvernement des prêtres. Mais la Rome artistique l'a beaucoup séduit : « Si les arts étaient perdus, écrit-il on les retrouverait dans Rome. » Il va jusqu'à entrevoir les rapports de l'art avec la religion : « *Je sens que je suis plus attaché à ma religion* depuis que j'ai vu Rome et les chefs-d'œuvre de l'art qui sont dans les églises. » Et en Hollande, il s'avise fort curieusement de la nécessité pour la France d'une politique catholique : « Pour moi, dit-il, je crois... que la France n'a et n'aura jamais de plus mortels ennemis que les protestants;... *que c'est un lien de tous les temps que celui de la religion*; que la maison d'Autriche n'est plus

comme elle était, à la tête du monde catholique; que ce qui nous a pensé perdre en France, c'est l'invasion de l'Angleterre par un prince protestant. »

Il est assez curieux que, disposé comme il l'est déjà, à concevoir nettement l'importance politique et sociale de la religion, Montesquieu n'ait pas, comme devait le faire Fustel de Coulanges, fortement insisté dans les *Considérations* sur le facteur religieux. C'est que le côté intérieur de la religion lui échappe entièrement; et peut-être aussi son admiration d'idéologue pour le stoïcisme lui masque-t-elle les caractères essentiels de la religion romaine : « Il semblait, dira-t-il, par exemple, des stoïciens, que la nature humaine eût fait un effort pour produire d'elle-même cette secte admirable, qui était comme ces plantes que la terre fait naître dans des lieux que le ciel n'a jamais vus. » Et sur Marc-Aurèle : « On sent en soi-même un plaisir secret lorsqu'on parle de cet empereur; on ne peut lire sa vie sans une espèce d'attendrissement : tel est l'effet qu'elle produit qu'on a meilleure opinion de soi-même, parce qu'on a meilleure opinion des hommes. » Toutefois, il semble, à certains mots qu'il laisse çà et là échapper, que le point de vue qu'il exposait naguère à l'Académie de Bordeaux s'est un peu modifié, et que la valeur morale de la religion commence à lui apparaître : « Outre que la religion, écrira-t-il, est *le meilleur garant que l'on puisse avoir des mœurs des hommes*, il y avait ceci de particulier chez les Romains qu'ils mêlaient quelque sentiment religieux à l'amour qu'ils avaient pour leur patrie. » Et ailleurs, constatant que, dans nos histoires modernes, on assassine moins que sous les empereurs romains, il ajoute : « Cela doit être attribué à des mœurs plus douces et à une religion plus réprimante. » Ce ne sont là, je le sais bien, que des réflexions jetées en passant; mais peut-être est-il permis d'y voir l'indice d'un état d'esprit moins âprement hostile et plus accueillant à l'égard des religions positives en général et du christianisme en particulier. L'expérience de la vie et la réflexion commencent à faire leur œuvre.

On n'en saurait dire autant d'un contemporain de Montesquieu dont le nom commençait à faire du bruit bien avant qu'on ne parlât des *Lettres persanes*. La vie tout entière, — et quelle vie, longue, agitée, tumultueuse, pleine d'œuvres et pleine d'aventures! — passera sur l'auteur d'*Œdipe* sans le

guérir de son irréligion. Voltaire est né irréligieux, comme d'autres naissent boiteux ou aveugles : le sens religieux lui fait absolument défaut; même l'angoisse métaphysique et la profondeur du sentiment moral, supports habituels du sentiment religieux, sont pour lui lettre morte. Il ramasse en soi tout le réalisme bourgeois, tout le rationalisme chicanier et à courte vue de ses hérédités poitevines, et il y joint la gouaillerie, l'irrespect foncier du gavroche parisien. Mobile avec cela, nerveux, impressionnable, prodigieusement impulsif, incapable de retenir sa langue ou sa plume, avec une incommensurable vanité d'enfant gâté, une fiévreuse et perpétuelle impatience de jouir et de parvenir, une soif inextinguible de bruit, de popularité, fût-elle malsaine, autour de son nom. Sur ce tempérament moral ainsi formé et sans doute déjà vicié, l'éducation des Jésuites glissa sans l'entamer ni l'améliorer. *Puer ingeniosus, sed insignis nebulo*, disaient-ils de lui. De ce spirituel et précoce vaurien, ils firent un bon latiniste, un excellent humaniste, au goût étroit et pur, non un chrétien. En dépit de l'exemple et des préceptes de ses maîtres, il n'a jamais soupçonné ce que c'était que la vie intérieure. Quand il les quitte, à dix-sept ou dix-huit ans, vers 1711 ou 1712, — l'un d'eux, si l'on en croit la légende, ne lui a-t-il pas déjà prédit qu'il serait un jour l'un des coryphées du déisme en France? — il est délesté de toute foi religieuse et, selon toute apparence, de bien des préjugés et de bien des scrupules. L'ère de la joyeuse Régence va bientôt s'ouvrir : de tout son être ardent et frémissant, le jeune Arouet aspire à y jouer sa brillante et bruyante partie. Il n'a que deux grandes ambitions au cœur : jouir le plus possible, et par tous les moyens, de la vie, et se faire un nom dans les lettres.

Les premières leçons de la vie le confirment dans ces dispositions juvéniles. Sous prétexte sans doute de déniaiser ce grand garçon, qui n'en avait nul besoin, son singulier parrain, l'abbé de Châteauneuf, le présenta à Ninon, dont il avait été l'amant, et l'introduisit dans la société du Temple. Le gaillard promettait : il plut à la vieille courtisane qui lui légua 2 000 écus pour acheter des livres, — sans doute Saint-Évremond, Fontenelle et Bayle, — et dont il ne cessa, sa vie durant, de célébrer « la vertu. » Au Temple, il s'encanailla avec une belle ardeur. Ainsi le hasard voulait qu'il recueillît toute vive la tradition des

« libertins » du siècle précédent : à peine échappé du collège, le libertinage de la pensée et le libertinage des mœurs lui deviennent chose toute naturelle et familière.

Cependant, parmi toutes ses folies, ses incartades et ses imprudences, à l'étranger, en exil, à la Bastille, le fils très pratique du bonhomme Arouet poursuivait un double dessein : il se poussait dans le monde, dans tous les mondes, mais plus particulièrement dans la société la plus aristocratique et dans le monde de la finance et des affaires, développant et entretenant ses innombrables relations, intéressant toute sorte de gens à sa personne, spéculant, tripotant, jetant les bases de la fortune considérable qui bientôt sera la sienne, et à laquelle il devra son indépendance ; et, d'autre part, il s'apprêtait à devenir le premier poète tragique et le premier poète épique de son temps. En 1718, il faisait jouer avec un très grand succès, — quarante-cinq représentations consécutives, — sa tragédie d'*Œdipe*. Il n'avait pu se tenir d'y glisser çà et là quelques vers dirigés contre les prêtres intolérants et imposteurs, et qui firent quelque peu scandale : « Il y a des consciences timorées, crut devoir répondre Voltaire, qui prétendent que je n'ai point de religion, parce que Jocaste se défie des oracles d'Apollon. » Le bon apôtre, pour son coup d'essai, recourait déjà à l'un de ces stratagèmes dont il va tant abuser dans la suite. C'est bien le même homme qui, quelques années plus tard, s'étant vu refuser un privilège pour sa *Henriade*, qu'on avait, avec raison, jugée peu orthodoxe et que le nonce avait dénoncée à Rome, écrivait à son ancien maître le P. Porée : « Surtout, mon révérend Père, je vous supplie instamment de vouloir bien m'instruire si j'ai parlé de la religion comme je dois ; car s'il y a sur cet article quelques expressions qui vous déplaisent, ne doutez pas que je ne les corrige à la première édition que l'on pourra faire encore de mon poème. J'ambitionne votre estime, non seulement comme auteur, mais comme *chrétien*. » Et c'est lui qui souligne, l'effronté !

Or, à cette époque, il avait déjà composé une *Épître à Julie*, devenue, vraisemblablement, plus tard une *Épître à Uranie*, et qui était une profession très nette de déisme, ou, mieux encore, d'antichristianisme.

Entends du haut des cieux, entends, Dieu que j'implore,
Une voix plaintive et sincère.

Mon incrédulité ne doit pas te déplaire ;
Mon cœur est ouvert à tes yeux.
L'insensé te blasphème, et moi je te révère,
Je ne suis pas chrétien, mais c'est pour t'aimer mieux.

Le poète qui, au mois de mai 1726, débarquait à Londres, n'avait pas grand chose à apprendre des libres penseurs anglais, comme lui d'ailleurs nourris de Bayle.

Le livre qu'en 1729 il rapportait d'Angleterre, et qu'il mit cinq ans à polir et à compléter, les *Lettres anglaises*, nous révèle tout le premier Voltaire, surtout si l'on y joint les *Remarques sur les Pensées de Pascal*. Condamnées au feu par le Parlement, elles renouvelaient en l'aggravant le scandale causé par les *Lettres persanes*, et elles n'eurent guère moins de succès : dix éditions en cinq ans. C'était l'attaque la plus vive qu'on eût encore dirigée contre l'ordre établi. Dans Montesquieu, la raillerie s'enveloppait encore de fiction : ici, elle est plus incisive et plus directe. En opposant les unes aux autres avec une malicieuse habileté les différentes sectes, en les critiquant les unes par les autres, Voltaire versait à pleines mains le ridicule sur le christianisme lui-même, et il insinuait l'indifférentisme en matière de religion ; il glissait l'idée, qui lui sera si chère, que la religion, bonne pour le peuple, n'est pas faite pour le « petit troupeau » des « philosophes. » Le plat utilitarisme et le sensualisme de Locke lui servaient d'autre part à saper les bases du spiritualisme chrétien et cartésien, à suggérer à son lecteur les thèses essentielles du déisme. Et pour ceux qui, trompés par les plaisantes précautions oratoires, les génuflexions, les signes de croix que le rusé compère multipliait sans vergogne pour faire passer ses plus grosses impiétés, n'auraient pas saisi l'irréligieuse philosophie qui circulait à travers tout l'ouvrage, le dernier chapitre dissipait tous les doutes, levait tous les voiles. En s'en prenant à Pascal (1), conformément à une tradition que nombre d'obscurs libertins avaient inaugurée, Voltaire, à travers le jansénisme, s'en prenait au christianisme lui-même : en opposant la sérénité satisfaite de son optimisme épicurien à l'inquiétude, au pessimisme, au « désespoir » du « fanatique » auteur des *Pensées*, il dressait en

(1) Pascal a toujours été, — et cela se conçoit aisément, — pour Voltaire une sorte d'ennemi personnel : « Va, va, Pascal, écrivait-il, tu as un chapitre sur les prophéties où il n'y a pas l'ombre de bon sens. Attends, attends. »

face de la haute conception de la vie que dix-huit siècles de christianisme avaient imposée aux consciences, celle qui convient aux innombrables esprits qui ne pensent pas. Il avait bien choisi son adversaire.

Cette courte philosophie qui admet Dieu, simple entité métaphysique, rejette l'immortalité, doute de la liberté, croit au progrès et fonde la morale sur l'utilité sociale, va faire le fond des œuvres que, dans sa laborieuse retraite de Cirey, Voltaire compose ou prépare. *Le Mondain*, le *Discours sur l'homme* la débitent en de vives et portatives formules :

> Oh! le bon temps que ce siècle de fer!...

Voilà la devise de l'auteur du *Mondain*.

> Toujours un pied dans le cercueil,
> De l'autre faisant des gambades,

Voltaire, à la veille de partir pour la Prusse, n'est pas encore le patriarche philosophe qu'il deviendra plus tard. Mais, sans peut-être s'en bien rendre compte, il prélude déjà à ce rôle, et c'est dans ses premiers écrits que les tendances doctrinales du XVIIIe siècle ont trouvé leur plus complète et leur plus agissante expression.

V. — ÉTAT DES ÂMES ET DES DOCTRINES EN FRANCE A LA VEILLE DE L'« ENCYCLOPÉDIE »

Jusqu'à quel point ces tendances nouvelles se sont-elles imposées aux esprits et insinuées dans les âmes? C'est ce que les correspondances et les mémoires du temps nous laissent très nettement apercevoir. Voyez par exemple Mme du Deffand, cette contemporaine et admiratrice de Voltaire qui représente si bien l'aristocratie, sinon française, tout au moins parisienne de la première moitié du siècle. Dès l'âge de dix ans, elle a perdu la foi, et elle raisonne son irréligion. Massillon fut impuissant à la convertir : « Mon génie étonné, a-t-elle dit, trembla devant le sien : ce ne fut pas à la force des raisons que je me soumis, mais à l'importance du raisonneur. » Les déceptions d'une vie longue et mouvementée, les chagrins, la dure épreuve d'une cécité précoce, rien ne put attendrir son incurable scepticisme. « Croyez, dit-on, c'est le plus sûr, —

écrivait-elle à plus de soixante-dix ans ; — mais comment croit-on ce que l'on ne comprend pas ? *Ce que l'on ne comprend pas peut exister sans doute ; aussi je ne le nie pas ; je suis comme un sourd et un aveugle-né* ; il y a des sons, des couleurs, il en convient ; mais sait-il de quoi il convient ? » Et elle veut savoir, et elle ne se console pas de ne pas savoir. En vain, pour tromper le vide de son âme, elle multiplie autour d'elle les fêtes de l'esprit, elle se livre à tous les charmes de la conversation mondaine ; par tous les moyens elle tente de se « divertir, » de se fuir elle-même : elle ne parvient qu'à redoubler l'affreux sentiment de sa solitude intérieure. Elle s'ennuie désespérément ; elle bâille sa vie dont les sources vives, elle ne le sait que trop, ont été comme taries par cette sécheresse d'intelligence qu'elle a laissé pénétrer en elle ; elle assiste avec une morne impuissance, avec une amertume désolée et nostalgique, à la mort de son cœur. « Vous avez bien de l'expérience, écrivait-elle à M[me] de Choiseul, mais il vous en manque une que j'espère que vous n'aurez jamais : *c'est la privation du sentiment, avec la douleur de ne s'en pouvoir passer.* » Ce sentiment profond auquel elle aspirait et qui aurait pu devenir le principe d'une vie morale nouvelle, M[me] du Deffand, on le sait, devait le rencontrer sur le tard, et dans son ardente tendresse pour Horace Walpole elle allait porter toute la passion inassouvie qui, à son insu, couvait en elle.

Plus significatif peut-être encore est le cas de Vauvenargues. Celui-là, un demi-siècle plus tôt, eût sans doute été chrétien, comme l'a été par exemple La Bruyère avec lequel il n'est pas sans quelque ressemblance. Mais, à son entrée dans la vie, les livres nouveaux qui l'ont accueilli ne sont pas ceux de Pascal ou de Bossuet, de Fénelon ou de Malebranche ; ce sont ceux de Montesquieu et surtout ceux de Voltaire, pour lequel il éprouve « une admiration naïve, » et ils l'ont entièrement détaché du christianisme. Dans une lettre de jeunesse à son ami Fauris de Saint-Vincent, il disserte sur les dispositions d'une âme à ses derniers moments ; il admet les consolations religieuses : « Je n'ai rien contre, déclare-t-il ; mais il y a des incrédules dont l'erreur est plus profonde ; *c'est leur esprit trop curieux qui a gâté leurs sentiments.* » Évidemment, il est de ceux-là. De très bonne heure, ses chers stoïciens dont il est nourri lui ont donné l'idée d'une morale très élevée et très

pure, et, comme nous dirions de nos jours, complètement indépendante de la religion. Et cependant, on ne saurait affirmer que ce « stoïcien aimable et tendre » ait répudié toute attache avec le passé. Son premier ouvrage contenait une *Méditation sur la Foi* et une *Prière* qui lui valaient cette observation de Voltaire : « Il y a des choses qui ont affligé ma philosophie; ne peut-on adorer l'Être suprême sans se faire capucin? » La première philosophie de Voltaire n'admettait déjà point cette inconséquence; mais, au total, elle se reconnaissait elle-même dans une morale toute laïque qui prêche le culte de la nature, fait l'apologie des passions et se fonde essentiellement sur le respect de l'institution sociale : « La préférence de l'intérêt général au personnel, a écrit Vauvenargues, est la seule définition qui soit digne de la vertu et qui doive en fixer l'idée. » Vauvenargues est une âme infiniment plus haute que Voltaire, et même que Montesquieu, mais sa pensée est fille de la leur.

Assurément, il ne faudrait pas généraliser trop vite, et conclure que tous les Français pensent comme Vauvenargues et toutes les Françaises comme Mme du Deffand. Même parmi ceux qui nous ont laissé un témoignage écrit de leur pensée, on en trouve, surtout en province, qui restent attachés, sinon à toutes, du moins à certaines traditions d'autrefois. Tel est par exemple le président de Brosses dont la liberté et la curiosité d'esprit s'arrêtent délibérément au seuil du sanctuaire. Tel est encore le marquis de Mirabeau qui proclame la religion « le premier des biens sociaux » et qui croit à la nécessité de « déifier les devoirs. » A prendre même la grande majorité de la population française, il ne semble pas qu'en matière religieuse et philosophique, son état d'esprit ait beaucoup changé depuis un demi-siècle. Elle reste catholique d'habitudes, au moins dans son ensemble, et le clergé n'a pas vu sensiblement décroître son influence. Le contraire d'ailleurs serait fort surprenant. Dans une société dont la structure intime n'a pas été modifiée, il est tout naturel que le peuple et la petite bourgeoisie, absorbés par les humbles occupations quotidiennes de la vie, subissent sans grande réflexion le poids des contraintes séculaires et des idées traditionnelles. D'autre part, étant plus éloignée du centre où la vie et les idées se renouvellent sans cesse, la province française était alors plus « conservatrice » encore qu'elle ne l'est aujourd'hui, et les « préjugés » y

régnaient avec plus de persistance. Ce n'est guère que dans la haute bourgeoisie et la noblesse que les esprits s'ouvrent aux nouveautés et se laissent entamer par l'incrédulité frondeuse. Il n'y a donc, au total, sur l'ensemble du territoire français, qu'une très petite minorité à battre en brèche l'autorité religieuse. Mais, précisément, — et voilà ce qui est grave, — c'est dans cette minorité que se recrutent ceux qui pensent, qui écrivent, et qui agissent. Au siècle précédent, à part d'infimes exceptions, le talent d'écrire se met au service de la tradition. Au XVIII[e], il est passé presque tout entier au service de la « philosophie. » Et de proche en proche, par le livre, la brochure, les lettres, la conversation, l'irréligion finira par descendre jusqu'aux couches populaires où elle ira réveiller le fond de paganisme latent que dix-huit siècles de christianisme n'en avaient pas entièrement extirpé.

Pour l'instant, si l'on veut, en quelques traits sommaires, définir et caractériser le nouvel état d'esprit qui se manifeste dans les productions littéraires et dans les cercles mondains, on peut, semble-t-il, s'en tenir aux observations que voici. D'abord, il est indéniable que, dans ce demi-siècle, la moralité a fortement baissé. Le dévergondage de la Régence, la fièvre de spéculation et de jouissance matérielle déchaînée par le système de Law ont eu sur les mœurs françaises une déplorable influence : on a lâché la bride aux instincts; on a affecté un cynisme et une impudeur de langage et d'habitudes que le siècle précédent n'eût pas tolérés. Non seulement la corruption, — que le XVII[e] siècle assurément n'a point ignorée, — est devenue plus générale et plus profonde; mais encore, mais surtout, — et c'est là le véritable signe de la décadence morale, — la règle des mœurs, qu'on respectait naguère, au moins par la pensée, alors même qu'on la violait dans la pratique, est devenue un objet d'indifférence et de dérision. Le libertinage est admis, toléré, comme chose toute simple, naturelle, nécessaire par ceux-là mêmes qu'on appelait jadis les honnêtes gens, et les esprits graves, comme Montesquieu, croient devoir afficher un goût fort désobligeant pour la gravelure. Un vent d'épicurisme a soufflé sur toute cette haute société, et Voltaire en a traduit l'intime et commune pensée, dès 1716 :

Le plaisir est l'objet, *le devoir* et le but
De tous les êtres raisonnables.

Que, dans bien des cas, cet amour du plaisir ait été l'origine de crises d'irréligion plus ou moins graves, c'est ce que Voltaire lui-même nous incline à croire. Il écrivait encore :

Que sur la volupté tout votre espoir se fonde....
Songez qu'il était des amants
Avant qu'il fût des chrétiens au monde.

Nul doute qu'il aurait moins poursuivi de ses sarcasmes le christianisme, s'il n'avait pas vu surtout dans le christianisme une religion ascétique, ennemie de la « volupté, » peu indulgente à la nature : Voltaire n'a jamais pu comprendre, ni même soupçonner, que l'ascétisme est la condition même de toute morale et de toute moralité.

Que d'ailleurs l'immoralité ait été, au XVIIIe siècle, la cause, ou la conséquence, ou la simple compagne habituelle de l'incroyance, il est certain que les deux faits sont connexes, et que la haute société, fort dissolue, de l'époque de Louis XV est devenue foncièrement incrédule. Le développement de la philosophie cartésienne, puis du sensualisme anglais, les premiers progrès de l'esprit scientifique, et, d'autre part, le piétinement sur place de la pensée orthodoxe ont favorisé ce mouvement. Mais, jusque vers 1750 environ, soit qu'elle se sente encore peu sûre d'elle-même, soit qu'elle redoute de violentes représailles, l'incrédulité n'a pas les allures haineuses, agressives, dogmatiques qu'elle aura un peu plus tard. Le badinage, la raillerie, l'ironie, quelquefois sanglante, plus souvent légère et spirituelle, sont ses armes favorites. Les négations s'enveloppent d'un sourire; les impiétés sont des propos de table. Ce scepticisme est celui de gens du monde qui ne veulent être dupes de rien et qui sont habitués à trancher les questions graves par un trait d'esprit.

De fait, il ne va pas très loin et il s'arrête à mi-côte dans sa verve destructrice. Les contemporains de Montesquieu et de M. de Voltaire ne croient pas à la révélation, ni au surnaturel, ni au miracle; mais ils croient à la religion naturelle, à un Dieu créateur, rémunérateur et vengeur; en un mot, ils ne sont ni athées, ni matérialistes, ni même panthéistes; ils sont déistes. Et cette attitude est pleine d'inconséquences Le déiste, a-t-on dit, est celui qui n'a pas assez vécu pour devenir athée. C'est l'homme qui, détestant également la monarchie absolue et la

démagogie, s'en tient à la monarchie constitutionnelle. Du christianisme il élimine tout ce qui heurte sa raison superficielle et son impuissance métaphysique ou mystique : la notion du Dieu personnel, celle du péché originel, de la rédemption, de la grâce, toute la suite des dogmes théologiques et des institutions ecclésiastiques. Du maigre résidu qu'il conserve, — Dieu abstrait, à demi impuissant, et qui se croit trop honoré d'un culte tout intérieur, Providence très générale et qui se confond avec l'ordre du monde, vagues aspirations spiritualistes, — il compose un pâle amalgame qu'il décore du titre trompeur de religion naturelle. Car il n'y a pas de « religion naturelle : » les seules religions « naturelles » sont des religions positives; et s'imaginer, comme on le faisait au XVIII° siècle, qu'elles sont la déformation d'un idéal antérieur, d'une religion commune et simplifiée, à laquelle on donne le nom de religion « naturelle, » c'est s'inscrire en faux contre les leçons de l'histoire, de la logique et de la vie. La religion dite naturelle est le produit, étrangement artificiel, d'une lente désagrégation, d'une dégradation véritable de quelque religion positive. La religion dite naturelle n'est pas une religion, et elle est à peine une philosophie. Le déiste est un chrétien honteux ou un athée inconséquent. Pascal l'avait bien vu : « Le déisme, écrit-il, presque aussi éloigné de la religion chrétienne, que l'athéisme qui y est tout à fait contraire. » Le XVIII° siècle ne pourra pas vivre toujours sur cette équivoque. Et bientôt des esprits moins timides, plus ardents et plus résolus s'emploieront à la dissiper.

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

MAURICE BARRÈS

ET LA

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

I

« Ah ! monsieur Barrès, si j'avais votre plume et votre autorité, je sais bien ce que je ferais. » C'est en ces termes que l'auteur de la présente étude, au lendemain de l'armistice, répondait à une question du grand écrivain, à la suite d'une longue conversation (1) sur l'œuvre des savants pendant la guerre et sur celle qui leur incombait dans la paix.

Maurice Barrès venait de découvrir un nouvel aspect du devoir envers la patrie. Durant la tourmente, c'est au premier rang des « apôtres de l'énergie nationale » qu'il avait servi. Maintenant, tandis qu'il aidait de ses conseils, par malheur trop peu écoutés, nos hommes d'État, pour la préparation du traité de paix, il lui tenait à cœur de donner en outre ses soins les plus vigilants à ce qui pouvait et devait être réalisé à l'intérieur du pays en vue de l'avenir.

LE RÔLE DE LA SCIENCE PENDANT LA GUERRE

Que la science ait joué un rôle essentiel durant toute la guerre, il est à peine besoin de le rappeler. L'industrie était l'un des facteurs principaux de la lutte, qui exigeait une pro-

(1) En une réunion intime, à laquelle nous avaient conviés deux amis communs, les frères François et Lucien Maury. M. François Maury demeura associé de très près à la campagne de Barrès, et il fut entre lui et moi un actif intermédiaire.

duction toujours croissante de munitions, ainsi que de matières, engins et objets de toute sorte, destinés à l'armée ou aux populations civiles. Dans l'un et l'autre camps, le problème industriel était vital.

Si l'Allemagne bloquée, privée de nitrates du Chili, n'eût pas réussi à produire en abondance, en extrayant l'azote de l'air, l'acide nitrique nécessaire à la fabrication des poudres et explosifs, il est vraisemblable que la guerre, au lieu de se prolonger durant quatre années, eût cessé brusquement, vers la fin de 1915, par la capitulation des Empires centraux. Et l'on peut assurer que l'œuvre de la trop célèbre usine *Badische*, dont les frais d'installation n'avaient pas dépassé ceux d'une journée de guerre, a coûté à la France plus de sang que la plus sanglante des batailles.

Il y eut aussi, chez nos ennemis, la crise des métaux, des textiles, du caoutchouc, des corps gras, des denrées alimentaires, etc. D'ailleurs, toutes choses se tenaient dans la « chimie de guerre. » Et l'alternative était toujours terrible. Si, par exemple, l'on privait l'agriculture d'engrais azotés, pour réserver l'azote à la fabrication des poudres et explosifs, ou encore si l'on prélevait les quantités voulues de pommes de terre, cette grande denrée germanique, pour la production des énormes stocks d'alcool nécessaires à la fabrication des mêmes substances, on affamait la population. Ainsi se trouvaient intimement liés et enchevêtrés les problèmes de la chimie des munitions et de la chimie alimentaire; et il nous serait aisé de montrer encore qu'au problème des munitions se rattachait aussi, de la manière la plus étroite, par le coton, le problème des industries textiles et du vêtement.

A cette situation angoissante l'industrie allemande sut remédier dans toute la mesure du possible, en comblant les déficits et en créant partout des produits de remplacement, des *ersatz*. C'est grâce à la puissance de ses laboratoires et de ses usines que l'Allemagne put obtenir des résultats aussi essentiels. Et ainsi, plus de quatre années durant, l'Allemagne réussit à subvenir à une infinité de besoins de tous ordres, dont quelques-uns l'enfermaient dans l'implacable dilemme : produire ou capituler.

Plus grand, plus méritoire encore, fut l'effort industriel de la France. La partie engagée comportait, pour notre pays,

d'effroyables difficultés, que nos ennemis tenaient même pour insurmontables. Si nous jouissions des inappréciables avantages inhérents à la maîtrise des mers, trop efficacement combattue, il est vrai, par la guerre sous-marine, en revanche, nos régions les plus industrielles, ainsi que notre laborieuse et riche alliée, la Belgique, se trouvaient au pouvoir de l'ennemi. Dans l'ensemble, notre industrie était misérable, comparée à celle de l'Allemagne. Et, sans parler de quelques branches d'extrême importance qu'il y avait à créer de toutes pièces, toutes les autres productions devaient être triplées, décuplées, centuplées. Pour cette tâche immense, nous disposions d'un effectif de techniciens beaucoup plus faible que celui dont l'Allemagne avait su assurer le recrutement.

Et cependant nous pûmes tenir et, finalement, vaincre. Si notre « rétablissement militaire » sur la Marne sauva la France près de succomber, on ne saurait nier qu'il eût été vain sans notre « rétablissement industriel. » La vaillance des troupes et toute l'habileté des plus grands capitaines eussent été stériles si les techniciens ne leur eussent fourni en abondance « canons et munitions. » Qu'on se représente un moment, pour fixer les idées, quelle eût été notre situation si nous n'avions pas pu soutenir la guerre des gaz, si nous n'avions pas su nous protéger contre ces horribles substances ni en fabriquer pour pouvoir, à notre tour, passer à l'offensive. La tactique de l'ennemi eût sans doute été fort simple : une fois en possession de stocks suffisants de produits nocifs pour vagues ou pour obus, probablement vers le milieu de l'année 1916, il eût simultanément attaqué dans un grand nombre de secteurs, et les hécatombes se fussent chiffrées par centaines de milliers de cadavres.

Il y eut ce que Barrès a appelé le « miracle des laboratoires de France, » au même sens que nous disons le « miracle de la Marne » ou le « miracle de l'Union sacrée. » « Si nous devons, proclamait-il à la tribune de la Chambre, mettre une plaque de marbre dans la petite maison d'école de Nogent-sur-Aube où, le 4 septembre 1914, à six heures du soir, il fut décidé qu'on se battrait sur la Marne, si nous pouvons poser dans nos couloirs une inscription qui célèbre la grande journée de l'Union sacrée, qui, pour les heures décisives de la mobilisation, décréta et réalisa l'entente absolue de toutes les âmes françaises, je demande que l'on inscrive dans les laboratoires de recherches

les services éminents que les savants ont rendus à la patrie en danger. Honneur au labeur génial de ces hommes effacés, dont l'esprit nous permit de vaincre ! »

Il faut avoir entendu ces paroles, toutes vibrantes d'un lyrisme frémissant, et lancées par la voix d'un Barrès à tous les échos de la nation, pour comprendre de quelle émotion fut secouée l'Assemblée tout entière. Des applaudissements enthousiastes éclatèrent sur tous les rangs. Ce fut une minute sublime.

Cet hommage solennel aux savants pour leur coopération à la victoire, Barrès, il est superflu de le remarquer, l'entendait dans toute sa généralité. « Pas de gratitude parcellaire. Ce sont toutes les sciences qui soutinrent l'effort de nos soldats, » celles mêmes qu'on eût le moins songé à « mobiliser : » comme la météorologie, que l'on s'imagine volontiers « sur les cimes et dans les nuages, » dont les données sur la direction et la force du vent furent de bonne heure mises à profit par l'artillerie et par l'aéronautique ; comme l'acoustique, qui permit, par l'observation du son, de repérer les positions des canons ; comme la photographie, qui, sous la forme dite « aérienne, » procurait des indications précieuses sur les zones fortifiées. Qui ne connaît les éclatants services rendus par la télégraphie sans fil et la téléphonie sans fil ? Tandis que nos avions survolaient par nuées le front de bataille, « leurs messages se croisaient dans un ciel déchiré par d'effroyables rafales de balles, d'obus, d'explosions, » portant au loin les renseignements nécessaires au réglage des tirs d'artillerie. On sait tous les avantages que valut à nos armées l'utilisation de la télégraphie par le sol (1). On sait aussi quelles difficultés durent vaincre nos physiciens dans le problème de la détection des sous-marins. Et que dire, enfin, des chars d'assaut ? Sous-marin, avion, char d'assaut, c'est par ces trois engins, par ces « trois monstres du ciel, de la terre et des mers, » que les belligérants se sont disputé le « suprême quart d'heure. » Ces trois appareils exigeaient des moteurs possédant à la fois la puissance et la légèreté : les chimistes trouvèrent l'acier exceptionnel indispensable.

« La science française, proclame Barrès, a pris une part prépondérante à la défense et à la libération du sol national.

(1) Nous savions que l'ennemi copiait nos divers appareils électriques. Aussi dès qu'un de ces appareils était tombé entre ses mains, nous mettions en service un modèle plus perfectionné. Nous avions ainsi en moyenne six mois d'avance.

L'homme des laboratoires a été digne de son frère martyr, l'homme des tranchées. »

Comment, par quel miracle, les productions de toutes sortes, si considérables, nécessaires à notre salut, ont-elles pu si rapidement être organisées et devenir des réalités? Disons-le hautement et perdons jusqu'au souvenir de notre vieille manie de nous dénigrer : c'est au génie de la race, qui fait que « notre coup d'aile va le plus haut, » à sa souplesse, à ses inépuisables ressources intellectuelles, à ses facultés de décision et d'improvisation, dans tous les domaines de l'activité, que sont dus tant de brillants résultats. Qu'on donne aux Français une bonne politique, ou, plutôt, qu'on fasse, en France, moins de politique, et qu'on se préoccupe davantage de mettre en valeur les richesses naturelles et, par-dessus tout, le cerveau français, et ce pays ne sera pas seulement le premier par l'ardente générosité de son cœur et la fécondité de son esprit, il jouira aussi de la grande prospérité industrielle, agricole et commerciale, il connaîtra la puissance qui impose le respect.

« Le génie scientifique, » en France, fut « mieux géré » durant la guerre qu'il ne l'avait été dans la paix. Les savants français eurent à leur disposition, pour coopérer à la victoire, des moyens de travail, tant en personnel qu'en matériel, qu'aucun d'eux ne connut jamais, même de très loin, avant la guerre. Alors que la science était bien loin d'occuper, en France, la place qui aurait dû lui être assurée par l'importance de ses applications, en Allemagne, au contraire, elle était l'objet de tous les encouragements et de toute la sollicitude des pouvoirs publics et des classes dirigeantes. Il ne fallut rien de moins que la menace d'un immense péril national pour que le pays, se tournant tout à coup vers ses savants, leur demandât de réparer, de toute urgence, les conséquences d'une incurie séculaire.

Il est incontestable que de tels succès remportés dans de telles conditions nous donnent, comme tant d'autres preuves, le sentiment de notre force. Mais qui pourrait nier la gravité du péril qu'a couru la nation? Qui oserait soutenir qu'il ne serait pas souverainement imprudent de risquer encore semblable aventure?

Un glorieux soldat, le colonel Fabry, faisait applaudir naguère, à la tribune du Parlement, cette boutade restée

fameuse, que nous reproduirons sans aucune pensée d'amour-propre professionnel : « De bons laboratoires valent des divisions, de grands chimistes valent de grands généraux. » Formule lapidaire, qui traduit avec un relief saisissant l'importance des armements, et exprime avec éloquence la nécessité d'une collaboration étroite et continue des maîtres de la science avec les chefs de l'armée pour les besoins de la défense nationale.

PENDANT LA PAIX

Voilà pour la guerre : la science au milieu des armes. Mais dans la paix, le pays n'a-t-il pas besoin du concours des savants? Il est trop évident que la lutte continue sous d'autres formes. Il nous faut une armature scientifique, non seulement « pour assurer notre paix, » mais pour reconstituer notre pays et « pour exister en face même de nos alliés. » La puissance matérielle de la France est d'avenir immense. Sol, sous-sol, colonies, que de richesses qu'il appartient à son « esprit » de mettre en valeur ! Dans tous les domaines de la production, industrielle ou agricole, la science doit apporter l'élément décisif de la fécondité et de la prospérité, comme elle doit être le facteur essentiel du succès dans la lutte contre la maladie, la souffrance et la mort. Qu'une telle vérité apparaisse avec la force de l'évidence, c'est ce que l'on peut aisément reconnaître en considérant attentivement l'une des sciences principales.

Prenons, pour fixer nos idées, la chimie, science des transformations profondes de la matière. Par sa position au centre des diverses disciplines, par le caractère universel de ses applications, par la réaction directe qu'exerce l'industrie chimique sur toutes les autres industries, dont elle reçoit les matières premières et qu'elle ravitaille en produits de transformation de toute sorte, la chimie offre immédiatement à nos réflexions un domaine sans limite. Nous voyons que la production des champs, dans toute l'étendue du problème, n'est désormais qu'une application continuelle des lois et découvertes de la chimie ; que, pour être sûre et rationnelle, l'alimentation a besoin, à chaque pas, de la chimie ; que la thérapeutique et la clinique sont redevables de leur développement actuel aux découvertes et aux méthodes chimiques ; que l'étude

chimique des ciments et des matériaux de construction, avec la découverte des explosifs, a rendu possibles des travaux qui n'eussent pu être tentés autrefois; que les découvertes de la chimie profitent de mille manières aux arts ornementaux et que la mode elle-même, si capricieuse en ses manifestations, a trouvé dans la chimie d'inépuisables ressources pour la nouveauté des tissus, ainsi que pour la variété et pour la splendeur des couleurs.

Ces progrès, comme tous ceux qui ont été accomplis dans l'ordre matériel depuis un siècle, ont pour origine, il importe de le remarquer, des découvertes scientifiques effectuées dans des laboratoires de recherches. Les exemples ne se comptent plus, en effet, de l'utilisation, plus ou moins proche, de toute découverte de phénomène nouveau ou de loi nouvelle dans le monde matériel où nous vivons. L'application finale, d'ailleurs, n'est d'ordinaire que l'aboutissement d'une longue série de découvertes, celle-ci constituant les anneaux étroitement solidaires d'une même chaîne, quoiqu'il n'y ait le plus souvent, entre le départ et l'arrivée, aucune liaison apparente.

C'est presque un lieu commun de rappeler que les merveilleuses applications de l'électricité dérivent principalement des études d'Ampère sur les actions réciproques des courants et des aimants et de celles de Faraday sur l'induction.

Il a été abondamment rappelé, à l'occasion du centenaire de Pasteur, que ses travaux ont eu pour point de départ la découverte de facettes hémiédriques sur les cristaux d'acide tartrique. Et le jeune chimiste, obscur préparateur à l'École normale, eût sans doute été fort surpris, le jour où il fit cette observation, si quelque oracle lui eût tenu le langage suivant : « Continue, jeune homme, continue, observe, expérimente, sois hardi dans tes conceptions, aie foi en ton étoile, sois âpre dans la lutte qui t'attend, poursuis ta route; tu feras de grandes choses, tu ouvriras des horizons nouveaux à la chimie et à la biologie, tu féconderas l'agriculture, et l'industrie, tes découvertes guériront la rage et la diphtérie, tu seras le plus grand médecin et le plus grand hygiéniste de tous les temps, et tu seras béni à jamais de tous les humains. »

Lorsque Henri Becquerel, sur la suggestion de Henri Poincaré, rechercha si l'uranium, matière phosphorescente, n'émettait pas, comme les ampoules à vide de Crookes, ces radiations

puissamment pénétrantes que Roentgen venait de mettre au jour, il était loin de supposer que cette expérience toute simple, qui ne mettait en œuvre qu'une vulgaire plaque photographique recouverte de papier noir, aboutirait à la découverte de l'un des plus merveilleux phénomènes de la nature, la radioactivité, dont l'étude devait conduire les Curie, les Rutherford, les Ramsay, les Soddy, les Debierne, etc., à des conquêtes si magnifiques, déjà si utiles et si pleines d'espérances pour l'avenir de l'humanité.

Lorsque J.-J. Thomson montra que des corpuscules d'une extrême ténuité et électrisés négativement, les électrons, étaient des constituants universels de toute matière, il ne se doutait pas que de leur étude sortiraient, notamment, de grands progrès dans la télégraphie et la téléphonie sans fil, la radiologie, etc., et que, grâce à leur utilisation par d'habiles physiciens de l'Entente, nos armées auraient toujours, dans ce domaine, l'avantage d'une avance considérable sur l'ennemi.

Comment l'agriculture pourrait-elle faire face, dans un avenir peu éloigné, aux exigences croissantes de cette famille humaine qui augmente sans cesse, si le chimiste n'avait déjà résolu le problème des engrais azotés artificiels? Or, les résultats obtenus dans ce domaine, grâce à la fixation de l'azote atmosphérique, ont leur origine dans l'étude physico-chimique des équilibres, qui a été poursuivie sans relâche pendant de longues années dans les laboratoires scientifiques.

Nous pourrions multiplier les exemples. Il est surabondamment prouvé que toute découverte scientifique, si exclusivement spéculatif que semble d'abord son intérêt, ne peut manquer de conduire tôt ou tard à des applications pratiques.

Il est un sujet délicat qu'il importe maintenant d'envisager. La puissance de l'homme par la science, qui le remplissait d'orgueil, vient d'avoir, comme par une revanche de la nature, domptée mais demeurée rebelle, la plus terrible rançon. C'est que, en vérité, dans l'instrument de progrès forgé par le génie de la recherche, le tranchant est double; et, si sa part contributive dans l'amélioration de la condition humaine est considérable, il s'est rencontré une nation de proie qui l'a détournée de sa mission humanitaire pour tenter de satisfaire ses appétits de domination universelle.

La science a pour objet de découvrir la vérité, sans plus a

elle n'est, en soi, ni bonne ni mauvaise. Elle est, comme toutes les forces, ce que l'on veut qu'elle soit, d'après l'usage que l'on en fait : elle est comme la langue, qui, déjà au temps du vieil Ésope, passait pour la meilleure et la pire des choses. Du jour où l'homme sut fabriquer les métaux, il disposa d'une grande force nouvelle, qu'il utilisa pour mieux se nourrir, mieux se vêtir et mieux se loger, mais dont il se servit aussi pour tuer plus aisément et plus sûrement son semblable. La poudre, connue des Chinois depuis deux mille ans, sert à tirer le canon, mais la même poudre permet de couper les isthmes et de percer les monts. En vérité, le progrès matériel n'est qu'un des éléments de la civilisation, et le facteur dominant de la civilisation doit être la moralité. Sans la morale, en effet, la science, en multipliant indéfiniment la puissance de l'homme, deviendrait un danger mortel pour la civilisation. Et il apparaît comme indispensable que parallèlement au progrès des sciences de la nature se développe le progrès moral.

Mais arrivons, avec Barrès, au point de vue social : « A cette heure, nous vivons sur l'idée que les richesses humaines sont limitées, et alors, nécessairement, autour de ces richesses humaines, on se bat pour savoir à qui elles appartiendront ; c'est toute la question sociale. Les savants, dans leurs laboratoires, nous ouvrent une autre voie. »

Et Barrès laisse alors la parole à la plus puissante association ouvrière du monde, la Fédération américaine du Travail. Voici dans quels termes, singulièrement précis et décisifs, ces ouvriers traduisent l'importance du travail des laboratoires pour leur bien-être :

« Considérant, écrivent-ils, que le développement général du bien-être résultant du progrès scientifique donne des résultats dépassant bien des fois les dépenses occasionnées par les recherches correspondantes ;

« Considérant que l'augmentation de la production industrielle résultant de la recherche scientifique est un puissant facteur dans la lutte, toujours plus vive, menée par les travailleurs pour améliorer leurs conditions d'existence ;

« Considérant que la guerre a fait comprendre aux nations belligérantes l'influence prépondérante de la Science et de la technique pour le bien-être et la puissance de chaque pays, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix ;

« En conséquence, la Fédération du Travail, réunie en congrès, déclare qu'il est d'un intérêt majeur pour le bien-être de la nation d'aborder un large programme de recherches scientifiques et techniques; que le Gouvernement fédéral doit employer tous les moyens en son pouvoir pour assurer la réalisation de ce programme; que l'intervention directe du Gouvernement, dans l'accomplissement de ces recherches, doit tendre à en accroître l'étendue et l'importance au moyen de subventions généreuses ;

« La Fédération charge son secrétaire de transmettre cette résolution au Président des États-Unis, au Président du Sénat et au Président de la Chambre des représentants (1). »

Le très haut intérêt de ce texte ne saurait nous échapper, et moins que jamais dans le moment présent, où la cherté de la vie devient si inquiétante pour la paix sociale. Il est très remarquable que les ouvriers américains aient si clairement dégagé le point essentiel du problème. Depuis plus de cinquante ans, « travailleurs » et « employeurs » sont engagés dans un grave conflit, dont on n'aperçoit pas la solution, si l'on persiste à s'en tenir aux doctrines de l'économie politique et du socialisme. On admet, de part et d'autre, que la quantité de richesses possible est limitée, d'où « l'âpre lutte des classes » pour une répartition que chacun veut à son avantage. Or, rien ne paraît plus erroné qu'une semblable conception. Il n'y a pratiquement aucune limite à la somme de richesses susceptibles d'être produites, si l'on se décide résolument à mettre en œuvre des méthodes de production scientifiques. Dès lors, se battre autour des richesses acquises revient à une stérile dépense d'efforts. Ce qui importe essentiellement, c'est la mise au jour de richesses nouvelles, qui apportera l'apaisement général en donnant à chacun la part de bien-être à laquelle il a droit Quand on l'aura partout compris, on aura assuré, avec le bonheur général de l'individu, l'équilibre et l'harmonie générale des collectivités. Et ainsi sera pleinement confirmée, dans toute sa vérité, cette parole célèbre de Pasteur, toujours tourmenté par la fièvre généreuse que donne le souci de soulager les malheurs d'autrui : « Elle serait bien belle et bien utile à faire, la part du cœur, dans le progrès des sciences. »

(1) Extrait de l'ordre du jour voté par la Fédération en juin 1919.

Au surplus, qu'il nous soit permis de dire ici quelques mots d'une question qui nous tient à cœur. Notre sollicitude pour la science, notre souci de son avenir pour l'avenir même du pays, est bien loin de nous porter à souhaiter que l'on néglige à son profit les lettres et les arts, qui font tant aimer et admirer la France. Et l'on professe couramment, dans les milieux scientifiques, que la culture classique doit être alliée aux études scientifiques dans la plus large mesure. N'avons-nous pas, d'ailleurs, dans l'ordre des disciplines littéraires, une Fédération de philosophes, d'historiens et de philologues, incorporée à notre Confédération des sociétés scientifiques? Mais, pour pouvoir briller, ne faut-il pas d'abord exister? Or, est-ce vraiment exister que de vivre sans la liberté, sans l'indépendance, sans la sécurité, sans la tranquillité du lendemain, et aussi sans un minimum de bien-être? Et comment posséderions-nous ces bienfaits si nous ne nous tenions pas en contact étroit avec les sciences de la nature, dont l'étude poursuivie sans relâche conduira à toujours mieux connaître et mieux utiliser des réserves de forces inépuisables?

En vérité, de quelque côté qu'on envisage l'avenir, la culture des sciences s'impose, nous ne disons point exclusivement, — de telles vues seraient bien étroites, — mais irrésistiblement. Ce pays, — Maurice Barrès n'a cessé de le proclamer, — ne restera une grande nation et une des lumières de l'humanité, il ne restera, en un mot, la France, que s'il sait faire à la science et à ses applications, dans le développement de l'activité nationale, toute la part compatible avec le génie de la race. Et l'on peut alors prévoir qu'avec la science pour soutien, la pensée française, par ailleurs si nécessaire à la santé morale du monde, rayonnera d'un plus vif éclat qu'elle ne le fit jamais.

LA SCIENCE ET L'INDUSTRIE

En terminant son exposé parlementaire du 11 juin 1920, Barrès concluait : « Il est juste, équitable, utile, que l'on s'occupe de la reconstruction agricole, commerciale, industrielle. Mais, à l'origine de toutes ces réalisations, il y a toujours une pensée issue des laboratoires, et le premier travail que nous devons faire, à mon avis, c'est de favoriser la fabrication de la

pensée. Assurons à la France une grande puissance scientifique. Fournissons aux sciences, selon le vœu des savants et d'après un plan d'ensemble, du matériel et du personnel, une organisation. »

Lippmann a défini ainsi le lien qui unit la science à l'industrie : « Il n'y a qu'une nature. Les forces qui constituent le monde sensible sont celles mêmes qui animent les appareils de nos laboratoires et que l'on utilise dans l'industrie, dans les arts de la paix et de la guerre. Il n'y a donc qu'une science, laquelle n'est ni professorale, ni industrielle, ni civile, ni militaire... La science expérimentale est l'art de manier méthodiquement les forces de la nature... » Aussi l'industrie et la science doivent-elles se développer parallèlement.

Avant la guerre, une véritable cloison étanche, en France, séparait le plus souvent les savants « purs » (savants universitaires) et les industriels. Les hommes de science demeuraient généralement dans leur « tour d'ivoire, » leur détachement de tout ce qui concernait les applications pratiques étant pour eux un point d'honneur. Collaborer avec des industriels, manieurs d'argent, leur paraissait une déchéance ; ils travaillaient gratuitement pour l'humanité. L'estime de leurs pairs, les modestes et rares distinctions que confère l'État, devaient être leur unique récompense. Les savants tenaient à honneur de mourir pauvres. Le résultat est que les industriels, voyant nos savants uniquement préoccupés de travaux spéculatifs et dédaigneux de l'application, les ont considérés comme « des êtres mystérieux, doux et innocents, vivant dans un rêve qu'ils n'avaient aucune raison de troubler. » On rencontrait bien, de ci, de là, quelques savants qui prêtaient leur concours à des industriels, et qui allaient même jusqu'à breveter leurs inventions ; mais leur carrière universitaire en devenait plus ou moins entachée, ils n'étaient plus des « purs ; » et, quant à leurs brevets, on voulait bien leur pardonner ces écarts, à la condition qu'ils fussent improductifs, ce qui était d'ailleurs le cas général.

On a vraiment peine à croire à tant d'aberration. Comme si le savant devait par essence vivre en marge des autres hommes, dans la contemplation de la nature, dont les secrets ne seraient connus que de lui seul ! Comme si les applications des découvertes n'augmentaient pas indéfiniment le bien-être humain, et comme si ces applications n'étaient pas elles-mêmes la source

d'autres découvertes! D'un autre point de vue, la propriété industrielle d'une découverte scientifique est-elle donc moins légitime que la propriété commerciale en matière d'art ou de littérature? Et, en définitive, le monopole de l'application d'une découverte ne représente-t-il pas un accroissement de la propriété et de la fortune nationales?

L'Allemagne n'a eu garde de tomber dans les mêmes erreurs et de partager nos préjugés. Elle a voulu, avant tout, être un pays producteur de richesse, mère de la force, et elle a justement vu, dans l'union de la science et de l'industrie, la plus féconde source de prospérité. En Allemagne, non seulement les industriels font dans leurs usines et laboratoires une large place aux chercheurs originaux, mais encore les universitaires les plus notoires, les savants les plus illustres se tiennent en relation constante avec les industriels, auxquels ils communiquent, avant de les publier, les résultats de leurs recherches, afin qu'ils soient éventuellement brevetés, et auxquels ils apportent d'ailleurs sur tous les sujets les plus précieux documents et d'heureuses inspirations.

Un vent nouveau, en France, a heureusement soufflé. On ne peut que constater, et avec la plus vive satisfaction, que, grâce à l'expérience de la guerre, il n'y a plus, entre savants et industriels, ce fossé néfaste qui les a trop longtemps séparés. Les nécessités de la Défense nationale ont établi les contacts les plus féconds. Si ces contacts se sont déjà un peu relâchés, il importe, le relèvement du pays l'exige, de réagir. Plus de cloison étanche, plus de « splendide isolement. » A ce sujet, une explication franche est nécessaire. Il serait infiniment regrettable, pour l'avancement des sciences, et, par contre-coup, de l'industrie, que le savant fût détourné de sa véritable mission par un souci dominant des applications. Les préoccupations purement utilitaires doivent, en principe, céder le pas au véritable intérêt du progrès scientifique dans l'orientation générale ou la conduite de ses recherches. Découvrir des vérités scientifiques, des phénomènes de la nature nouveaux ou des relations nouvelles entre phénomènes déjà connus, ce qui est le propre de la recherche spéculative, la source unique d'où puisse sortir le vrai progrès, voilà, essentiellement, sa tâche de chercheur au service de l'État qui le paye et fait les frais de son laboratoire. Mais s'il arrive qu'au cours de ses travaux des applications

possibles lui apparaissent, ce qui ne sera pas rare, c'est pour lui un devoir de les signaler à qui de droit. Le cas échéant, il appartiendra au praticien, conseillé par lui, de poursuivre les essais en vue de la réalisation industrielle de l'invention. Là se bornera, en l'espèce, le rôle du savant, qui reviendra bien vite à son travail de recherche scientifique. S'il a breveté son invention et s'il en retire quelque profit, on ne voit pas en quoi il outrepasse ses droits et manque à son devoir. On peut d'ailleurs être assuré que la science n'y perdra rien : tout ou partie des bénéfices éventuels de l'invention ira à ce qui fait l'objet constant de sa passion, la recherche scientifique ; et, au surplus, il lui sera loisible de faire généreusement le don intégral de ses brevets, en bonne et due forme, à son laboratoire, ou à quelque autre auquel il s'intéresserait, ou à une œuvre quelconque d'utilité publique.

Les idées saines qui ont fini par se faire jour, en France, ont amené les milieux les plus éclairés et les sphères gouvernementales, apercevant le danger, à se préoccuper d'établir entre industriels et savants des liens officiels et durables. Les nouvelles tendances trouvèrent leur expression symbolique dans la création, à l'Académie des Sciences, en pleine guerre, d'une Section des *Applications des Sciences à l'Industrie*, réservée à des chercheurs spéciaux (au nombre de six), qui ont effectué des découvertes scientifiques et en ont fait l'application à l'industrie. S'il est à souhaiter que les industriels soient mieux renseignés sur la marche des sciences, les hommes de science ne doivent pas être moins instruits des besoins et des difficultés des industriels, à qui leurs conseils peuvent être hautement utiles, et nul, assurément, ne connait mieux ces besoins et ces difficultés que ceux qui, par leurs travaux, se sont fait une grande place dans l'industrie.

Nous saluons également, avec un vif sentiment d'espérance, la création, au ministère de l'Instruction publique, d'un *Office national des recherches scientifiques industrielles et agricoles et des inventions*, dirigé par M. le sénateur Jules Breton, ancien ministre de l'Hygiène, membre de l'Institut, qui a pour objet : 1° de provoquer, de coordonner et d'encourager les recherches scientifiques de tout ordre qui se poursuivent dans les établissements scientifiques ou que peuvent entreprendre des savants en dehors de ces organisations; 2° de développer et de coordonner spécialement les recherches scientifiques appliquées au

progrès de l'agriculture et de l'industrie nationale, ainsi que d'assurer les études demandées par les services publics et d'aider les inventeurs.

Mentionnons encore la création, au ministère du Commerce et de l'Industrie, d'une *Direction des Essences et des Pétroles* (directeur : l'Intendant général Pineau), avec un *Comité scientifique consultatif du Pétrole* (président, le professeur Paul Sabatier, membre de l'Institut), qui a pour tâche de rechercher et de développer toutes les sources possibles, naturelles ou artificielles, de pétrole, et, plus généralement, d'étudier dans son ensemble le grand problème des combustibles liquides.

Rappelons enfin la fondation, au cours de la guerre, de la *Société de chimie industrielle.* Cet organisme, devenu rapidement très prospère (sous la présidence de M. Paul Kestner), est appelé à rendre les plus importants services à la chimie et à l'industrie.

Mais ici, un grand sujet d'inquiétude. Nos sociétés scientifiques et nos laboratoires, comment les peuplerons-nous? Pour que l'élan ne s'arrête point, pour que nous reprenions entièrement confiance, il faut que nous soyons assurés de pouvoir transmettre à une génération nouvelle, avec le flambeau confié à nos mains, l'ardeur qui nous anime. Recruter et former de jeunes-chercheurs est le plus impérieux besoin de l'heure présente. Nous continuerons à demander à l'État de nous y aider. Sous ce rapport, l'augmentation de la dotation de la Caisse des recherches scientifiques, avec la création d'une *Direction des recherches scientifiques, industrielles et agricoles et des inventions*, est une marque nouvelle d'un bon vouloir indiscutable.

Cependant l'État, aux prises avec les énormes difficultés nées de la guerre, ne peut à lui seul suffire aux dépenses. C'est donc de l'initiative privée que doit venir le supplément de crédits indispensable. Aussi le pays ne peut-il qu'applaudir avec reconnaissance au don magnifique (dix millions) du baron Edmond de Rothschild, membre de l'Institut, pour une fondation destinée à favoriser le développement de la recherche scientifique. Voici que M. Léonard Rosenthal vient également de fonder une œuvre (un million), pour subventionner les travaux de quelques chercheurs de talent. Avec quelle satisfaction n'a-t-on pas appris, d'autre part, le geste de M. Henry Bernstein donnant le produit du gala de sa pièce *Judith* à

l'œuvre de nos Bulletins scientifiques? Il n'est pas jusqu'à ceux qui font profession de cultiver la force physique qui ne s'intéressent à la science ; un Criqui abandonnant aux laboratoires scientifiques sa part de revenu (cent mille francs) d'un match de boxe, voilà qui montre bien, une fois de plus, que l'intelligence sait, dans les milieux les plus divers, s'allier à la générosité. Quel bel effort, que celui de la Bienvenue française, organisant à l'occasion du centenaire de Pasteur la journée des laboratoires ! Et l'on ne peut que féliciter cette Société de la décision qu'elle a prise de confier à l'Académie des Sciences la charge délicate de répartir les treize millions recueillis.

Mais, de même que la condition du progrès scientifique doit être la continuité, de même l'effort, pour être réellement efficace, doit être continu. Telle sera la tâche du *Comité national pour l'aide à la recherche scientifique*, qui vient d'être créé avec le double caractère d'institution privée et d'organisme permanent. Il groupe, sous la présidence de M. Paul Appell, recteur de l'Université de Paris, membre de l'Institut, des hommes de toutes les opinions, sans distinction de parti, dont la commune préoccupation est l'avenir intellectuel de la nation, sa prospérité et sa sécurité.

Maurice Barrès, il est superflu de le rappeler, s'intéressait vivement à toutes ces œuvres. Après avoir été un des fondateurs du *Comité national pour l'aide à la recherche scientifique*, il en était la grande autorité et la force principale. C'est grâce à lui, pour une large part, que d'importants dons et legs commençaient à affluer (1). Il estimait qu'aucune meilleure destination ne pouvait être donnée à la richesse, surtout en l'absence de proches héritiers, que l'encouragement aux travaux de l'esprit. Saluons, en passant, avec respect et reconnaissance, — pour nous en tenir à deux exemples très récents, — la mémoire de la marquise d'Arconati Visconti, qui vient de léguer une somme de douze millions à la Sorbonne, et celle de Paul Pousson, dont la fortune, modeste (quelques centaines de milliers de francs) mais tout entière, ira à la Faculté de pharmacie de Paris.

(1) A ce propos, on doit souhaiter que les dons et legs à des institutions d'utilité publique soient exonérés des droits de mutation et de succession, qui non seulement lèsent gravement les intérêts des œuvres appelées à en bénéficier, mais aussi refroidissent souvent les sentiments des bienfaiteurs.

Le mouvement scientifique doit être général et s'étendre à toute la nation. Il faut que les agriculteurs, les industriels, les commerçants, qui sont les premiers à profiter des bienfaits de la recherche scientifique, ne soient pas les derniers, ne fût-ce que dans leur propre intérêt, à favoriser son développement. Les Sociétés industrielles, en dehors des recherches spéciales qu'elles peuvent avoir à faire exécuter pour leurs besoins propres et à leurs frais personnels, et aussi les établissements de crédit, devraient verser au budget général de la science une fraction, — oh! relativement bien minime, — des dividendes. Il faut que les départements et les communes de France (un certain nombre sont déjà entrés dans cette voie) inscrivent dans leur budget annuel un crédit pour les laboratoires scientifiques. Il faut qu'une taxe soit prélevée pour la science sur les recettes des établissements de jeu. Si des lois spéciales sont nécessaires, qu'on les fasse! La cause est d'importance vitale pour le pays : il faut réussir.

Nous souhaitons que toutes les sommes recueillies aillent à une caisse unique, et nous n'en voyons pas qui soit mieux appropriée à cet objet que celle du *Comité national pour l'aide à la recherche scientifique*. On peut avoir confiance que ce Comité, par ses commissions d'études et ses commissions consultatives, fera la répartition des fonds de la manière la plus équitable et la plus utile.

Puissent les pouvoirs publics et la nation tout entière se rendre à l'évidence! Puisse l'appel de Maurice Barrès, l'appel du patriotisme le plus clairvoyant, être unanimement entendu! Il s'agit de prévenir, de toute urgence, un déclin de la pensée française et de son rayonnement dans le monde.

CH. MOUREU.

(A suivre.)

AU PAYS BRETON[1]

XI

L'AME ET LA CIVILISATION

Voici un livre qui, dans la Bretagne d'hier, tenait encore la même place que la *Légende Dorée* dans la chrétienté du XIVe siècle. C'est la Vie des Saints, — *Buez ar Zent*, — lecture principale jusqu'à nos jours du peuple paysan, orientant les rêves, les pensées vers les exemples de vie chrétienne, les miracles, et les promesses du Paradis. Mon exemplaire porte la date 1885, mais tout retarde en Bretagne, et il semble du temps de Louis-Philippe : dos de cuir jaune, couverture marbrée de marron, gros caractères, gravures sur bois rappelant la populaire imagerie de cette époque. J'y retrouve les figures naïves des vieux évêques, ermites d'Armorique, celle, entre autres, du grand saint Guénolé, à l'entrée du chapitre où je m'essayais jadis, sous la direction d'une douce et pieuse enfant, à lire un peu de breton.

Je crois que dans certaines librairies de Lannion, Morlaix, Quimper, cela se vend encore. Il y a vingt ans, ce livre était dans toutes les fermes. Vers 1890, chez mes voisins du hameau de Q..., dans la campagne de Brest, souvent, aux veillées d'hiver, on en lisait tout haut quelques pages au coin de l'âtre : on choisissait généralement la vie d'un bienheureux du pays. C'est là que j'appris l'histoire de ce bon saint Corentin qui se nourrissait dans son ermitage d'un petit poisson dont la queue repoussait toujours. Il y avait celle de saint Efflam, un pieux anachorète

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin et 1er juillet.

venu d'outre-mer dans une auge de pierre, qui aborda près de Plestin et se retira dans le désert qu'on appelle aujourd'hui la lieue de grève. Un affreux dragon désolait la contrée : il suffit à ce saint homme d'aller lui parler doucement pour que ce monstre, avec un sifflement horrible, s'allât précipiter dans les flots. Il y avait la vie fertile en aventures de saint Budoc et de sa tendre mère, la comtesse Azénor, laquelle fut accusée faussement par une malicieuse marâtre de n'être point fidèle à son mari, comte de Goelo, et sur l'ordre du prince de Léon et de Brest, son père, abandonnée à la mer, par delà le Goulet, dans un tonnelet bien clos. Mais, ô prodige ! ballottée cinq mois durant par les vagues, nourrie par les anges, les yeux tournés toujours vers le ciel, ne cessant de faire oraison, en cette étroite caque elle accoucha d'un fils, enfant admirable, dont la sainteté s'annonça incontinent par une autre merveille, car sitôt que madame sa mère lui eut fait baiser son crucifix, il se mit à l'exhorter par d'édifiants discours de piété, d'espérance et de résignation.

On lisait tout cela gravement; les hommes écoutaient en fumant, assis sur les coffres, au pied des lits-clos, ou bien le coude sur la table, et la tête dans la main. Sous la chandelle, dont la lueur mêlée aux éclats sursautants du foyer laissait une profondeur d'ombre, les rudes figures étaient recueillies. De temps en temps, le vieil Yves, le fermier, posait sa pipe pour dire en nous regardant de ses yeux vagues : *Ma Doué ! brau eo!* (c'est beau !) Alors la jeune fille s'arrêtait de lire et m'expliquait le merveilleux passage. Au dehors, souvent, de sifflantes rafales passaient dans la nuit; on entendait longuement bruire et se lamenter les chênes de l'avenue voisine, — les petits chênes sans âge que je vais quelquefois revoir, car la plupart sont encore là, alors que les gens n'y sont plus; les mêmes toujours qu'il y a trente ans (et personne alors ne savait quand ils avaient été plantés), impuissants à grandir sur ce plateau où le granit est tout proche, pathétiques avec leur air toujours d'essayer de fuir, comme s'ils se rappelaient tous les assauts du Suroît et vivaient dans la peur.

L'histoire miraculeuse finie, on lisait, à la fin du chapitre, de pieuses méditations sur la vie et les vertus du saint. Et puis commençaient les oraisons, en latin, en breton, — le celtique alternant avec la vieille langue de Rome, comme au temps de

la Bretagne après la conquête de César : *En hano an Tad... Hon Tad pehini zo en env... Credo in unum Deum...* (on disait *Gredo*, les consonnes initiales variant facilement sur les bouches celtiques.) Et puis les litanies à la Vierge, les prières au bon Ange, et pour finir, les monotones, interminables supplications pour les défunts. *Pedomp evit an anaoun* (1), disait la mère, la grande, la vaillante Marie-Jeanne, environnée des plus jeunes enfants : les fillettes qui lui tenaient les mains, les deux petits gars agenouillés, la tête enfouie dans son giron. Long murmure où passaient les accents de la voix bretonne et de la liturgie, — soudain plus grave quand les hommes donnaient les répons, les *Evelse bezo gret* (2), les *Requiescat in pace.* Que cela était émouvant, dans ce petit gîte enveloppé de nuit, avec les gémissements, parfois les colères, les à-coups furieux du vent d'Atlantique faisant tout trembler au dehors, cet appel d'une famille humaine à la puissance infinie!

Entre ces paysans du Léon que j'ai connus et leurs ancêtres de tous les siècles chrétiens, quelle différence y a-t-il? C'est vrai, les petits allaient, — pas tous les jours, — à l'école. Mais les parents ne savaient que leur breton et leur monde breton. Ils n'avaient pas besoin de calendrier pour connaître, chaque dimanche, de mai à octobre, quelle chapelle du pays se réveillait pour un pardon. Un vieux pensionnaire qui gardait les vaches avait été soldat « en France; » et sans doute bien d'autres de leurs aïeux avaient servi sur mer et sur terre. Mais ils n'avaient pas l'air de communiquer avec la France. Ils semblaient ne se rattacher à rien qu'à leurs voisins tout pareils, et à leurs pères, descendants des Bretons venus aux temps mérovingiens de cette Bretagne d'outre-mer qui, depuis, s'est toujours appelée, chez eux comme en Galles, *Bro-Soz* (pays des Saxons). A la même place que ces pères, avec des outils semblables, ils continuaient de défricher la lande primitive, accomplissant les gestes qui reviennent avec les saisons, les invariables gestes des labours, des semailles, des moissons. Toujours les mêmes alternances de travaux et de fêtes, toujours pour aliment des âmes la vieille histoire chrétienne, le saint Évangile, la messe, les prières, et, seule littérature, les vies miraculeuses des Saints... A l'horizon prochain d'où monte interminable-

(1) « Prions pour les âmes. »
(2) Ainsi soit-il!

ment, en silence, le souffle gris de l'Océan, derrière une levée de lande et de haies noires, ils voyaient de leur plateau l'église dont la cloche a sonné pour les baptêmes et les morts de tant de générations surgies de cette terre. Là était la poussière de leurs défunts. Dans le petit ossuaire, au pied du très vieux clocher de Bohars, qui n'est plus, les os de ceux qu'ils continuaient avaient passé parmi les moissons de crânes qui finissaient là de s'effriter en quelques années; — mais il y en avait encore, il y en avait toujours eu, aussi pareils que les pommes dans le fruitier, et la même image du monde et de l'au-delà s'y était toujours reflétée.

***

Répétition des types, des vies. Comme elle a duré, cette Bretagne ! Aujourd'hui même, pour trouver des âmes de l'espèce qu'elle a formée durant des âges, des physionomies qui portent sa marque, il n'est pas toujours besoin de chercher parmi les anciens. Je sais des hommes, des femmes, qui n'étaient que des enfants à une époque où déjà je regardais cette province avec le sentiment que l'on a pour les choses qui vont mourir : ils n'appartiennent pas moins que les paysans de ma jeunesse à l'ancienne civilisation, celle qui enseignait la mesure, la paix de l'âme et la courtoisie. Corentin, l'ancien passeur de la rivière, si humble, de cœur si fin, en est un type accompli.

Un exemplaire un peu moins simple, c'est une dentellière, presque une bourgeoise, de Fouesnant, que je voyais quelquefois avant la guerre. Un après-midi, passant devant son logis, j'avais entrevu dans l'ombre intérieure, derrière le léger étalage, une jaune, patiente figure penchée sur un gros livre. Ce visage, le tableau presque hollandais qui se composait là, m'avaient fait entrer. J'achetai quelques dentelles, et m'approchant du volume posé sur des brochures, et dont la dernière page ouverte montrait le mot *Taolen* (table des matières) :

— Un livre breton? On n'en voit guère aujourd'hui !

Elle répondit dans un français très pur :

— C'est vrai, il n'y en a plus beaucoup qui lisent notre langue. On la parle : on ne sait pas reconnaître les mots imprimés. Quand on lit, c'est du français, comme à l'école.

Elle me laissa regarder ses livres. Il y avait la biographie

d'un certain évêque de Cornouailles, connu dans le pays vers 1860, sous le nom d'« évêque blanc; » la relation de la reconnaissance et du retour à la cathédrale du bras de saint Corentin, sauvé en 1793 des profanations révolutionnaires par un pieux menuisier de Quimper ; la vie de Charles de Blois, l'histoire d'un certain Simon de Morlaix, — et, bien entendu, principal ouvrage, la *Vie des Saints*, une vieille édition, dont chaque page montrait, au coin d'en bas, la marque du pouce.

— Celui-ci, me dit-elle, je le tiens de mon défunt père, — Dieu lui fasse paix ! — qui était fermier, près de la chapelle de Perguet. Il n'avait pas appris à lire, mais à dix ans, nous avons été chez les sœurs, et dès que nous avons bien su nos lettres, ma sœur et moi, il nous faisait faire la lecture tout haut le soir, — toujours dans ce livre-là, qui est très bon. Quand on l'avait fini, on recommençait... Ah ! c'est vrai : nous en avions un autre, une histoire du pays qui raconte tout : les païens des premiers temps, Noménoë, les princes, les comtes, le duc Charles, la reine Anne, oui, tout, et Fontenelle, et les protestants, et la Révolution, la guillotine. J'en sais des parties presque par cœur...

« ... Comme c'est triste, monsieur, que l'on fasse la guerre au breton ! C'est la langue de nos pères. Est-ce qu'on ne pourrait pas l'apprendre à l'école comme le français? Croiriez-vous qu'il y en a, par ici, — des marins, surtout, — qui ne veulent pas le parler à leurs enfants? Eh bien ! ces enfants-là, c'est comme des étrangers dans le pays. Et avec ça, leurs parents les habillent, le dimanche, comme à la ville. Sûr ! ils nous mépriseront.

« ... Tout de même, le breton n'est pas encore fini. L'autre jour, un vieux est venu au bourg qui vendait des chansons bretonnes en montrant comme il faut les chanter. Il avait la voix très bonne. Tenez, j'en ai acheté une ancienne, bien drôle, que mon père savait : *Ar Pilhaouer* (le chiffonnier). Il y avait longtemps qu'on n'avait pas vu ça.

Elle parlait sans aucun geste, simplement, doucement, d'un air de soigneuse civilité, sans chercher ses mots, avec l'accent fortement modulé de Basse-Bretagne. Une femme en collerette à plis, en grande cornette, portant des besicles qui ajoutaient à son air sage et respectable. Un peu grasse et blême : ce teint des religieuses qui dit la vie recluse, habituée à l'ombre.

J'essayais de concevoir cette vie : la messe du matin, la monotonie des heures, le travail des doigts dans l'obscur logis, les soins du ménage, les pieuses lectures, les dévotions du soir. Ainsi vécurent simplement, sans désirs, sans ennui, beaucoup de nos arrière-grand mères de province.

Avec sa mine de tranquille raison, sa politesse diserte, la pâle dignité de ses traits, elle ressemblait à des femmes que j'ai vues nombreuses dans les bourgs d'une autre région de la presqu'île, le pays ecclésiastique et lettré de Tréguier, qui tient de notre XVIIe siècle, honnête, bourgeois, bien plutôt que de l'obscur Moyen-âge.

Elle a raison; pourquoi l'école n'enseignerait-elle pas les deux langues? Elle-même, intelligente, de bon conseil, de parole juste, m'en semblait une preuve : cette double culture est profitable à l'esprit; on le sait au pays de Galles, où l'idiome local, qui est le breton de cette autre Bretagne, est obligatoire à tous les degrés de l'enseignement. On respecterait ainsi le fond, les tendances ataviques de l'enfant. Ce serait une greffe, non un déracinement, une violence faite à la jeune âme pour la transplanter sans transition, sur un terrain qui n'est pas celui de son espèce. Violence impuissante le plus souvent, puisque la pauvre langue indigène qui fut toujours combattue, — autrefois par l'école religieuse comme aujourd'hui par l'école de l'État, — persiste malgré tout, et que les paysans ne parlent entre eux que celle-là. Seulement, c'est à la façon des primitifs, sans rien savoir de sa structure, sans même avoir conscience des mots distincts, des coupures entre les éléments d'une phrase (1).

Un autre exemple des anciennes règles et formes de vie, c'était Soisic, une servante d'auberge : une auberge qui est aussi boulangerie, dans un bourg de la côte, aujourd'hui fréquenté par les baigneurs. Ce bourg où elle est née, est, par la diligence, à deux heures de Quimper. Elle n'y était jamais allée.

(1) On s'en aperçoit quand on essaye d'apprendre du vocabulaire breton en demandant à de simples paysans ou pêcheurs l'équivalent de tels mots français. En général, la question leur paraît dépourvue de sens. Isolés, un mot français, un mot breton n'ont point pour eux de signification. Dans ce cas, pour qu'ils comprennent, il faut introduire le mot dans une phrase, et alors c'est toute la phrase qu'ils traduisent. Si, à l'école, ils apprenaient le français en fonction ou simplement à côté du breton, ce serait un exercice d'analyse.

Voilà encore un trait du monde ancien, cette attache étroite de l'homme à sa terre natale. Il était vraiment « localisé. » La curiosité manquait, et le groupe immédiat le tenait davantage.

— La ville, me disait-elle un jour, je n'ai pas le temps. Il y a de l'ouvrage ici. Après la saison, je suis seule : servir le débit, vendre le pain, faire les chambres... Même je n'ai jamais pris le bac pour aller de l'autre côté du port. Je n'ai jamais vu la plage en été.

Elle me contait la monotonie d'une servitude qu'elle trouve bonne :

— Les dimanches? Non. Aucun : ce n'est pas comme à Quimper, ici. En hiver, pourtant, quelquefois : je sors une demi-heure avec les enfants... Oh ! les maîtres sont de bonnes gens : tout le monde les aime. Des fois, Madame me dit : « Ma fille, va donc te promener. » Je saurais pas où aller : j'aime mieux mon ouvrage. Quand je vais dehors, c'est seulement pour faire un tour au cimetière... Mon frère qui s'est péri en mer... On l'a retrouvé du côté de l'Ile : il est enterré ici... La messe? oui, bien sûr : chaque dimanche à six heures et demie. C'est mon plaisir.

« Oh ! je suis contente; je ne m'ennuie pas. Je me lève de bonne heure, je travaille tout le jour; faire autre chose, je saurais pas. Le soir, je suis fatiguée ; je fais ma prière, je vais me coucher, et voilà la journée finie...

« ... Le mariage? J'ai pas le temps d'avoir de bon ami. Il y a bien le pardon d'ici, mais M. le recteur a défendu aux jeunes filles du pays d'y aller danser. C'est au mois d'août ; il y a trop d'étrangers maintenant, des gens des villes, des gens hardis qu'on ne connaît pas... On parle de la jeunesse : voilà treize ans que je suis chez les maîtres ; j'en ai vingt-cinq maintenant. Je ne connais pas autre chose qu'être ici. Mais je me plais bien ; Madame est bonne avec moi. Et puis les enfants, Pierre et Marie, jamais je pourrais quitter : j'étais là quand ils sont nés...

« ... Oui, j'aurais pu aller en service à Nantes. Une dame qui est restée deux mois ici, qui voulait m'emmener... Mais changer de pays !... A la ville, je sais bien, on s'amuse; mais je n'ai pas l'idée de ça. Je suis habituée comme ça. Et puis ma chère mère n'aurait pas aimé. Elle n'avait jamais quitté la paroisse. Elle est enterrée ici avec mon frère. Je ne peux pas m'éloigner.

« ... Elle était tombée dans les chagrins, ma chère mère, quand mon cher frère s'est péri. Tous les jours à pleurer et réciter des prières. Et combien de messes pour son âme qu'elle a fait dire ! Elle ne s'est pas consolée ; elle est morte après un an.

« ... Ah ! elle nous avait bien *leuvés* (élevés). Mais sûr qu'elle me gronderait si elle me voyait avec la coiffe à la mode d'aujourd'hui. Sévère elle était sur la tenue : une tape, si seulement le bord des cheveux dépassait ! »

Brave Soisic ! elle me racontait ces choses en me servant dans la salle à manger où nous étions seuls : c'était en octobre, il n'y avait personne dans cette hôtellerie. Je lui avais dit de poser les plats et de s'en aller dîner. Elle n'avait pas voulu. Mais qu'on lui témoignât un peu d'intérêt, cela sans doute l'avait touchée, et de là ses confidences, les premières depuis cinq ans que je la connaissais. Elle parlait, droite et simple, les yeux brillants, attentive à son service, la maigre petite servante qui fait tout dans cette grande maison, et pour qui la vie, depuis l'enfance, se réduit à ce manège de mule tournant paisiblement sa meule.

« Je suis contente, » a-t-elle dit. C'est un mot qui revient souvent quand ces humbles se laissent aller à parler d'eux-mêmes. Que de fois je l'ai entendu prononcer en breton, — *me zo countent,* — par mon vieux fermier de Penfeld, quand, avec un tison de l'âtre, il allumait sa petite pipe de terre, le soir, en attendant les prières, après une journée pareille à toutes ses journées : douze heures de patient labeur courbé sur un maigre champ. Labeur sans récompense, car chaque année il fallait emprunter à des voisins : la moisson payait la dette, et l'on recommençait à faire des papiers. Une année, je le retrouvai dans un garni de Kerinou. La moisson avait manqué, la maladie s'était mise sur les vaches : il avait fallu vendre les meubles, quitter la ferme. A soixante-trois ans, il songeait tranquillement à se faire domestique de ferme ; mais un fils, ouvrier à l'Arsenal, l'avait recueilli dans cet obscur logis de faubourg. Loin de la terre, la besogne automatique de toute sa vie lui manquant, il se mit à languir. Je le revis quelques semaines avant sa mort. Il avait toujours son même air d'innocent qui n'imagine pas le lendemain ; encore une fois, avec son

perpétuel sourire, il me dit son perpétuel *me zo countent*. Je doute qu'il ait beaucoup pensé à sa religion, mais chaque jour, depuis l'enfance, il en avait répété les gestes. La vie, la mort, lui étaient pareillement simples et merveilleuses. Un jour qu'il était malade de la petite vérole, sa fille avait vu la Sainte Vierge, toute blanche avec une couronne de fleurs sur la tête, qui lui fit signe qu'il guérirait. Là-dessus, quand il fut debout, toute la famille s'en était allée en char à bancs, au trot du sage Tambour, porter une poule noire au recteur de Trefleis, à six lieues de là, tout près de la Manche : une paroisse qui devait avoir une réputation miraculeuse.

Ces humbles vies, qui restent sereines, nous disent notre grande illusion, celle qui nous inquiète, — mais, sans doute, elle sert au mouvement du monde, ou elle en fait partie. Ce qui compte pour le malheur ou le bonheur de l'homme, c'est bien moins sa condition matérielle que la vue qu'il en prend. L'accoutumance, voilà un élément que l'on néglige dans le calcul général de la vie. La conscience n'est jamais que d'un changement d'état : joie et douleur traduisant le passage d'un moins à un plus, d'un plus à un moins. Aussitôt le passage accompli, oublié, une adaptation se fait, la vibration singulière tombe, qu'avait excitée la rupture de l'ancien équilibre. Si, par l'effet de l'éducation, par les suggestions d'un milieu social instable depuis que les vieux cadres ont été brisés, l'homme a conçu la vie comme « chasse au bonheur, » comment se reposerait-il dans cet état neutre ? Un nouvel appétit l'aiguillonne, et il a vite fait de trouver sa limite, à quoi il s'aheurte, puisque son rêve renaît et l'élance encore. Du *plus* imaginaire où l'avait porté ce rêve, le voici retombé au *moins* qu'est sa réalité présente : chute plus douloureuse, fréquente, quand il s'est entraîné à comparer, imaginer, et que son désir est monté plus haut. Il s'agite ou languit. Mécontentement des foules qui ont commencé de penser; ennui, inquiétude, névrose, chez ceux que l'on appelle fortunés.

Au contraire, dans les vieilles sociétés où la vie s'est prise en des formes simples, celles de la caste, de la religion, de la coutume, — en des automatismes qui sont le commencement de l'instinct, qui signifient, comme l'instinct, l'adaptation achevée. La douleur n'y est pas le mal chronique dont chacun porte en soi le principe. C'est un accident venu du dehors,

généralement limité à l'inévitable de l'existence : maladies, déboires du métier, mort des êtres proches. A ces coups même les âmes de l'ancien type sont résistantes. C'est qu'elles sont fixées, orientées à demeure par la croyance, la tradition, les invariables nécessités de la vie rurale. Sans doute, le Breton est naturellement sensible, facilement tourné vers le monde intérieur. Dans la mesure où ce trait de race prédomine en lui, il peut se tourmenter. Mais en général, dans la monotonie de l'existence traditionnelle et paysanne, l'homme est patient; le malheur n'enfonce pas la flèche aiguë dont s'envenime la blessure. Une ombre passe, et puis le demi-jour habituel recommence, avivé çà et là de lumières qui font partie de l'ordre établi. Comme les minutes d'ombre, le cours régulier de la vie les amène : joie des bonnes moissons, gaîté des baptêmes, liesses des pardons et des noces, récréations du dimanche après la fête de la messe, et, simplement, tous les soirs, bonne sensation de répit, celle qui mettait un sourire sur la bouche édentée du vieil Yves, quand, à la veillée d'automne, il posait sa pipe pour nous dire son *me zo countent*. Merveille de la vie qui s'accommode à tous les milieux, se transforme de façon à tirer parti des plus hostiles. Sur la falaise battue par le vent de mer, elle ouvre aussi de touchantes fleurs.

Quand un tel accord s'est établi, il peut durer indéfiniment, à condition que nulle influence nouvelle n'intervienne pour détourner l'espèce du type adapté. Mais le grand événement actuel de la Bretagne, c'est cela : introduction d'idées et de mœurs d'essence étrangère et moderne. Entre les âmes et les anciennes conditions d'existence, les équilibres millénaires sont dérangés. L'événement, d'ailleurs, est général. Par le journal, par l'école, une culture conçue par des citadins qui sont des intellectuels est appliquée tout d'un coup à ces peuples ruraux, qui, si longtemps, n'ont connu, avec leurs coutumes et leurs croyances, que la terre et ses travaux. Leur vision du monde change, et le cercle d'habitudes est rompu, qui lui correspondait. L'homme dont s'étend l'horizon ne se résigne pas aux limites qui furent naturelles à ses pères. Il aspire au milieu plus mobile et plus vaste d'où lui vient l'idéal enseigné, où ses besoins nouveaux peuvent se satisfaire. Quel illogisme que de provoquer le paysan à l'activité cérébrale, et puis de regretter

que la somnolente terre ne le retienne plus ! La guerre, d'ailleurs, l'arrachant à sa glèbe, le mêlant à de vastes troupeaux, a partout hâté ce branle de l'esprit qui ne s'accorde pas avec la demi-solitude et la monotonie de l'existence rurale.

La Bretagne retarde toujours, mais ce mouvement y est bien commencé. Il gagne vite, autour des villes, dans les grands ports de pêche (aujourd'hui, à Concarneau, on n'entend plus le breton méprisé), — et de même, dans ces parties de la côte où les baigneurs, plus nombreux pendant quatre mois d'été que les indigènes, apportent leurs habitudes et libertés de citadins en vacances. En de tels lieux, les contrastes qui nous étonnent à Brest se retrouvent, moins violents, évidents. A côté des récents civilisés en casquettes ou blouses pratiques de noire lustrine, qui calculent, n'ont qu'un enfant, rêvent pour lui de bourse et emploi de l'État, écrivent à leur député, on y voit encore des simples qui ne cherchent que leur paix, et la trouvent dans leur cercle accoutumé de travaux et tranquilles plaisirs. Ceux-là conçoivent d'autres liens que ceux qu'a noués un marché, et demeurent fidèles aux vieilles coutumes de courtoisie. Et, sans doute, il est encore des femmes, pas toujours âgées, qui savent les belles histoires et chansons d'autrefois, qui croient à la vertu de certains rites plus anciens que le christianisme, et même à ces fées, ces lutins, dont elles vous diront, si vous leur en parlez, qu'ils sont « partis. » Mais dans ce milieu qui n'est plus fermé, les courants du dehors, pénétrant çà et là tout d'un coup, peuvent entraîner des âmes pour toujours attachées, semblait-il, aux antiques assises. Au lendemain de la guerre, qui a remué jusqu'aux dessous les plus profonds, immobiles, de nos populations françaises, la soudaine hausse de tous les salaires, des prix, des profits, changeant les points de vue avec les valeurs, produisit en Bretagne une excitation qui gagna les esprits les mieux réglés par l'habitude. J'ai vu un jardinier de soixante ans, aux prunelles du bleu le plus candide et paisible, ami jusque-là de son travail et de ses maîtres, qui l'honoraient, se laisser vite endoctriner par un frère, ancien cheminot revenu au pays. Ce pauvre homme se mit à abhorrer tout son passé, persuadé qu'il n'avait jusque-là vécu qu'en innocent, dupe naïve de tous ceux qui l'avaient employé. L'idée qu'on ne songeait qu'à l'exploiter le posséda si bien qu'il rêva, dans son trouble, que ses maîtres le faisaient espionner pour

s'assurer qu'ils tiraient bien de ses bras tout le profit possible. Entreprenant alors avec rancune de travailler, comme il disait, « pour lui-même, enfin, et non plus pour les autres, » il oublia de se demander si le gain de ce labeur indépendant équivaudrait au régulier salaire qu'il abandonnait. Il avait perdu la notion de ce salaire. Il croyait vraiment avoir travaillé pour rien.

Il calculait mal, mais il avait commencé de calculer, et dès lors il était autre. Il avait perdu cette naïveté qui est une virginité, celle qu'on lisait jadis sur presque toutes les physionomies dans les pardons de Basse-Bretagne, celle qui fut un des grands charmes de ce monde, et que j'ai tant aimée chez un Yvon, un Corentin, un Yann, et plus encore — il y a si longtemps — chez mes vieux fermiers du Léon.

C'était un faible, ce révolté, comme tant d'hommes de sa race qui aspirent à être menés (et de là leur fidélité au chef), et qui ne passent pour forts, tenaces, que parce que leur milieu breton, si longtemps demeuré clos, continue de les posséder. Rappelez-vous cette « dure tête » de mon frère Yves, au fond si plastique, suggestionnable, qui avait pris tant de façons de penser de Loti. Le tout est que l'influence étrangère les atteigne vraiment et persiste (1).

Atteindra-t-elle toute la Bretagne, et va-t-elle persister? Ce n'est pas sûr, — tant, du moins, que ne s'étendra pas le milieu industriel (mais, demain, l'utilisation des marées dans les rivières peut l'établir un peu partout). Jusqu'à présent, les changements n'apparaissent qu'en certaines régions, — et là même, ils sont de date trop récente, il est trop clair qu'ils sont dus à l'événement immense mais unique de la guerre, pour qu'on les déclare définitifs. Aussi bien, ce n'est pas la première fois que les orages du monde agitent cette province, et que leur souffle vient en altérer l'atmosphère. On n'ose parler des lointaines guerres de la Ligue, qui semblent pourtant l'avoir profondément remuée (Renan croyait que les Espagnols y laissèrent une marque durable.) Mais nul doute que la Révolution, les souvenirs rapportés des guerres par tant de vieux soldats

(1) La notion du Breton à tête de caillou est ancienne, et vient des régiments où il apparaissait inassimilable. Mais si le milieu nouveau était sur lui sans action, c'est presque toujours qu'il ne savait pas le français.

bretons de l'Empire n'en aient pour un temps changé l'âme. Au milieu du XIXe siècle, elle avait repris toute sa vieille physionomie. Cette Quimper, si catholique, si traditionaliste, si bretonne, au temps de Louis-Philippe, comment croire qu'elle ait eu son moment révolutionnaire, que là aussi l'idée rationaliste, soudain propagée par toute la France, se soit traduite en violences contre la religion, qu'une foule s'y soit trouvée pour profaner, dans la cathédrale, les os du vieux saint éponyme, décapiter les rayonnantes figures du grand porche? Après ces perturbations, le vieux fond primitif s'est toujours rétabli.

Peut-être le pays même, sa terre, son ciel, y sont-ils pour quelque chose. Là où la croissance des villes tentaculaires, l'afflux massif des touristes, la prolifération des villas de tous styles, n'ont pas dérangé la nature, dans l'intérieur surtout, elle garde, avec son aspect immémorial, sa vertu de tous les temps, cet étrange pouvoir d'engourdissement, qui semble, en ces campagnes, tout immobiliser dans le passé. J'ai dit ces marins, ces soldats, que je voyais avant la guerre rapportant chez eux les manières, le bagout du régiment, de Toulon, des colonies, — « dessalés, » comme ils disent, — et puis bientôt repris par les graves suggestions du paysage natal. La lande, le roc primitif qui affleure, les profonds chemins creux, la basse, grise vapeur montant d'un horizon prochain, comme l'haleine de l'Atlantique, comme son infini soupir, les fouets noirs des genêts, remuant au vent sur ce fond de lente grisaille, les petits arbres penchés, rebroussés, toujours plus sombres et l'on dirait plus vieux qu'ailleurs, cet air d'autrefois que prennent si vite les choses, là-bas, sous l'action de l'air mouillé, des longues pluies, tout cela, qui touche secrètement le fond de l'âme, détourne du présent, domaine de l'action. Le bruit du monde moderne semble expirer; c'est la vague rumeur d'une marée lointaine. Nous-mêmes, que ce monde, par ses impulsions, ses directions, a formés, comme nous pouvons la subir, cette lente sorcellerie, si nous allons un peu nous retirer dans ces paysages! Là, comme en Orient, nous apprenons à *contempler*; nos objets ordinaires nous deviennent illusoires, et tout notre mouvement perd sa raison d'être. Telle fut de tout temps la mystérieuse influence, non seulement de notre Armorique, mais de tous les pays bretons. De la Cornouaille anglaise, des campagnes du pays de Galles, il semble qu'on ne puisse rien

évoquer sans répéter ces mêmes mots d'immobilité mystérieuse, de torpeur enchantée, qui nous reviennent toujours aux lèvres, quand nous parlons de notre Bretagne. Tennyson aurait pu mettre dans une de ces presqu'îles d'Occident sa terre des Lotophages, — les hommes qui n'agissent pas, qui n'entreprennent pas, qui rêvent et se souviennent. Se souvenir, ne rien oublier, voilà bien, pour les Anglo-Saxons, le grand trait kymrique, gaélique. Ces races leur semblent vivre inutilement tournées vers le passé. Passé de l'Irlande, dont tous les siècles écoulés depuis la conquête n'ont pu tarir le regret. Passé gallois, breton, qui dure, se survit dans le présent, comme Arthur endormi de son sommeil de mille ans au milieu de tous les changements du monde.

Pour comprendre la fidélité, malgré tout, de l'âme bretonne à elle-même, il faut penser à ses longues durées, à la poussée exercée à chacun de ses moments par tous ses temps antérieurs. Quand un type a fini par s'établir, il faut beaucoup d'atteintes avant qu'il s'altère définitivement. Il peut fléchir, varier en beaucoup d'individus, mais longtemps, quelles que soient les déviations subies, il tend à reparaître.

En ces pays du souvenir, une telle tendance n'est si forte que parce qu'ils sont aussi les pays de l'habitude. « J'ai l'habitude, » voilà encore un mot bien breton. La pauvre Soisic le répétait pour expliquer son contentement de sa condition si bornée. Et de même, le vieux patron Salaün qui, pour faire toujours sur son sloop, avec ses langoustes, la même navigation dans le raz de Sein, avait dit non à toutes les offres de postes meilleurs.

C'est que l'habitude est encore du souvenir : mémoire organique, persistance au plus profond de nous-mêmes d'un passé qui n'a pas cessé de nous régir, répétition de gestes acquis par quoi l'être formé à demeure, vraiment adapté, répond aux excitations d'un milieu qui ne varie pas, ou dont les variations se répètent, appelant toujours les mêmes réactions. En somme, un commencement d'instinct, le contraire de l'activité personnelle et réfléchie, du vouloir véritable, dont la décision « arrache » l'étincelle de la pensée, parce que, cherchant une adaptation nouvelle, elle rompt le circuit établi d'un automatisme, et que celui qu'elle installe n'est pas encore fermé.

L'esprit d'initiative est rare chez les hommes de ces races. Ceux qu'on voit dans les campagnes se montrent étrangement dociles aux désirs, aux directions de l'étranger, dont ils semblent sentir la supériorité pratique. On les oppose aux Normands, aux Anglo-Saxons, pour dire qu'ils s'ingénient peu, qu'ils n'essaient pas de changer leur vie, de changer les choses autour d'eux, pour les soumettre à leurs fins. C'est vrai que jamais, ou presque jamais, je n'entendais mes simples amis bretons de la campagne ou de la mer parler d'entreprises, projets, combinaisons d'avenir. En général, simplement, ils se rappelaient, déroulaient du passé. Ames immobiles comme autour d'eux leur monde où tout le passé dure. Fatalistes au fond : ils subissent leur vie comme des Orientaux. L'habitude, la coutume, cette habitude collective, leur sont un destin. J'ai comparé aux pieux mendiants des *moussems* maugrebins les gueux des pardons bretons, ceux qui se signent avec le sou de l'aumône et ne remuent les lèvres que pour marmotter le latin de leurs patenôtres. Même acceptation de la misère où ils sont pareils; même tranquille et religieuse soumission à un sort dont la nécessité apparaît comme une volonté d'en haut fixant à chacun sa place et son lot sur la terre. Cette patience, cette résignation ont toujours passé pour un grand trait de l'âme bretonne. Les paysans de l'ancienne espèce que j'ai connus supportaient tout sans se plaindre. Ils prenaient leurs malheurs comme la grêle ou la gelée qui gâtent les moissons, — mais qu'y faire? Je reverrai longtemps le triste, profond regard d'une paysanne attaché sur son enfant, un petit squelette mangé de gourme. Elle n'avait jamais rien fait pour le défendre. Il fallut lui apprendre à le laver.

L'autorité de la tradition dans le groupe n'est que cet empire, sur chaque âme, de l'habitude. On peut dire qu'elle s'y confond. Car un paysan breton ne voit pas les durées du groupe. La tradition ne lui apparaît pas : simplement elle est en lui son habitude. C'est une façon de penser, d'agir, qu'il a reçue sans le savoir de ses pères, accordée avec l'ordre dans lequel il est né, un ordre à ses yeux nécessaire, naturel, hors duquel il n'imagine rien, qu'il ne songe donc pas à changer. Telle est, au fond, la signification de la coutume dans ce monde celtique. On l'a noté à propos d'une autre branche de la race : « Le régime sous lequel vit le peuple Gallois n'est pas

pour lui un ensemble de prescriptions, d'usages, nés de la volonté humaine, auxquels d'autres succéderont. Comme la loi qui prévaut parmi les hommes d'Erin, c'est une « loi de nature, » — une loi qu'on ne fait pas, qu'on découvre, que les bardes n'édictent pas, qu'ils déclarent. Innovation est synonyme de crime. Violer la coutume, c'est renier les ancêtres, se poser contre Dieu, contre la volonté supérieure qui régit d'une manière immuable des générations d'hommes (1). » Ainsi entendue, la tradition tient du rite, et se présente comme d'institution divine.

Bien entendu, chez les descendants des Kymris qui, vers le VIe siècle, traversèrent la mer pour changer notre Armorique en Bretagne, rien de tout cela ne s'est jamais énoncé. Mais du geste accoutumé, de la chose établie, ils ont gardé la religion. De là, dans leurs croyances, légendes, chants, coutumes, tant de couches reconnaissables du passé, depuis les âges païens jusqu'aux derniers temps de la monarchie française. Aujourd'hui encore, c'est une idée répandue qu'ils sont le peuple le plus archaïque d'Europe. Parce que sur leur terre ils ont toujours répété la vie, les gestes de leurs aïeux, parce que la trace de chaque génération s'est confondue avec celle des générations antérieures, cette terre nous émeut par cet aspect d'éternité qui est l'une de ses magies.

Nous sommes ici devant des façons d'être bien anciennes, profondes, générales, puisqu'on les reconnaît après une séparation de treize siècles en deux rameaux bretons greffés sur deux souches aussi différentes que l'anglaise et la française. On peut les tenir pour vraiment d'essence ethnique, et conclure qu'elles vont encore durer, tant, du moins, que le monde ambiant n'aura pas définitivement pénétré et mêlé ces peuples à lui-même.

D'autres dispositions semblent aussi tenir du fond persistant d'une race. Timide et secrète sensibilité, aptitude à rêver la vie, profond sérieux, faculté de dévouement, fidélité (qui est l'habitude du cœur) : ces caractères passent depuis longtemps pour bretons. Renan voyait dans leur grand défaut, le penchant à l'ivressse, bien moins un appétit de jouissance qu'un

(1) Jacques Chevalier, *La Formation de la Nationalité et le Réveil religieux au Pays de Galles*, p. 163.

besoin d'illusion, une tendance au songe, à l'oubli du réel.

C'est par le contraste d'une population d'origine bien différente que j'ai le mieux senti le propre de celle-ci. Passant d'un petit havre de Cornouailles à la côte des Landes, je me trouvais parmi des pêcheurs gascons. Il en est un que j'avais pris pour marin : un peu gras, bronzé, de mine large, avec des yeux d'un brun caressant et chaud, un sourire de sensualité épanouie. Le plus loquace, sociable et malin de tous, l'égal de n'importe qui (il n'en avait jamais douté), et vraiment bien intelligent. Il ne reconnaissait qu'une chose qu'il n'eût jamais pu comprendre, et il s'en étonnait : le calcul du point en haute mer par les officiers. Demi couché à l'arrière, une cuisse mollement jetée sur l'autre, la barre en main, il nous mit plusieurs fois sur les sables, tant il parlait avec ardeur des élections, des députés qui procurent des bureaux de tabac, d'une concession d'huîtres, obtenue d'un ministre dont il avait promené la famille, de la carrière de ses fils — (deux enfants seulement : « on a de *l'ingstrussion;* on n'est plus des *bettes* pour vivre à huit, comme chez mes parents, avec des têtes de sardines ») — deux sujets brillants, dont l'un serait un monsieur, un architecte, l'autre cuisinier de paquebot : « au bout de quinze ans, *cinqque* cent mille : c'est assez. » Avec quels haussements d'épaules, quels sourires de supérieure indulgence, il parlait des sardiniers bretons, dont une petite colonie s'était installée dans le pays, les hommes à la pêche, les femmes à la « friture! »

— Ils ne se mêlent pas à nous. Mais on les voit bien : des enfants sous la main de l'usinier, du mareyeur, — qui n'ont pas l'idée de se pousser, de sortir de leur misère, pas même de s'amuser. Et qui sortent par tous les temps, qui ne font pas de cas de la tempête, — des téméraires! Nous autres, sitôt que le ciel noircit pour le coup de vent, on ne songe qu'à échapper. C'est pour ça que nous avons mis des moteurs à nos bateaux, et aussi pour ne pas trimer comme eux, sans raison. On part à sept heures : à onze heures on est rentré avec son poisson; on peut passer l'après-midi au café. Et en vingt ans, un seul accident de mer, et encore, par temps bouché : un bateau d'Arcachon; ils avaient manqué la passe. Là-bas, du côté d'Audierne, de Douarnenez, c'est vingt, trente bateaux qui se perdent chaque année. Par gros temps, c'est à qui tiendra le coup le plus longtemps. Parait que lorsque la mer les

mange, ils ont une façon à eux de prendre l'embardée qui fait rebondir la vague hors du bateau. Ils s'amusent à ça... Faut être fou pour ces jeux-là!...

« ... Et buveurs! Faut les voir, ceux de l'État, dans les ports, les jours de permission, qui zigzaguent, en bordée, dans les rues en se tenant par les mains, — toujours entre eux, les Bretons! *Gwin ardent*, c'est leur mot : ils ne connaissent que ce plaisir-là. Moi, dans ma jeunesse, ce n'est pas à ça que je pensais : à dix-huit ans, quand je sautais du deuxième étage, trois fois par semaine, et courais dans la nuit comme un lapin, c'était pour autre chose (1)!...

« ... Tout de même, il n'y a pas comme eux pour l'ouvrage. Nous, on travaille, mais seulement quand il le faut : on ne prend pas le moyen pour le but, on pense à l'argent... Et puis, chacun pour soi : on se dispute, on se brouille, on ne se connaît plus. Un équipage de pêche, ici, en six mois, c'est changé. Avec eux, ça dure; ils ne se jalousent pas. Et ils obéissent au patron, on dirait qu'ils aiment à être commandés. »

Discipline, fidélité, ce sont leurs vertus classiques. Ce qu'est leur bravoure, à ces passifs Bretons, on l'a vu dans les marais de Flandre, au début de la guerre. J'en ai connu un, — il n'a pas duré longtemps, — qui, pour les corps-à-corps à la baïonnette, enlevait sa veste et son tricot de marin, offrant au fer, comme les guerriers gaulois, sa poitrine nue. « C'était pour être plus dégourdi, » m'expliqua un de ses camarades. Mais ces mêmes hommes, à côté de mes Gascons brillants, qui aiment à briller, comme ils peuvent être gauches! Peu d'esprit, semble-t-il, mais beaucoup de sentiment. Sentiment vague, intime, peu à peu et silencieusement accumulé, que l'on porte longtemps en soi, sorte de brume ou de clarté intérieure : amour du pays, nostalgie, regret des morts, rêve qui s'en va vers la jeune fille, la fiancée, qui s'appelle en Bretagne de ce mot délicat : une douce. De la timidité et presque de la pudeur à s'exprimer; de la bonté souvent, les pauvres, dans les pardons, donnant aux plus pauvres; une

(1) Ce reproche n'est plus vrai; l'alcoolisme a beaucoup diminué chez les marins bretons, surtout par l'effort de l'œuvre des Abris du Marin-Pêcheur (onze Abris, de Roscoff à Belle-Ile.) Les Maisons franco-américaines des Marins, ouvertes depuis quelques années dans nos ports de guerre, ont aussi contribué à ce progrès.

grande facilité à s'attacher, à ne pas compter sa peine, à oublier son intérêt pour un devoir, un mouvement du cœur, une bienséance, — parfois, pour une brusque fantaisie. Singulière douceur de ces hommes, si durs pour eux-mêmes. Beaucoup d'âme : on la voit si aisément chez eux! Leur sensibilité, qui se lit dans les yeux, dans le modelé du visage autour de la bouche, est surtout morale. Un regard, un ton de voix l'intéresse. Je me rappelle ce rapport d'un vieux retraité, gardien, à Audierne, d'un Abri du Marin : « Il est venu un monsieur fort, qui parle tout doux. » Dans cette nuance, il avait vu ce que les passeports, qui ne s'occupent pas de l'être intérieur, appellent un « signe particulier. » Il faut prendre bien garde de les blesser. Un mot, une plaisanterie sans malice peut suffire à les inquiéter. Ils y rêvent, se taisent. Ils s'écartent, et l'on n'en sait pas la raison. Cette aptitude à sentir peut atteindre au morbide. Les cas de mélancolie ne sont pas rares dans le pays.

Au combat pour la vie, leur finesse de sentiment fait souvent leur faiblesse. J'ai vu jadis un pêcheur, — le plus pauvre de tous, qui ne disait jamais rien, ne savait rien que besogner en mer tous les jours avec ses deux fils, — vendre ses homards bien au-dessous du cours (neuf francs la douzaine au lieu de quatorze) à un « collègue, » parce que celui-ci faisait le geste de l'amitié en lui offrant un verre. C'est une ruse dont usait facilement ce malin, qui venait d'apprendre la civilisation en faisant son service à Toulon. Un jour, son canot partit en dérive : des gars de Kerity le trouvèrent au large et le lui ramenèrent. Ils avaient droit à la moitié de la valeur du bateau : « Oh! nous disait-il, j'ai su les prendre : j'ai commencé par leur faire beaucoup de remerciements, et puis je leur ai offert une tournée. Alors, ils n'ont plus osé me dire le prix réglementaire : au moins cent francs. Avec trois écus, je m'en suis tiré. »

On les gagne par l'âme, et c'est par l'âme qu'ils vous gagnent. On les aime, comme toute créature simple, profonde, qui ne s'exprime pas et sent plus qu'elle ne pense. Ils répondent si vite au sourire! Ils ont besoin d'amitié, de protection. L'individu, chez eux, ne s'est point posé à part pour s'affirmer, s'efforcer, prétendre. Chacun vit mêlé à ses frères, dans le milieu natal, où il a tout ce qu'il peut aimer et comprendre, ses joies, ses travaux, ceux-ci bien durs, sans doute,

mais les siens, de tout temps, héréditaires, et qui n'exigent point d'effort de la volonté. C'est vrai, ce que me disait d'eux cet aimable marin du Midi. Il y a de l'enfant chez ces hommes de la mer bretonne, — de ce que l'on aime chez l'enfant : élans, caprices, confiance, crédulité. Ils sont plus prompts, plus excitables, plus accessibles aux suggestions nouvelles que leurs voisins, les terriens aux raides *chupens*, peut-être parce que plus libres, errants sur la mer variable, moins tenus par le *plou* et sa coutume. Prenez garde au succès soudain, en des petits ports où les mœurs n'avaient jamais changé, des violentes propagandes. Mais le fond est grave comme le métier, et l'habitude les reprend vite.

Est-ce parce que l'âme tient chez les Bretons beaucoup de place, que, dans le monde autour d'eux, ils ont toujours senti, pressenti de l'âme ? Chercher des signes, des intentions dans les choses, l'invisible derrière le visible, c'est le penchant le plus ancien, le plus anciennement connu des peuples confinés en ces dernières terres d'Occident où la nature aussi paraît animée, secrètement hantée, plus mystérieuse, quand, sous les pâles fumées de la mer, fondent ses couleurs, son relief, sa matière, et que rien n'en reste que le fantôme. Race de magiciens, devins, a-t-on cru dès l'antiquité, — communiquant avec les esprits, avec les morts, avec un monde qui n'est pas le sensible. De là, peut-être, ce remarquable caractère de spiritualité que présente souvent la physionomie bretonne, — et l'on peut ajouter la figure anglaise, en ces régions-là de la grande île où le Celte abonde encore. Ce sens du mystère, cette aptitude à regarder le monde, la vie, du point de vue moral, cette curiosité d'un au-delà pressenti, c'est toute la faculté religieuse, prête à se fixer en formes précises si le dogme lui est présenté. Est-il besoin de rappeler ce que fut l'intensité de la religion dans ces patries celtiques dont chacune fut un « pays des Saints ? » Aujourd'hui même, pour la voir à l'état fluide, dans ses brûlantes coulées originelles, propageant son feu sur des foules, plus encore qu'aux pays du Levant, c'est dans la vieille Cambrie qu'il faudrait aller, chez ces Gallois où, par moments périodiques, semble-t-il, un demi-voyant, un excitateur possédé par l'Esprit, comme un Wesley, comme un Whitefield, à la fin du XVIIIe siècle, comme un Evan Roberts, il

y a vingt ans, lance sur des milliers de gens du peuple assemblés dans la campagne l'ardeur mystique et parfois la frénésie des *revivals*.

Chez les Bretons d'Armorique, le vieux catholicisme romain a duré, fixé au dogme, au rite, accroissant par la force et le prestige de ses invariables disciplines l'empire de l'habitude et le respect de la tradition. Comme toute religion qui adapte exactement les âmes à l'univers qu'elle leur définit, c'était un principe de forme et de stabilité. Par l'accord qu'il établit entre une certaine image de l'univers et l'explication totale qu'il en donne, par la certitude de ses réponses à toutes les questions, par son autorité sur tous, il assurait la durée du type d'esprit harmonique à la société dont il commandait l'ordre. Telle fut l'action de la foi dans l'Europe chrétienne du Moyen-âge. Telle est toujours son influence chez les peuples musulmans, qui n'ont pas changé et ne pourraient changer que dans la mesure où s'affaiblirait en eux la croyance à la Loi.

En Bretagne, à la fin du siècle dernier, la religion avait encore tout ce pouvoir, — avec quelles conséquences pour le ton et la conduite générale de la vie, on le voyait chez tous. Et quand je songe à ce qu'est encore le matin du dimanche en Cornouailles, à tel bourg bigouden que j'ai vu, et c'était au lendemain de la guerre, assemblé pour la Fête-Dieu, — tous ses hommes, en noir, à genoux, autour du reposoir de verdure, sur le fond de leurs bois et de leurs landes, — ce pouvoir ne me semble pas avoir baissé, du moins dans l'intérieur, et dans cette région-là de la péninsule. Les habitants en sont encore, avant tout, des chrétiens. Chrétiens : c'est un mot dont on use encore au vocatif, dans les histoires, dans les chansons, et quand on s'adresse à une assemblée. Dans ces cantons, la rayonnante image que voyaient en esprit les moines qui ciselèrent les tympans des porches romans donne toujours son fond à la vie. Plus ou moins vaguement, par delà les tâches et tous les mauvais jours d'ici-bas, ils entrevoient le radieux royaume où le croyant, si ses péchés sont absous, va ressusciter pour toujours, le trône où le Fils, dans sa gloire, à la droite du Père, parmi des cercles d'anges et d'élus, dispense la Justice éternelle. Ils songent à leur salut, ils s'inquiètent de leurs défunts, tourmentés peut-être dans le Purgatoire, et dont il faut hâter la délivrance par la vertu des messes particulières, des prières

pour les morts, par les offrandes de cierges agréables aux saints intercesseurs.

De telles croyances, traduites par des actes et gestes quotidiens, changent le point de vue d'où l'on juge les valeurs de la vie, et ceux-là le savent, qui reprochent au christianisme d'insensibiliser les pauvres à leur misère en leur présentant leur condition terrestre comme une attente, un état provisoire, plus favorable au salut s'il est situé plus bas dans cette hiérarchie du monde où chacun occupe sa place providentiellement assignée. Sans doute, chez la plupart la foi est latente, et le plus souvent se satisfait des automatismes du rite. Mais à beaucoup d'âmes elle impose leur attitude et leur direction générale. Chaque dimanche, à l'église, à sa place accoutumée, le fidèle qu'enveloppent le murmure et les chants de la liturgie latine éprouve la pacifiante sensation du sacré, et qu'il s'assemble à tous ses frères. Et de loin en loin, aux jours des mariages, des baptêmes, des deuils, à l'église, cependant que le prêtre, avec des gestes mystérieux, prononce les paroles qui lient, conjurent, bénissent, sa pensée s'éveille et s'émeut. Autour de l'homme qui voit un des grands moments de l'existence humaine s'exalter dans les solennités du culte, tout se pénètre alors de significations augustes, tout s'accorde pour l'élever, quelques instants, plus haut que lui-même. Détaché de ses réalités ordinaires, dans une minute de rêve, il voit sa vie, la vie humaine déployée sous ses yeux, avec les grandes étapes qui la scandent de la naissance à la mort. Il se situe sur ce trajet; il mesure ce qu'il en a parcouru, la brièveté du chemin qui reste devant lui; il sent vaguement les infinis qui le dépassent, et qu'il est aux mains d'une Puissance. Relié à l'ordre immémorial de l'Église, à tous les morts et vivants qui la composent, il se relie à un ordre surhumain d'où le commandement du bien reçoit sa raison d'être, sa force impérative et son absolu. Si rares et brefs que soient de tels moments, leur influence dure, se prolonge encore, aux pénombres de l'inconscient, quand le cours accoutumé des jours a repris, et que leur souvenir, à la surface de l'esprit, s'est effacé.

Et dans certaines âmes, de femmes surtout, des veuves, des mères qui ont beaucoup pleuré, des aïeules dont la vie n'est plus qu'une attente de la mort, quelle constance du rêve religieux! Celles-là n'appartiennent déjà plus à la terre. Que j'en

ai vu, dans les rudes églises bretonnes, le soir, à l'heure obscure où, tous les offices finis, on sent se rassembler avec l'ombre et le silence, autour de quelques lumières, l'âme du lieu, la tiède émanation laissée par toutes les âmes qui ont prié là! Chaque petite flamme brûlant dans la nuit semble seule, et, de même, chacune de ces orantes absorbées. On dirait que le temps ne passe plus pour elles. Telles de ces figures me demeurent inoubliables, — par exemple, cette aïeule qui m'apparut, menant les prières de la Vierge, un soir que j'étais entré dans la charmante église de Gouesnou : une église basse, toute en vitraux, pourprée comme un oursin sous des épines de pierre grise. A l'intérieur, le rouge des grandes verrières finissait indistinctement de transparaître. J'avais cru ne trouver là que du silence, mais une mélopée suppliante montait, énoncée par une voix solitaire et forte dans l'obscur vaisseau. Il y avait une brève pause, et aussitôt un nombreux, rapide murmure de répons. Le dernier mot, dont la résonnance flottait, était celui de *mort*. Et puis la voix énergique reprenait, et cela continuait toujours.

Alors, mes yeux s'habituant à l'ombre, sous la faible lueur d'une lampe, et dans ce qui passait encore à travers les vitraux de jour finissant, je les vis. Elles étaient une dizaine de vieilles femmes, en cape, assises, et, au milieu de leurs rangs, celle qui ne se lassait pas de répéter la salutation rituelle. Était-ce l'heure émouvante, la demi-nuit qui l'enveloppait, le grave, ecclésiastique décor qui s'estompait alentour, était-ce la rigide simplicité du costume de ces campagnes qui est presque un habit de religion, si puissant à mettre en valeur le style d'une telle physionomie? Jamais la vieillesse ne m'a semblé plus auguste. Son front raviné s'éclairait d'un reflet jaune sous la lampe. La chair avait presque disparu de la figure; sous le parchemin et tous les plis du grand âge, la fine ossature se révélait, profondément évidée aux joues, à la bouche, et, par dessus ce dessèchement des traits, le crâne, entre les creux des tempes, se bombait, plus volumineux et plus noble. Au milieu des autres, elle avait un grand air d'autorité. Ce devait être la plus âgée, la plus près de la mort. Elles étaient déjà presque sorties de la vie, ces vieilles femmes de Gouesnou, laissant à leurs enfants le soin des champs et des ménages. Et n'ayant plus rien à faire qu'à préparer cette mort, elles se réunissaient le soir pour prier. La

religion les possédait. A ce pôle du vieux monde breton, elles étaient revenues. Elles avaient pu dans la jeunesse, et puis dans le cours des travaux et soucis quotidiens, ne pas s'y tenir tout à fait, mais la mort approchant y ramenait, y appliquait exactement l'aiguille de leur vie.

Et je revois d'autres figures, moins saisissantes, mais que je connais bien : cette Louise, notre voisine au pays de la Rivière, femme de pêcheur, mère de dix enfants, misérable, mais d'une si noble, sévère spiritualité, avec sa froide bouche serrée, le bleu de glace de ses prunelles, toute son expression d'ardeur froide et de mélancolie taciturne. Elle s'exténue de travail, mais, chaque soir, on la retrouve sur le pas de sa porte, égrenant son rosaire. Un jour, elle confia à quelqu'un son secret: « Je dis une prière, toujours la même : c'est ma paix. Je parle à un ami. »

Et puis cette paysanne de Plougastel que je regardais, paissant ses moutons, un dimanche d'octobre, sur un pré qui descend vers la rade, du côté de la Pointe de l'Armorique. L'église du bourg sonnait au loin pour Vêpres. Je la vis s'agenouiller, la tête tournée vers le clocher, en se signant. Comme elle était paisible, en harmonie, dans le vert et le bleu de l'habit de Plougastel, avec le paysage de landes et de mer, dont le calme tintement de cloche semblait la voix même, disant l'âme ancienne et chrétienne de cette campagne! Un petit talus seulement me séparait d'elle : la tête inclinée un peu sur l'épaule, elle était comme suspendue à quelque objet invisible. Ses mains étaient jointes : je voyais ses pauvres doigts de paysanne, calleux et déformés par le travail. Au moment où je l'avais aperçue d'abord, ce n'était qu'un individu, une fille des champs gardant son troupeau sur une pâture. Ce geste la rattachait à toutes les générations chrétiennes, attestant son être éphémère orienté vers de l'éternel.

Et encore cette douce aveugle d'un village, en Tréguier, où j'ai vécu. Une mendiante? Non : elle n'avait jamais tendu la main; tout au plus venait-elle en automne demander la permission de ramasser en tâtonnant les aiguilles tombées des pins dans les jardins. Mais on savait qu'elle n'avait rien qu'une petite fille pour la conduire, — une simple, au front trop grand, — et on lui donnait. Elle remerciait par une prière, et puis, si on le lui demandait, par une chanson : on s'étonnait toujours

de sa voix toute blanche et grêle, qui semblait venir de très loin, — du lointain de son enfance. Je crois que c'était une des dernières chanteuses du pays. Si tranquille, si frêle, ne pesant pas sur la terre, détachée de tout besoin, le regard remplacé par je ne sais quelle paix émanant de ses paupières fermées et presque toujours tournées, avec son front, vers les clartés du ciel... La religion l'avait mieux qu'anesthésiée à sa misère : on eût dit qu'un mystérieux bonheur l'animait.

Une autre, une Bigouden celle-là, et d'un type ethnographique si marqué, c'était Corentine, dont j'aimais la mine chétive, l'immobile sourire, comme si des lumières, des joies secrètes l'éclairaient, elle aussi, au dedans, — Corentine la lessiveuse, qui ne savait pas lire, parce que de trop bonne heure la vie lui avait été sérieuse : à neuf ans, elle avait dû besogner pour gagner son pain, porter sur sa tête dans les campagnes, et jusqu'à deux lieues de distance, les pesants paquets de linge. Elle ne vivait que pour autrui, soutenant une sœur chargée de famille, son père aveugle, partageant dans une étable un grabat avec sa mère, dont la tête, au temps où je l'ai connue, commençait à s'en aller. Elle « laissait la miche sur la table » pour ses neveux, trois petits gars qui avaient faim, et souvent, le soir, quand elle rentrait, il n'y avait plus de miche. Ces fardeaux ne lui suffisaient pas. Voyant une petite orpheline, boiteuse comme tant de bigoudens, qu'on allait envoyer à l'hospice de la ville, d'un élan, elle l'avait adoptée. Elle s'était mise alors à veiller pour faire de la dentelle. Ses genoux, ses maigres bras rompus par le rude labeur du lavoir, elle se tuait les yeux sous sa chandelle à cette besogne minutieuse, dont le produit lui permettait de satisfaire sa passion de charité. Ces longues tâches, les privations, l'avaient usée. Atteinte d'un mal chronique, elle souffrait si fort, la nuit, qu'elle en appréhendait la venue : elle dormait à peine, mais dès l'aube elle était debout pour une nouvelle journée de travail.

Une voisine lui demandait avec la belle naïveté bretonne : « N'êtes-vous donc jamais fâchée contre le bon Dieu qui vous a envoyé tant de misères? — Au contraire, répondit-elle. On n'est tranquille qu'en se remettant à sa volonté. Il faut croire que je ne suis au monde que pour prendre de la peine. Peut-être que je serai mieux là-haut. »

Elle ne demandait rien (il fallut qu'on vînt lui offrir la

permission que prenaient toutes les bonnes gens du pays de ramasser du bois mort dans la futaie d'un château voisin.) Elle avait toujours son petit air de contentement paisible, de douceur vaillante. En ce temps-là, pourtant, un chagrin secret la tourmentait : elle ne pouvait se passer des sept francs par mois que l'Assistance lui donnait pour sa fille adoptive, mais la condition de cette obole, c'était que la petite n'irait pas à l'école des sœurs. Corentine, si résignée à tout, se tourmentait d'avoir accepté cette exigence : « Cela me coûte beaucoup, dit-elle un jour, doucement, de la voir passer tant d'heures à se mettre des choses inutiles dans la tête. Je crois que l'on ne sait rien de bon si l'on n'a pas appris la religion. » Elle voulait dire : rien qui soit aliment de l'âme, rien d'où jaillisse au cœur du faible une force qui l'insensibilise à sa misère pour le dévouer à celle du prochain.

Simples et pieuses filles qui ne sont pas d'aujourd'hui. C'est par toutes celles que j'ai connues que la Bretagne m'est apparue si respectable et si belle. Bientôt, sans doute, de telles âmes cesseront d'être possibles. C'est d'une vision surnaturelle qu'elles tirent leur surnaturel pouvoir. En excluant de l'école tout ce qui n'est pas le rationnel et le réel, en se passant des mystiques croyances qui appellent au service des impératifs toutes les forces de l'imagination et du cœur élancés vers certaines figures du divin, en rejetant le rite, puissant à suggérer le commandement, on peut tenter d'enseigner didactiquement le devoir. Mais les vertus héroïques, la charité quand on est un pauvre, l'espérance quand on devrait désespérer, la vaillance quand le corps défaille, toutes ces miraculeuses énergies qui soulèvent, maintiennent la créature au-dessus de la nature, quelles leçons qui ne s'adressent qu'à l'entendement, quelles paroles de pure raison pourront jamais les susciter?

***

La beauté du jardin terrestre s'efface vite, avec les couleurs qu'avaient toujours présentées les différents parterres de la plante humaine. A mesure que s'évanouissent les grands rêves millénaires dont les peuples avaient toujours vécu, semble passer l'esprit qui, à chacun, avait donné, avec ses disciplines et ses mœurs, ses idées, ses arts, ses styles propres, son carac-

tère et sa physionomie à part. Depuis les débuts de l'histoire, les temps antiques de la Chaldée et de l'Égypte, jusqu'à la Chine, la Perse et le Maroc d'hier, chaque civilisation, fondée, en dernière analyse, sur une certaine représentation de l'absolu, avait développé l'homme dans un certain sens, à l'exclusion de tout autre, et ce qu'en avait fait ce grand parti pris imposé aux générations successives se traduisait à la direction générale de l'idéal, et, par suite, en toute invention spirituelle et matérielle. Aussi bien qu'un poème hindou, un coffret de Delhi, un vase de Bénarès, nous présentaient l'âme ou les rythmes de l'Inde. Une civilisation était comme un monde à part, où tous les hommes, toute la floraison de leurs œuvres participaient de la même essence, une essence qui s'entretenait en chaque génération pour se transmettre à la suivante. De ce monde, de ses formes, de ses lois, des traditions, des habitudes qui s'y perpétuaient, chacun recevait son ordre et sa vision propre de l'univers et ne concevait rien d'autre. Et de là le caractère unique des productions.

On a tout dit sur le phénomène principal de notre époque. A ces grandes idées originales et spontanées qui ont fait, dans l'espace et le temps, l'admirable diversité des cultures, l'idée rationaliste, critique et scientifique, se substitue, partout la même, excluant de la représentation que les hommes se donnent de l'univers la part du rêve, supprimant cette communication particulière que chaque famille de notre espèce s'était inventée avec l'absolu, et qui, en exaltant les âmes, assurait, avec la force de ses disciplines, la grandeur et le style de ses arts, — de tant d'œuvres auxquelles des multitudes, pour traduire l'infini de leur adoration, ont dévoué une part de leur substance qui nous étonne. A la place de ce merveilleux si fécond, la Science et la Raison substituent chez tous les peuples la seule vue du réel, qu'elles débrouillent et n'auront jamais fini de débrouiller; et dans ce réel, elles montrent deux principes ultimes, partout présents, au delà de quoi elles ne voient rien : l'un, tout logique, que l'esprit porte en soi, et qu'il retrouve dans les choses; l'autre, qui lie par couples les phénomènes, et qui est le règne des lois. Or, une loi n'est qu'un rapport universel et, semble-t-il, nécessaire entre deux faits, et toute logique se suspend à l'axiome A = A. On commence à voir que ni les déductions de l'axiome d'identité, ni

la découverte d'une liaison entre deux faits, si généraux soient-ils, ne sont pour l'âme des principes de vie.

Car ce n'est pas la vue du monde réel dans son indifférence et sa nécessité, c'est la vision du monde transfiguré par ce qu'il y projetait de lui-même, de ses rythmes, tendances, rêves, qui excitait l'homme à des créations de beauté qui ne représentent la nature qu'en la déformant dans un certain sens, — à des actes quotidiens de sacrifice et de renoncement qui contrarient en lui la nature. Ce que lui fait entendre toute la science expérimentale, c'est que sa vie n'est que pour une fois, et la faculté raisonnante en conclut qu'il est dupe s'il ne l'emploie, cette vie, à satisfaire son appétit de jouissance et de puissance. Or il se trouve que cette même science qui lui éteint les étoiles du ciel et toute la magie du monde, captant pour son service les forces de la nature, met entre ses mains, avec les machines, des moyens toujours accrus de pouvoir, et, lui semble-t-il, de jouir, — seulement il oublie que le plaisir ne dépend pas seulement du dehors et meurt vite dans l'accoutumance. D'où ces grands traits qui opposent la civilisation générale de l'humanité moderne à celles de tous les peuples antérieurs : prépondérance, dans la conduite et les rivalités des nations, des intérêts économiques ; application générale des vies à la poursuite des richesses ; soumission de l'ouvrier au service inhumain des machines ; disparition, devant leurs produits sans âme et partout pareils, de ces œuvres de la main dont la plus humble nous touche par ce qu'elle nous traduit de la sensibilité, du rêve, des mouvements de vie d'un homme et d'une race. Ajoutez la dégradation générale de la nature, l'atteinte à ses puissances vivifiantes sous la prolifération des bâtisses industrielles. Et, par l'effet de cette envahissante laideur, par l'afflux, en même temps, de modèles venus de tous les pays et de tous les siècles, par la rupture des habitudes de l'œil, de la main, on peut dire de la vie, le désarroi, en chaque peuple, de son goût propre, qui s'assurait à de longues traditions. Aussi bien la valeur morale des hommes ne semble nullement croître comme leur puissance matérielle, et la disproportion peut inquiéter.

De ce phénomène nouveau, sans analogue dans toute l'histoire humaine, le plus surprenant, c'est sa rapidité qui s'accélère toujours. Il y a vingt-cinq ans, il n'avait pas dépassé l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. Dans l'Inde, au

Japon, en Chine, il s'étend aujourd'hui, changeant la condition humaine, la relation de l'âme avec l'univers, les habitudes ancestrales, détruisant partout les vieilles formes politiques, sociales, religieuses, produits spontanés de la vie, naturellement apparus, développés au cours des âges, et puis fixés, sortes d'organes adaptant chaque peuple à ses nécessités, que la raison n'a pas inventés, dont l'irrationnel se révèle à tous les peuples d'aujourd'hui. Tel est le cas pour l'Angleterre, où la foi au dogme baisse vite depuis quinze ans; et ce travail que la guerre a précipité commande peut-être toute la métamorphose de ce pays, et d'abord, l'affaiblissement de disciplines morales et sociales demeurées jusque-là rigidement puritaines; les thèses et le ton de la littérature nouvelle, les progrès du socialisme, dont les foules attendent, sur la terre, le Paradis qu'elles n'espèrent plus dans le ciel. Plus soudain et frappant est le cas de la Russie, où l'événement d'ailleurs est pourtant moins général et profond, de la Turquie, laquelle se laïcise après s'être comme la Chine constituée en république, et, incroyablement, vient de dire non à l'Islam en renvoyant le Calife qui faisait de Stamboul le pôle du monde musulman. Chaque jour nous apporte le craquement d'un monde millénaire.

On avait vu des races en submerger d'autres, des empires successivement crouler sous la marche d'un conquérant; on avait vu des civilisations s'altérer ou périr, des états se transformer sous l'action de religions et même de philosophies politiques imposées du dehors et par le sabre. C'est la première fois que l'on voit de grandes sociétés muer toutes en même temps, dans le même sens, parce qu'un travail spontané de l'esprit ruine en chacune ses antiques idées directrices pour la soumettre au nouveau principe rationaliste et utilitaire. Profond travail, dont l'effet se produit tout d'un coup. C'est comme, après un lent, insensible retrait du noyau terrestre, la secousse de l'écorce, soudain propagée en affaissements, grands plis nouveaux qui changent la figure du Globe. Et l'on peut aussi penser à ce rêve d'Edgar Poe : un phénomène cosmique, le passage de quelque comète frôlant notre Terre, et soutirant l'un des gaz de son atmosphère. Aussitôt les rythmes, énergies de toutes les vies sur la planète en sont affectés. Le gaz qui s'en va est peut-être celui qui faisait la pourpre du sang et la couleur infinie des fleurs.

C'est dans cette transformation du monde qu'il faut voir le présent de la Bretagne. Comment ne subirait-elle pas l'immense événement qui atteint jusqu'à la Perse, jusqu'à la Chine? Sans doute, il n'est pas ici question d'une vraie civilisation distincte. Il ne s'agit pas non plus d'un peuple entre les peuples, puisque sur le corps de la France, dont elle reçoit les impulsions, elle n'est qu'un greffon. Pourtant, jusqu'à nos jours, elle a gardé beaucoup des traits qui, durant les siècles de sa longue vie à part, constituèrent sa personne véritable. Une personne si marquée, si définie, qu'un peu de son essence singulière s'est ineffaçablement communiqué à sa terre, et que le paysage armoricain demeure comme imprégné d'une âme qui ne ressemble à aucune autre. Si quelque volante machine, tournant la nuit autour du Globe, me posait avant l'aube dans un repli de la presqu'île bretonne, je saurais le matin, à la seule vue d'un chemin de ferme, d'un carrefour, d'une petite croix de pierre, d'un rang inachevé de hêtres, en quel pays du monde je suis tombé. La langue aussi, une des rares et si locales survivances d'une famille linguistique jadis étendue à un tiers de l'Europe, contribue à composer son caractère en même temps qu'elle le traduit. Sans doute la Bretagne n'a pas donné, comme les principaux pays celtiques d'outre-Manche, une vraie littérature écrite. C'est que sa civilisation propre est restée paysanne, la noblesse ayant reçu de bonne heure la culture française, qui l'intégra bien mieux que le peuple rural dans le corps de la France. Mais, de notre temps encore, elle avait le plus riche folk-lore, et non seulement ses coutumes à elle, mais ses arts originaux. Au musée archéologique de Quimper, devant certains panneaux et coffres de bois dur, on apprend à quel degré de grandeur et de raffinement les stylisations du décor ont pu atteindre chez les Bas-Bretons. Pour les jeux, rythmes des simples lignes, cela n'est comparable qu'à l'arabesque sarrasine. Et de même, aujourd'hui, les chants bretons semblent uniques en Europe. Ceux de l'Irlande, du pays de Galles, pénétrés de sentiment, de tendre nostalgie, sont construits sur nos modes ordinaires. Il faut aller en Andalousie, dans certains pays slaves, pour entendre des mélopées et mélodies populaires de tonalité, d'accent aussi étranges. Jusque dans sa religion, jusque dans le catholicisme universel, la Bretagne a introduit des

nuances qui lui sont particulières, et que Renan a définies.

Le monde humain, comme le monde physique, tend vers un état uniforme, mais, chose étrange, à mesure que les différences visibles s'éliminent entre les peuples, chacun d'eux, par un effet des études historiques, dont les conclusions plus ou moins simplifiées et grossies finissent par atteindre tous les esprits, prend conscience, et de façon chaque jour plus sentimentale, passionnée, de ces différences mêmes qui, au cours des siècles, ont fait sa physionomie et son caractère distincts. Chez tous, en Orient comme en Occident, se diffusent les idées de race et de nationalité. En des pays voisins du nôtre, voici qu'elles animent de simples provinces qui, de plus en plus, tendent à se poser moralement à part, aspirent même à l'autonomie. Aujourd'hui, de l'autre côté du détroit, l'idéal national n'est pas, comme universellement et depuis si longtemps chez nous, l'uniformité, ni même la pure unité politique; on ne tend pas à une parfaite fusion des différentes parties du royaume. Après l'Irlande, l'Écosse demande le *Home Rule*, et il en est question chez les Gallois. Nul mouvement de ce genre n'est possible en notre Bretagne, où le peuple seul est de tradition bretonne. Chez des paysans qui ne voient leur province ni dans son histoire, ni même dans son ensemble, les idées ne sauraient naître qui, chez nos voisins d'outre-mer, sont à l'œuvre pour ressusciter d'anciens groupes historiques.

Ce qui, au pays breton, aura bientôt fini, comme au pays de Galles, de disparaître, c'est la couleur, et sans doute beaucoup de beauté sensible. On peut croire que l'âme, les mœurs, la façon de prendre la vie, la relation étroite de l'homme avec la nature ne changeront guère, tant, du moins, que cette terre restera peuplée surtout de laboureurs et de pêcheurs. Il y a dans ces vieux métiers un principe de répétition. Les gestes qu'ils imposent, toujours les mêmes en chaque génération, y ramènent les mêmes attitudes de l'esprit, les mêmes pensées.

L'âme bretonne, celle qui s'entretient par le groupe, est fidèle à la chose établie. Et c'est pourquoi beaucoup de ses façons d'être qui passent pour singulières ne sont peut-être qu'anciennes, et non particulièrement bretonnes. Et de même bien des singularités qui, si longtemps, composèrent le pittoresque de ce monde. Modes et coutumes, une grande partie de ce qui s'est conservé là, on le trouvait jadis en beaucoup de

provinces de France et même de pays d'Europe. Les vieux costumes de la Maurienne, du Poitou, de l'Alsace, du Palatinat, s'apparentaient à ceux de Cornouailles et du Léon. Les pardons sont une survivance des assemblées populaires en l'honneur des saints que tous les peuples chrétiens d'autrefois ont connues. Par le style, la construction, les images de leurs poèmes, les *gwerz*, les *sones*, qu'on y récite, ressemblent aux lais, aux chansons de l'Europe médiévale, et leurs tonalités appartiennent à la musique si ancienne dont la liturgie romaine a conservé la tradition. Que de légendes aussi dont on a cherché les variantes en Galles, en Cornouailles, en Irlande, ont vécu sous des formes plus ou moins pareilles chez d'autres peuples et races, au temps où le vieux rêve humain de magie était libre, où, partout dans les campagnes, les fantômes et les fées peuplaient les nuits et les aurores !

Et plus certainement encore, il en est ainsi pour quelques-uns des modes jugés caractéristiques de la vie bretonne : sa simplicité et sa monotonie, sa grave et sereine soumission à la nature et aux puissances invisibles, son obéissance à la coutume, à des usages, à des disciplines de courtoisie, de morale et de religion. Tout cela, c'est quelque chose de l'ancien monde occidental, un peu de vieille chrétienté qui, chez les Bretons armoricains, a persisté plus longtemps qu'ailleurs. Il en est de cette extrême terre, où les courants nouveaux ont tardé à pénétrer, comme de ces pays d'Orient où l'on allait, au temps du romantisme, chercher l'étrange, l'exotique, le jamais vu, et que l'on aime, aujourd'hui, surtout pour le passé, pour les formes ancestrales de vie qui s'y conservent. Pour nous, ce qui nous a longtemps attiré, en Bretagne, c'est, à l'époque où le monde change trop vite autour de nous, ce que nous y retrouvions d'une humanité qui fut celle de nos pères, de son ordre, de sa foi au merveilleux, de ses arts populaires et spontanés, de ses simples instruments de vie, de ses vieux métiers manuels, — de ses habitudes enfin dont l'obscur souvenir est en chacun de nous le plus profond de lui-même.

André Chevrillon.

LA LUTTE DES PAVILLONS

Parmi les nombreux problèmes économiques que le nouveau Parlement devra inscrire à l'ordre du jour de ses discussions, celui qui a trait à la protection et au développement de notre marine marchande apparait comme l'un des plus délicats et l'un des plus urgents. Déjà, cette question s'était imposée à l'attention de la précédente législature. Au cours du mois de mars 1922, à la suite d'une interpellation de l'honorable M. Brindeau, sénateur de la Seine-Inférieure, d'intéressants débats s'étaient déroulés dans l'enceinte du Luxembourg sur la situation de la marine marchande, sur la crise qu'elle subissait, ainsi que sur les mesures à prendre pour porter remède aux difficultés présentes. M. Rio, alors sous-secrétaire d'État aux Transports maritimes, avait accueilli favorablement la suggestion de M. Brindeau de nommer une commission pour étudier et rechercher les mesures d'ordre général de nature à venir en aide à l'armement et aux chantiers de construction navale. A ce propos, le secrétaire d'État faisait observer, non sans ironie : « On dit très souvent que la nomination d'une commission, c'est un enterrement! Pas chez nous, à la marine marchande. Cette Commission travaillera, et je suis persuadé qu'elle mettra debout les solutions dont nous avons besoin. » L'heure est venue d'examiner les travaux de cette Commission.

Il importe de faire ressortir tout d'abord l'intérêt de ce sujet. Après l'assainissement de son tonnage et l'élimination de 330 000 tonnes de navires démodés, qui alourdissaient son inventaire, la marine marchande compte 3 408 000 tonnes, plus 70 000 tonnes appartenant à l'État. Il n'est pas exagéré de prétendre que la valeur de cette flotte dépasse 2 milliards et demi

de francs. Si l'on se reporte au bilan des compagnies de navigation, l'appréciation du matériel naval est, il est vrai, inférieure au chiffre que nous venons de donner. Pour 503 000 tonnes, par exemple, la Compagnie générale transatlantique fait ressortir un actif de 275 millions, mais, par suite du jeu de l'amortissement, la valeur réelle du shipping est très supérieure à sa valeur d'écriture. Il en est de même pour les services contractuels des Messageries maritimes, dont le matériel naval n'est apprécié qu'à 153 millions, pour 235 000 tonnes. Ces deux exemples s'appliquent à toutes nos compagnies de navigation. A une époque où le change joue un rôle aussi grand dans notre économie nationale, il est nécessaire de faire ressortir l'influence de la marine marchande sur la tenue de notre devise. En prenant pour base les recettes brutes de la Transatlantique, soit 289 millions pour 500 000 tonnes, on en déduit que les recettes totales des compagnies s'élèvent à environ 2 milliards par an. Si nous n'avions pas de flotte marchande, ce facteur favorable de notre balance commerciale disparaîtrait, et le déficit de notre Trésorerie s'accentuerait dans des proportions très considérables. Nous n'avons fait état, jusqu'ici, que du côté financier de la question. La marine marchande sert surtout nos intérêts nationaux par l'influence morale et politique qu'elle exerce; sans elle pas de commerce d'exportation, pas de colonies.

C'est en se pénétrant de ces vérités que le Sénat se décida à demander la nomination d'une Commission extra-parlementaire. Cette décision était justifiée par la crise sans précédent que traversait la marine marchande mondiale, — spécialement la marine marchande française. Nous avons déjà exposé la genèse de cette crise, qui fut déterminée par un déséquilibre entre le tonnage à flot et les besoins du trafic (1). Tandis que ces derniers diminuaient par suite de la fermeture de certaines frontières comme la Russie, et de la restriction générale de la consommation, le tonnage, au contraire, était passé de 50 millions de tonnes en 1914 à plus de 61 millions en 1922. En outre, la concurrence du *Shipping Board* américain, nouveau venu sur le marché des frets, et la reconstitution prodigieuse de la marine du Reich apportaient de nouveaux éléments de trouble dans la situation du trafic maritime.

(1) Voir la *Revue* du 15 janvier 1923.

Comme il arrive toujours en pareil cas, toutes les nations cherchèrent à se défendre en édictant des lois prohibitives, ou protectionnistes. On a tracé, à la tribune du Sénat, un tableau saisissant de ce nationalisme maritime dont la fièvre avait gagné successivement tous les États. C'est le Portugal obligeant le pavillon étranger à payer les droits de port en monnaie d'or, alors que les bateaux portugais les acquittent en escudos; l'Espagne, donnant des primes à la navigation; le Brésil, la Belgique, subventionnant des compagnies; l'Amérique, votant un bill qui avantage d'une façon singulière les compagnies nationales; l'Angleterre elle-même, venant en aide financièrement à ses armateurs; l'Allemagne inscrivant une subvention de 12 milliards pour la reconstitution de son tonnage. Par un singulier paradoxe, la France, qui avant 1914 accordait un régime de faveur à son pavillon, le laissait totalement abandonné à lui-même en face de ses concurrents.

***

Tels étaient les événements qui, en mars 1922, motivèrent la nomination de la Commission extra-parlementaire. Il est juste de reconnaître que la situation de la marine marchande mondiale s'est assez sensiblement modifiée. Les frets, tout d'abord, se sont améliorés. Leur nombre indice, qui était tombé au cours de l'année 1923 à 25 pour 100 du coefficient le plus élevé, connu après la guerre, est remonté à 31,09 pour 100. En second lieu, le tonnage désarmé a diminué partout. En Grande-Bretagne, il était, au commencement de l'année 1923, de 732 198 tonnes; il n'était plus, au début de cette année, que de 629 763 tonnes, représentées par 377 navires. Au 1er avril dernier, on ne comptait plus, dans le Royaume-Uni, que 255 navires désarmés jaugeant 410 365 tonnes, soit une diminution de 35 pour 100 en trois mois. C'est à la plus grande activité du trafic que l'on doit ces résultats. On en trouve une preuve manifeste dans les statistiques du canal de Suez, qui est le manomètre le plus sûr du mouvement maritime mondial. Alors qu'en 1914, le canal n'avait enregistré que 4 802 traversées, pour 19 409 000 tonnes, et qu'au lendemain de la guerre, en 1919, le nombre des traversées était tombé à 3 986 navires pour une jauge de 16 millions de tonnes, nous constatons qu'en 1923, le nombre des traversées s'est élevé à 4 621, chiffre un

peu inférieur à 1924, mais que le tonnage, seul élément qui compte réellement, ayant transité par Suez, atteint 22730000 tonnes, chiffre record. Or, cette activité s'est encore accentuée. Le poids des marchandises ayant passé par Suez au cours du 1er trimestre 1924 est de 6327000 tonnes contre 5686000 tonnes au cours du trimestre précédent. Quant aux navires ayant transité au cours de cette même période, ils jaugeaient 6287000 tonnes contre 5794000 tonnes l'année précédente. Nous assistons donc à une reprise indéniable du trafic.

Le pavillon français a profité de ces heureuses dispositions. C'est lui qui avait été le plus touché par les désarmements. On comptait en effet, au 15 janvier 1923, 805171 tonnes de navires désarmés, soit le quart du shipping français. Moins d'un an après, les désarmements n'atteignent plus que 427702 tonnes, représentant un réarmement de 319469 tonneaux, et une diminution de 47 pour 100 sur le tonnage désarmé ; chiffre réduit à ce jour à 350000 tonnes. Cependant, la situation de la marine marchande appelle toujours la sollicitude des pouvoirs publics. Plus intense est le trafic, plus âpres sont les appétits internationaux. Jamais notre armement n'a été aux prises avec une telle concurrence. Jamais la lutte des pavillons n'a été aussi ardente et aussi implacable. Si l'on constate en effet un désir universel de désarmement militaire, il semble que l'esprit combatif des nations se soit concentré sur la lutte pacifique entre navires marchands.

Le nationalisme maritime n'a rien perdu de son acuité. En Espagne, un nouveau décret du 7 février 1924 a complété la loi de juin 1919, qui accordait des subsides aux constructions maritimes. Ce décret accorde une prime, qui peut s'élever jusqu'à 407 pesetas par tonneau brut Un autre projet de subvention, le Bill Greene, vient de mettre, aux États-Unis, une somme de 25 millions de dollars à la disposition des armateurs américains. L'Italie, de son côté, a parachevé son œuvre de protectionnisme maritime en votant tout un système de primes à la navigation ou à la construction. L'Angleterre, avec la loi du *Trade Facilities Act*, accorde des crédits très importants aux constructeurs de navires.

Mais c'est surtout la marine marchande allemande qui nous menace. Le tonnage allemand, réduit par le traité de Versailles au-dessous de 500000, dépasse actuellement trois

millions de tonnes. Il talonne le nôtre dans le monde entier. Dans les statistiques du passage à travers le Canal de Suez, nos navires figurent pour 1 294 000 tonnes, contre 1 213 000 tonnes au pavillon allemand. Ce dernier nous a ravi la seconde place que nous occupions dans le port d'Anvers depuis la fin des hostilités. Ainsi, nous sommes handicapés sur tous les marchés, non seulement par l'armement anglais qui a conservé ses positions d'avant-guerre, mais par la marine marchande américaine, dont le *Shipping Board* fait une concurrence d'autant plus vive qu'il ne s'embarrasse pas de ses pertes d'exploitation, par la marine italienne, dont le développement est considérable, et qui, sur la route de Suez, nous égale à 200 000 tonnes près; enfin, et surtout, par le nouveau pavillon du Reich, dont la renaissance nous donne une idée du danger que l'Allemagne présente toujours pour notre pays.

On voit que la tâche de la Commission extra-parlementaire n'était pas facile. Examinons la portée des remèdes que cette Commission a envisagés. Si nous laissons de côté la question des pêches maritimes, et celle des salaires des marins, on peut grouper les études de la Commission sous quatre rubriques distinctes : L'organisation des lignes postales, — l'instauration d'une politique française du fret, — la protection à l'industrie des constructions navales et l'amélioration du régime des ports, — enfin, l'institution d'un crédit national maritime.

***

La France possède un empire colonial, qui lui permet d'ajouter à sa population métropolitaine 52 millions de sujets indigènes, et de prolonger nos frontières de 10 millions de kilomètres carrés. Cet empire colonial s'est révélé pendant la guerre, en fournissant à l'armée nationale 587 000 combattants, dont 75 000 sont morts au service du pays, et 183 000 travailleurs. D'autre part, le commerce extérieur des colonies, non compris l'Afrique du Nord, s'est élevé en 1922 à 4 358 000 francs, dont 1 585 000 francs correspondent à des échanges avec la France. Pour le seul mois de janvier 1924, le commerce avec les colonies est de 583 000 francs. Il s'agit donc, dès le temps de paix, de relier les tronçons épars de notre domaine, d'assurer le va-et-vient de nos colons et de nos fonctionnaires, de satisfaire aux besoins d'un trafic grandissant et de consti-

tuer enfin, un matériel flottant adapté à nos plans de mobilisation. Dans un autre ordre d'idées, la France doit sauvegarder son patrimoine moral, politique et commercial à l'étranger. « Noblesse oblige, » dit un vieux proverbe; nous avons, des situations acquises et des droits séculaires qu'il faut maintenir.

La première fonction de notre marine marchande consiste à assurer ces lignes de trafic qu'on a justement qualifiées de « lignes impériales. » La Commission extra-parlementaire de la marine a trouvé la besogne toute faite en ce qui concerne l'Amérique du Sud et toutes les régions au delà de Suez. Une loi du 13 août 1920 a réglé l'exécution des services maritimes postaux entre la France, le Brésil et la Plata. Pour ce qui est des vastes zones maritimes au delà de Suez, on se trouvait dans une situation très spéciale. La torpille ennemie avait décimé la belle flotte des Messageries maritimes. D'autre part, les exigences de nos colonies asiatiques et de Madagascar devenaient si pressantes, qu'elles dépassaient les cadres d'une exploitation commerciale privée. Il fallut donc créer quelque chose de nouveau. Ce fut l'objet de la fondation des services contractuels des Messageries maritimes. Cette Compagnie, qui procède d'une idée d'association entre l'État et l'ancienne firme concessionnaire, s'est proposée de créer un réseau complet de lignes de communications inter-coloniales. La Société, grâce à la collaboration financière de l'État, a parfaitement atteint son but. En totalisant le tonnage ex-ennemi dont elle a hérité et qu'elle a dû adapter à son trafic, les navires achetés et ceux qu'elle a fait construire, sa flotte s'est enrichie depuis la guerre de vingt unités, représentant 270000 tonnes. En outre, elle poursuit l'achèvement de huit paquebots de 130 000 tonnes, parmi lesquels on compte trois unités de 20000 tonnes, comme le d'*Artagnan*, et des navires de grand luxe comme le *Champollion*. Ces commandes, dans les conjonctures actuelles, sont un des meilleurs éléments de l'activité de nos chantiers de construction. Le chiffre des passagers, soit 111 051 au cours de l'année 1923, celui des colis postaux 6 272 267, donnent une idée des échanges qui se sont effectués sous le pavillon de la société au cours de 161 voyages pour un trajet de 1 558 289 milles marins.

Si les parcours que nous venons d'envisager donnaient satisfaction à la Commission extra-parlementaire, l'équipement

sur les lignes de l'Amérique et de l'Afrique du Nord devait retenir son attention. La Commission a recommandé au Gouvernement le vote d'une nouvelle charte postale sur les États-Unis et les Antilles. Avant de se séparer, les Chambres ont entendu cet appel et mis fin à ce paradoxe qui faisait de la Compagnie générale transatlantique, non un obligé, mais un créancier de l'État, dont la subvention d'avant guerre ne suffisait même pas à payer, au cours actuel du fret, le transport des sacs postaux. D'après le nouveau contrat, le Gouvernement donne sa garantie pour le financement de la construction de deux paquebots de 37 000 tonnes de déplacement, type *Paris* (si apprécié de la clientèle américaine), dont la mise en service s'impose d'une façon particulièrement urgente. Les conceptions de la Compagnie Transatlantique représentent le critérium du goût français en matière d'aménagement maritime. Nous pouvons donc être assurés que les unités envisagées seront, comme celles qui les ont précédées, la plus pure manifestation de notre art décoratif moderne. Leur entrée en ligne sur New-York permettra une exploitation normale.

Reste la question des communications maritimes entre la France et l'Afrique du Nord, qui sont soumises au monopole du pavillon. Pour être les plus rapprochées, elles ne sont pas les moins importantes. Il est indispensable, dans l'intérêt de notre France africaine, qu'elles soient organisées sur des bases impeccables. Or le contrat existant entre l'État et les compagnies desservant ces régions étant expiré depuis quatre années, le régime actuel, tout provisoire, ne permet plus d'entreprendre les améliorations désirables. En conséquence, la Commission extra-parlementaire a demandé que, sur les bases du régime en vigueur, des conventions définitives réglassent la question primordiale de nos relations avec l'Algérie et la Tunisie. A cette occasion, la Commission a nettement affirmé le principe de l'intervention financière de l'État « qui a l'évidente obligation d'assurer des communications régulières, fréquentes et rapides entre la France et l'Afrique du Nord, — ligne d'intérêt national, — comme il a l'obligation de l'assurer entre toutes les autres parties du territoire français. »

Lorsque le Parlement se sera prononcé sur cette dernière question et sur celle de nos relations avec l'Afrique occidentale, en ratifiant la convention du 11 octobre 1921, l'œuvre

d'organisation de nos grands services maritimes postaux sera achevée. Nous pourrons alors nous flatter de posséder un système harmonieux et coordonné de communications à travers toutes les mers du globe. Aux 141 paquebots jaugeant 781 395 tonnes brutes en service au 1ᵉʳ janvier 1924, s'ajouteront une douzaine d'unités de 100 000 tonnes environ en achèvement, plus deux *Paris* et un certain nombre de navires nouveaux. Ainsi, à des horaires fixes et selon un rythme régulier, conforme à nos exigences nationales, 160 paquebots de près de un million de tonnes de jauge promèneront notre pavillon partout où notre influence doit se faire sentir. Nous posséderons trois unités de près de 40 000 tonnes de déplacement, et 25 au moins dépassant 15 000 tonnes. Une telle flotte est digne de notre brillant empire colonial et répond aux nécessités de notre mobilisation en cas de guerre. N'oublions pas, en effet, que l'incorporation de nos troupes coloniales est désormais comprise dans l'ensemble de la mobilisation française. Déjà, d'après la loi des cadres, l'armée indigène figure pour 200 000 hommes à côté de l'armée métropolitaine, qui lui est à peine supérieure du double. Il importe de forger les instruments de transport de cette jeune armée sur laquelle nous devons compter pour compenser les vides de notre natalité.

* * *

Cependant, les paquebots affectés à ces lignes impériales ou d'intérêt général, si l'on veut employer une expression plus démocratique, ne sont qu'une faible partie du shipping français. Il faut encore songer au reste de la flotte, à ces cargos, à ces pétroliers, qui forment la puissante armature de notre commerce maritime. Depuis 1918, en effet, nous avons construit ou acheté beaucoup de bâtiments de charge. Des compagnies importantes, sont uniquement composées de tramps ou de tanks steamers. Il était courant de dire, autrefois, que la France, ne possédant pas de fret lourd de sortie, était dans l'incapacité de faire vivre des compagnies de tramping (on appelle ainsi celles qui n'ont point de lignes régulières rapides, et qui se livrent uniquement au transport des marchandises). Cette opinion doit être aujourd'hui un peu modifiée.

Le trafic français qui, au cours de l'année 1923, entrées et sorties de marchandises réunies, atteint le chiffre de 45 millions

de tonnes, non compris le fret qui passe par les ports étrangers. notamment à Anvers, constitue un élément très important de chargement et de déchargement pour nos navires. Dans le premier trimestre de cette année, il a été déchargé 6 705 000 tonnes de marchandises, et il a été chargé 1 694 000 tonnes. Cette dernière statistique démontre, il est vrai, que les sorties des ports français sont surtout constituées par du matériel non encombrant (colis postaux, articles de luxe, etc.). Mais le poids de nos exportations est en augmentation constante; il a pour la première fois, en mars dernier, dépassé la moyenne de 1913 et il a été supérieur de plus de 240 000 tonnes à la moyenne mensuelle de l'année dernière. Il y a lieu de remarquer en outre qu'une grande partie du fret lourd métropolitain est évacuée par la voie rhénane, notamment les potasses, dont il a été expédié 322 000 tonnes par le grand port belge en 1923. Quant aux exportations de produits métallurgiques, elles ont considérablement augmenté, par suite du rattachement à la France de tout le bassin minier de Lorraine et du territoire de la Sarre. Ainsi, grâce aux exploitations des mines de potasses d'Alsace, aux exportations de nos usines des Ardennes, de Longwy, de Lorraine et de la Sarre, qui ont déjà dépassé en 1923 via Anvers 300 000 tonnes, nous pouvons déclarer que la France, dont les possibilités à ce point de vue sont considérables, est sur le point de devenir une nation exportatrice de fret lourd. La récente loi, qui accorde son autonomie au port de Strasbourg, va faire de ce dernier un entrepôt de chargement très important. Ce port, qui voit déjà passer annuellement plus de 2 millions de tonnes, pourra satisfaire à un trafic total de 5 millions de tonnes dans quatre ans, et de 15 millions de tonnes dans quinze ans. Une grande partie de ce trafic sera ensuite évacuée par mer. Il y aurait en outre lieu de faire état, au point de vue de notre fret lourd, des bauxites de Provence et des minerais de fer de la côte normande, élément d'échange tout trouvé avec les charbons de Cardiff.

Nos colonies nous offrent à ce point de vue des perspectives particulièrement intéressantes. Les phosphates, d'abord, dont il a été expédié de Tunisie 2 357 000 tonnes en 1923 ; d'Algérie, 551 000 tonnes; du Maroc, 190 000 tonnes. Dans cette dernière possession, les progrès sont considérables, grâce aux améliorations du port de Casablanca. L'Office chérifien compte expédier

plus de 250 000 tonnes de phosphates cette année, et nous ne sommes qu'au début de son exploitation. L'Afrique du Nord, qui classe la France au premier rang des nations productrices de phosphates, est également un centre extrêmement actif d'exportation de minerais. En 1923, il a été exporté 1 490 000 tonnes de minerais de fer d'Algérie, et 845 000 tonnes de Tunisie. Ces deux territoires ont expédié en outre 60 000 tonnes de minerais de zinc, 57 000 tonnes de minerais de plomb, et environ 20 000 tonnes de minerais divers. Si la France n'est pas exportatrice de fret lourd, on ne peut pas dire qu'il en soit de même de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, sources fécondes de trafic pondéreux. Il faudrait aussi tenir compte du mouvement des colonies proprement dites (Saïgon, en 1923, a exporté à elle seule 1 145 375 tonnes de céréales) et faire état des immenses ressources forestières de l'Afrique équatoriale, dont l'exploitation à ses débuts a donné 46 769 tonnes en 1922, du mouvement des arachides du Sénégal (263 000 tonnes en 1921) et des amandes et huiles de palme (78 000 tonnes) ; les exportations de coton ne manqueront pas enfin d'être élevées lorsque le programme de mise en valeur de nos colonies sera terminé. Les perspectives du trafic français sont donc encourageantes.

Une première question se pose. Notre matériel naval est-il à la hauteur de ce trafic ? La Commission a ouvert à cet égard une enquête des plus convaincantes. Les représentants des grandes compagnies de navigation, MM. Dal Piaz, Breton, etc..., ont montré que les disponibilités de tonnage de leurs navires étaient très supérieures aux offres de chargement. Voici des exemples : sur l'Amérique centrale, le tonnage offert par les paquebots à l'exportation a été de 216 000 mètres cubes pour 35 000 mètres cubes effectivement chargés. Pour les lignes commerciales, le tonnage offert a été de 480 000 mètres cubes contre 54 000 mètres cubes embarqués. La capacité cubique offerte par les Transports Maritimes sur l'Amérique du Sud a été en 1922 de 245 000 mètres cubes contre 107 000 effectivement utilisés. Le nombre des places de passagers disponibles était de 29 000 contre 4 100 occupées. On compte sur l'Afrique occidentale 211 départs de navires pour 150 000 tonnes à charger. La Commission extra-parlementaire est donc arrivée à cette conclusion très nette que ce qui manquait, ce n'était point le tonnage, mais la marchandise à transporter. Elle a

rendu un hommage à nos compagnies de navigation, pour la bonne organisation de leurs lignes, pour la régularité et la fréquence de leurs départs, pour la vitesse de leurs unités ; en un mot, pour la façon dont l'armement français avait répondu à l'appel de nos exportateurs. Le fait ressort d'une étude précise de M. de Rousiers, lequel a montré que déjà, en 1913, le pavillon français absorbait 76 pour 100 de notre commerce d'exportation au long cours et qu'en 1920 cette proportion se maintenait toujours à 73 pour 100. Spécialement sur nos colonies, le pavillon national monopolise presque tout le trafic : 99 pour 100 sur l'Indo-Chine, 95 pour 100 sur les colonies d'Afrique occidentale, 99 pour 100 sur l'Océanie, 92 pour 100 sur les Antilles. Nous avons fait ressortir par ailleurs que nos armateurs bénéficient d'un monopole légal sur l'Afrique du Nord, ainsi qu'entre ports français. Reste donc le cabotage international. Celui-ci alimente la partie la plus importante du mouvement maritime, puisqu'il s'est élevé en 1921, pour les seules exportations, à 3 731 000 tonnes, dont 1 477 000 sous pavillon français, soit 39 pour 100 ; cette proportion, bien qu'insuffisante, révèle un progrès sur 1913, année au cours de laquelle la part de notre marine marchande n'avait été que de 33 pour 100.

En définitive, si les offres de tonnage au départ des ports métropolitains ont été toujours très au-dessus des demandes d'affrètements, celles-ci sont restées nettement insuffisantes. Il y a des améliorations à réaliser dans le pourcentage des marchandises confiées à nos armateurs en ce qui concerne le cabotage international, notamment sur l'Angleterre pour le commerce des fruits et primeurs, et l'exportation sur l'Amérique du Nord. On ne s'explique point que dans cette direction, 49 pour 100 de nos exportations, soit 124 367 tonnes, aient été confiées par nos commerçants, en 1920, à des compagnies étrangères, quand les nôtres assurent le service dans des conditions de régularité, de sécurité, de vitesse qui ne laissent rien à désirer ; étant entendu, d'autre part, en règle générale, que le prix du fret est uniforme, quel que soit le choix du transporteur. La Commission extraparlementaire a lancé un pressant appel à nos industriels et à nos commerçants, pour les prier de donner toutes leurs cargaisons à nos armateurs. Nous nous joignons à elle et à la Ligue maritime et coloniale pour inviter nos compatriotes à considérer qu'un connaissement délivré par nos paquebots est une

lettre de change souscrite en faveur de la défense nationale, et que le prix d'un fret ou d'un passage est une obole apportée sur l'autel de la Patrie. Il est inconcevable, d'autre part, que l'on ne comprenne pas chez nous qu'en s'adressant au pavillon allemand, on favorise l'esprit de revanche de nos ennemis.

Ce n'est pas tout. Nous avons vu que le plus clair de notre fret lourd s'écoule par Anvers. Il faut le canaliser au profit de nos bâtiments ; il est inadmissible que 34 000 tonnes de potasse seulement, sur un total de 322 000 ayant transité par le port belge en 1923, aient emprunté les cales de nos navires (1). Le fait est d'autant plus invraisemblable que les mines de potasse sont exploitées par l'État. Mais l'administration est la dernière à favoriser nos nationaux. Une loi impose aux services publics l'usage du pavillon français de préférence aux pavillons étrangers. Or, pour des motifs que nous aimons mieux ne pas approfondir, nos fonctionnaires font généralement ce qu'ils peuvent pour tourner la loi. Nous devons les rappeler à une plus juste notion de leurs devoirs.

Nous venons d'analyser le trafic d'exportation. Pour ce qui est de l'importation, elle s'adresse malheureusement le plus souvent aux compagnies étrangères. Cela tient aux habitudes prises par les acheteurs de matières premières d'établir leurs clauses de livraison C. I. F (*carriage, insurance, freight* : transport, assurance, fret compris), au lieu de mentionner la formule F. O. B (*free on board* : franco le long du bord) qui laisse à l'acheteur le choix de son transporteur. La Commission extra-parlementaire a beaucoup insisté pour conseiller aux négociants d'exiger, dans l'intérêt général et dans leur propre intérêt, de recourir au contrat de transport F. O. B. pour leurs achats à l'extérieur et C. I. F. quand il s'agit de fixer le prix d'une vente à l'exportation, ce qui, dans les deux cas, les rendra maîtres de s'adresser à nos compagnies de navigation. Comme, de toute façon, le succès de cette formule ne permettrait pas encore de remplir le vide de nos cales, les représentants de notre armement ont exposé la nécessité où ils se trouvaient, pour conserver à nos 3 500 000 tonnes une activité rémunératrice, de faire refluer leur tête de ligne dans les centres étran-

(1) 11,9 p. 100 seulement des potasses d'Alsace, qui représentent un fret total de 20 millions, passent par nos ports et 17,2 p. 100 transitent sous notre pavillon. C'est manifestement insuffisant.

gers : Hambourg, Rotterdam, Anvers, dans la mer du Nord ; Gênes, en Méditerranée, etc. La France est en effet placée sur le passage de toutes les lignes de navigation ; les nôtres sont exposées à une concurrence mortelle, si elles ne vont rechercher les compléments de cargaison là où tous les autres vont en puiser. Cette question a donné lieu à un vœu spécial de la Commission extra-parlementaire. Elle exige la mise en œuvre d'une politique internationale de fret soutenue par les pouvoirs publics. Ceux-ci ont d'ailleurs la possibilité d'assurer le succès de cette politique, notamment à Hambourg, en maintenant strictement les droits que nous tenons du traité de Versailles (1) ; à Anvers et à Rotterdam, en donnant en monnaie d'échange l'immense trafic de la voie rhénane. En Méditerranée, une occasion s'offre d'appliquer notre théorie à l'immigration, en faisant ressortir à la nation italienne que nous accueillons annuellement plus de 115 000 ouvriers italiens, et que nous sommes fondés à demander en retour qu'une partie des 177 853 émigrants trans-océaniques de la Péninsule prennent passage sur nos navires. Mentionnons enfin dans cet ordre d'idées le vote d'une loi sur le régime des pétroles adopté par la Chambre des députés et qui tend à réserver autant que possible à nos tanks-steamers l'importation du combustible liquide sur la France. Des raisons militaires, et économiques, plaident en faveur de cette loi qui, nous n'en doutons pas, recevra l'investiture législative du Sénat dès sa rentrée.

Pour nous résumer, notre politique du fret doit tenir dans ces deux formules : marchandises françaises sous pavillon français à l'exportation comme à l'importation, d'une part, — recherche du fret complémentaire dans les grands ports internationaux étrangers, d'autre part. Dans l'application de la première formule, nous avons besoin de la bonne volonté de tous les Français ; et c'est au Gouvernement que nous faisons appel pour maintenir haut et ferme le pavillon national partout où l'initiative de nos armateurs juge opportun de le faire flotter.

***

Nous avons dit que la Commission s'était également préoccupée de l'avenir de l'industrie des constructions navales et

(1) A cet égard, l'Association des grands ports vient de s'élever contre le boycottage dont notre pavillon est l'objet à Hambourg.

de l'amélioration à apporter au régime des ports. Le premier point surtout présente une importance primordiale pour notre marine marchande. Il importe, en effet, que nos armateurs se procurent en France leur outil de travail au même prix que leurs concurrents étrangers. Le sujet est si complexe qu'il mériterait une étude spéciale; ainsi d'ailleurs que celui qui a trait au régime des ports. Bornons-nous à faire remarquer, en ce qui concerne les chantiers navals, que la Commission a été unanime à penser qu'il était nécessaire de les protéger; étant donné qu'ils ne sont pas en mesure, par suite de nos lois fiscales et de leur situation géographique, de travailler dans des conditions comparables à celles dont bénéficient les chantiers anglais. La Commission a donc estimé qu'il était nécessaire d'instaurer en leur faveur un système de primes à la construction, semblable à celui qui existait avant la guerre, et qui est d'ailleurs adopté par presque toutes les Puissances qui nous entourent, soit d'une façon directe, soit d'une façon détournée, notamment en Italie, en Espagne, etc... Le moins qu'on puisse demander, enfin, aux ports français, c'est de ne pas traiter notre pavillon plus défavorablement que les pavillons étrangers. C'est malheureusement ce qui se produit dans certains cas, tant par suite de l'absurdité de nos règlements que du fait d'un fâcheux état d'esprit tendant à réserver le meilleur accueil aux bâtiments étrangers, afin de les attirer dans nos ports, où l'on est toujours sûr de profiter du séjour des nôtres. Cet état d'esprit, sur lequel il y aurait fort à dire, n'existe nulle part ailleurs qu'en France; tous les peuples ayant au contraire adopté une législation qui place les navires étrangers dans une situation plus désavantageuse que les bâtiments nationaux.

Nous arrivons ainsi à la question du crédit maritime, qui fut la véritable cause de la nomination de la Commission extraparlementaire. Si l'on se reporte à la séance du 25 mars, l'on voit que le sous-secrétaire d'État avait fait de l'étude de ce crédit maritime national, la principale sanction de l'ordre du jour de la Haute Assemblée. Afin d'attacher à ce sujet toute l'importance qu'il méritait, une section spéciale, dont l'honorable M. Brindeau se réserva la présidence, se mit à l'œuvre sans désemparer. Cette section étudia un projet qui lui avait été soumis par un groupement de toutes les grandes industries

intéressées à la marine marchande. Ce projet, auquel la Commission se montra favorable, consistait à fonder le Crédit maritime sur des bases analogues au Crédit national pour venir en aide aux Régions libérées. Dès le mois de juillet 1922, la Commission émit un vœu suggérant au sous-secrétaire d'État de la Marine marchande de déposer un projet de loi sur des bases conformes à celles qui avaient été adoptées par le groupement dont nous venons de parler. Qu'est-il advenu de ce vœu?

Le sous-secrétaire d'État a nommé une Commission interministérielle composée de fonctionnaires appartenant à différents ministères et, comme il arrive généralement en pareil cas, les membres de la Commission ne purent se mettre d'accord. Si tous reconnaissaient la justesse des principes du Crédit maritime national, en revanche, les représentants du ministère des Finances élevèrent certaines objections contre les modalités envisagées par la Commission extra-parlementaire. Le rapport des experts, réunis par le sous-secrétaire d'État à la Marine marchande sous la présidence du distingué conseiller d'État Tirman, peut toutefois servir de base à une discussion. L'essentiel, c'est que tout le monde soit convaincu de la nécessité de créer l'organisme. A peine M. Rio avait-il remis son portefeuille des Transports maritimes qu'il lançait, dans le *Journal de la Marine marchande*, un appel au pays, dans lequel il faisait remarquer que la Commission extra-parlementaire ayant poussé très loin l'étude du Crédit maritime, il fallait maintenant consacrer l'institution. « L'heure presse, écrit le distingué sénateur du Morbihan, l'État a le devoir de traiter l'armement français sur le même pied que les autres industries nationales. » Et, dans un second article du même journal, l'écrivain aborde le problème de la protection de la marine marchande. « Cette protection n'est pas seulement une affaire d'équité; c'est une nécessité. Il ne s'agit pas de se demander si l'État doit intervenir pour contribuer à la prospérité de l'armement français; la question qui se pose est de savoir si l'État doit empêcher cette industrie nationale de mourir. » Et l'ancien sous-secrétaire d'État à la Marine marchande montre que, faute d'avoir reçu de l'État l'aide accordée aux autres industries par la loi sur les dommages de guerre, l'armement français a dû poursuivre avec ses propres ressources la reconstitution de la flotte détruite ou épuisée par la guerre et s'imposer un tonnage

surcapitalisé. La reconstitution a porté sur 2122000 tonnes ayant coûté 2950 millions, ce qui fait revenir la tonne à 1300 francs. « Cette surcapitalisation est une tare. Voilà pourquoi il semble équitable que l'État prête à cette industrie un concours sinon aussi étendu, du moins similaire à celui qu'il a prêté aux autres industries nationales. » Cet appel, appuyé par le vœu unanime de la Commission extra-parlementaire de la Marine, ne peut manquer d'être entendu. Il appartient au département des Transports maritimes d'élaborer un projet de loi en accord avec les représentants des industries intéressées, pour nous doter d'un statut naval de crédit conforme aux légitimes aspirations de la marine marchande. C'est une affaire de volonté.

Les nations les plus riches, celles où le marché des capitaux est abondant et à bon marché, ont déjà trouvé des formules de crédit. Sans parler de l'Italie, où cette idée a été poussée très loin, nous savons que le bill Greene du 3 avril met à la disposition des armateurs américains une somme de 25 millions de dollars, pour remplacer les machines à vapeur de leurs navires par des moteurs Diesel. Nous avons déjà fait ressortir que le *Trade Facilities Act* de 1921 avait donné la garantie du Trésor britannique pour une somme qui atteignait, au commencement de cette année, 38 millions de livres, soit près de quatre milliards de notre monnaie. Si nous n'organisons pas le Crédit national maritime, c'en est fait du renouvellement de notre matériel naval; notre pavillon devra céder le pas au drapeau impérial allemand, que les nationalistes se proposent de substituer bientôt à l'éphémère bannière républicaine et qui va flotter l'année prochaine sur une marine supérieure à la nôtre.

Tout le monde est d'accord pour penser que le Crédit maritime ne doit pas être un organisme de liquidation, mais un instrument d'avenir pour permettre la régénérescence de notre marine marchande. Il profitera moins à l'exploitation qu'à nos chantiers navals, qui n'avaient plus, à la fin du trimestre de cette année, que 111000 tonnes en achèvement contre 130000 en Italie et 106000 en Hollande. Quant à l'Allemagne, le chiffre de 287000 tonnes en construction accusé par les statistiques du Lloyd Register est très au-dessous de la vérité (1). En effet, « l'heure presse, » il n'y a plus une minute à perdre pour

(1) Il serait de 858000 tonnes d'après un journal allemand, et aurait atteint 1741000 tonnes en 1921.

donner à notre marine marchande un régime de protection qui est le minimum auquel elle puisse prétendre.

Ainsi, il appartient à la prochaine législature de couronner l'œuvre de la Commission extra-parlementaire de la Marine, dont les travaux s'achevèrent à la veille de la séparation des Chambres. Dans l'œuvre que celles-ci vont entreprendre, elles doivent s'inspirer constamment du désir de maintenir en pleine activité commerciale les 3 500 000 tonnes qu'un labeur patient a permis de réunir sous le pavillon tricolore, au lendemain d'une guerre qui avait fait tomber notre tonnage à moins de 1 million et demi de tonnes. Rappelons que ce patrimoine national représente une fortune de près de 3 milliards, et permet l'encaissement de 2 milliards de francs de recettes brutes chaque année. Élément décisif de notre rayonnement politique et de notre puissance coloniale, c'est encore un facteur indispensable de notre équilibre financier. Dans un discours récent qu'il prononçait à Cattane, Mussolini proclamait que l'Italie devrait « reprendre les routes de la mer » et il terminait par cette phrase : « Esse non necesse, sed navigare necesse est. » Or, il y a longtemps que le marin français connaît les « routes de la mer. » Au moment où tous les peuples cherchent à les conquérir, ce n'est pas à nous d'en désapprendre le chemin. En lisant la formule lapidaire de Mussolini, nous pensions à cette déclaration de la célèbre ordonnance de 1669 sur la Marine, déclaration qu'une de nos plus importantes compagnies de navigation a gravée dans le marbre de son péristyle : « Comme le commerce est le moyen le plus propre pour rendre les sujets heureux et les États plus florissants; aussi avons-nous donné beaucoup d'application à la construction de quantités de vaisseaux et bâtiments propres pour le commerce et pour établir partout en même temps, aussi bien en paix comme en guerre, la réputation du nom français. »

Afin de sortir vainqueurs de cette lutte des pavillons, symptôme inévitable de l'égoïsme des nations toutes inquiètes de l'avenir, n'oublions jamais cette forte pensée, écrite de la main de Colbert!

RENÉ LA BRUYÈRE.

A L'EXPOSITION D'ART SUISSE

Il y a vingt-cinq ans, dans une conférence faite à Genève et recueillie dans ses *Peintres de jadis et d'aujourd'hui*, notre regretté Wyzewa disait aux étudiants de l'Université : « Un jour viendra que vous apprécierez plus encore que vous ne le faites, votre peinture nationale, je veux dire, la peinture genevoise en particulier, mais aussi en général la peinture suisse, celle des maîtres de Fribourg, de Zurich, de Soleure, de Berne, de chacun des cantons de votre Confédération. » Depuis cette époque, beaucoup de travaux excellents ont été consacrés à la peinture suisse. Mais le grand public qui va chaque année dans le pays, en quête de paysages célèbres, continue trop souvent à ignorer ses trésors d'art ; les touristes ne s'arrêtent guère qu'à Bâle, pour y voir quelques ouvrages d'un Allemand de génie, qui, à diverses reprises, y a fixé sa vie errante ; bien peu se doutent que le musée de Genève est un des plus précieux d'Europe, et que celui de Berne réserve au visiteur quelques surprises inoubliables.

On a donc été bien inspiré d'organiser aux Tuileries une exposition de l'art suisse, qui fait suite à celles de l'art belge et de l'art hollandais. On n'y trouvera pas sans doute de ces œuvres dont la foule devient amoureuse, comme la *Fille en Bleu* de Vermeer, le *Chardonneret* de Fabritius ou le triptyque de Mérode. Cependant, le *Christ* de Bâle est toujours un des plus beaux morceaux de peinture du monde, et le magnifique *Érasme* de la collection Walter Gay, avec la sourde splendeur de son atmosphère dorée, est un de ces tableaux qui feraient à eux seuls la gloire d'une exposition. Enfin, parmi les chefs-d'œuvre prêtés par le musée de Genève, il y a un portrait qui suffit à immor-

taliser son auteur, une de ces merveilles qui éclatent par miracle dans la production d'un peintre de second ordre, comme une *Manon Lescaut* dans l'œuvre de l'abbé Prévost : je veux dire le pastel de Mme d'Épinay par Liotard, un portrait qui, disait Ingres, n'a pas son pareil en Europe, auquel je ne trouve à comparer qu'un Perronneau divin de la collection David Weill, — le modèle d'un type de femme qui fit le charme inégalé de la société du XVIIIe siècle, et l'exemple adorable de la culture, de la grâce et de l'amour à la française.

Ces trois ou quatre tableaux sont de ceux qui ont de quoi faire accourir tout Paris. Mais, sans parler davantage de ces œuvres exceptionnelles, on ne manquera pas d'être frappé par quelques traits plus généraux et plus intéressants. Existe-t-il des caractères propres à l'école suisse? Ou cette école n'est-elle qu'une branche des écoles voisines, en particulier de l'allemande? On sera surpris tout d'abord par l'abondance des talents, et par un mélange singulier de deux caractères complexes et opposés, le cosmopolitisme et le particularisme, l'esprit européen et un curieux esprit de paroisse ou de clocher. Ces deux traits un peu contradictoires s'expliquent fort naturellement. La Suisse est un des carrefours de l'Europe, un des points de rencontre les plus actifs du monde; Bâle, Genève, Constance, sont des villes de conciles célèbres, de grands ports intérieurs, presque des villes hanséatiques. C'est par ces villes que communiquent le Rhin, le Rhône et le Danube. En même temps, ce pays si ouvert est, par les conditions elles-mêmes de sa nature, divisé en une infinité de replis et de compartiments; les montagnes y jouent le rôle du réseau de plomb qui sépare l'assemblage ou la mosaïque d'un vitrail. Nulle part les libertés locales, les petites singularités de canton, ne sont aussi jalousement gardées; nulle part, les caractères n'apparaissent aussi tranchés d'une ville à la ville voisine, d'un canton au canton prochain. C'est ce qu'il serait si curieux d'observer dans les œuvres de la première Renaissance, que l'on trouve réunies à l'exposition : rien de plus différent que les peintres de Berne, de Bâle, de Fribourg, de Neufchâtel; ce sont autant de talents divers, une collection d'indépendants. Et cependant, tous ces peintres ont un air de famille : un goût de l'observation, un réalisme tempéré d'humour et de fantaisie, parfois burlesque, comme chez ce mauvais sujet d'Urs Graf, parfois mélancolique,

comme chez le délicieux Nicolas Manuel, et cette combinaison est précisément le génie de la peinture de genre, comme elle fait le charme des écrivains nationaux, de Töpffer, à C.-F. Mayer; enfin un sentiment très vif de la nature, qui multiplie dans le fond des tableaux les vues des lacs et des montagnes, et qui fait de la *Pêche miraculeuse* de Conrad Witz, ou de certains tableaux de Nicolas Manuel, les ancêtres vénérables du paysage moderne.

On voit combien il est injuste de méconnaître l'existence de la peinture suisse; le grand retable des cordeliers de Fribourg, par le « Maître à l'œillet, » est assurément une des plus belles compositions qui nous restent de la peinture du xve siècle dans les pays du Nord. J'aimerais à m'y attarder, ainsi qu'aux pieux fabliaux populaires de Hans Fries. Il est certain qu'il y avait là les éléments d'un art original, un peu provincial, sans doute, mais spontané, vivant, et qui avait toujours quelque chose à nous dire. C'est alors que survint la Réforme, et qu'il en résulta, en art, une lacune de deux siècles, à l'heure même où l'Italie, la France, les Pays-Bas, développaient au plus haut point leurs écoles nationales. On sait quel rôle jouèrent en Suisse les idées de la religion réformée; à certains égards, la Suisse de Calvin dut à ces idées une partie de son importance européenne, et le système même de sa structure morale. Genève devint une seconde Rome, ou plutôt une sorte d'anti-Rome, la tête d'une Église, le boulevard de la vérité. La Suisse retrouva par là une cohésion et une situation morale, égale ou supérieure à ce qu'elle venait de perdre à Marignan. Elle représenta désormais dans l'Europe monarchique un principe et un droit nouveaux. Peut-être n'était-ce pas acheter cela trop cher, que de le payer du sacrifice momentané des arts plastiques. Nulle part en effet, l'esprit iconoclaste ne fut plus absolu que dans le culte calviniste. En Allemagne, le génie des arts, chassé de la peinture, se fraya des voies nouvelles, s'épancha dans le royaume des sons et y constitua son domaine. La Hollande, à défaut de la peinture religieuse, inventa la peinture intime. Mais cela même était défendu en Suisse. A Genève, jusqu'en 1700, les portraits de famille n'étaient permis qu'à la noblesse. Une série d'ordonnances et de lois somptuaires méticuleuses interdisaient les objets de prix, les dorures, les tentures de soie, les murs et les plafonds enrichis de peintures. Ce régime théocratique était

funeste aux arts. Il devait les exterminer, comme un meuble inutile au salut des âmes et au bien de l'État. Jamais Gouvernement ne proclama si fortement que la République n'a pas besoin d'artistes. Et cependant, il ne parvint pas à les décourager. Le démon fut le plus fort. On est tout surpris, quand on fait le compte de la foule d'artistes suisses qui, faute d'emploi chez eux, cherchent fortune ailleurs et vont alimenter les écoles étrangères : c'est le fameux graveur Mérian, l'émailleur Petitot, Liotard, Grimou, Freudenberg, ou ce Fussli, qui fut une des gloires de la Royal Academy, ou cette Angelika Kauffmann, que se disputent l'Italie et l'Allemagne, tandis qu'elle était fille du canton de Saint-Gall. Tous ceux-là, et cent autres, sont Suisses, comme Agasse, un des plus charmants animaliers anglais, ou Léopold Robert, ou Gleyre, et le délicieux Pradier.

Sans doute, dans cet âge de dispersion, on ne saurait parler proprement d'une école suisse. Comment reprocher à ces petits maîtres nomades d'avoir pris le goût des pays où ils ont vécu? Fussli se distingue à peine de Flaxman, de Stothard. Le caractère cosmopolite, qui est un trait si remarquable de l'art suisse depuis l'origine, son extraordinaire faculté d'adaptation, n'ont jamais été plus visibles qu'à cette époque. Et cependant, ne trouverait-on pas chez ces déracinés des traits persistants de leur pays? Quoi de plus genevois que ce Liotard, qui a passé sa vie à parcourir l'Europe, de Londres à Constantinople et de Vienne à Amsterdam, et finit par mourir jeune à quatre-vingt-sept ans? Cet artiste ambulant, malin, un peu vantard, si habile à manier la réclame, le premier qui se montra sur les quais de Genève en robe d'Arménien; homme à systèmes, auteur d'une théorie des arts, le premier portraitiste du monde pour la ressemblance, disait-il, et qui ajoutait drôlement qu'il ne souffrirait pas même les observations du bon Dieu, car Dieu, après tout, n'est qu'un sculpteur; enfin, pince-sans-rire, et qui adressait à Rousseau cette lettre de mystification charmante, où il exposait son programme d'existence naturelle : vivre nu, marcher à quatre pattes et ne manger que des crudités. Comme ce loustic sent son cru! Que ces espiègleries sont genevoises! Et quel artiste, que celui qui a tracé l'adorable portrait de la Duchesse de Coventry ou de la spirituelle Favart, ou cette frêle frileuse, cette

sensitive d'Épinay, la philosophe de la Chevrette, cette fausse laide si jolie, cette âme que Voltaire appelait « un aigle dans une cage de gaze, » avec son air malade et son flottant sourire et la tendre magie de ses grands yeux enchanteurs !

Quoi qu'en disent les Allemands, toujours prompts à s'annexer la Suisse, le centre et le rendez-vous de ces émigrés était Paris. De la Rive, Saint-Ours, Freudenberg, les deux Huber, Aberli et Kœnig, évoluent plus ou moins dans le cercle de nos peintres parisiens. Tous se rencontrent chez le graveur Wille, dont la maison servait d'agence à tout ce qui était, en France, scandinave, allemand, helvétique. Et il faut avouer que c'est à ce moment que la Suisse a joué un rôle vraiment mondial. C'est alors qu'elle fait entrer dans la circulation deux ou trois idées essentielles. Jamais la Suisse ne fut à ce point européenne. Voltaire et Rousseau, Rousseau avec Voltaire, en sont également la cause : toute l'Europe défilait aux Délices, toute l'Europe lisait avec larmes *la Nouvelle Héloïse*, ou les lettres échangées par deux amants dans un canton au pied des Alpes. Par là se répandait une morale, une religion, une nouvelle idée du bonheur et du prix de la vie.

Tout ce qui a pris plus tard le nom de romantisme, est d'abord apparu au monde sous forme suisse : quand on regarde, à l'exposition, la salle des petits maîtres bernois, les gravures sentimentales de Freudenberg ou de Kœnig, on y reconnaît tous les thèmes qui vont alimenter, pendant un siècle, la poésie : images du bonheur rustique, frugalité des mœurs, innocence, vertu, félicité du cœur ; curiosité des vieux usages, idée du pittoresque des anciens costumes, nostalgie du passé, vague désir d'arrêter les âges, antique simplicité, pudeur, foi domestique, charme du bon vieux temps, de l'honneur, de la candeur agreste et villageoise ; plaisirs de la promenade solitaire, rêveries matinales, rencontres fortunées, retour à la nature, nuance pastorale que prennent alors les désirs du siècle et ses songes de l'âge d'or : tous ces motifs des *Confessions* et des *Lettres de la montagne* ont été popularisés par les estampes de ces petits-maîtres élevés à Paris. Cette imagerie idyllique sert à illustrer le nouveau catéchisme humanitaire. Le bonheur de l'homme sensible apparaît sous la forme d'un chalet romand ; et le citoyen du monde, l'homme de la nature a été une sorte de Robinson suisse. Le rôle de ces peintres, de ces graveurs,

fut grand dans la diffusion de la révélation nouvelle. Gessner, le poète imprimeur, l'auteur de la *Mort d'Abel* et l'illustre rénovateur du genre bucolique, peignait et dessinait lui-même (quatre gouaches de sa main figurent à l'exposition). Ces estampes coloriées de Kœnig, d'Aberli, où l'on voit apparaître des sites bruts et sauvages, qui répandent les noms rauques et doux d'Interlaken, de Thoune, d'Untersee, célèbrent les glaciers de Gründelwald et les cascades de Staubbach, renouvellent le décor de la poésie, préludent au romantisme de *Childe Harold* et du *Prisonnier de Chillon*, aux méditations de Lamartine et de Shelley, à la musique de *Guillaume Tell*. Ainsi se faisait jour le génie national de la Suisse pour l'art du paysage et la peinture de genre. Par là ce petit pays venait à jouer un rôle immense dans la culture européenne. Et ce n'est pas par hasard que le grand élève de David, l'inventeur du genre brigand, le peintre de *la Madone de l'Arc* et de *la Halte des moissonneurs dans la campagne romaine*, le plus acclamé des artistes de l'époque romantique, fut un Suisse, le célèbre et malheureux Léopold Robert.

Cette période aux trois quarts française du XVIIIe siècle est peut-être, tout compte fait, la plus importante dans l'histoire de la peinture suisse, celle où les arts de ce petit pays exercèrent le plus d'influence sur les idées universelles. C'est à ce moment que, sans le vouloir, sans y prétendre bien clairement, sans grandes ambitions artistiques et sans grands talents créateurs, d'honnêtes graveurs, qui imitaient Greuze, Baudouin, Fragonard, David, agirent sur l'imagination et furent vraiment des maîtres nationaux. Sans doute, leurs ouvrages ont vieilli et nous font sourire ; nous supportons à peine chez Léopold Robert le tour guindé et théâtral, la défroque d'opéra-comique. Il faut pourtant se dire que ces ouvrages un peu surannés, d'ailleurs d'une si grande conscience et d'une forme si sérieuse, ont eu le don de ravir deux ou trois générations ; c'est ainsi que les plus grands poètes ont vu le peuple du Transtévère, la canaille de Naples, les *lazzaroni* du Pausilippe ; cette fillette de Capri, qui songe accoudée à un rocher, un peu comme un sujet de pendule (d'ailleurs d'une finesse d'émail qui rappelle les premiers Corot), ce fut Graziella ; et cet improvisateur à bonnet de bandit, à l'air sauvage et inspiré, fut le poète Monti pour qui s'enthousiasma Stendhal.

Il ne me semble pas que, depuis Léopold Robert, la peinture suisse ait retrouvé cette veine originale et populaire. Gleyre est un bien charmant artiste, et je ne puis oublier que sa mélancolique *chromo* des *Illusions perdues* fut pour moi, quand je commençai de fréquenter le Louvre, la forme elle-même de la poésie. D'autres peintres, souvent délicats, comme Maximilien de Meuron, et Alexandre Calame, la bête noire de Ruskin, qui l'immole à Turner dans ses *Modern Painters*, s'attaquaient au problème longtemps insurmontable de la peinture de montagnes, et s'évertuaient à prendre la Jungfrau par les cornes; je leur préfère les sereines « élévations » d'Auguste Baud-Bovy, et surtout les tendres, harmonieuses rêveries de Barthélemy Menn, un élégiaque du paysage, proche parent de Daubigny, et fort admiré de notre Corot, dont quelques-unes de ses études ne seraient pas indignes.

Dans les dernières années du XIX[e] siècle, deux maîtres principaux ont incarné en Suisse les tendances à un art vraiment national. Le Bâlois Arnold Bœcklin a joui en Allemagne, pendant plus de vingt ans, d'une popularité inouie : il fut exalté par la presse comme un nouveau Rubens, un phénomène germanique de grandeur colossale.

Avec une verve indéniable, il faisait un curieux breuvage où se mêlaient certaines idées des préraphaélites, des thèmes de Dürer et de la *Danse macabre*, et aussi certaines formes d'animalité panthéiste, de mythologie et de monstres : le Centaure, la Sirène, les forces divinisées des souffles et des vagues, les enfants de l'écume et de la nuée peuplaient ses rêves. L'Allemagne buvait cette bière comme le nectar. Elle y retrouvait, sous une forme encore à demi classique, certaines vues de la science sur l'évolution et surtout cet humour, cette fantaisie sombre ou bouffonne, cet ordre de sentiments confus que la langue allemande exprime par les mots de *Gemuth* et de *Stimmung*. Peut-être n'y a-t-il jamais eu un peintre dont les ouvrages aient été divulgués davantage par l'estampe, la photographie et la carte postale; pas une maison allemande où l'on ne rencontrât, dans des passe-partout de style munichois, la reproduction du *Jeu des vagues* ou du *Songe de la vie*, du *Bois sacré* et de l'*Ile des morts*. C'était une obsession, une « scie. » Aujourd'hui, le charme est rompu; on ne trouve plus guère chez Bœcklin qu'un amas de pauvretés prétentieuses, un assez

méchant symbolisme, une couleur acide, une grande vulgarité. On préfère de beaucoup la saveur locale, appliquée, les gentilles féeries de Welti et leur enluminure de miniature ou de vitrail.

Il est plus difficile de parler de Ferdinand Hodler. Qui n'a pas vu ses grandes peintures de l'hôtel de ville de Berne, sa retraite de Marignan, ne peut guère se figurer ce qu'il représente pour son pays. Les quelques morceaux de lui que l'on a réunis à l'exposition, étonnent et frappent d'abord par un caractère étrange, systématique et volontaire. Tout y est subordonné à l'expression monumentale. C'est un côté de l'art suisse, que l'on oublie trop souvent. La grande peinture décorative, la fresque à l'italienne y a été un luxe en honneur pendant la Renaissance. Holbein a peint en trompe-l'œil des façades patriciennes de Bâle et de Lucerne. Sur ce point, peut-être à son insu, Hodler renouait une tradition. On trouvera aussi de singuliers rapports entre le style de ses figures et certaines œuvres du XVI[e] siècle, comme les admirables portraits de Tobias Stimmer ou les prodigieux lansquenets d'Urs Graf. Il n'est pas jusqu'à l'habitude où il est de modeler sans ombre, à plat, et de cerner les formes par un trait vigoureux, qui ne s'explique par l'atavisme d'une longue suite de graveurs et de peintres de vitraux. Il est à croire du reste qu'il ignorait cet héritage et qu'il se forgea instinctivement les éléments de son langage à la mesure de ses besoins. C'était un homme en qui revivait, dans un siècle bourgeois, l'héroïque passé de sa race. Sa caboche carrée, obstinée, son front de taureau aux veines temporales gonflées, révèle l'animal de combat, le tempérament de lutteur. Les occasions en effet ne lui furent pas marchandées.

Ses compositions parfois bizarres déroulent par certains effets de rythme, obtenus par répétition d'un motif ou d'un thème plastique, et que l'on a comparés à ces cristallisations de givre, que l'on appelle des « fleurs de neige. » Ses deux tableaux du *Jour* et de la *Nuit* offrent des exemples fameux de ce genre de composition, qu'il avait baptisé du nom de *parallélisme*. Quoi qu'il en soit de la valeur de cette convention, ces tableaux, le second surtout, n'en présentent pas moins une conviction imposante et des morceaux de peinture d'une beauté extraordinaire, il n'y a guère rien de plus fort dans l'art contemporain que le dos de la jeune femme endormie au premier

plan de *la Nuit*. Puvis de Chavannes en avait bien jugé ainsi : le maître de l'*Enfance de sainte Geneviève* reconnut d'emblée dans Hodler un génie de la grande famille. L'abstraction parfois étrange, l'aspect abrupt, prométhéen, les escarpements de son art, laissent intact en lui (signe du grand artiste) le sentiment de la vie : témoin certains portraits de jeunes filles, ou cette série d'études, ce journal de l'agonie d'une mourante adorée, une des confidences les plus déchirantes que nous aient faites la passion et le désespoir d'un peintre.

Après une longue vie de luttes, le grand artiste est mort en pleine apothéose. La Suisse salue en lui un de ses fils les plus illustres, le plus grand de sa génération, avec le poète Carl Spitteler. Pour la première fois, elle se reconnaît unanimement dans une œuvre nationale. Cette œuvre sera-t-elle continuée ? Hodler a-t-il laissé des successeurs de sa pensée ? L'exposition ne préjuge rien ; elle s'en tient aux morts. On avouera pourtant que la Suisse a de quoi s'enorgueillir de son passé, et que, pour un territoire de si médiocre étendue, peu de pays pourraient offrir un spectacle comparable. Peut-être apparaît-il même plus clairement à Paris, qu'il ne faisait, à l'état épars, dans les musées municipaux des petites villes du pays. De toutes les expositions qu'on a organisées depuis quelque temps dans le même local, aucune n'aura été plus utile et plus instructive : les premières nous ont fait revoir vingt chefs-d'œuvre que nous aimions. Nous découvrons cette fois un petit monde original, un nouvel objet à chérir.

Louis Gillet.

AU CONSERVATOIRE

CONCOURS DE TRAGÉDIE ET COMÉDIE

Il faut bien l'écrire, les élèves du Conservatoire ne concourent pas dans des conditions favorables. Cette petite salle pompéienne où tant d'espoirs apparurent en tremblant, où nous avons applaudi un si grand nombre d'artistes, cette petite salle, nous pouvons l'aimer, traditionnellement, à cause de beaucoup de souvenirs, de son décor fané, de tout ce qu'il semble flotter dans l'air d'émois et de beautés accumulés; mais il est aussi inconfortable d'y donner la comédie que de l'y entendre. La lumière est mal répartie; les couleurs du décor qui vont de la terre de Sienne au noir déteint, nuisent aux costumes de ces jeunes gens et de ces jeunes filles. La scène, qui n'est pas de bonnes proportions, est d'une saleté qui passe ce qu'on rencontre sur les théâtres, à l'ordinaire. Il semblerait qu'on n'ait point balayé, par dévotion, depuis que Chopin y joua sa grande polonaise. Aussi bien quand Chérubin se relève après avoir été aux pieds de la comtesse, ses genoux sont tout gris; et si la princesse Georges s'écroule, comme elle le doit, en entendant le coup de fusil (et quel coup de fusil! le jury en a tremblé) qui a peut être tué son époux, elle soulève un nuage de poussière sous lequel elle disparaît. Enfin on n'a peut-être pas trouvé une juste mesure entre ce qui était l'indispensable accessoire, le tribut de la vraisemblance et une mise en scène trop importante. Un mari rentre de la chasse et l'on nous fait entendre le bruit de ses bottes dans la coulisse. Fort bien, encore que ce bruit de bottes n'ait rien qui doive ajouter aux dons du jeune comédien qui va paraître. Il paraît. C'est un tout petit jeune homme un peu pâle, un peu timide et en smoking. Quel besoin de nous faire entendre ses bottes puisqu'il est en escarpins?

Certes, nous ne voulons pas relever, une fois encore, le comique de ces Britannicus en chemises blanches, auxquels succèdent des Camilles imprécatrices, ou des Don Juan un peu trop innocents pour être bien dangereux. Jules Lemaître a fait là-dessus un article délicieux et qu'on ne saurait écrire de nouveau. Son talent était vif et l'ironie était facile. N'y revenons pas. Pourtant on ne peut se garder de remarquer que cette cote mal taillée étrique ces concours. Bien sûr, il ne faut pas permettre aux élèves d'exagérer la composition, de s'entourer de trop d'accessoires, de se trop draper dans des capes. Ce qu'on leur demande avant tout c'est la voix, l'intelligence du texte, la sensibilité, la tenue en scène. Mais ce n'est point tout : le physique joue son rôle et, aussi, l'aisance dans le décor et le costume. Qu'Athalie ait une bonne diction, le sentiment de la tragédie à laquelle elle est mêlée : parfait. Pourtant si elle n'a aucune aristocratie, si elle semble s'être déguisée pour avoir l'air d'une reine, cela est gênant. Nous pensons que cette exactitude dans la représentation physique d'un rôle est bien importante, et que les conditions actuelles du concours ne prêtent guère à ce que nous en puissions pleinement juger chez les concurrents.

Remarquez que ces réserves ne constituent pas des critiques détournées contre l'enseignement du Conservatoire. Nous croyons à son utilité, à ses bienfaits. C'est un poncif d'un autre ordre que condamner cette institution. Il y a dans tous les arts des principes qu'on n'apprend qu'avec les maîtres, cela est certain et c'est une gageure de prétendre jouer la tragédie ou la comédie d'instinct.

Nous vivons en une époque de vive intelligence, de goût, où beaucoup d'apprentis de toutes les sortes ont beaucoup d'intelligence et de goût, — ah que d'intelligence ! ah que de goût ! — mais où ils ont une tendance excessive à ne se contenter que de ces deux qualités qui ne sont plus rares. Ce qui leur manque le plus souvent c'est le tempérament et la culture. Pour l'un, quand on ne le possède point, vains efforts : c'est un don des dieux. Pour l'autre, c'est différent : elle se peut et se doit acquérir. Il faut faire ses classes, voilà le vrai. Des génies échappent parfois à cette loi. Mais les génies ne sont pas communs.

Nous n'en avons pas découvert durant ces concours de 1924, qui furent plutôt médiocres dans leur ensemble. Nous n'avons pas entendu un seul tragédien, ni encore moins une véritable tragédienne. C'est une fatalité, car voilà des années que cela dure. Le don tragique ne serait-il plus départi par la Muse ? Les jeunes personnes que

nous voyons là sont le plus souvent fluettes, d'une grâce fragile ou minaudière, mais n'ont aucunement la stature, la belle gravité, ce je ne sais quoi d'impérieux et d'ardent qui éclaire une tragédienne. Lorsqu'elles en ont la taille et le foyer, elles n'en possèdent pas la distinction ni l'autorité. Par surcroît quelques-uns de ces élèves ne semblent pas pénétrer assez le sens de ce qu'ils disent. Lorsque Mlle Duret, à laquelle on a donné un second prix de tragédie, a commencé dans son fauteuil à raconter sa terreur nocturne : « *C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit...* » il semblait qu'elle inventâ son songe en le décrivant, qu'elle contât une histoire pour le plaisir, et comme si vraiment elle n'en avait pas subi les affres terribles. Du naturel est bon, mais il ne faut pas trop en chercher. Le naturel, lorsqu'on est en présence du terrible, c'est d'avoir de l'effroi. Pareillement M. Gitenet qui concourait dans *Britannicus*, lorsqu'il a appris à son confident :

Narcisse, c'en est fait, Néron est amoureux,

lui a dit cette nouvelle du ton dont il lui aurait demandé de jouer le bridge. Il est bon d'être en réaction contre certains excès des tragédiens d'autrefois, de se dégager un peu des poncifs d'école, mais il faut conserver aux mots la portée de leur sens. Néron a le droit de se railler lui-même de sa faiblesse (M. Gitenet l'a bien compris par ailleurs), mais il ne doit pas descendre jusqu'à cette indifférence familière pour sa personne lorsqu'il annonce qu'il est frappé d'amour.

Dans ce concours de tragédie, nous avons principalement relevé trois talents où il y a certainement des promesses : celui de M. Donneaud qui concourait dans Oreste, qui est servi par un beau visage mobile, une voix bien timbrée et qui possède au premier chef du tempérament. Il a été meilleur encore dans la comédie, où il a joué Lorenzaccio avec cette fougue, cette élégance, ce mélange de délire et de sournoise volonté qu'exige le rôle. M. Donneaud a de la race, de l'impétuosité, des mouvements qui ne trompent point. Il ne serait pas étonnant qu'on le vît un jour brillamment réussir. Il a reçu un deuxième accessit en tragédie et un deuxième prix en comédie.

M. Simon a moins de qualités physiques, mais il est servi par une intelligence certaine, un sens de la mesure, un don évident de la composition. Il a su très adroitement faire jouer ces qualités dans une scène du *Saint-Genest* de Rotrou (qui est bien belle !) et dans le *Démocrite* de Regnard. Le choix habile de ces deux morceaux

prouve assez bien que M. Simon se sent peut-être limité aux rôles de composition; mais, tel quel, il y a été bon. Il méritait l'accessit de tragédie et le second prix de comédie qui lui furent dévolus.

Et voici Mlle Sully. Elle est charmante. Elle n'a pas d'extraordinaires moyens physiques. Elle n'est pas très puissante, son autorité est plus concentrée qu'affirmée, elle a encore parfois de menues défaillances ; mais elle possède des dons évidents de comédienne, une voix bien posée, avec un timbre grave qui rappelle par instants celui de Mme Bartet.

En tragédie elle est apparue en Esther, toute vêtue de bleu, un diadème sur la tête, avançant d'un pas aisé et timide tout à la fois. Elle ne fut peut-être pas une Esther exempte de défauts, mais elle fut une Esther ayant sa grâce personnelle et poussant un « Ah! Seigneur! » qui était bien le cri d'une tragédienne. En comédie, Mlle Sully avait choisi le rôle de Nella dans *la Première trouvaille de Gallus*. Elle y fut, cette fois encore, personnelle et charmante, trouvant dans sa frêle nature ce qu'il fallait d'autorité pour imposer le rôle et lancer ces répliques altières. Ce fut un second prix bien placé. Il n'y eut pas de premier prix pour la tragédie. Le second prix fut donné à M. Balpêtré, qui concourt depuis trois ans, qui a beaucoup d'acquis, de moyens déjà et qui n'a plus rien à apprendre.

Neuf élèves en tout et pour tout en tragédie. Nous en entendîmes vingt-huit en comédie: quatorze élèves hommes et quatorze femmes. Là aussi, point de sujets exceptionnels. Hormis ceux que nous venons de signaler en tragédie et qui concoururent aussi en comédie, il est un de ces élèves qui mérite qu'on le remarque. Il se nomme M. Weber; il n'a que dix-huit ans; il a beaucoup de finesse, de vivacité, d'élégance. Il a voulu être Dorante du *Menteur*, qui est un rôle un peu lourd pour d'aussi jeunes épaules; mais, en dépit de son inexpérience, il y a été d'une jolie grâce! On le voit fort bien, portant l'habit de cour et jouant les jeunes-premiers de Molière. Nous le retrouverons l'an prochain.

Quatre seconds prix pour les femmes. Outre Mlle Sully, il en fut accordé un à MM^lles^ Boitel, Ducret et Tramond. Ce n'est pas mal couronné. Mlle Boitel a joué *Bettine* à ravir, avec une sensibilité mobile qui se traduisait en inflexions justes de la voix et noyait comme des ondes son fin visage. Enfin elle entend Musset, ce qui est beaucoup et ce pourquoi il convenait de la récompenser.

Mlle Ducret a plus d'ardeur, de feu que de puissance. Elle donnait la *Princesse Georges* où il faut être femme et très amoureuse.

Elle est certainement douée, mais sa voix parfois défaillante ne va pas aussi loin que son tempérament le lui dicte. Mlle Tramond avait joué honnêtement, sans plus, *l'Épreuve* de Marivaux. On eût souhaité voir donner un prix à Mlle Dufrêne, qui n'a eu qu'un accessit. Dans une réplique à Perdican, elle avait montré beaucoup de goût, de pudeur, de compréhension de son rôle. Son morceau de concours, emprunté aux *Paroles restent*, était moins bon. Est-ce bien sa faute, et ne faut-il pas incriminer le texte, qui manque de naturel et de vraie force dramatique?

Nous n'ajouterons point d'autres jugements. A quoi bon contrister ces jeunes hommes et ces jeunes femmes de bonne volonté, reprocher à ce Fantasio d'être chauve, à cette Agnès d'avoir vingt-cinq ans et une innocence un peu feinte, à celle-ci de jouer la comédie comme on le fait dans les salons, à cet autre, par ailleurs fort adroit et intelligent, de colorer *Britannicus* d'un accent oriental dont Racine pâtit? Faut-il encore faire remarquer que nous n'avons pas rencontré un seul « sujet » gai durant le concours, et qu'un de ces élèves qui prétendait à la gaieté la remplaçait, dans Molière, par des cris et une exubérance intolérables? Ce n'est pas cela la force comique. Il le comprendra en travaillant et en écoutant les vrais maîtres. En somme, nous avons trouvé plus d'intelligence que de tempérament, plus de grâce adroite que de puissance chez la plupart de ces concurrents. C'est déjà quelque chose, penserez-vous. Assurément, mais nous aurions été satisfait de vous signaler un talent sans défaut, une de ces vocations déclarées, qu'on aime voir au service du génie, et qu'on salue avec joie.

GÉRARD BAUER.

REVUE SCIENTIFIQUE

ALLONS-NOUS COMMUNIQUER AVEC MARS?

Les journaux depuis quelque temps se sont remis à parler de la planète Mars. Il n'est point de jour où, intercalé entre quelque article sur le plan des experts et les derniers détails anatomopathologiques sur la victime du plus récent crime passionnel, chacun ne trouve emmi la gazette dont il fait ses quotidiennes délices, un télégramme relatif à Mars. Tantôt, on nous dit les moyens qu'on va employer ces prochaines semaines pour annoncer aux martiens que nous sommes ici — et la T. S. F. y joue un grand rôle. Tantôt, on nous expose au contraire comment, laissant messieurs les martiens tirer, où plutôt parler les premiers, on se prépare à capter les messages lumineux et autres qu'ils ne manqueront pas de nous mander une de ces prochaines nuits.

Pourquoi cette effervescence journalistique et télégrammatique se manifeste-t-elle aussi impétueusement en ce moment? Ce n'est point seulement, comme on pourrait le croire, parce que les journaux n'ont rien de bien sensationnel à se mettre sous la dent, sous les dents d'engrenage de leurs rotatives. Assurément, depuis la guerre, nous commençons à être un peu blasés sur les petites catastrophes de chaque jour; l'actualité nous semble devenue, comme disait Lafforgue, terriblement quotidienne, et dans sa périodicité sinusoïdale nous apercevons moins qu'autrefois les inflexions de la courbe, plus qu'autrefois leur répétition. Et puis nous approchons de cette période caniculaire de l'année où le grand serpent de mer va ressortir du tiroir des salles de rédaction, où on le conserve précieusement durant l'hiver. Car cet animal, dont les volutes

s'enroulent si utilement aux colonnes du papier imprimé, craint apparemment le froid.

On pourrait croire que la réapparition présente de Mars, à l'horizon bleu des agences télégraphiques, est un phénomène du même ordre. Il n'en est rien. Si tous les ans, à une certaine époque, — d'ailleurs variable d'une année à l'autre, — on reparle de Mars, c'est que cette planète décrit une ellipse autour du soleil en un an et trois cent vingt et un jours, c'est-à-dire en près de deux de nos années. Il s'ensuit que notre terre, qui, elle, décrit son circuit en un an exactement, se trouve tantôt du même côté du soleil que Mars, tantôt du côté opposé. Dans ce dernier cas et lorsque la terre, le soleil et Mars sont à peu près en ligne droite, — le soleil étant entre la terre et Mars, — on dit que Mars est en *conjonction* (avec le soleil). La terre et Mars sont alors à peu près à leur plus grande distance annuelle. Au contraire, lorsque le soleil, la terre et Mars sont en ligne droite, mais que la terre est entre le soleil et Mars, on dit que Mars est en *opposition* (avec le soleil). Les conditions sont alors particulièrement favorables à l'observation de la planète. Il y a à cela deux raisons. D'abord, en *opposition* avec le soleil, elle se trouve pour nous à l'opposé de celui-ci, c'est-à-dire qu'elle passe au méridien vers le milieu de la nuit. Ensuite, c'est aux environs de son opposition que Mars se trouve à sa plus petite distance annuelle de la terre. Il est facile de voir, en effet, qu'en opposition nous sommes bien plus près de Mars qu'en conjonction, et que la différence est égale au double de la distance du soleil à la terre, c'est-à-dire au diamètre de l'orbite terrestre, soit à quelque trois cents millions de kilomètres.

Si la terre et Mars décrivaient autour du soleil exactement des circonférences, il est clair que leur distance au moment de l'opposition serait, chaque année, la même et égale à la différence des rayons de ces deux circonférences. Mais en réalité ce sont des ellipses, ce sont des courbes un peu allongées que décrivent les deux planètes, et d'ailleurs excentriques par rapport au soleil.

L'excentricité de ces orbites n'est pas petite. Celle de l'orbite terrestre est égale à un soixantième, c'est-à-dire que la distance du soleil au centre de l'ellipse décrite par la terre, est égale à un soixantième du demi grand axe de cette ellipse. Il s'ensuit que la distance de la terre au soleil qui est en moyenne d'environ 150 millions de kilomètres peut différer de deux soixantièmes, c'est-à-dire d'environ 5 millions de kilomètres, selon que la terre est au plus près ou au plus loin du soleil dans sa course annuelle. L'excentricité de l'orbite

de Mars est encore bien plus grande (environ six fois plus grande) que celle de l'orbite terrestre. Il s'ensuit que, selon qu'au moment de leur opposition, Mars et la terre sont situés sur telle ou telle région de leurs orbites respectives, la distance minima annuelle des deux planètes pourra varier notablement. La différence peut être très grande.

Or, cette année-ci, il se trouve que la distance minima de Mars à la terre sera particulièrement faible, plus faible qu'elle ne fut jamais depuis l'année 1800, plus faible qu'elle ne sera jamais jusqu'à l'année 2000. C'est dire qu'aucun des astronomes aujourd'hui vivants, fût-il même un astronome en herbe et encore dans les bras de sa nourrice, n'a encore vu et ne verra jamais Mars aussi près de ses yeux que cette année-ci.

C'est précisément le 23 août prochain que Mars se trouvera à son périgée, à sa plus petite distance de nous. Ce jour-là, 56 millions de kilomètres seulement sépareront la terre de la planète sœur. C'est beaucoup, à l'échelle ridicule de nos petites habitudes géocentriques; c'est peu, astronomiquement parlant. Pour montrer combien cette distance périgéale de Mars est relativement faible, il me suffira de rappeler qu'en 1921, par exemple, nous étions à 87 millions de kilomètres de Mars au moment de son périgée, et qu'en 1916 cette distance minima annuelle atteignait presque le double de la valeur qu'elle aura cette année-ci. En 1924, la planète demeurera entre le 9 juin et le 1er novembre plus près de nous qu'elle ne fut à son périgée de 1916. Il s'ensuit que pendant un très long intervalle de temps, pendant ces 146 jours au moins, elle restera dans des conditions relativement favorables à l'observation.

Il y a malheureusement une ombre fort gênante à ce tableau des félicités promises aux *aréophiles*... Je supplie qu'on ne me fasse pas écrire aérophile; l'aréographie ou géographie martienne — si j'ose accoupler ces deux mots qui jurent horriblement — est une science parfaitement classée et un mot fort usité dans le microcosme des astronomes, je veux dire dans le monde qu'ils forment et non pas dans celui qu'ils observent. Les braves gens du peuple qui disent couramment aréoplane, aréonaute, etc... au lieu d'aéroplane, d'aéronaute, ne parlent pas bien français, c'est certain. Mais ils emploient pourtant en ce cas des mots français, — ou qui pourraient l'être, — et on a tort de les accuser de barbarismes alors qu'ils ne sont coupables que de contre-sens, ce qui est, comme chacun sait, beaucoup moins grave. Après tout, rien ne prouve qu'il n'y a pas des aréonautes et le

fameux américain Lowell, — aujourd'hui décédé, si je ne me trompe, — a cru certainement en voir, le jour où avec ses mauvaises lunettes, et parce qu'elles étaient mauvaises, il assista sur Mars à l'ouverture d'un gigantesque canal à écluses...

Il y a, disais-je, une ombre fort gênante au tableau des conditions mirifiques d'observation que nous prépare la prochaine opposition de Mars. La planète se trouve en effet maintenant, — et va demeurer encore quelque temps, — très au-dessous de l'équateur céleste. Autrement dit et pour employer le langage congru, la déclinaison de Mars est fortement négative. Elle a atteint sa valeur maxima le 13 mars dernier, où la planète était à plus de 23 degrés au-dessous de l'équateur. A l'heure où paraissent ces lignes, elle est encore à une quinzaine de degrés au-dessous; le 23 août, au moment de l'opposition, elle sera à environ 17 degrés au-dessous, et c'est seulement vers la fin de l'année — lorsque sa distance sera redevenue considérable — que Mars remontera au-dessus de l'équateur.

Pourquoi la déclinaison australe de Mars est-elle désavantageuse pour l'observation? C'est que la plupart des astronomes, des observatoires et des moyens d'investigation sont situés dans l'hémisphère Nord de la terre, et que, pour les habitants de cet hémisphère, un astre qui se trouve au-dessous de l'équateur céleste ne monte jamais bien haut sur l'horizon. Par exemple à Paris, cette ligne idéale qu'on appelle l'équateur céleste, — et qui est la section virtuelle de la sphère étoilée par le plan équatorial de la terre supposé prolongé à l'infini, — à Paris, dis-je, l'équateur céleste ne passe qu'à 41 degrés environ au-dessus de l'horizon. C'est-à-dire qu'un astre qui se trouve dans l'équateur céleste (c'est le cas du soleil à l'équinoxe), ne passe qu'à environ 41 degrés au-dessus de l'horizon lorsqu'il franchit le méridien, lorsqu'il est au point culminant de sa course diurne. La plus grande hauteur diurne au-dessus de notre horizon d'un astre situé au-dessous de l'équateur est égale à cette valeur diminuée de la déclinaison australe de l'astre. Il s'ensuit qu'au printemps dernier Mars ne montait qu'à environ 18 degrés sur notre horizon. Le 23 août, lors de son opposition, Mars ne montera qu'à environ 24 degrés, à peine un peu plus du quart d'un angle droit, au-dessus de l'horizon parisien.

Or, la faible hauteur d'un astre est une condition doublement et extrêmement défavorable pour l'observer. D'abord, parce que près de l'horizon les rayons astraux traversent très obliquement notre atmosphère et y sont beaucoup plus absorbés que près du zénith.

L'éclat, l'intensité visuelle d'un disque planétaire est, de ce fait, considérablement diminué. Mais il est une autre circonstance encore plus grave. C'est que, près de l'horizon, les images astrales sont très agitées, très mauvaises, très ondulantes, à cause de la plus grande épaisseur d'air traversée par leur lumière et surtout parce que cet air est beaucoup plus perturbé par le voisinage du sol échauffé par le soleil. Bref, c'est un fait d'expérience que près de l'horizon, il est impossible d'observer convenablement les astres. C'est pourquoi on s'astreint en général dans les observatoires, à ne les examiner, étudier, photographier, que lorsqu'ils passent au méridien, au point culminant de leur course diurne. La différence d'observabilité — encore un néologisme qu'on me pardonnera — d'une planète est énorme, selon qu'on l'examine à 20 degrés ou à 40 degrés au-dessus l'horizon. Cette différence est déjà notable aux yeux les moins exercés lorsqu'il s'agit, par exemple, de la lune dont tous les détails essentiels ne cessent pourtant pas d'être visibles même près de l'horizon. Mais elle devient rédhibitoire lorsqu'il s'agit de planètes lointaines, surtout d'une planète telle que Mars, dont la conformation superficielle est d'une extrême ténuité et a prêté déjà à des discussions bien vagues et incertaines.

Pour toutes ces raisons, en dépit de la prochaine proximité de Mars, il sera, dans notre hémisphère, bien difficile d'observer la planète avec des chances d'y découvrir quelque chose qu'on n'aurait pas vu dans des conditions meilleures, lors des oppositions précédentes, lorsque Mars, en dépit de sa distance plus grande, était plus exactement observable. Car on peut poser en principe que, à moins d'opérer très près du zénith, la visibilité d'une surface planétaire est, toutes choses égales d'ailleurs, moins affectée, lorsque notre distance à la planète est doublée, que lorsque sa hauteur au-dessus de l'horizon est diminuée de moitié.

Les astronomes de l'hémisphère Sud, lesquels sont peu nombreux et ne disposent pas des moyens instrumentaux dont l'hémisphère septentrional de la terre a l'injuste privilège, seront donc seuls en état de faire des observations véritablement bonnes de la surface martienne lors de la prochaine opposition.

Je voudrais maintenant, poursuivant ma besogne ingrate mais nécessaire de faucheur d'illusions, montrer par quelques données évidentes combien est difficile par ailleurs l'observation des détails d'un astre aussi éloigné.

Le diamètre apparent de Mars, — le plus grand diamètre apparent

que cette planète aura eu depuis plus d'un siècle, — sera le 23 août prochain d'environ 25 secondes d'arc et un dixième, c'est-à-dire de 25"1, comme il est d'usage de l'écrire. C'est à peu près une demi-minute d'arc, et on sait que la minute est la soixantième partie d'un degré. Or un angle d'une seconde d'arc est sous-tendu par un arc environ deux cent mille fois plus petit que le rayon. Un angle d'une seconde d'arc est donc celui sous lequel on verrait à 200 000 mètres, à 200 kilomètres de distance une sphère d'un mètre de diamètre. Donc, en août prochain, Mars sera vu par nous sous le même angle que celui que sous tend une pièce d'un franc placée à environ 200 mètres. C'est un angle qui n'est pas bien grand, et chacun conviendra qu'on ne peut pas distinguer grand chose sur une pièce de vingt sous à 200 mètres.

J'entends bien qu'il ne s'agit pas d'observer Mars à l'œil nu et que nous avons des télescopes grossissants, mais ici de même il ne faut pas se faire trop d'illusions.

Si on photographie Mars en août prochain avec la plus puissante lunette de l'Observatoire de Paris (laquelle a environ 16 mètres de distance focale, c'est-à-dire de longueur utile), l'image de Mars sur la plaque photographique serait un petit disque de *moins de deux millimètres et demi* de diamètre.

Ces deux millimètres et demi représentent une planète dont le diamètre réel est d'environ 6 500 kilomètres. On voit que chaque kilomètre martien représente bien peu de chose sur l'image focale de la planète. J'entends bien que la lunette photographique de l'Observatoire de Paris n'est pas la plus puissante du monde. Il en est de plus longues, même en France, et surtout aux États-Unis. Mais il n'en est point de deux fois plus longues, et qui donnent des images focales directes d'un diamètre double. Nous avons donc le droit de prendre les données qu'on peut obtenir à Paris comme un bon exemple de ce qui est actuellement attingible. Qu'est-ce qui limite la visibilité des détails sur un petit disque planétaire tel que l'image télescopique de Mars? C'est d'abord, si ce disque est photographié, le grain même de la plaque photographique, lequel ne saurait être très petit, si l'on veut, comme c'est ici nécessaire, des plaques suffisamment sensibles pour obtenir une image rapide. Tout détail de l'image planétaire, dont l'image focale n'est pas plus grande que le grain de la plaque, est perdu pour l'observation photographique. La rapidité de la pose est d'ailleurs indispensable, parce qu'elle évite les inconvénients de l'agitation des images par les mou-

vements de l'atmosphère, agitation qui n'est jamais totalement évitable et qui se traduirait, en cas de photographie non instantanée, par un flou du cliché.

Quant à l'observation visuelle, outre qu'elle est sujette à toutes les illusions d'optique, à toutes les erreurs subjectives, psychologiques et physiologiques qu'évite la sensibilité inanimée de la plaque photographique, elle est limitée, au même titre que l'observation enregistrée sur celle-ci, par l'ouverture médiocre des objectifs et miroirs télescopiques. J'ai déjà exposé naguère aux lecteurs de la *Revue* en quoi consistent les phénomènes de diffraction des instruments d'optique, et comment ces phénomènes limitent rapidement la visibilité des détails des objets regardés à travers ces instruments. Je n'y reviendrai pas. L'instrument astronomique du monde entier qui a actuellement la plus grande ouverture, celui qui limite le moins cette visibilité, est le télescope de Mont Wilson dont le miroir a environ 2 mètres 50 de diamètre. Par comparaison avec les beaux résultats obtenus dans l'étude de la lune au moyen de l'équatorial photographique de l'Observatoire de Paris, on peut estimer que le diamètre du plus petit détail topographique observable dans la lune au moyen du télescope de Mont Wilson doit être très supérieur à 200 mètres.

La lune est à environ 360 000 kilomètres de nous, donc environ cent cinquante fois plus près de nous que ne sera Mars à son prochain et exceptionnel passage. Il s'ensuit que le plus petit détail topographique observable à la surface de Mars, dans les conditions les plus favorables et avec les plus puissants instruments de la terre, doit être très supérieur à 30 kilomètres. Il est donc aujourd'hui certainement impossible de distinguer sur Mars des objets n'ayant pas plusieurs dizaines de kilomètres d'étendue. Si une ville comme Paris avec ses douze kilomètres de diamètre existait sur Mars, il serait donc actuellement impossible, fût-ce avec les plus puissants télescopes du monde, de la distinguer à la surface de la planète. Voilà, n'est-il pas vrai, qui est bien fait pour calmer les échauffés et les imaginatifs abusés par certains ouvrages camouflés d'un faux manteau de précision scientifique, et qui pourraient croire que nous allons demain apercevoir les évolutions individuelles des martiens dans les promenoirs de leurs cités.

On conçoit dans ces conditions que lorsqu'on annonça, il y a un demi-siècle, avoir découvert dans Mars des « canaux » admirablement rectilignes, sillonnant la planète en tous sens, on y ait vu d'abord le

signe indéniable d'une civilisation fort supérieure à la nôtre. Pour être en effet visibles avec les faibles lunettes qui, prétendûment, les décelaient, on voit d'après ce qui vient d'être dit, que ces canaux devaient avoir des dimensions énormes, des largeurs de plusieurs dizaines de kilomètres au moins, et souvent bien plus considérables. Or, quelle que soit la science de nos ingénieurs des ponts et chaussées, la construction de canaux aussi gigantesques, courant sur des centaines et des milliers de kilomètres, est fort au-dessus de leurs moyens actuels. Il fallait donc nécessairement que les ingénieurs martiens fussent arrivés à un degré de perfectionnement technique encore inconnu sur cette modeste terre.

J'ai expliqué naguère aux lecteurs de la *Revue* (1), comment toutes ces prodigieuses inductions se sont écroulées, comment il a été montré que les « canaux » de Mars n'étaient que fantasmagorie, illusion optique, ou plutôt illusion instrumentale, et pourquoi il fallait les mettre à côté de l'animal dans la lune du bon fabuliste, qui était en vérité, non dans la lune, mais dans la lunette. Je ne reviendrai donc pas aujourd'hui sur cette question. Il n'est plus personne maintenant, — non pas même parmi ceux qui ont établi sur cette grande « découverte, » leur réputation parmi les badauds ébaubis, — qui ose soutenir sérieusement l'existence des fameux canaux rectilignes de Mars. Nous pouvons donc dire sur eux un *de profundis*.

Est-ce à dire qu'il soit prouvé par là qu'il n'y a pas d'habitants sur Mars? Nenni. Y a-t-il des habitants sur Mars, ou dans la lune, ou dans Vénus? Le grand serpent de mer existe-t-il? Ne trouvera-t-on pas un jour, dans les montagnes du centre de l'Afrique, quelque sphynx au corps léonin et au buste de femme, ou quelque centaure ajoutant à ses quatre jambes équines deux belles mains humaines propres à écrire des romans? Toutes ces questions doivent être mises sur le même plan et comportent la même réponse qui est celle du paysan normand : pt'êt ben qu'oui, pt'êt ben que non. Du point de vue étroit de la science, qui est celui auquel nous devons nous borner aujourd'hui dans la question qui nous occupe, nous n'avons droit qu'à cette affirmation : Nous ne connaissons jusqu'à présent aucun fait qui permette d'affirmer que Mars est habité. Il sied d'ajouter que si les martiens existent, s'ils sont agités des mêmes curiosités que nous et s'ils disposent de moyens d'investigation et d'observation équivalents aux nôtres, il doivent nécessai-

(1) L'énigme martienne, *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1920.

rement écrire aujourd'hui même dans leur *Revue des Deux Mondes* (après tout, c'est bien possible!) : Nous ne connaissons jusqu'à présent aucun fait permettant d'affirmer que la planète Terre est habitée. Et pourtant, entre nous, nous pouvons et nous devons confesser, sans nul orgueil, qu'elle l'est.

Si rien ne nous autorise jusqu'ici à croire que Mars est habité, en revanche, bien des circonstances révélées par l'observation tendent à prouver qu'il est habitable. C'est d'abord l'existence de ses deux calottes polaires, composées probablement, comme celles de la terre, de neige ou de glace, et qui, commes celles-ci, subissent des variations saisonnières très marquées dans leur étendue et croissent ou diminuent alternativement à l'un ou l'autre pôle de la planète selon que l'hiver ou l'été sévit dans l'hémisphère martien correspondant.

D'autre part, les particularités topographiques visibles à la surface de Mars (taches sombres ou claires de formes variées), sur la nature desquelles on n'est pas encore bien fixé, gardent depuis de longues années des apparences sensiblement fixes, ce qui tend à prouver que la surface martienne est solidifiée et non pas fluide comme est encore, par exemple, la surface de Jupiter. Ceci également est une circonstance favorable à l'habitabilité de Mars, comme aussi l'existence d'une atmosphère appréciable (encore que moins dense que celle de la terre) qui est prouvée par la réfraction et l'extinction progressive que subit la lumière des étoiles lorsque celles-ci sont occultées par la planète.

Quant aux innombrables observations qui ont été signalées, de variations de teintes que subiraient certaines parties de Mars et que divers auteurs croient pouvoir attribuer à un cycle annuel de la végétation qui serait d'abord verte puis jaunie par l'automne avant de disparaître, il est permis de conserver à cet égard une attitude encore expectante. Il arrive en effet que ces observations faites simultanément et en des points différents de la terre conduisent parfois à des conclusions discordantes.

Et puis, sans vouloir en rien diminuer le mérite des patientes observations de cette nature, il est permis de ne pas oublier combien sont incertaines et sujettes à des variations purement subjectives les appréciations de couleurs et de teintes faites dans ces conditions simplement au jugé. Pour que ces appréciations prennent une valeur vraiment probante, il faudra bien que quelque jour on se décide à les rendre objectives, c'est-à-dire quantitatives et exprimables numéri-

quement, par exemple en observant et comparant photométriquement les divers points de la surface martienne au moyen d'écrans colorés ne laissant passer que des régions définies du spectre, et en employant un photomètre. Si délicates que doivent être de pareilles déterminations, il faut espérer que les chercheurs se décideront à les aborder. Là seulement est la voie qui conduira à des certitudes, quant à la réalité des changements saisonniers de teintes allégués à la surface de Mars. J'ajoute que le jour où ces changements de teintes seront bien prononcés, ils ne suffiront pas encore à établir sans conteste l'existence sur Mars d'un cycle végétatif annuel.

Certains phénomènes optiques, certaines réflexions ou réfractions minérales de la lumière, et analogues à celles que j'ai indiquées naguère ici même au sujet de la surface lunaire, pourraient en effet suffire à produire, en l'absence de tous végétaux, des variations de teintes du sol martien.

Pour le surplus et contrairement à ce qui avait été longtemps prétendu, les observations spectroscopiques les plus récentes et les plus précises ont été impuissantes à déceler dans l'atmosphère de Mars des traces d'oxygène ou de vapeur d'eau appréciables ; tel n'eût pas été le cas si cette atmosphère contenait ces corps en quantités comparables à celles qu'on en trouve dans l'atmosphère terrestre.

Tout cela n'empêche pas les projets les plus singuliers de surgir chaque jour, sinon dans les revues astronomiques sérieuses, du moins dans les autres et dans les journaux quotidiens surtout, car le papier accepte tout sans broncher. Ces projets, dont un grand nombre ont été en quelque sorte stimulés par la prochaine opposition de Mars, tendent pour la plupart, soit à capter les signaux hypothétiques des non moins hypothétiques martiens, soit à envoyer à ceux-ci des messages, — ceux-ci bien réels, — de la terre.

Dans la première catégorie il faut ranger l'expérience que, grâce à l'ambitieuse générosité d'un Mécène, on va tenter d'ici quelques semaines au Chili, à ce qu'on raconte, car je n'y ai point été voir.

Il s'agit d'utiliser, comme tube d'un gigantesque télescope, un puits de mine très profond qui se trouve aux environs de Santiago. Au fond de ce tube il ne reste plus qu'à placer un puissant miroir parabolique, qui réfléchissant et concentrant les rayons de Mars à la sortie du puits y doit former une image exceptionnellement nette et vaste de la planète, image permettant d'y découvrir mille merveilles restées jusqu'ici inconnues faute d'instrument aussi puissant. Le

miroir en question doit être constitué par une masse de mercure contenue dans une large cuvette reposant sur un pivot au fond du puits. Cette cuvette sera mise par une dynamo puissante en mouvement de rotation rapide. Sous l'influence de cette rotation et de la force centrifuge, la surface du mercure cessera d'être horizontale et doit prendre, comme chacun sait, la forme creuse d'un paraboloïde de révolution. Et voilà tout fait le miroir parabolique de notre puits télescopique. Ce projet est très joli théoriquement. Oserai-je avouer cependant que je suis parfaitement sceptique au sujet des résultats qu'il pourra donner?

Tout d'abord, même si ce fluide miroir mercuriel donne une image parfaite, on ne pourra, en ce qui concerne Mars, observer dans ces conditions la planète qu'à l'instant précis où elle passe exactement au zénith du puits de mine utilisé, et cela pendant un temps très court et d'autant plus bref que le puits est plus profond. Il y aura bien peu de chances dans ces conditions, pour qu'on ait le temps, soit de photographier utilement l'image de Mars, soit de l'examiner assez pour faire des remarques intéressantes. A cet égard, l'instrument projeté est bien inférieur, à cause de sa fâcheuse fixité verticale, au moindre instrument équatorial qui permet de suivre Mars à loisir, de le viser en tous points du ciel, et de conserver son image au foyer de l'appareil aussi longtemps qu'on veut.

Mais, en fait, on peut être assuré que ce fameux miroir mercuriel donnera des images fort médiocres. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait que la rotation de la cuvette fût parfaitement uniforme. Quel que soit le mécanisme employé, ce ne sera point le cas, et la plus petite irrégularité de la rotation entraînera dans la surface parabolique des inégalités supérieures à celles qui, dans les télescopes imparfaitement taillés, suffisent à rendre très mauvaises les images obtenues. A cela s'ajoutera l'effet, si minime soit-il, des réactions de l'air ambiant sur la masse mercurielle entraînée dans cet air à grande vitesse, réactions qui suffiront à produire sur cette masse des rides superficielles excluant toute bonne image.

Je ne crois donc pas, en toute sincérité, que la mirifique expérience projetée au Chili, si on la réalise, ce qui n'est point certain, nous apporte beaucoup de nouvelles inédites de Mars et des martiens.

De l'autre côté de la barricade, du côté des gens qui veulent non point écouter Mars, mais au contraire l'interpeller, le plus récent des

projets à qui la grande presse a fait un sort généreux est celui qui consisterait à « utiliser une dépression concave située sur les flancs de la Jungfrau, comme un gigantesque miroir magique qui concentrerait et lancerait vers Mars les rayons lumineux, émis du sommet de la montagne par des lampes à acétylène d'une puissance de deux quintillions de bougies. Le faisceau serait intercepté à intervalles réguliers de manière à constituer une série de signaux morse. » C'est le *Daily Express* qui a dévoilé à l'univers ce magnifique projet. Ce plan génial est simple, mais il fallait y penser. On peut se demander pourquoi une telle entreprise où la Jungfrau joue le principal rôle nous est annoncée de Londres, et non pas de Berne ou d'Interlaken, mais nous vivons dans un temps où l'on n'en est plus à un étonnement près.

Je doute, d'ailleurs, qu'il existe, sur les flancs immaculés de la Jungfrau, une cavité naturelle dont la surface ait exactement la forme d'un paraboloïde de révolution, ce qui serait nécessaire pour envoyer, sans déperdition rédhibitoire, un faisceau lumineux parallèle dans l'espace. Je doute surtout que cette cavité soit exactement orientée dans l'axe du rayon visuel de Mars. On ne nous dit pas comment on produira sur cette cime alpestre les deux quintillions de bougies dont parlent les journaux anglais, et qui représentent la puissance lumineuse de plus de 100 000 arcs électriques juxtaposés, dont chacun aurait un cratère d'un centimètre carré de surface. Et puis, ne l'oublions pas, la Jungfrau sera, comme tout l'hémisphère Nord, et ainsi que je l'ai expliqué plus haut, dans les conditions les plus défavorables, pour échanger des signaux avec Mars. A cet égard du moins, le projet de Santiago du Chili est moins absurde. Bref, on a le droit d'être un peu douteur quant aux résultats de tous ces projets de télégraphie interplanétaire. Je serais fort surpris si notre scepticisme expectant était démenti par les faits.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. Édouard Herriot périra par sa presse. L'entrevue de Chequers serait restée ce qu'elle a été, c'est-à-dire une cordiale prise de contact, une conversation préliminaire sans engagements formels, si les journaux gouvernementaux n'avaient embouché la trompette. A les entendre, tous les nuages étaient dissipés; M. Herriot, en quelques heures, avait assuré à la France le bénéfice des réparations, la sécurité de ses frontières, et à l'Europe la paix définitive. M. Herriot, lui-même, pour un chef de Gouvernement, parle trop : l'interview qu'il a donnée à M. Norman Angell, — l'économiste qu'a rendu célèbre un livre où, en 1910, était péremptoirement démontrée l'impossibilité d'une guerre, — a provoqué, de la part de M. Ramsay MacDonald, une mise au point ; à la Chambre des communes, il a déclaré, le 26 juin, que l'opinion et la presse avaient grossièrement exagéré l'importance des entretiens de Chequers, que, pour sa part, il n'y avait pris aucun engagement, si ce n'est de se trouver aux côtés des Alliés en cas de manquement volontaire des Allemands à l'exécution du plan des experts, et qu'il n'avait été question, entre M. Herriot et lui, que de ce plan. *L'Indépendance belge* du 24 juin prêtait ces paroles à M. Herriot : « Dès à présent, en cas d'une agression préméditée de l'Allemagne, j'ai l'assurance d'un pacte définitif qui lierait la France, l'Angleterre, la Belgique. » Le 25, à Paris, *le Quotidien* écrivait : « La Grande-Bretagne est dès maintenant disposée à conclure avec ses alliés, et particulièrement avec la France,un pacte général d'assistance mutuelle obligatoire en cas d'agression de l'Allemagne. » Ce n'était là qu'un trompe-l'œil à l'usage des électeurs français. Tous les journaux anglais étaient, sur ce point, formels et puisaient leurs inspirations à bonne source. « Il n'est pas vrai naturellement, écrivait le *Daily Telegraph*, que M. MacDonald ait garanti à M. Herriot un pacte défensif avec la France en cas d'attaque non provoquée de la part de l'Allemagne...

Il fut décidé par les deux premiers ministres de laisser de côté toutes les questions de sécurité et de concentrer la discussion sur la préparation de la conférence de juillet et la mise en œuvre du plan des experts. » Déjà, le communiqué du Foreign Office sur l'entrevue de Chequers différait de celui de M. Herriot; tandis que le texte français parlait de « pacte moral de collaboration continue, » le texte anglais disait « une commune détermination de faire face aux difficultés qui assiègent leurs pays et le monde entier par une coopération continue; » et le *Daily Telegraph* se moquait de « la trouvaille littéraire de M. Herriot. » Les Anglais, dans leur île, n'admettent aucun « pacte » qui les lie à un État continental, pas plus qu'ils ne veulent de tunnel sous la Manche : liberté de manœuvre!

Devant la Chambre et le Sénat, le 26, le langage de M. Herriot fut plus réservé et prudent, conforme dans l'ensemble à ce que, le même jour, M. MacDonald déclarait de son côté : les deux chefs de Gouvernement n'avaient pris de décision qu'en ce qui concerne la réunion d'une conférence à Londres le 16 juillet et l'application du programme des experts, les deux questions de la sécurité française et des dettes interalliées étant ajournées. Une telle disjonction, d'ailleurs, n'est pas sans inconvénients; s'il ne s'agit que de sérier les questions sans en méconnaître la liaison, passe encore; mais, si la question des réparations était résolue par l'application du rapport des experts, trouverions-nous encore un Gouvernement britannique disposé à chercher avec nous la solution des deux autres questions? A supposer que M. MacDonald lui-même y soit enclin, sera-t-il encore premier ministre à l'automne? Il vient de subir, aux Communes, son septième échec. S'il se mettait trop ouvertement en rébellion contre les bureaux du *Foreign Office*, interprètes permanents de la tradition politique, il pourrait être rapidement renversé. C'est une opinion courante en Angleterre que les deux anciens partis préfèrent laisser aux travaillistes la tâche ardue d'appliquer le rapport Dawes, mais ne lui permettraient pas d'aller au delà. Et c'est sans doute ce qui donne son vrai caractère à l'incident révélateur dont l'envoi, par le Gouvernement britannique, des lettres d'invitation à la Conférence du 16, a été l'occasion.

La Conférence devant se réunir à Londres, le soin avait été laissé au Gouvernement anglais d'adresser l'invitation aux Puissances intéressées. Sir Eyre Crowe, secrétaire permanent du Foreign Office, trouva l'occasion favorable pour y joindre un mémorandum où est

exposé, comme s'il était le résultat concerté des entretiens de Chequers, le point de vue anglais. La thèse peut se résumer ainsi : le programme des experts comporte des obligations qui dépassent sur certains points les stipulations du traité de Versailles ; elles feraient l'objet d'un protocole que signeraient les Puissances qui doivent participer à la Conférence ; il comporterait les dispositions suivantes : fixation de la date à laquelle les Allemands devraient avoir pris les mesures exigées par les experts ; cette date serait suivie, à vingt jours de distance, de la cessation des sanctions économiques et financières actuellement en vigueur ; les Alliés prendraient l'engagement de s'abstenir de toutes nouvelles sanctions, sauf dans le cas de manquements graves de la part des Allemands. Ces manquements ne seraient plus constatés par la Commission des réparations, mais par un organisme nouveau qu'instituerait la Conférence. Les litiges relatifs à l'exécution de ce protocole seraient soumis à la Cour de justice internationale de La Haye.

Il est aisé de reconnaître, dans ce programme, les invariables prétentions du *Foreign Office* et ses rancunes inapaisées : c'est toujours, en définitive, une question de prestige qui est en jeu, mais les intérêts sont liés au prestige. Lorsque le Gouvernement français, poussé à bout par la politique anglaise et la mauvaise foi allemande, prit avec les Belges l'initiative d'occuper la Ruhr, il se trouva du même coup avoir saisi la direction, en face de l'Allemagne défaillante, de la politique des Alliés. Le Gouvernement anglais s'aperçut de la faute qu'il avait commise, et chercha par tous les moyens à reprendre, avec l'initiative, la direction : ce furent alors la tentative de médiation de lord Curzon, la consultation des « juristes de la couronne » qui, à l'instigation du *Foreign Office*, déclarèrent contraire au traité l'occupation de la Ruhr, la note du 11 août 1923, etc. A mesure que lord Curzon cherchait une issue, il s'enferrait davantage ; sa politique de désunion entre les Alliés et d'appui prêté à l'Allemagne dans sa résistance fut l'une des causes majeures des élections précipitées et de la démission du cabinet Baldwin. Les deux comités d'experts étaient encore une initiative de M. Poincaré. Mais, avec un nouveau Gouvernement français, à l'approche d'une nouvelle conférence, l'occasion ne serait-elle pas favorable pour ressaisir le gouvernail et réaliser le programme britannique ? En fixant une date très rapprochée pour la fin des sanctions économiques, on donnerait enfin raison à la thèse du Gouvernement britannique ; et, en dépouillant

la Commission des réparations d'une partie essentielle de ses attributions, on entrerait enfin dans la voie de la revision du Traité et on se débarrasserait de la Commission des réparations, qui a toujours été en butte aux défiances du Gouvernement britannique. On sait que la Commission des réparations devait, d'après le Traité, se composer de cinq membres; mais la carence des États-Unis, réduisant le nombre des délégués à quatre, assura la majorité, — le président, en cas de partage, ayant voix prépondérante, — au groupe étroitement lié France-Belgique. Le *Foreign Office* préférerait un organisme plus docile à ses volontés ; il supporte malaisément, bien que les intérêts français soient supérieurs à ceux des autres Alliés, que la Commission des réparations ait toujours pour président le délégué français. Toute occasion sera bonne pour réduire ses attributions. Le mémorandum anglais a du moins le mérite de révéler les vraies intentions du *Foreign Office*.

Dans quelle mesure M. Ramsay MacDonald doit-il être tenu pour responsable d'une telle manœuvre? Dans la mesure où un chef est responsable de ses services; mais il paraît certain que le mémorandum a été rédigé par sir Eyre Crowe et expédié par ses soins aux Puissances invitées à la Conférence, à l'exception de la France. Sir Eyre Crowe a participé aux entretiens de Chequers où il apparut, à plusieurs reprises, qu'il n'était pas en complet accord avec son chef; mais la tradition qu'il représente ne sera-t-elle pas plus forte que les intentions de M. Ramsay MacDonald? Il est certain d'ailleurs, — M. MacDonald l'a dit dans son discours du 7 juillet, — que les rédacteurs du mémorandum ont cru traduire les propos tenus à Chequers par M. Herriot. Du compte rendu même de ces entretiens, tel que M. Herriot l'a communiqué le 5 à la Commission des Affaires extérieures de la Chambre, il résulte que M. MacDonald exposa son programme auquel M. Herriot ne fit pas d'objection péremptoire. Sir Eyre Crowe a pu d'ailleurs confondre ce qui n'était que propos imprécis et provisoires avec les décisions formellement arrêtées d'un commun accord et destinées à être soumises à l'agrément des autres Alliés. Quoi qu'il en soit, le contenu du mémorandum, révélé en France, le 3 juillet, par *l'Écho de Paris*, a soulevé une légitime émotion au Parlement et dans l'opinion. M. MacDonald a été amené à déclarer que le mémorandum n'exprimait que les vues du Gouvernement britannique. Il reste la manœuvre étrange qui consiste à faire connaître isolément et préma-

turément les vues particulières du Gouvernement anglais aux Puissances invitées; il reste aussi que les vues du Gouvernement britannique, sans être radicalement inconciliables avec les intérêts français, en sont beaucoup plus éloignées que les communiqués enthousiastes donnés à la presse au retour d'Angleterre et de Belgique ne le laissaient espérer. M. Herriot a fait, devant les Commissions des Affaires étrangères et des finances de la Chambre, des déclarations rassurantes. Il a affirmé avec force qu'il n'acceptait pas les termes du mémorandum de Londres, qu'il avait fait tenir au Gouvernement anglais une protestation et qu'il gardait sa pleine liberté d'action. Mais le Président du Conseil a dû convenir qu'il avait connu, dès le 26 juin, la substance du mémorandum. On se demande alors comment, si la note n'était pas conforme à ce qui a été dit à Chequers, le quai d'Orsay a attendu pour réagir que l'article de *l'Écho de Paris* eût saisi l'opinion et que le Gouvernement belge eût, de son côté, manifesté son étonnement. Et si le mémorandum est conforme aux propos de Chequers, que penser de l'inexpérience du négociateur français?

Il se peut d'ailleurs que d'un mal sorte un bien. M. Herriot a pris contact non seulement avec un homme d'État anglais qui a, comme lui, intérêt à un heureux aboutissement de la Conférence, mais, en même temps, avec la politique permanente du Gouvernement britannique; c'est un nécessaire apprentissage dont il a tout de suite tiré profit en faisant rédiger par les services du quai d'Orsay une note où le point de vue français est exposé dans son intégralité. L'expérience a prouvé depuis longtemps que les Anglais ne respectent que ceux qui savent leur résister; défendre les intérêts essentiels de la France est d'ailleurs conciliable avec l'esprit de transaction sur les points accessoires et avec un ferme désir d'accord. M. Edmond du Mesnil, dans *le Rappel*, conclut en ces termes un article plein de justesse et de bon sens : « Sans heurts, sans brutalité, sans violence, sans distendre, — tout au contraire, — le lien de l'Entente (le ton cordial des lettres de M. MacDonald en témoigne), M. Poincaré était parvenu à rétablir la situation d'égalité qui sied entre la France et l'Angleterre. Grâce à la sage vigilance de sa politique, à la précise méthode de sa diplomatie, un grand redressement s'était opéré dans toutes les chancelleries au profit de la France dégagée de la suzeraineté britannique. Il est à craindre qu'avec les meilleures intentions du monde, et trompé par les nébuleuses de l'idéalisme, M. Édouard Herriot n'ait donné l'impression

à l'Angleterre qu'il abandonnait sur l'herbe les atouts soigneusement rassemblés par M. Poincaré. »

Le point de vue de l'Angleterre n'a pas changé ; le différend entre ses intérêts et les nôtres ne s'est pas atténué. Est-il irréductible? Non. On peut trouver à mi-chemin des solutions moyennes. La bonne volonté de M. MacDonald, dont son intérêt nous est un gage, n'est pas plus douteuse que sa loyauté. La presse anglaise a le sentiment que le succès de la Conférence et le maintien d'une bonne entente avec la France sont nécessaires aux intérêts britanniques ; elle s'efforce d'atténuer l'émotion soulevée en France par le mémorandum de sir Eyre Crowe. Et voici que M. MacDonald, appelé par M. Herriot, traverse le canal et arrive à Paris. Il est encore temps de se mettre d'accord pour le succès de la Conférence. Même si l'on regrette que le problème des dettes interalliées et celui de la sécurité de la Belgique et de la France aient été écartés de la Conférence; même si l'on déplore que des Puissances telles que la Pologne et la Tchécoslovaquie n'y soient pas conviées, on peut en espérer de bons résultats. Parlant le 6, à Troyes, M. Herriot a montré que « le plan des experts laisse aux Gouvernements alliés l'obligation de résoudre un certain nombre de questions : un accord des Gouvernements est donc nécessaire; il est urgent à cause du caractère précaire des conventions dites conventions de la M. I. C. U. M. »

Le 7 juillet, avant de partir le 8 pour Paris, le Premier anglais a donné, avec une évidente bonne foi, des explications décisives :« Je ne permettrai pas à ceux qui veulent brouiller les cartes, d'un côté ou de l'autre de la Manche, de détruire les chances d'un règlement entre la France et nous-mêmes. C'est là une chose trop horrible à envisager. C'est pourquoi j'ai accepté de me rendre à Paris... Il est absolument nécessaire que l'atmosphère de soupçons qui existe depuis si longtemps entre les deux pays soit éclaircie. » Il rejette sur « les fonctionnaires » la responsabilité du mémorandum, dont un sommaire avait d'ailleurs été envoyé au quai d'Orsay. « La Conférence du 16 juillet a catégoriquement, expressément et définitivement pour objet de voir comment on peut mettre en train le rapport Dawes. » Rien ne sera changé aux prérogatives de la Commission des réparations. Très rassurantes dans leur ensemble, les déclarations de M. MacDonald ne laissent pas d'être inquiétantes sur quelques points : « Le moment est venu pour nous d'obtenir du Reich un document qui lui impose vraiment des obligations morales. » On pensait que le Traité suffisait à cet effet! Mais ne chicanons pas

M. MacDonald; il conclut en disant : « Je n'insisterai jamais assez pour dire qu'on ne se mettra d'accord sur rien sans le consentement de la France. » C'est donc au Gouvernement français de ne pas laisser entamer nos droits.

M. Herriot s'aperçoit à l'usage qu'il n'est pas facile d' « organiser la paix. » A l'intérieur, il ne paraît pas pressé d'écarter ce qui divise; il continue sa politique de parti au profit de son parti. A propos des crédits pour la Ruhr, M. Léon Blum a déclaré à la tribune que sa conscience de socialiste ne lui permettait pas de les voter; les deux tiers environ de son groupe l'ont suivi, tandis que l'autre tiers suivait l'exemple de MM. Paul-Boncour, Varenne, et prenait ses responsabilités de parti de Gouvernement. Une pareille scission dans le cartel ne pouvait pas, à propos de la Ruhr, entraîner des conséquences graves parce que les républicains du Centre votaient patriotiquement les crédits, mais elle pourrait se reproduire à propos d'autres questions. Les incidents extérieurs ont ébranlé le crédit du Président du Conseil et, d'autre part, l'émotion qui persiste en Alsace et en Lorraine a trouvé beaucoup d'écho au Parlement et dans l'opinion. Le projet de loi sur l'amnistie ne manquera pas de soulever des débats irritants dans les deux Chambres. Le Sénat a écouté avec beaucoup d'attention, le 20 juin, le rapport remarquable où M. Henri Bérenger a souligné l'erreur d'un milliard de francs commise à la commission de la Chambre par M. Viollette, rapporteur, et où il a mis en lumière « l'effort d'assainissement et de redressement que nous avons accompli depuis quelques années. » A la Chambre, plusieurs grandes commissions, notamment celle des Finances, ont choisi pour président un socialiste; mais, à la commission de l'armée, M. Maginot l'a emporté sur M. Paul-Boncour. Ainsi, à l'intérieur comme à l'extérieur, les difficultés ne manquent pas à M. Herriot; ses fautes initiales ne font que commencer à développer leurs conséquences.

Les Allemands sont ainsi faits : dès qu'on paraît disposé à traiter avec eux à l'amiable, à les considérer comme gens de bonne foi capables d'apprécier l'intention d'un geste conciliateur, dès qu'on leur fait des concessions, ils deviennent arrogants, ils exigent, ils posent des conditions, ils renversent les rôles. La note commune sur le désarmement et la reprise du contrôle signée de MM. MacDonald et Herriot, tout en étant ferme de ton, laissait prévoir la modification possible du mode d'inspection; aussitôt les Allemands de s'en prévaloir; la réponse du Reich se donne l'air de poser

des conditions; la reprise du contrôle ne commencera que le 1er septembre, et, à ce moment, une inspection générale aura lieu qui devra être la dernière : le désarmement de l'Allemagne sera, à partir de ce moment, réputé accompli et à dater du 30 septembre on entrera sous le régime du contrôle par la Société des nations prévu par l'article 213 du traité. Il est facile de prévoir qu'une inspection ainsi canalisée et prévue ne découvrira pas grand chose. La réponse allemande, reçue le 1er juillet, fait de l'ironie : oui, dit-elle, on forme la jeunesse allemande à la discipline militaire, mais peut-on la priver de cette vertu éducative que seule possède le dressage à la prussienne? L'opinion publique dans les pays alliés n'a pas appris sans étonnement que le texte primitif de la réponse allemande contenait d'expresses réserves, qui n'ont disparu que sur les conseils pressants des ambassades d'Angleterre et de France : voilà qui en dit long sur la mentalité des milieux gouvernementaux de Berlin et sur les moyens dont se servent les Gouvernements de Londres et de Paris pour faire croire à un désarmement moral de l'Allemagne.

Le document allemand, comme tous ceux que nous avons lus depuis l'armistice, sue l'insincérité. Accepter le contrôle, accepter le rapport des experts, tout cela ce ne sont que des moyens de gagner du temps et d'endormir les Alliés, tandis que l'Allemagne renforce sa situation économique, financière et militaire. Il est impossible de lire la presse allemande sans garder la même impression : elle ressort, par exemple, d'un article du général Deimling dans la *Gazette de Francfort*, qui reflète bien l'opinion des militaires sérieux, non pas ceux qui s'agitent autour de Ludendorff, mais ceux qui travaillent avec von Seeckt. Le contrôle militaire ne pouvant donner, dans les conditions où il serait fait, des résultats très sérieux, les Allemands sensés estiment qu'il serait maladroit de s'entêter à le refuser et de priver l'Allemagne des avantages qu'elle croit pouvoir attendre des nouvelles dispositions des Alliés. Il y a certainement des Allemands qui espèrent aboutir à un régime de paix stable par l'exécution, aussi réduite que possible, du rapport des experts; mais ceux-là même, on se demande avec angoisse dans quelle mesure ils sont sincères; tous se remettent à ergoter sur les responsabilités de l'Allemagne dans la guerre, car ils sentent que s'ils pouvaient obtenir un semblant de gain de cause sur ce point, ils auraient porté à l'édifice du traité de Versailles un coup décisif. Nulle part on ne sent la vraie loyauté, l'Allemagne joue une

comédie. La presse, depuis que M. MacDonald et M. Herriot ont déclaré trop vite que l'Allemagne serait admise dans la Société des nations, pose ses conditions et fait la petite bouche; elle veut que l'admission de l'Allemagne prenne le caractère d'une réparation d'honneur, que l'article 231, sur la responsabilité allemande, ne soit plus interprété que dans le sens d'une responsabilité morale et que soit retiré le préambule à l'ultimatum des Alliés du 16 juin 1919 « avec les brutales accusations qu'il porte contre nous » (article du docteur Friedrich Thimme, républicain, dans le *Berliner Tageblatt* du 15 juin). L'Allemagne demanderait aussi, comme la France, des garanties de sécurité; comment ne les réclamerait-elle pas quand M. Herriot, par le canal de M. Norman Angell, fait savoir au monde que le pacte de sécurité pourrait être général et réciproque? Ainsi finirait par disparaître, selon les vœux de l'Allemagne, toute trace de ses responsabilités et de sa défaite; ce serait vraiment la paix sans victoire que demandait le président Wilson. Et déjà, le journal de la social-démocratie, le *Vorwaerts*, attribue ces résultats inespérés à la résistance passive dans la bataille de la Ruhr.

En Rhénanie et dans la Ruhr, les mesures de bienveillance et d'apaisement prises par M. Herriot sont interprétées à faiblesse: Belges et Français sont mécontents et les Allemands ne sont jamais satisfaits. Pour le renouvellement des accords avec la M. I. C. U. M. qui a été signé le 30 juin, M. Herriot avait fait officiellement avertir les Allemands que nos délégués avaient reçu pour instructions de consentir de larges concessions sur les tarifs; en même temps le général Degoutte recevait l'ordre, dont les Allemands eurent connaissance, de ne prendre aucune sanction, même si les industriels allemands ne signaient pas. Ceux-ci, naturellement, proposèrent de fixer à 0 mark 10 l'impôt sur le charbon qui était encore, en juin, de 1,50 mark; finalement, grâce à la fermeté des Belges, on est tombé d'accord à 0,75. Les industriels alléguaient ne pas savoir si le Gouvernement du Reich les indemniserait, alors qu'ils avaient déjà en poche son engagement écrit qu'ils ont montré au dernier moment : bonne foi allemande! Et déjà les Allemands ont dénoncé, pour le 1er août, comme vexatoires et inexécutables, les accords avec la M. I. C. U. M. Le Gouvernement prétend n'être pas en mesure de financer les accords, alors que depuis le 1er janvier, il a amorti 700 à 800 millions de marks-or sur sa dette (soit, en six mois, 3 milliards et demi de francs-papier) et que ses hauts fonctionnaires sont payés deux ou trois fois plus que les

nôtres. Si le budget apparaît en déficit, c'est qu'on y a fait figurer en dépenses des sommes énormes destinées à l'amortissement. Or la dette intérieure totale du Reich n'est que de 1 700 millions de marks-or (environ 7 500 millions de francs-papier). En huit jours les titres des emprunts de guerre allemands, dont les intérêts ne sont plus payés et dont le cours devrait être voisin de zéro, ont triplé de valeur; le Gouvernement, pour satisfaire les impatiences des nationalistes qui réclament la valorisation de ces emprunts et leur paiement par priorité avant les réparations, a racheté, à des cours élevés, beaucoup de ses titres; du même coup, il fait plaisir aux financiers anglais, qui détiennent une forte part de ces emprunts,

Le retour de la plupart des expulsés était une mesure opportune, mais à la condition de ne pas oublier que certains d'entre eux, qui n'étaient pas originaires des pays occupés, avaient été expulsés à la demande des habitants indigènes. Parmi les fonctionnaires expulsés, la moitié au moins l'ont été sur leur demande ; étrangers au pays, ils venaient intriguer auprès des autorités franco-belges pour obtenir une mesure qui leur valait un avancement, une indemnité et l'auréole du martyre à bon marché. Dans une petite ville que nous pourrions nommer, 80 p. 100 des expulsés sont dans ce cas. Va-t-on les réintégrer? Où les logera-t-on? Où logera-t-on 70 000 cheminots expulsés, tant que les employés de la régie franco-belge seront dans le pays?

Ainsi, de quelque côté que l'on regarde, on n'aperçoit, — sauf exceptions, — que comédie et maquillage; l'Allemagne se préoccupe de ne pas manquer les avantages que les nouvelles dispositions des Gouvernements alliés peuvent lui procurer : c'est tout; c'est d'ailleurs assez, pourvu qu'à Londres et à Paris on ne soit pas dupe de ce qui n'est que grimace et chantage et qu'on ne sacrifie rien d'essentiel au désir de ramener l'opinion allemande à plus de justice et de mesure; ce serait peine perdue et dangereuse faiblesse. Tout, en politique, est question de nuances : les intentions de M. Herriot sont droites; ses actes sont mal adaptés aux circonstances.

En Italie, les adversaires du fascisme et ses amis trop zélés continuent à troubler le pays à propos de la déplorable affaire Matteotti. Le corps de la victime n'a pas été retrouvé, mais il semble que les assassins soient sous les verrous, encore qu'ils protestent de leur innocence. Le discours du sénateur Albertini, directeur du *Corriere della Sera*, a marqué la résurrection de l'opposition parlementaire; avec beaucoup de mesure en même temps que de fermeté, M. Alber

tini a reconnu les services que le fascisme a rendus au pays; mais l'œuvre de M. Mussolini est incomplète : « Il s'agissait de rétablir le pouvoir de la loi et de donner à l'Italie la physionomie commune à tous les pays civilisés dans lesquels on sait défendre la liberté publique et privée... J'accuse d'avoir troublé les esprits d'une manière néfaste une formule politique qui érige un parti ou un homme en sauveur de la patrie et qui prétend lui attribuer sur la patrie un pouvoir sans limites ni de temps, ni d'espace et qui refuse aux autres le droit de s'opposer à lui pour s'y substituer. » Le fascisme a mis fin aux désordres communistes et aux grèves révolutionnaires, il a fait cesser l'insurrection des fonctionnaires contre l'État, mais il a substitué d'autres violences à celles qu'il réprimait; et M. Albertini fait un tableau saisissant de ce que fut la vie dans les provinces sous la domination des « ras, » c'est-à-dire des chefs du fascisme local : « ce fut un crescendo continu, de l'huile de ricin aux bastonnades, des bastonnades à la suppression de personnages importants. » Or, conclut le sénateur, l'Italie a soif de travail et est lasse des violences. Il semble bien que ce soit là l'opinion de M. Mussolini lui-même ; on se demande si l'assassinat de Matteotti n'a pas été combiné par les profiteurs du fascisme pour compromettre le *duce* et l'empêcher de réaliser les mesures qu'il préparait pour réduire les fascistes sous l'autorité de la loi ; c'est l'opinion de M. Carrère, correspondant du *Temps*. Le langage de certains « ras, » comme M. Farinacci à Crémone, fait assez voir que l'entreprise est difficile autant que nécessaire. M. Mussolini n'a procédé qu'à un remaniement partiel et timide de son ministère : trois ministres et tous les secrétaires d'État ont été remplacés sans que le caractère du Cabinet en soit profondément modifié. Il sera curieux et, pour tous les pays, instructif de voir comment M. Mussolini, qui a un tempérament d'homme d'État et de chef, arrivera à débarrasser son pays du fascisme. Tous les régimes ont leurs maladies : le grand sociologue James Bryce, qui a étudié la pathologie des démocraties parlementaires, aurait trouvé dans le phénomène fasciste, comme dans le bolchevisme, matière à un nouveau chapitre du livre si profond, *les Démocraties modernes*, dont vient de paraître une excellente édition française (1).

La France a célébré, le 4 juillet, avec une joie fraternelle, l'*Independence Day*, la fête nationale des États-Unis ; des messages d'amitié ont été échangés ; le Comité France-Amérique, qui, sous la pré-

(1) Payot, éditeur, 2 vol. in-8°.

sidence de M. Hanotaux, sert si utilement de trait d'union entre les deux pays, a inauguré une plaque commémorative où la participation américaine à la Grande Guerre est caractérisée par quelques mots historiques des hauts représentants du pays en France, depuis « La France se bat, j'accours! » du grand ambassadeur Bacon, jusqu'au sublime « La Fayette, nous voilà! » du général Pershing. Nous ne doutons pas de l'amitié des États-Unis, mais, en ce moment, leurs préoccupations ne sont pas en Europe, mais dans le Pacifique où les relations avec le Japon sont très tendues.

Le 1er juillet est entrée en vigueur la loi fédérale sur l'immigration, qui fixe le contingent maximum d'immigrants de chaque pays à 2 pour 100 du chiffre des ressortissants de ce pays habitant aux États-Unis en 1890. L'objet de la loi est de restreindre l'immigration des races de la Méditerranée ou des Balkans, pour favoriser les races du Nord : Anglais, Allemands, Irlandais, Scandinaves, que les Américains regardent comme plus aisément assimilables. Le total des immigrants va tomber de 350 000 à 160 000 environ. L'Allemagne aura droit à 51 000, l'Angleterre à 34 000, l'Irlande à 28 000; mais l'Italie à 3 845 seulement, au lieu de 42 000, la Russie à 2 248, la Grèce à 135. Où l'Italie dirigera-t-elle ses émigrants? C'est pour elle et pour l'Europe un sujet d'inquiétude. Comment retrouvera-t-elle les 70 millions de dollars que ses émigrants lui envoyaient chaque année? Quant aux Japonais, ils sont totalement exclus; républicains et démocrates sont d'accord pour que les États-Unis restent une démocratie blanche, C'est là une exigence qui ne dépasse pas le droit qu'a tout État de rester maître chez lui et de fermer sa porte s'il lui plaît, mais qui aura des répercussions profondes sur la vie et la politique de tous les peuples.

Que le bill d'immigration soit l'aboutissement d'une politique de race, c'est ce qui blesse profondément les Japonais. « L'accord de gentlemen, » de 1908, avait été loyalement observé par les Japonais : en fait, l'immigration japonaise aux États-Unis était presque nulle, mais le principe et l'honneur de la race jaune étaient saufs; elle n'était pas l'objet d'une exclusion qu'elle regarde comme outrageante (1). La nouvelle loi américaine a été l'objet d'une protestation diplomatique formelle et surtout d'une émotion populaire intense;

(1) Voyez, sur les origines de la querelle japono-américaine, notre article *une Nouvelle phase de la lutte pour le Pacifique*, dans la *Revue* du 1er novembre 1921, et notre livre : *l'Avenir de l'Entente franco-anglaise* (Plon, 1924, in-16).

plusieurs patriotes notables ont fait *harakiri* devant l'ambassade des États-Unis; le ton de la presse est extrêmement violent. La réponse de M. Hughes, qui se contente d'alléguer les droits souverains du Congrès à légiférer sur l'immigration, n'a fait que surexciter l'opinion. Au point de vue diplomatique, l'incident est clos provisoirement; au point de vue politique, il entre dans sa phase aiguë; une période critique de la lutte pour le Pacifique s'ouvre. Des élections récentes, dont le caractère démocratique a été très accusé, ont amené au pouvoir une coalition dont le vicomte Kato est le chef, et qui a, parmi les articles de son programme, le suffrage universel; la démocratie japonaise qui arrive à la puissance politique, s'étonne et s'indigne d'être considérée comme une « race inférieure. » La presse fait appel à tous les Asiatiques contre « la barbarie américaine » et prophétise une prochaine « guerre de races » implacable et terrible.

L'antagonisme entre le Japon et les États-Unis aura, a déjà, pour conséquence un rapprochement entre la Russie soviétique, qui soutient les revendications des races asiatiques contre les dominations européennes, et le Japon, et aussi entre le Japon et la Chine. L'indignation contre les États-Unis n'est pas étrangère à l'accueil enthousiaste fait au Japon à M. Merlin, gouverneur général de l'Indo-Chine. Les Allemands, de leur côté, cherchent à profiter des circonstances pour provoquer une grande coalition entre la Russie, le Japon, la Chine et l'Allemagne. Le Japon attend son heure; il ne veut pas de guerre aujourd'hui, mais il se prépare avec l'énergie et la ténacité de sa race; il n'acceptera aucun compromis; « il possède une occasion unique de se faire le champion de toutes les races, le protecteur de la justice universelle et d'acquérir par là un relief et un lustre incomparables. » La « guerre sainte » que prépare le Japon sera d'abord une « croisade intellectuelle » contre les États-Unis. Les Nippons n'ont pas seulement des soldats, des navires et des canons, mais un dangereux arsenal d'idéologie. Les événements qui se préparent dans le Pacifique doivent attirer l'attention de tous les hommes d'État qui n'ont pas oublié que gouverner c'est prévoir.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.